



HAL
open science

Le rôle de la dissuasion nucléaire dans les relations internationales durant la Guerre Froide: l'impact des rencontres entre John F. Kennedy et Harold Macmillan de 1961 à 1963 sur la coopération entre les États-Unis et le Royaume-Uni et le projet de force atomique multilatérale de moyenne portée de l'OTAN

Ciara Mclaverty

► **To cite this version:**

Ciara Mclaverty. Le rôle de la dissuasion nucléaire dans les relations internationales durant la Guerre Froide: l'impact des rencontres entre John F. Kennedy et Harold Macmillan de 1961 à 1963 sur la coopération entre les États-Unis et le Royaume-Uni et le projet de force atomique multilatérale de moyenne portée de l'OTAN. Histoire. 2024. dumas-04735537

HAL Id: dumas-04735537

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04735537v1>

Submitted on 14 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Ciara MCLAVERTY

**Le rôle de la dissuasion nucléaire dans les relations internationales
durant la Guerre Froide : l'impact des rencontres entre John F.
Kennedy et Harold Macmillan de 1961 à 1963 sur la coopération
entre les États-Unis et le Royaume-Uni et le projet de force
atomique multilatérale de moyenne portée de l'OTAN.**

Mémoire de Master 1 Histoire Militaire et Etudes de Défense

Sous la direction du Pr. Nicolas GACHON et du Pr. Antoine COPPOLANI



Université Paul Valéry Montpellier III

Faculté des Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement UFR 3

Première de couverture : Image d'Harold Macmillan et John F. Kennedy à la base aérienne Kindley aux Bermudes, le 21 décembre 1961 à 12 heures 55, disponible à : https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkwhp-1961-12-21-b#?image_identifieur=JFKWHP-ST-A4-4-61

Remerciements

Je dédie ce mémoire à mon directeur M. Nicolas Gachon, dont l'expertise et la grande disponibilité ont été essentielles à la réalisation de ce travail. Je tiens à souligner l'importance de l'aide de M. Gachon, particulièrement précieuse au début du semestre. Ses conseils avisés et sa confiance en mon travail, depuis la définition du sujet jusqu'aux recherches archivistiques et au début rédaction, ont été inestimables. M. Gachon, professeur d'Histoire contemporaine et de relations internationales, spécialiste des États-Unis, nous a malheureusement quittés trop tôt. Son souvenir restera gravé dans nos mémoires.

Un grand merci également à M. Antoine Coppolani, qui a bien repris la direction de ce travail un mois avant la fin.

Je tiens également à remercier l'ensemble des professeurs du Département d'Histoire de l'Université de Montpellier III pour leur enseignement de qualité et leur accompagnement tout au long de l'année.

Il m'est naturellement impossible de ne pas exprimer ma gratitude envers les personnes rencontrées lors des événements organisés par les diverses associations de l'IHEDN, lesquels m'ont permis d'approfondir mes connaissances sur l'histoire du nucléaire.

Enfin, un grand merci à mes camarades de master pour leur solidarité et leur aide tout au long de cette année, et tout particulièrement Lou, Mathilde et Faustine.

Sommaire

Première partie : Le début des années 1960 : le rôle de la dissuasion nucléaire en période de transition.

Chapitre I. La nécessité d'actualiser la stratégie de l'OTAN aux nouveaux enjeux nucléaires.

Chapitre II. L'abandon par le Royaume-Uni de son programme de missiles *Blue Streak* : le début d'une dépendance envers les États-Unis.

Chapitre III. La définition de la stratégie britannique de défense des années 1960.

Chapitre IV. La crise de Berlin en 1961, un risque de guerre nucléaire ?

Deuxième partie : Une nouvelle phase de la course à l'armement.

Chapitre V. La reprise des essais nucléaires par l'Union Soviétique (octobre 1961).

Chapitre VI. L'inquiétude de l'essor des technologies de défense antibalistiques.

Chapitre VII. Christmas Island et les essais nucléaires atmosphériques.

Chapitre VIII. La recrudescence du dialogue entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest sur le désarmement, la prolifération et l'interdiction des essais nucléaires.

Chapitre IX. La rencontre des Bermudes entre John F. Kennedy et Harold Macmillan en décembre 1961.

Troisième partie : Les obstacles dans la définition d'une force nucléaire stratégique britannique : une impasse dans la « *Special Relationship* » ?

Chapitre X. La crise des missiles de Cuba (16 octobre 1962-29 octobre 1962).

Chapitre XI. L'abandon du programme de missiles *Skybolt* et ses alternatives : un tournant dans la relation anglo-américaine.

Chapitre XII. Les négociations pour la provision de bases sous-marines POLARIS en Écosse à destination des forces américaines.

Chapitre XIII. Le tumultueux processus des Accords de Nassau, décembre 1962.

Liste des abréviations

ABM	Anti-Ballistic Missile
ACE	Allied Command Europe
ACLANT	Allied Command Atlantic
AEA	Atomic Energy Authority
BAOR	British Army Of the Rhine
BNDSG	British Nuclear Deterrent Study Group
CAS	Chief of the Air Staff
CDS	Chief of the Defence Staff
CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CIA	Central Intelligence Agency
COS	Chiefs of Staff
EEC	European Economic Community
EFTA	European Free Trade Area
FO	Foreign Office
GDR	German Democratic Republic
HMG	Her Majesty's Government
ICBM	Intermediate Range Ballistic Missile
IRBM	Intermediate Range Ballistic Missile
INPRO	Interim Program NATO
JCS	Joint Chiefs of Staff
JIC	Joint Intelligence Committee
MDA	Mutual Defence Agreement
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
MLF	Multilateral Force

MoA	Ministry of Aviation
MoD	Ministry of Defence
MRBM	Medium Range Ballistic Missile
NAC	North Atlantic Council
NATO	North Atlantic Treaty Organisation
NBMR	NATO Basic Military Requirement
RAF	Royal Air Force
SACEUR	Supreme Allied Commander Europe
SACLANT	Supreme Allied Commander Atlantic
SAM	Surface-to-Air Missile
SAC	Strategic Air Command
SLBM	Submarine Launched Ballistic Missile
USAF	United States Air Force
USSR	Union of Soviet Socialist Republics

Introduction

In the early days all the attention had been focused upon the problem of actually making a bomb. This had originally been largely developed by British scientists and then, when France was occupied, Churchill and Roosevelt had agreed to transfer the work to the United States where the Hiroshima bomb had finally been produced. At that stage Britain and America had in a sense owned an equal share in the equity. [...] After the war this Anglo-American co-operation which had not been covered by any precise legal agreement was threatened by difficulties [...] which had led to the passing of the McMahon Act. President Eisenhower had felt that this Act had treated Britain too harshly [...].

— Harold Macmillan¹.

Cet extrait d'une déclaration du Premier ministre britannique Harold Macmillan lors d'un Sommet aux Bermudes avec le président américain John F. Kennedy en date du 19 décembre 1962 offre un accès intéressant de l'historique de la relation de coopération nucléaire entre les deux puissances atlantiques.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, les Accords de Québec signés le 19 août 1943 par Winston Churchill et Franklin Delano Roosevelt créèrent formellement le projet conjoint *Manhattan* à partir du programme britannique *Tube Alloys*, initié dès 1939, marquant ainsi début de la coopération nucléaire entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Les scientifiques américains et britanniques atteignirent leur objectif final en développant la première bombe atomique, testée le 16 juillet 1945 lors de l'essai *Trinity* à Alamogordo (État du Nouveau Mexique), conférant aux États-Unis le statut de première puissance nucléaire au monde².

¹ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England. Harold Macmillan at the Bahamas meeting, 19.12.1962 at 9:50 am, p. 10-11 (voir Annexe 1).

² Matthew Jones, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent*, vol.I: *From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris*, 1945-1964, (Routledge), 2017, p. 26.

Dans leur sillage, au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, le Royaume-Uni se considérait comme étant la « seconde puissance atomique »³, statut de puissance nucléaire qui allait lui permettre de conserver une certaine influence sur la scène internationale⁴.

Dans cette époque parfois qualifiée de premier âge nucléaire, le fait de posséder une arme aussi destructive que l'arme nucléaire au cœur d'une force de dissuasion nationale était la condition *sine qua non* pour créer un système international stable et pour préserver la paix, dans le but ultime d'éviter une nouvelle guerre mondiale en Europe⁵.

Dès lors, le concept de dissuasion nucléaire voit le jour. Il s'agissait de prévenir une agression ennemie en persuadant l'adversaire que les dommages collatéraux d'une attaque seraient supérieurs aux bénéfices éventuels⁶. Selon la théorie de la dissuasion, toute guerre nucléaire conduirait à la destruction mutuelle certaine⁷ des acteurs impliqués dans le conflit du fait de la nature même des armes utilisées, ce qui révolutionna l'essence de la guerre⁸. Cet équilibre de la terreur sous-entendait effectivement que le pays engagé dans une telle attaque aurait largement plus à perdre qu'à gagner en perpétrant une attaque puisque son adversaire riposterait avec une frappe nucléaire d'intensité équivalente, voire supérieure⁹.

La coopération dans le domaine nucléaire entre les gouvernements de Londres et de Washington se trouva néanmoins entravée en 1946 par le vote de la loi McMahon (*Atomic Energy Act*¹⁰) au Congrès des États-Unis. Cette loi limitait, voire interdisait, le partage d'informations nucléaires classifiées avec tout pays étranger¹¹.

Le 3 octobre 1952 lors du premier essai nucléaire britannique indépendant opération « Hurricane » réalisé en Australie dans les îles Monte Bello¹², les États-Unis avaient donc déjà

³ Martin A. Smith, «British nuclear weapons and NATO in the Cold War and beyond» *International Affairs*, 87(6), (November 2011), p. 1385-1399. <https://www.jstor.org/stable/41306996>, p. 4.

⁴ Jones, p. 25.

⁵ *Ibid.*, p. 26-28.

⁶ TERTRAIS Bruno. (2011). *Atlas mondial du nucléaire*. Editions Autrement, p. 70.

⁷ *Mutually Assured Destruction, MAD*.

⁸ Bernard Brodie, *The Absolute Weapon - Atomic Power and World Order*, Yale Institute of International Studies (February 15, 1946), <https://www.osti.gov/opennet/servlets/purl/16380564> p. 2.

⁹ Pierre Marie Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, ([1960] 2009), p. 32.

¹⁰ Loi sur l'énergie atomique de 1946, ¹⁰ US Congress, Pub. L. 79-585 (1946).

¹¹ Jones, p. 36.

¹² *Ibid.*, p. 54.

une longueur d'avance sur le Royaume-Uni pour être parvenus à créer une arme nucléaire tout à fait différente, la bombe à hydrogène (la bombe H, arme à fusion nucléaire).

En dépit de ce retard technique, le ministre de la Défense britannique Duncan Sandys élabora dans un Livre Blanc sur la Défense (1957)¹³ une stratégie d'évitement de la guerre et de la prévention d'agressions ennemies adossée à une capacité nucléaire nationale¹⁴.

Subséquemment, le lancement du satellite Spoutnik 1 par l'URSS¹⁵ raviva les tensions de la guerre froide et conduisit l'administration de Dwight D. Eisenhower à conclure un accord avec le gouvernement d'Harold Macmillan en 1958, accord de défense mutuelle entre les deux pays, leur permettant ainsi de renouer le lien transatlantique. De cet accord découlent les discussions entre les deux chefs de gouvernements à Camp David en 1960, renforçant une nouvelle fois cette volonté de coopération.

C'est également durant cette période que les doctrines d'emploi des forces nucléaires évoluèrent profondément. Les États-Unis et l'OTAN¹⁶ passèrent en 1962 de la doctrine de « représailles massives » (1954) à celle de « riposte graduée »¹⁷. La première, élaborée par le secrétaire d'État américain John Foster Dulles dans son discours du 12 janvier 1954, reposait sur une capacité de riposte nucléaire immédiate et massive en cas d'agression de l'Union soviétique¹⁸. Cette doctrine fut remplacée en 1962 lorsque les États-Unis adoptèrent officiellement la doctrine imaginée par le secrétaire de la Défense Robert McNamara, doctrine de « riposte graduée » (*flexible response*), consistant en l'élaboration d'une large gamme d'options intermédiaires en cas d'agression, ce afin d'augmenter la crédibilité de la dissuasion et d'éloigner le plus possible le déclenchement d'une guerre nucléaire.¹⁹ L'OTAN finit par intégrer cette doctrine de manière officielle dans sa propre stratégie en 1967.

Il apparaît donc de manière évidente que la coopération nucléaire entre les États-Unis et le Royaume-Uni a dû se construire autour de différents événements et de changements de paradigmes conceptuels entre la fin des années 1950 et le début des années 1960.

¹³ UK Parliament (House of Commons), *Sandys White Paper on Defence*, HC Deb, 16 April 1957, vol. 568, cc1758-878, <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1957/apr/16/defence>.

¹⁴ Jones, p. 79.

¹⁵ URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

¹⁶ OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

¹⁷ Jones, p. 56.

¹⁸ Tertrais, p. 70.

¹⁹ *Ibid.*

* * *

Lors de mon travail de recherche bibliographique j'ai pu réaliser que l'historiographie de la guerre froide est extrêmement riche. Il existe en effet une multitude d'ouvrages et de publications scientifiques sur la période. Qu'il s'agisse de travaux couvrant la période entière ou de travaux traitant uniquement une dimension précise du conflit, comme une zone géographique, une crise particulière ou encore les aspects politiques, diplomatiques, militaires ou sociaux, le chercheur souhaitant travailler sur la guerre froide ou sur le nucléaire doit embrasser une littérature tout à fait considérable. J'ai pu toutefois observer que la plupart de ces écrits ne prend pas en compte l'ouverture toute récente de nouvelles archives au public²⁰.

Parmi les auteurs ayant travaillé sur les relations nucléaires transatlantiques durant la guerre froide, il est impossible de ne pas citer l'historienne Margaret Gowing, chargée par l'Autorité britannique de l'énergie atomique²¹, créée en 1954, de produire des travaux sur l'histoire des débuts des armes nucléaires au Royaume-Uni.

D'autres travaux sur le sujet incluent entre autres : *The Long Wait: The Forging of the Anglo-American Nuclear Alliance 1945-1958* de Timothy J. Botti (1987)²²; *Nuclear Diplomacy and the Special Relationship: Britain's Deterrent and America 1957-1962* de Ian Clark (1994)²³; *Ambiguity and Deterrence: British Nuclear Strategy, 1945-1964* de John Baylis (1995)²⁴; *Planning Armageddon : Britain, the United States and the Command of Western Nuclear Forces 1945-1964* de Len Scott, Stephen Robert et Stephen Twigge (2000)²⁵; *The British Nuclear Weapons Programme, 1952-2002* de Frank Barnaby Frank et Douglas Holdstock (2004)²⁶ et *British Nuclear Weapons and the Test Ban, 1954-73: Britain, the United*

²⁰ Voir *infra*.

²¹ United Kingdom Atomic Energy Authority, AEA.

²² Timothy J. Botti, *The Long Wait: The Forging of the Anglo-American Nuclear Alliance 1945-1958*, Praeger Publishers, 1987.

²³ Ian Clark, *Nuclear Diplomacy and the Special Relationship: Britain's Deterrent and America 1957-1962*, Clarendon Press, 1994.

²⁴ John Baylis, *Ambiguity and Deterrence: British Nuclear Strategy, 1945-1964*, Clarendon Press, 1995.

²⁵ Len Scott, Stephen Robert et Stephen Twigge, *Planning Armageddon: Britain, the United States and the Command of Western Nuclear Forces 1945-1964*, Routledge, 2000.

²⁶ Frank Barnaby et Douglas Holdstock, *The British Nuclear Weapons Programme, 1952-2002*, Taylor and Francis, 2004.

States Weapons Policies and Nuclear Testing: Tensions and Contradictions de Matthew Grant (2012).²⁷

Enfin, l'ouvrage sur lequel ce mémoire se fonde principalement est celui de Matthew Jones, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent* (2017), en particulier le premier volume intitulé : *From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*²⁸.

* * *

Au cours de cette recherche, j'ai choisi de me focaliser sur la période s'étendant de la fin de l'année 1960 au milieu de l'année 1963, ce qui correspond au mandat de John F. Kennedy en tant que président des États-Unis. Ce choix se justifie par l'impossibilité de réaliser un mémoire de recherche de première année de Master couvrant l'entièreté des années 1960. Effectivement, bien qu'elle ne soit pas véritablement une guerre ouverte, la guerre froide se caractérise par la multiplicité de conflits éparpillés tout autour du globe. De ce fait, effectuer un travail de recherche sur la coopération nucléaire transatlantique couvrant la totalité de la période de la guerre froide aurait été une tâche démesurée en si peu de temps. C'est pourquoi mon travail traitera des années 1960 à 1963, me permettant de mettre en lumière la crise de Berlin (1961) et la crise de Cuba (1962). En choisissant seulement deux des événements critiques de la guerre froide je pourrai examiner de manière précise leur impact sur le développement des liens dans le domaine nucléaire entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Dans une démarche qui m'a semblée pertinente j'ai préféré arrêter mon sujet aux répercussions immédiates des Accords de Nassau en décembre 1962. Il ne m'aurait pas semblé pertinent de poursuivre mon travail au-delà de l'année 1963, étant donné que le remplacement de John F. Kennedy par Lyndon B. Johnson a d'une certaine manière induit une nouvelle vision de la politique américaine. Selon moi, c'est durant cette période bien précise que la relation transatlantique a évolué de la manière la plus importante, notamment façonnée par les crises de Berlin et de Cuba. Le changement de stratégie dans l'emploi des armes nucléaires s'est également opéré à ce moment-là et il sera très important et très intéressant d'en comprendre les raisons.

* * *

²⁷ Matthew Grant, « British nuclear weapons and the test ban, 1954–73: Britain, the United States weapons policies and nuclear testing: tensions and contradictions », *Journal of Transatlantic Studies*, 10(3), (September 2012), pages 295-297.

²⁸ Jones, *op.cit.*

J'ai pu observer que l'historiographie existante ne prend pas encore en compte l'ouverture toute récente de nouvelles archives au public. C'est pourquoi mon travail de recherche s'articule autour de différents fonds d'archives rassemblant des documents gouvernementaux datés entre 1959 et 1964. Les documents sur lesquels cette recherche s'appuie proviennent pour la majorité de la collection numérisée et désormais disponible en ligne des Archives nationales britanniques²⁹, plus particulièrement du fond d'archives des *Macmillan Cabinet Papers 1957-1963*. Ce fonds contient des échanges de correspondances entre Harold Macmillan et John F. Kennedy ainsi qu'avec leurs ambassadeurs, ministres de la Défense et des Affaires étrangères respectifs, mais également des lettres adressées à Charles de Gaulle, Konrad Adenauer et Nikita Khrouchtchev. Y figurent également de rapports de négociations bilatérales, des comptes-rendus de réunions de conseils des ministres britanniques et leurs conclusions, ainsi que des rapports et des papiers blancs sur la défense du Royaume-Uni.

Ont également été inclus dans ce travail des extraits de documents issus des archives en ligne de l'OTAN³⁰ ainsi que du Centre des Archives diplomatiques du ministère français des Affaires étrangères de la Courneuve.

Enfin, étant donné que ce travail porte sur la relation anglo-américaine, il était nécessaire d'avoir accès à des sources américaines. De ce fait, j'ai consulté les Archives nationales américaines³¹, les archives de sécurité nationale³², plus particulièrement la collection du projet de documentation « *The Nuclear Vault* » disponible en ligne, et enfin la Bibliothèque John F. Kennedy³³, à des fins iconographiques principalement.

L'abondance de documents datant la période de la guerre froide disponibles à la consultation en ligne rend le travail du chercheur à la fois exaltant et rude par la complexité de la tâche de sélection de dossiers pertinents au sujet d'étude. Il est vrai que ce corpus est majoritairement composé d'archives du gouvernement britannique et que, par manque de temps, les documents provenant du gouvernement américain sont moins nombreux. Cependant, les archives britanniques contiennent des échanges exhaustifs de lettres et de télégrammes entre

²⁹ *The National Archives UK* (Kew), <https://www.nationalarchives.gov.uk>.

³⁰ *NATO Archives Online*, <https://archives.nato.int>.

³¹ *US National Archives and Records Administration* (NARA), <https://www.archives.gov/>.

³² *National Security Archives*, <https://nsarchive.gwu.edu>.

³³ *John F. Kennedy Presidential Library*, <https://www.jfklibrary.org>.

Royaume-Uni et États-Unis, c'est-à-dire le message envoyé par un acteur ainsi que sa réponse depuis l'autre côté de l'Atlantique, ce qui m'a semblé suffisant pour un travail à réaliser en seulement une année. Il serait évidemment intéressant de comparer dans un travail plus large les rapports de l'administration américaine correspondant à la période 1961-1963.

* * *

Pour toutes ces raisons, il est important de se demander comment le Royaume-Uni et les États-Unis en sont arrivés aux Accords de Nassau de décembre 1962. Plus particulièrement, nous nous interrogerons sur la manière dont les négociations entre les Britanniques et les Américains à propos des missiles nucléaires Polaris sont arrivées à un point de paroxysme sous l'administration de John F. Kennedy.

Nous verrons dans une première partie les raisons pour lesquelles le rôle de la dissuasion nucléaire est entré une période de transition au début des années 1960. Il sera ensuite nécessaire de comprendre les événements qui ont mené à l'ouverture d'une nouvelle phase dans la course à l'armement jusqu'au Sommet des Bermudes en décembre 1961. Enfin, nous examinerons les obstacles dans la définition d'une force nucléaire stratégique britannique, sorte d'impasse dans la « Special Relationship » ?

Première partie : Le début des années 1960 : un renouvellement du rôle de la dissuasion nucléaire.

Chapitre I. La nécessité d'actualiser la stratégie de l'OTAN aux nouveaux enjeux nucléaires.

Dans une lettre adressée au Premier ministre britannique Harold Macmillan le 29 décembre 1960, le Président français Charles de Gaulle lui présentait ses meilleurs vœux pour l'année à venir, avant de rajouter : « Comme vous, je crois que l'année 1961 va nous placer devant des problèmes difficiles³⁴. ». Nous comprenons par cette lettre l'atmosphère du début des années 1960 dans le bloc Occidental, face à l'urgence de réorganisation politique et militaire de la stratégie de l'OTAN, en grande partie à cause de l'augmentation des capacités nucléaires soviétiques³⁵. Assurément, l'Atlantique Nord demeurait un axe vital unissant les deux blocs de pouvoir de l'Alliance. Conserver la suprématie otanienne sur cette zone étendue était capital, du fait de la traversée fréquente de forces de soutien vers le continent européen mais également du rôle clé des bases « îles » y étant situées, dont la mission était de soutenir les forces maritimes et aériennes de l'océan, notamment aux forces chargées de la contre-offensive nucléaire³⁶.

Par ailleurs, l'année 1961 marquait le début d'un cycle de quatre ans d'entraînements pour l'OTAN, qui, malgré une absence d'exercices à grande échelle, avait vu ses exercices augmenter de vingt pour cent par rapport à l'année précédente, avec onze exercices de ACLANT (*Allied Command Atlantic*³⁷).

³⁴ Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 114.

³⁵ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 187.

³⁶ NATO Standing Group Liaison Office and Office of the Standing Group Representative. (16 May 1962). *Basic Assumptions for an Assessment of the Long-Term Threat to NATO*. 03-Military Committee, Standing Group, Standing Group Liaison Office Paris Memoranda 1962 (LOM 084 62), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, pp. 17-18.

³⁷ NATO International Planning of the Standing Group. (31 May 1962). *NATO Exercises 1961*. 03 - Military Committee, Standing Group, International Planning Team, Formal documents of the International Planning Team of the Standing Group (IPT) (IPT 123/408-DRAFT2), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, p. 8.

Le début des années 1960 fut également marqué par un cycle de transition dans les alliances entre les membres de l'organisation occidentale. Était-il véritablement nécessaire de repenser l'OTAN et de procéder notamment, à une redéfinition des objectifs communs ?

1. La parité nucléaire et la crédibilité de la dissuasion occidentale.

Des changements se sont produits, d'autre part, dans les techniques militaires : le monopole atomique américain a été remplacé par un équilibre atomique avec la Russie. [...] Tout le concept stratégique de l'Alliance a donc changé et des adaptations sont en cours. Elles devront principalement résoudre deux problèmes : celui du moment de l'emploi des armes atomiques stratégiques et tactiques, et celui de la diffusion des armes atomiques à d'autres pays qu'aux États-Unis. Nous sommes, à cet égard, dans une période de transition, c'est-à-dire d'incertitude, et sans doute ne trouverons-nous jamais la formule parfaite. Mais c'est déjà beaucoup que tout le monde soit conscient de l'existence du problème et que chacun entreprenne l'effort national qu'il lui appartient de faire.

— Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères³⁸, France (7 juillet 1961)³⁹.

Au début de cette nouvelle décennie, les pays occidentaux étaient face à une évidence : la politique de dissuasion nucléaire de l'OTAN avait été élaborée dans les années 1950, lorsque l'Alliance atlantique détenait une supériorité nucléaire claire, or le monde se trouvait désormais dans une situation de parité nucléaire. De ce fait, l'OTAN avait grandement besoin de renforcer sa capacité nucléaire stratégique, car il était impossible de constituer un front égal face aux forces conventionnelles soviétiques extrêmement préparées⁴⁰. Cette parité nucléaire a créé la situation suivante : ni le bloc de l'Ouest ni le bloc de l'Est ne souhaitaient risquer une action qui aurait pu entraîner une guerre en Europe, ayant à présent les mêmes intérêts mutuels, c'est-à-dire l'acceptation du *statu quo* politique pour les dix années à venir⁴¹.

³⁸ MEAE.

³⁹ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 116, 7 juillet 1961.

⁴⁰ Macmillan's Cabinet. (1959-1961). *Future Policy Study Committee Meetings 1959-1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 134 1929), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p.1, 09 juin 1959.

⁴¹ *Ibid.*, 09 juin 1959, p. 4

La dépendance de l'Europe au parapluie nucléaire américain.

Tout d'abord, l'OTAN ne parvenait pas à se défaire d'un problème majeur au début des années 1960, celui de la dépendance des pays européens au parapluie nucléaire américain⁴². Celle-ci se manifestait surtout par la provision par les États-Unis d'armes dites « avancées » à ses alliés de l'OTAN en mars 1960. Ces armes correspondaient à des missiles balistiques perfectionnés mais n'étaient pas pour autant des missiles IRBM⁴³. Elles étaient considérées comme nécessaires dans l'implémentation de la stratégie militaire de l'OTAN notamment dans les prérequis minimaux de l'organisation concernant la période de 1960 à 1963. Effectivement, la « Directive Politique aux autorités militaires de l'OTAN⁴⁴ » adoptée au Conseil de l'Atlantique Nord le 13 décembre 1956 avait établi la stratégie de l'OTAN comme étant dépendante de l'efficacité de sa force nucléaire de représailles ainsi que des forces de protection (*shield forces*) et cette dépendance avait été rappelée dans de nombreux documents depuis. Ces forces devaient être capables de réagir de manière rapide, avec des armes nucléaires si besoin, et ce à tout type d'agression ennemie. Une augmentation des exigences appliquées à la force otanienne était d'ailleurs prévue pour la période de 1958 à 1963, particulièrement dans le cas d'unités équipées d'une grande variété de missiles et d'aviation ayant des capacités atomiques.

Reconnaissant les difficultés de modernisation des armées de certains pays de l'OTAN, les États-Unis proposèrent leur assistance pour l'acquisition d'armes avancées à travers le « Mutual Security Program », dès lors que lesdits pays n'étaient pas capables de se les procurer grâce à leurs propres ressources.

Le projet prévoyait principalement de fournir des systèmes de missiles balistiques⁴⁵ avancés, capables de transporter des têtes nucléaires tels que : des missiles sol-air (*Nike*), des missiles sol-sol (*Honest John*, *Corporal*, *Sergeant* et *Matador*), des missiles navire-air (*Terrier*

⁴² Parapluie nucléaire : une alliance permettant à des États non-nucléaires de fonder leur sécurité sur les capacités militaires nucléaires d'un pays doté de l'arme atomique les protégeant. ERÄSTÖ, Tytti. « The Role of Umbrella States in the Global Nuclear Order ». *SIPRI Insights on Peace and Security* 2023(06) (June 2023), https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-06/global_nuclear_order.pdf

⁴³ IRBM : *Intermediate Range Ballistic Missile*.

⁴⁴ Department of Defense. (23 March 1960). "International Security Affairs, Department of Defense, for NATO Defense Ministers Conference, "Provision of Advanced Weapons to NATO Countries (Other than IRBMs), 23 March 1960, Secret". The Nuclear Vault (DNSA Digital National Security Archive), National Security Archives US, Washington DC, United States.

⁴⁵ Missile balistique : missile suivant une trajectoire parabolique, sortant de l'atmosphère terrestre puis libérant des ogives (conventionnelles ou nucléaires) ayant chacune une trajectoire propre une fois de retour dans l'atmosphère. BLANCHARD, François. « Missiles de croisière, balistiques, hypersoniques... : quelles différences ? ». Institut Français des Relations Internationales (28 juin 2022), <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/missiles-de-croisiere-balistiques-hypersoniques-differences>

et *Tartar*), des missiles air-air (*Sidewinder*), des IRBM (*Thor* et *Jupiter*), des kits d'adaptation pour les avions et des kits de conversion « F-84F » à destination des vecteurs atomiques⁴⁶ de manière générale, et pour finir des avions supersoniques « F-100 ».

Le projet américain d'assistance en matière d'armement avancé dépendait notamment des efforts des pays concernés à remplir les conditions requises telles que : l'ordre de priorité, la capacité d'absorption dans les forces nationales ou encore la capacité d'utilisation et de maintenance des armes. Il était prévu que la recherche, le développement et la production des armements avancés soient coordonnés par l'OTAN avec une aide américaine. Cela étant, si un milliard de dollars avait été approuvé pour le programme américain d'assistance militaire visant à financer une variété constante de missile (y compris des IRBM), les États-Unis ne pourraient pas tout produire et maintenir avec leurs propres moyens et demandèrent une participation financière des pays otaniens dans le futur⁴⁷.

Le rapport de Robert R. Bowie « The North Atlantic Nations Tasks for the 1960s ».

Le rapport rédigé par le Secrétaire d'État américain Robert R. Bowie établit le problème de l'OTAN comme suit :

During the 1950s, NATO's strategy was based on decisive US superiority in strategic and tactical nuclear weapons, under these conditions, the strategy was effective in deterring aggression and maintaining the confidence of our allies. Growing Soviet missile-nuclear capabilities are now eroding the credibility of the threat of a strategic nuclear response to less than all-out Soviet attack. In consequence, NATO Europe may become vulnerable to threats of both limited aggression and nuclear blackmail: Europeans will fear both an excessive NATO response to limited aggression and the absence of a US strategic response to greater threats⁴⁸.

Ce rapport, qui avait été encouragé par le Conseil des Ministres de l'OTAN en décembre 1959, permit de dresser les contours des missions des pays otaniens pour la décennie à venir ; c'est-à-dire de contribuer à la création d'un ordre du monde viable et d'empêcher le bloc sino-

⁴⁶ Vecteur nucléaire : Avion, navire ou engin capable de transporter une charge nucléaire ou une autre arme. Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales, <https://www.cnrtl.fr/definition/vecteur>

⁴⁷ Department of Defense. (23 March 1960). "International Security Affairs, Department of Defense, for NATO Defense Ministers Conference, "Provision of Advanced Weapons to NATO Countries (Other than IRBMs), 23 March 1960, Secret". The Nuclear Vault (DNSA Digital National Security Archive), National Security Archives US, Washington DC, United States.

⁴⁸ Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 15.

soviétique d'ébranler cet équilibre par la domination de nations non communistes⁴⁹. Face à une montée en puissance de l'arsenal nucléaire soviétique, Robert R. Bowie imagina la stratégie de l'Alliance atlantique autour de l'autorisation de mettre en place des représailles nucléaires en cas de menace intense, et ce sans veto américain⁵⁰. Pour ce faire, les capacités de dissuasion stratégiques étaient d'autant plus importantes et devaient continuer d'être sous le contrôle opérationnel des forces américaines, tout en établissant une force supplémentaire de l'OTAN, afin d'assurer aux alliés de la puissance américaine de dissuader les attaques soviétiques en Europe occidentale. Mais Robert R. Bowie avait mis de côté la possibilité de forces nucléaires nationales : « Independent national strategic forces are not a suitable answer to this need. The UK's experience shows that no major European power is able to produce a credible national deterrent from its own resources. Even if feasible, proliferation of independent national deterrents would be dangerous, inefficient, immensely costly, and have a major divisive effect on the Alliance⁵¹. »

Paul-Henry Spaak, Secrétaire général de l'OTAN de 1957 à 1961, souligna toutefois que le rapport Bowie n'avait pas été approuvé par le Département d'État américain en tant que tel, même si les États-Unis semblaient d'avoir amorcé un processus de transformation de leur position habituelle sur les armes nucléaires. Selon le rapport, l'Occident faisait face à une énorme crise de confiance dans l'Alliance atlantique, crise causée par la prise de conscience de la dépendance de l'Europe occidentale au nucléaire américain lors des périodes de tensions aggravées avec l'URSS : « With the threat of massive retaliation less and less credible and limited nuclear war in Europe wholly unacceptable, Bowie, like others, supported improved conventional defenses so that NATO could fight a non-nuclear war⁵². ».

La question de la responsabilité atomique était également au cœur des craintes des pays européens. Loin de craindre que les États-Unis utilisent la bombe nucléaire ou que la Russie l'emploie en premier, ces États redoutaient plutôt la décision que pourraient prendre les États-Unis d'utiliser ou non l'arme nucléaire en cas d'agression conventionnelle soviétique en Europe qui ne pourrait être arrêtée par les forces conventionnelles⁵³. S'il avait effectivement été décidé

⁴⁹ Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 14.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 16.

⁵¹ *Ibid.*, p. 17.

⁵² Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States.

⁵³ Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States, pp. 3-4.

en 1954 que toute attaque conventionnelle dans la zone de l'OTAN pourrait engendrer l'usage d'armes atomiques par les autorités civiles, la question de la responsabilité de commencer la guerre atomique, tactiquement ou stratégiquement, n'avait jamais été abordée dans les pourparlers. Ce manque de clarté, lié à la procédure otanienne du vote à l'unanimité, et donc à la possibilité de veto, posait le problème de savoir ce que recouvrait exactement la notion d'« autorités civiles ». Faute de décision unanime sur la responsabilité atomique il était entendu que l'usage d'armes stratégiques reposerait sur les décisions du président des États-Unis et du Premier ministre du Royaume-Uni⁵⁴.

Le Sommet de Washington d'avril 1961.

Dans un compte-rendu du Sommet de Washington le 8 avril 1961, au cours duquel se sont rencontrés le Premier ministre britannique Harold Macmillan et le président américain John F. Kennedy, la nouvelle administration américaine fit part de son inquiétude concernant les aspects politiques de l'OTAN. Celle-ci estima que l'OTAN devait effectuer un réel effort d'adaptation aux nouveaux enjeux des années 1960⁵⁵ tels que la parité nucléaire.

La redéfinition des jeux d'alliances marqua d'autant plus l'organisation alors que, l'Europe, qui, avait l'hégémonie anglosaxonne pendant l'après-guerre, était désormais désireuse d'indépendance, ou du moins d'égalité. Effectivement, le rôle de l'Europe s'affirmait de plus en plus :

The creation of an adequate framework is complicated by the fact that relations among the Atlantic nations are in transition. With becoming recovery, European nations have regained their confidence and aspire to a larger role in the Alliance and in world affairs. [...] With the existing disparity in strength and influence, however even the largest of the existing European nations cannot now be an equal partner with the US. Tensions are generated by this conflict between desire and reality and by differing policies for curing it on the part of the British, and the European Community, and among the members of that Community⁵⁶.

⁵⁴ U.S. Mission to Regional Organisations Paris. (18 October 1960). "U.S. Mission to Regional Organizations Paris Airgram G-542 to State Department, "Ten-Year Planning Discussion of Atomic Matters," 18 October 1960, Top Secret". The Nuclear Vault (RG 59, Central Decimal Files, 740.5/10-1860), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 4.

⁵⁵ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5.

⁵⁶ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 25-26.

Le développement politique de l'Europe des Six⁵⁷ à la suite du redressement économique était considéré par les Anglo-Saxons comme une menace à l'harmonie de l'OTAN, en plus de la division déjà existante au sein de l'Europe entre les pays suivant la direction de la France de Charles de Gaulle et ceux suivant la ligne britannique. La seule solution pour le Royaume-Uni semblait être le ralliement à l'Europe des Six, accompagné de certains membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE)⁵⁸. De plus, il fut imaginé que les aspirations nucléaires de la France pourraient être contrôlées dès lors que l'on accepterait considérer la France, à long terme, comme une quatrième puissance nucléaire qui contribuerait à une capacité conjointe européenne⁵⁹.

S'il était vrai que la dissuasion nucléaire avait bel et bien été efficace pour prévenir une agression soviétique majeure jusque-là, il était à ce moment présent impossible d'anéantir militairement le bloc communiste sans des pertes inacceptables. La parité nucléaire avait également entraîné un risque accru d'opérations militaires locales réussies et d'éventuels bouleversements du monde libre⁶⁰. A ceci s'ajoutait bien sûr la pression soviétique dans les sphères économique et politique, demandant donc aux nouvelles politiques de l'Ouest d'offrir aux pays sous-développés ou récemment indépendants un exemple d'unité et de prospérité.

De son côté, la stratégie de l'Ouest n'avait fait l'objet d'aucun changement fondamental et n'était donc pas ajustée pour répondre à cette nouvelle menace. Certains étaient allés jusqu'à avancer que la stratégie s'était empirée, les États-Unis portant seul le fardeau de la dissuasion nucléaire et l'Europe ne jouant pas entièrement son rôle dans les tensions mondiales alors qu'elle avait pourtant recouvré son économie et sa cohésion. Par exemple, il se disait que les pays sous-développés des continents asiatique et africain ne recevaient pas suffisamment d'aide économique de la part de l'Ouest, ce qui fut ressenti au sein des Nations Unies, les pays de l'Ouest n'obtenant parfois plus de majorité lors des votes⁶¹.

⁵⁷ Europe des Six : les six pays fondateurs à savoir la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

⁵⁸ EFTA.

⁵⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 161-166.

⁶⁰ Par opposition au monde communiste.

⁶¹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 148-158.

2. Le projet d'une force de dissuasion stratégique de l'OTAN et d'un renforcement du bouclier (*Shield*).

It is proposed that a multi-national strategic capability be established in Europe under the command of SACEUR⁶². Its purpose would be to give the European members of NATO a missile threat against the USSR which would be a serious strategic deterrent. To relieve European anxieties about the dependability of such a force in a crisis, it is proposed that SACEUR be authorized in advance by the North Atlantic Council to use the force against key Soviet strategic targets in the event that the Soviets initiate major nuclear attack on the Treaty Area. The force could be used in other contingencies if and as the Council might decide.

— Robert R. Bowie (21 août 1960)⁶³.

Afin de répondre aux menaces soviétiques grandissantes ainsi qu'aux inquiétudes européennes, il avait été imaginé que l'OTAN soit dotée d'une force nucléaire stratégique, notamment adossé à des systèmes maritimes comme les sous-marins *Polaris*, moins vulnérables en temps de guerre, moins prompts à être à l'origine de problèmes politiques du fait du droit de la mer, et plus sécurisés contre toute saisie par des forces nationales en temps de paix. Pour ce faire, les forces stratégiques américaines deviendraient l'instrument principal de dissuasion. La précondition à la création de la force nucléaire était le renforcement du bouclier conventionnel (*shield*) de l'OTAN, dans l'objectif d'assurer une contre-menace contre une attaque soviétique qui pourrait paralyser les forces conventionnelles de l'OTAN par un *blitz* nucléaire,⁶⁴. Ainsi, ce renforcement réduirait la pression sur les forces stratégiques américaines, les membres de l'organisation ayant tout de même conscience qu'un bouclier otanien renforcé ne constituait pas une contre-menace suffisante⁶⁵. Les propositions concernant le bouclier conventionnel et la dissuasion stratégique avaient été imaginées comme des initiatives interdépendantes⁶⁶.

Ces propositions pour l'OTAN s'enracinaient en réalité dans la volonté de l'administration américaine de dissuader à tout prix ses alliés d'avoir recours à des forces nucléaires stratégiques nationales. Effectivement, le parapluie nucléaire américain n'assurait

⁶² SACEUR : *Supreme Allied Commander Europe*.

⁶³ Secretary of State (21 August 1960). "*Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's*". National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 70.

⁶⁴ Secretary of State (21 August 1960). "*Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's*". National Security Archives US, Washington DC, United States, pp. 78-79.

⁶⁵ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 63.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 19.

plus une protection satisfaisante pour l'Europe, comme en témoignèrent les tentatives britannique et française d'obtenir une force de représailles nucléaires sous leur propre contrôle⁶⁷. Ces tentatives militaires nationales se fondaient sur l'espoir de créer une capacité de missiles armés de têtes nucléaires capable de cibler plusieurs villes, dissuadant de manière efficace l'URSS. Or, la construction de ce type de missile était à l'époque si complexe qu'aucun pays européen n'aurait pu le construire par ses propres moyens avant la fin des années 1960 : « Britain has given up on its own missile ; and France has a long way to go⁶⁸. ».

De plus, ces éventuelles forces de dissuasion nationales auraient eu des implications militaires collectives, c'est-à-dire qu'elles auraient pu détourner des forces qui auraient pu faire partie du bouclier de l'OTAN. Ainsi, ce manque de foi dans la défense collective aurait pu avoir un effet divisif dans l'Alliance. Au niveau opérationnel, il était considéré que posséder des capacités de dissuasion indépendantes engendrerait de grandes difficultés de coordination. L'OTAN craignait la possibilité que les pays d'Europe puissent en arriver à attaquer les mêmes villes ennemies au même moment, entraînant une réaction sans limites de l'URSS, qui n'aurait plus de bonne raison de contenir sa conduite⁶⁹.

La force intérim INPRO (Interim Program NATO)⁷⁰.

En pratique, la force nucléaire stratégique de l'OTAN n'aurait pas pu être opérationnelle avant des années au vu de l'ampleur de la tâche de créer une telle capacité. En attendant son opérationnalité, les États-Unis proposèrent de créer une force intérim à partir de douze ou quatorze sous-marins Polaris pilotés par des équipages américains, équipés de têtes nucléaires sous possession américaine, déployés dans les eaux européennes et sous le contrôle total et direct du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), en temps de paix comme de guerre⁷¹. Ce programme intérim aurait réservé aux États-Unis l'autorisation de lancer les missiles sans approbation de l'OTAN, par exemple dans le cas d'une absence de décision de la part du SACEUR ou du Conseil de l'Atlantique (NAC). La force INPRO aurait été

⁶⁷ *Ibid.*, p. 65.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 66.

⁶⁹ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 66-67.

⁷⁰ INPRO : *Interim Program NATO*.

⁷¹ Secretary of State (21 August 1960). *"Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's"*. National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 71.

responsable du lancement atomique en cas d'une attaque soviétique à grande échelle sur la zone du Traité de l'Atlantique Nord⁷².

La force de dissuasion NADET (NATO Deterrent).

Le successeur du programme d'intérim INPRO aurait été NADET⁷³, force véritablement multilatérale, même si les têtes nucléaires seraient toujours restées sous possession américaine afin d'en protéger la conception⁷⁴. La force NADET aurait été opérée sous un financement et une possession commune, avec des équipages mixtes, de façon à ce qu'aucun membre de l'Alliance ne puisse retirer d'unités ou les employer à profit de ses forces nationales. L'autorité de la force serait revenue soit au SACEUR soit au Conseil de l'Atlantique Nord⁷⁵. La force aurait été constituée ici encore de sous-marins Polaris, ceux de la force INPRO auraient notamment pu être vendus par les États-Unis à profit de la force NADET. Une force nucléaire sous-marine aurait permis de résoudre le problème du pays d'accueil relatif à la territorialité des eaux de déploiement, ainsi que d'éviter les attaques de missiles, les attaques aériennes ou les invasions terrestre en cas de guerre. Enfin, la nature des vecteurs nucléaires aurait permis de faire de la force otanienne une capacité discrète, une force de missiles embarquée en mer étant « hors de vue et d'esprit » (« Most importantly, a sea-borne missile force would be out of sight and out of mind⁷⁶. »).

3. L'augmentation des moyens conventionnels sous l'impulsion de la nouvelle administration américaine.

L'entrée en fonction de l'administration de John F. Kennedy marqua un tournant dans les politiques de défense des États-Unis et donc de l'OTAN par sa volonté de replacer les moyens conventionnels au centre des préoccupations. Effectivement, si la décision d'équiper

⁷² *Ibid.*, p. 18.

⁷³ NADET : *Multi-National Strategic force NATO*.

⁷⁴ Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 72.

⁷⁵ NAC : *North Atlantic Council*.

⁷⁶ Secretary of State (21 August 1960). "Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960's". National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 75.

l'OTAN d'armes nucléaires remontait à 1957, les États-Unis prônaient un renforcement des forces conventionnelles⁷⁷.

L'administration Kennedy réalisait que du fait de l'ampleur de la puissance de destruction du bloc de l'Ouest et du bloc de l'Est, la crédibilité de la dissuasion nucléaire était désormais remise en question. C'est pour cette raison que la nouvelle administration mit l'accent sur l'importance des armes conventionnelles sur le théâtre européen⁷⁸. Kennedy voyait les perspectives de paix dans le monde comme reposant sur des forces nucléaires de taille réduite. Effectivement, il était inquiet des dangers que pouvait entraîner une stratégie de défense reposant entièrement sur la sphère nucléaire et de la taille excessivement réduite des forces conventionnelles actuelles⁷⁹. Les États-Unis avaient à maintes reprises évoqué ce manquement à leurs alliés européens, insistant notamment sur le besoin d'avoir à leur disposition d'autres possibilités que le recours à la guerre nucléaire, mais qu'ils ne pouvaient pas s'engager seuls dans cette voie et avaient besoin d'un appui de leurs alliés⁸⁰. Ce retour au prisme conventionnel pouvait notamment s'expliquer par les deux attitudes européennes vis-à-vis de leur dépendance au parapluie nucléaire américain, avec : d'un côté la crainte que les États-Unis aient recours aux armes nucléaires de manière excessive, et de l'autre côté au contraire, la crainte que les américains ne les utilisent pas du tout en Europe⁸¹.

Le gouvernement du Royaume-Uni, d'ordinaire allié traditionnel des États-Unis, avait eu pour sa part une opinion tout à fait différente de cette réapparition des moyens conventionnels, comme en témoignent les propos de M. Frederick Bishop, secrétaire privé principal du Premier ministre du Royaume-Uni, à l'adresse de M. Philip Francis de Zulueta, secrétaire privé aux Affaires étrangères de 1955 à 1964 :

⁷⁷ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 6.

⁷⁸ Macmillan's Cabinet. (3rd May 1962). *Prime Minister's Visit to Canada and the United States, April 1962*. (CAB 128 36 31), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁷⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 USA*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3605), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 3-4.

⁸⁰ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France.

⁸¹ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 6.

Defence thinking is continuing to develop pretty quickly, with increasing emphasis on conventional arms and decreasing willingness to think in terms of using the nuclear or at any rate anything but the smallest nuclear. This trend seems to me to strengthen the objections to minimising or even abolishing the United Kingdom or European contribution to the nuclear. I would not be at all happy to “leave the nuclear to the Americans” in present circumstances⁸².

4. La position de la France et la rencontre de Rambouillet entre Harold Macmillan et Charles de Gaulle (28 janvier 1961).

Au début des années 1960, la France s'établissait comme un acteur qui cherchait à rivaliser avec les États-Unis et le Royaume-Uni et qui affirmait son indépendance, notamment après la crise de Suez en 1956⁸³. Dans un mémorandum du 17 septembre 1958, le président français Charles de Gaulle avait proposé des dispositions pour les conditions de la gouvernance de la défense du monde libre à travers un organisme constitué de représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, organisme devant assurer la responsabilité de décisions conjointes sur les affaires politiques relatives à la sécurité du monde et mettre en action des politiques stratégiques, comme celles impliquant l'usage de têtes nucléaires. Ces propositions avaient été jugées tellement à l'encontre des positions anglo-américaines qu'aucune réponse ne lui avait été fournie. Charles de Gaulle avait pourtant continué de maintenir ce projet de consultation sur l'usage et le contrôle des armes nucléaires, ce à quoi les britanniques répondirent qu'ils étaient sans doute plus loin que jamais des idéaux du général de Gaulle (« We are probably as far from General de Gaulle's ideal as we have ever been⁸⁴. »).

Le 28 janvier 1961, Harold Macmillan s'était déplacé en France, à Rambouillet, à l'occasion d'une série de discussions avec son homologue français. En préparation de cette rencontre cruciale, son gouvernement lui avait conseillé de maintenir le point de vue selon lequel le tripartisme dans le domaine militaire, et particulièrement dans les affaires nucléaires, était un exercice bien trop complexe⁸⁵. En amont de ces discussions, il avait été anticipé par le

⁸²Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 169.

⁸³ Lors de la guerre de Suez en 1956, la France a vécu la non-intervention américaine comme une humiliation et comme une des causes de la défaite de l'alliance rassemblant la France, Israël et le Royaume-Uni.

⁸⁴ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3780), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 7.

⁸⁵ *Ibid.*

diplomate britannique M. Pierson Dixon et le ministre français des Affaires Étrangères M. Maurice Couve de Murville que le gouvernement français aborderait le sujet du partage de communications sur les domaines militaires et nucléaires, dont l'accès leur était à ce moment-là interdit. M. Couve de Murville avait d'ailleurs ajouté que ce problème était au cœur des plus grandes interrogations de l'Alliance atlantique, s'agissant notamment du projet américain d'établir des missiles Polaris en Europe à travers la création d'une force otanienne nucléaire⁸⁶. Les discussions de Rambouillet furent appréhendées par les Britanniques comme une sorte d'opération de reconnaissance visant à découvrir les positions françaises sur des sujets variés, notamment afin de déterminer si le concept d'une unité occidentale et d'une coopération renforcée entre le nouveau monde et le vieux monde plairait à Charles de Gaulle, tout en prévoyant d'envoyer par la suite un compte-rendu détaillé à John F. Kennedy ainsi qu'à Konrad Adenauer⁸⁷.

Harold Macmillan considérait que les accords militaires occidentaux devaient continuer de dissuader l'URSS avec le minimum de force nécessaire, permettre la poursuite d'un accord de désarmement, prévenir la prolifération nucléaire, et ne pas affaiblir le principe d'indépendance ni encourager un renouveau du militarisme.

Mais ces discussions furent enrayées par le fait que le Royaume-Uni ne pouvait conclure d'accord avec la France sans approbation américaine, d'autant que la nouvelle administration américaine n'était pour le moment que peu connue du gouvernement britannique : « The Prime Minister's relations with Mr. Kennedy may be damaged if it appears that Britain and France have concerted plans for a joint approach to the new U.S. Administration⁸⁸. ». Effectivement, si les deux pays avaient entretenu des relations étroites au temps de l'administration Eisenhower, l'arrivée d'un nouveau président était source d'incertitude pour les Britanniques, qui craignaient que les États-Unis veuillent agir avec davantage d'indépendance⁸⁹, et donc nécessitant un rapprochement avec la France⁹⁰.

⁸⁶Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 102.

⁸⁷Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 100.

⁸⁸Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 90-91.

⁸⁹*Ibid.*, p. 10.

⁹⁰*Ibid.*, p. 20.

Le résultat de ces discussions s'avéra plutôt satisfaisant du point de vue du Premier ministre britannique, Charles de Gaulle s'étant montré d'accord pour renforcer la cohésion de l'Ouest et pour procéder au rassemblement des deux groupements économiques existants à l'époque (*the Six* et *the Seven*). Effectivement, cette rivalité économique aurait pu mener à des divisions politiques, à un moment où le bloc occidental avait plus que jamais besoin d'unité⁹¹. S'agissant de la question du désarmement et de celle des essais nucléaires, les Français ne souhaitaient pas accéder à un accord de ce type aussi longtemps que leurs armes nucléaires demeureraient de qualité inférieure à celles des trois puissances nucléaires existantes⁹², le pays ayant encore besoin d'essais supplémentaires pour la création de bombes H⁹³. La véritable raison selon le gouvernement britannique était plutôt que les Français n'étaient pas intéressés par l'accord sur les essais nucléaires parce qu'ils avaient été privés de l'aide des anglo-saxons pour développer leur armement nucléaire (« The French are not interested in the Nuclear Tests Agreement because they have been denied help by the Anglo-Saxons in developing their nuclear armament⁹⁴. »).

Les deux chefs de gouvernements se mirent également d'accord sur le fait que leurs deux pays devaient se rapprocher, en partie accompagnés des États-Unis.

La position de Charles de Gaulle à propos de l'OTAN.

Sur le sujet de l'OTAN, Charles de Gaulle avait fait savoir que s'il reconnaissait l'importance de l'organisation, il n'adhérait pas pour autant au concept de forces intégrées⁹⁵, voyant cette intégration comme une manière de maintenir un commandement américain en Europe. La sécurité de l'Europe était déjà garantie par le parapluie nucléaire américain, et les États-Unis pouvaient choisir d'utiliser ces armes comme ils le souhaitaient ou au contraire de ne pas le faire. Une alliance nucléaire otanienne n'avait donc aucun sens selon la France⁹⁶.

Afin de garantir une participation dans tous les aspects de l'OTAN, le Royaume-Uni avait imaginé une méthode de contrôle politique conjoint des armes nucléaires otaniennes, si

⁹¹ Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 37.

⁹² *Ibid.*, pp. 47-52.

⁹³ *Ibid.*, p. 16.

⁹⁴ *Ibid.*, pp. 95-97.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 38.

⁹⁶ Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 37.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 13.

cela ne réduisait pas la crédibilité de la dissuasion⁹⁷. Une contribution française à une dissuasion conjointe aurait donc été possible si les forces stratégiques étaient régies par un accord formel établissant une participation tripartite dans la force otanienne intégrée, comme pour la sélection et l'allocation des cibles par exemple. Les forces tactiques aurait été quant à elles sous le contrôle du SACEUR⁹⁸. De plus, craignant que Charles de Gaulle ne pense qu'il soit possible de refuser certains points de la proposition ou qu'il en demande davantage, le gouvernement britannique avait prévu d'être en mesure d'offrir quelque chose à la France, par exemple en partageant une partie de la technologie nucléaire américaine, ce qui n'aurait toutefois été possible qu'avec l'accord du gouvernement de John F. Kennedy⁹⁹.

La rencontre de John F. Kennedy et Charles de Gaulle à Versailles (1^{er} juin 1961).

Suite à la rencontre de Rambouillet le 1^{er} juin 1961, il était prévu que le président américain rende visite à son homologue français le 1^{er} juin 1961 à Versailles.

En préparation de cette rencontre bilatérale, un dialogue important avait été opéré entre Harold Macmillan et John F. Kennedy. Macmillan avait notamment transmis un très long mémorandum à Kennedy afin que ce dernier prenne en compte le point de vue britannique lors des discussions¹⁰⁰. Bien que les propositions aient été globalement bien reçues, la question du partage d'informations nucléaires avec la France semblait poser problème aux yeux des Américains. Le partage de cette connaissance avec la France et non avec d'autres alliés occidentaux aurait pu encourager ces derniers à vouloir en bénéficier également, notamment l'Allemagne de l'Ouest, et aurait pu diviser l'OTAN¹⁰¹. La France ne possédait pour l'instant pas de force nucléaire sophistiquée et pourrait demeurer une puissance de seconde classe. Mais il serait inacceptable d'autoriser des explosions aussi peu sophistiquées, car celles-ci étaient considérées comme non propres. Selon Harold Macmillan, les français voudraient donc toujours affiner leurs armes nucléaires et donc continueraient d'être tentés par de nouveaux essais. L'Allemagne quant à elle était liée par la création en 1954 de l'Union de l'Europe occidentale, dont les textes fondateurs (les accords de Paris du 23 octobre et la modification du

⁹⁷ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 138.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 140.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 117.

¹⁰⁰ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 105-107.

¹⁰¹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 68.

traité de Bruxelles de 1948) lui interdisaient d'avoir accès au domaine nucléaire. Pour autant, les Français pourraient choisir de se tourner vers ce pays pour financer leurs efforts nucléaires¹⁰².

John F. Kennedy suggéra de trouver des solutions aux inquiétudes générées par le programme nucléaire français. Furent ainsi proposées le maintien d'une force nucléaire américaine dans la zone européenne de l'OTAN, le partage d'informations sur l'ampleur en termes de quantité et de puissance de cette force nucléaire, la possibilité pour les alliés d'entrer dans le contrôle de cette force selon leur efficacité militaire, l'engagement de davantage de forces nucléaires britanniques et américaines au Commandement européen de l'alliance et enfin un renforcement des garanties à la France sur les intentions américaines de consultation politique étroite en cas de conflit¹⁰³.

En outre, Harold Macmillan souhaitait que la France déclare publiquement, et avant toute intégration au cercle très fermé des puissances nucléaires, que sa capacité nucléaire serait dédiée à la défense du monde libre à travers l'OTAN.

Enfin, à travers ces échanges, le gouvernement britannique avait déclaré de manière claire à l'administration Kennedy qu'il doutait profondément de la pertinence d'une provision directe à l'OTAN ou au SACEUR d'une force nucléaire stratégique. Le cabinet d'Harold Macmillan s'opposait également au projet d'y engager des forces nucléaires stratégiques britanniques, notamment du fait des limites géographiques imposées par la zone otanienne et des obligations britanniques par rapport aux pays du Commonwealth¹⁰⁴.

¹⁰² *Ibid.*, p. 60.

¹⁰³ *Ibid.*, pp. 50-52.

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 39-42.

Chapitre II. L'abandon par le Royaume-Uni de son programme de missiles Blue Streak : le début d'une dépendance envers les États-Unis.

1. Les origines de l'abandon de Blue Streak.

Au cours du XX^{ème} siècle, la politique nucléaire du Royaume-Uni n'a pas toujours été dépendante des États-Unis. En effet, les chercheurs britanniques avaient commencé à développer un dispositif national de missiles nommé Blue Streak.

Au début de l'année 1960, le gouvernement d'Harold Macmillan avait chargé son Comité de Défense de mener une étude visant à déterminer quel serait le meilleur vecteur nucléaire pour la contribution britannique à la dissuasion nucléaire lorsque les V-bombers, i.e. les trois types de bombardiers du Commandement de la Royal Air Force, cesseront d'opérer une dissuasion efficace. Le Comité détermina à l'époque que cette force aérienne serait remplacée à terme par les systèmes de missiles Blue Streak. Or, il avait été découvert par la suite que les derniers développements techniques en matière de missiles balistiques rendraient ces armes trop vulnérables en raison de leur nature statique, alors même que la dissuasion nucléaire britannique devait reposer sur des systèmes de vecteurs nucléaires mobiles¹⁰⁵.

De plus, selon un rapport du Groupe d'étude britannique sur la dissuasion nucléaire (le BNDSG¹⁰⁶), un groupe dont les études guident les choix du gouvernement britannique, les missiles Blue Streak seraient trop vulnérables aux frappes de missiles préventives que pourraient opérer l'URSS si ces missiles étaient stockés dans des installations souterraines¹⁰⁷. Selon cette même étude, Blue Streak ne pourrait donc pas être utilisé en tant que frappe de représailles car les missiles seraient éliminés par la toute première frappe nucléaire soviétique portée par des missiles balistiques¹⁰⁸.

¹⁰⁵ Macmillan's Cabinet. (13 April 1960). *Cabinet Conclusion 1. Nuclear weapons*. (CAB 128 34 cc 60 26 26), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4.

¹⁰⁶ BNDSG : *British Nuclear Deterrent Study Group*.

¹⁰⁷ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 237.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 242.

Le 13 avril 1960, le Cabinet¹⁰⁹ d'Harold Macmillan confirma la décision du Comité de Défense d'abandonner le développement des missiles Blue Streak en tant que missiles balistiques à moyenne portée militaire (MRBM)¹¹⁰¹¹¹.

L'abandon de ce programme nucléaire national ne resta pas sans conséquences :

It was necessary to consider the effect of a decision to abandon BLUE STREAK on our national prestige and whether such a decision would involve excessive dependence on the United States in a field where the potential advantages to be gained, though still speculative, might be significant to our position as a world power¹¹².

2. L'alternative offerte par le programme Skybolt.

Suite à cette annulation, le gouvernement britannique dut trouver dans l'urgence une solution afin que le pays ne se retrouve pas dans une situation dans laquelle sa défense ne serait pas assurée par des armes atomiques et serait seulement d'ordre conventionnel.

C'est lors du Sommet de Camp David le 28 mars 1960 rassemblant le président Dwight D. Eisenhower et le Premier ministre britannique Harold Macmillan, qu'une alternative à Blue Streak fut trouvée. Un accord fut prononcé entre les deux chefs de gouvernements, permettant l'achat de missiles Skybolt par les Britanniques afin de les associer aux V-bombers, et donc de trouver rapidement une solution provisoire à l'annulation de Blue Streak en tant que dispositif militaire¹¹³.

Suite à cet accord de principe¹¹⁴, le gouvernement du Royaume-Uni fit part aux États-Unis de leur intention de commander ce type d'armement si son développement avait du succès et s'il s'avérait compatible avec les V-bombers de type Victor Mark II. Il était prévu d'acquérir cent-quatorze de ces missiles pour maintenir une force de dissuasion nucléaire équivalente à Blue Streak qui serait capable d'opérer jusqu'à plus longuement dans les années 1960. Le coût estimé pour un tel achat se situerait entre soixante-seize millions et cent-quinze millions de

¹⁰⁹ Le Cabinet est le comité de décision du Royaume-Uni rassemblant le Premier ministre et les ministres les plus importants du gouvernement britannique.

¹¹⁰ *Medium-Range Ballistic Missiles*.

¹¹¹ Macmillan's Cabinet. (19 July 1960). *Cabinet Memorandum, Blue Streak: Space Research*. (CAB 129 102 c 129), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

¹¹² Macmillan's Cabinet. (21 July 1960). *Cabinet Conclusion 3. Space Research: Blue Streak*. (CAB 128 34 cc 60 44 44), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5.

¹¹³ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 269.

¹¹⁴ Un accord de principe permet à deux acteurs de fixer certains points en vue d'un contrat futur.

livres britanniques. Les Britanniques définirent tout de même une condition, à savoir que le prix et l'efficacité soient clairement établis (« We should only be committed to purchase if the price were on this basis and if the weapon was successful¹¹⁵. »).

Le remplacement de Blue Streak par un missile américain constitua un véritable tournant dans l'histoire des politiques nucléaires stratégiques du Royaume-Uni¹¹⁶. Cet abandon signifiait aussi la fin de la capacité britannique de développer nationalement des missiles balistiques à longue portée. Le projet Blue Streak était un véritable symbole de la faculté britannique de se maintenir à jour des dernières technologies de défense, particulièrement dans la sphère nucléaire¹¹⁷.

Le passage d'une industrie nationale à un approvisionnement dépendant des États-Unis allait devenir une caractéristique des politiques de défense nucléaire britanniques, permettant ainsi l'entrée de la question des implications de cette dépendance dans le débat politique national¹¹⁸ :

The cancellation of BLUE STREAK as a weapon has had a profound impact on public opinion. There is a growing recognition that the United Kingdom is a relatively small Power which cannot hope to compete with the efforts of the giant Powers in all fields. [...] or will it be held to mean that we are becoming increasingly, and to an undesirable extent, dependent on the United States¹¹⁹ ?

3. La conversion de Blue Streak au profit de la recherche spatiale.

S'il avait été décidé que Blue Streak ne serait plus développé en tant que missile militaire, pour autant le système ne fut pas totalement abandonné. En effet, il fut proposé que ce système soit converti pour la recherche spatiale¹²⁰, ne serait-ce que pour détourner l'attention d'une opinion publique trop critique face aux implications et aux conséquences de l'abandon du programme Blue Streak.

¹¹⁵ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Conclusions of a Meeting of the Cabinet held in the Prime Minister's Room* (CAB 128 34 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p.3.

¹¹⁶ Jones, p.269.

¹¹⁷ Jones, p.270.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Macmillan's Cabinet. (20 July 1960). *Cabinet Memorandum, Blue Streak: Note by the Prime Minister.* (CAB 129 102 c 130), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p.1.

¹²⁰ Macmillan's Cabinet. (13 April 1960). *Cabinet Conclusion 1. Nuclear weapons.* (CAB 128 34 cc 60 26 26), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p.4.

La recherche spatiale allait pouvoir bénéficier de Blue Streak pourrait rassembler différents domaines : la recherche scientifique, les télécommunications et entre autres la météorologie. Le programme britannique de recherche spatiale pourrait nécessiter des lanceurs américains pour une éventuelle utilisation à Woomera en Australie.

Enfin, la conversion de Blue Streak pourrait se faire dans le cadre d'un projet européen, ce qui sera d'ailleurs proposé à la France dans les années suivantes, ou encore dans le cadre d'une coopération avec les différents membres du Commonwealth¹²¹.

¹²¹ Macmillan's Cabinet. (19 July 1960). *Cabinet Memorandum, Blue Streak: Space Research*. (CAB 129 102 c 129), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

Chapitre III. La définition de la stratégie britannique de défense des années 1960.

1. Le livre Blanc sur la Défense de 1960.

Comme il fut mentionné précédemment, le début de la nouvelle décennie était synonyme pour nombreux pays occidentaux d'une redéfinition des stratégies de défense, notamment le Royaume-Uni. Effectivement, le Ministère de la Défense britannique a procédé à une mise à jour de ses politiques de défense, en publiant le 2 février son Livre Blanc sur la défense de 1960.

Ce document établit que le credo du gouvernement britannique était de prévenir la guerre, et ce, en coopération avec ses alliés. Qui plus est, le meilleur moyen pour éviter d'avoir recours à un conflit armé et donc de maintenir la paix serait d'avoir recours au désarmement¹²². D'une part, la préservation de paix s'opérerait principalement à travers les moyens de dissuasion nucléaire. Le MoD¹²³ présenta le Royaume-Uni comme un pays qui contribuait de manière importante au renforcement de la puissance nucléaire de l'alliance Occidentale. Seulement, le champ nucléaire ne constituerait qu'une partie de la dissuasion car les moyens conventionnels joueraient un rôle important dans l'efficacité de la dissuasion. D'autre part, les alliances de sécurité desquelles le Royaume-Uni faisait partie, c'est-à-dire l'OTAN, CENTO¹²⁴ et SEATO¹²⁵, seraient de véritables pierres angulaires de la défense du monde libre contre la menace militaire communiste¹²⁶.

Concernant le domaine aérien, le Ministère de la Défense créa le Ministère de l'Aviation, en supplément du Ministère de l'Air, afin de rassembler toutes les responsabilités du gouvernement dans les domaines de l'aviation civile et militaire, notamment pour ce qui était relatif à la provision en armes nucléaires¹²⁷. De plus, les V-bombers resteraient en exercice dans le cadre de la force nucléaire stratégique occidentale, équipés de missiles Thor (« The V-Bomber force remains the United Kingdom's main contribution to the strategic nuclear power

¹²² Macmillan's Cabinet. (8 February 1960). *Cabinet Memorandum: Defence White Paper 1960*. (CAB 129 100 c 14), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1.

¹²³ MoD : *Ministry of Defence*.

¹²⁴ CENTO : *Central Treaty Organisation*.

¹²⁵ SEATO : *Southeast Asia Treaty Organisation*.

¹²⁶ Macmillan's Cabinet. (8 February 1960). *Cabinet Memorandum: Defence White Paper 1960*. (CAB 129 100 c 14), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 6.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 12.

of the West. [...] Supplementing the V-bombers is the Thor missile which had joined the operational line of the R.A.F. during the year¹²⁸. »).

En termes d'équipement et d'armement, le Livre Blanc sur la défense détermina que le missile balistique Blue Streak continuerait d'être développé¹²⁹ et que les difficultés relatives à la défense antibalistique seraient étudiées en profondeur (« The problems of defence against ballistic missiles are also being examined¹³⁰. »).

Le Livre Blanc sur la défense de 1960 aborda également la sphère de la défense sous-marine, annonçant notamment que les premiers sous-marins britanniques devraient être commandés au cours de l'année (« The keel of the nuclear-propelled submarine H.M.S. Dreadnought was laid by His Royal Highness the Duke of Edinburgh last June, and an order for the first all-British nuclear submarine is expected to be placed in the coming year¹³¹. »).

Enfin, le budget prévu pour la défense de 1960 à 1961 équivalait à £1,629.83 millions de livres, c'est-à-dire qu'une augmentation de £115.7 millions a pu être observée en comparaison à la période allant de 1959 à 1960. Or, il faut reconnaître qu'il est complexe d'acquiescer un montant exact pour les dépenses liées au domaine nucléaire d'une part étant donné que le Royaume-Uni n'était pas totalement indépendant dans ce champ, et d'autre part car les forces nucléaires peuvent à la fois être intégrées aux forces aériennes, terrestres ou encore maritimes¹³².

2. L'étude sur les politiques futures du Royaume-Uni pour la période 1960-1970.

En outre, dans une étude publiée en 1959 sur les politiques futures pour la période allant de 1960 à 1970, le gouvernement britannique déclara que le Royaume-Uni aurait toujours besoin de posséder une puissance nucléaire indépendante, celle-ci constituant une puissance de représailles de taille réduite mais non négligeable. En effet, le Royaume-Uni avait besoin de ne pas compter sur le soutien américain en toutes circonstances. Il fut anticipé qu'en 1970, les capacités nucléaires des États-Unis et de l'Union Soviétique seraient si importantes qu'elles réduiraient considérablement la crédibilité de la dissuasion nucléaire britannique. Cependant, il

¹²⁸ *Ibid.*, p. 11.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 11.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 9.

¹³¹ *Ibid.*, p. 10.

¹³² *Ibid.*, p. 15.

n'était pas envisageable pour le Royaume-Uni de se retirer du cercle très fermé des puissances nucléaires, surtout maintenant que la France tentait de le rejoindre¹³³. Il fut conclu que la force britannique serait en déclin durant la prochaine décennie alors que les économies américaines et soviétiques grandiraient rapidement¹³⁴. De ce fait, le Ministère de la Défense britannique finit par accepter que le Royaume-Uni ne puisse pas faire front seul dans le monde pendant les années 1960, et qu'il serait plus judicieux d'opérer à travers les alliances existantes, notamment afin d'exercer une hégémonie, quoique discrète¹³⁵. Mais le gouvernement britannique fit face au dilemme suivant : valait-il mieux se rapprocher de l'Europe continentale au détriment de l'alliance du Commonwealth ou alors conserver la relation étroite avec les États-Unis¹³⁶ ? (« We must do all we could to strengthen the association between the United Kingdom and the United States and the Continental countries of Western Europe¹³⁷. »).

Selon cette même étude, un équilibre nucléaire serait bientôt atteint entre les Américains et les Soviétiques. Dès lors, chaque camp pourrait détruire l'autre avec ses moyens actuels et il ne serait plus utile d'augmenter les forces de frappe¹³⁸. En conséquence, la difficulté pour le Royaume-Uni serait de définir à quels points les intérêts britanniques devraient être identifiés avec les intérêts américains et donc de savoir si oui ou non le pays devait continuer de contribuer de manière indépendante à la dissuasion nucléaire stratégique (« Should we continue our independent contribution to the strategic nuclear deterrent, and if so on what sort of scale and by what sort of means¹³⁹? »). Effectivement, les questions auxquelles le gouvernement britannique devait tenter de répondre étaient de la plus haute importance, étant donné que la portée de l'indépendance dans le domaine nucléaire permettait ou non au pays d'exercer une certaine influence sur les États-Unis (« And there is the political argument - valid by past experience- that our measure of independence in this field enables us to influence United States policy¹⁴⁰. »).

Le point de vue minoritaire au sein du gouvernement était le suivant : le Royaume-Uni pourrait être contraint de réagir sans l'aide des Américains.

¹³³ Macmillan's Cabinet. (1959-1961). *Future Policy Study Committee Meetings 1959-1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 134 1929), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

¹³⁴ *Ibid.*, pp. 63-69.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 21.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 20.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 52.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 90.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 90.

Or, la majorité du Cabinet pensait plutôt que la solidarité anglo-américaine déjà existante serait maintenue au cours de la décennie à venir et qu'il ne fallait pas imaginer une force nucléaire stratégique britannique capable de dissuader à elle seule l'Union Soviétique. Donc, les forces britanniques étaient considérées comme étant complémentaires à celles des États-Unis¹⁴¹. De plus, une dissuasion britannique indépendante ne serait pas idéale du fait du besoin de celle-ci d'être à la fois acceptée et reconnue par les États-Unis ainsi que par l'Union Soviétique. Les probabilités pour que le Royaume-Uni fasse usage d'une force de dissuasion nationale soit utilisée demeuraient très maigres, comme il est écrit dans cet extrait de l'étude sur les politiques britanniques futures pour la période de 1960 à 1970 :

But the majority do not consider that the concept of an "independent deterrent" is the right approach to the problem. They consider that we would not, in fact, on our own, and without the Americans, threaten to use our strategic nuclear force against the Russians in any circumstances except in the last resort against the threat of a direct attack on this country. We need, however, to maintain a strategic nuclear force which is accepted by the Americans, and by the Alliance as a whole, as a significant contribution to the Western deterrent. Without this our standing in the Alliance would suffer and we should lose a valuable means of influencing American policy in the event of a serious disagreement with them over the importance of a particular Communist threat. In terms of resources and effort, this concept may not necessarily lead to very different results from that of an "independent deterrent". In practice, a contribution significant in American eyes must also have significance for the Russians. Nevertheless, the distinction is important¹⁴².

3. L'accord sur le stockage atomique de l'OTAN.

Lors d'une rencontre le 9 août 1960 entre les représentants du bureau des affaires étrangères et le Ministre de la Défense, M. John Gibbon, il a été discuté d'un projet d'accord de stockage atomique au sein de l'OTAN. Le résultat de cette rencontre fut plutôt positif, à tel point que le Royaume-Uni, qui était auparavant opposé à un accord de type « Umbrella » selon la volonté américaine, avait accepté de reconsidérer le dossier. M. Gibbon, représentant le Ministère de la défense britannique, a déclaré que celui-ci avait deux objections principales à la proposition américaine. Premièrement, l'accord « Umbrella » serait superflu, particulièrement dans les caractéristiques présentées dans l'accord « Corporal » et dans le

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 52.

¹⁴² *Ibid.*, p. 59.

nouveau document produit par le Ministère de la Guerre et USAREUR¹⁴³, l'Armée Américaine en Europe. Le Royaume-Uni comprenait l'utilité d'un accord de type « Umbrella » avec un pays avec lequel il n'a aucun accord existant sur le soutien atomique, dans le cas du Royaume-Uni, un tel accord aurait pour effet de multiplier plutôt que de réduire le nombre d'accords de soutien. Deuxièmement, un accord de type « Umbrella » impliquerait de trop grands engagements pour le Royaume-Uni, ce qui pourrait à terme, l'empêcher d'agir sur certains domaines, et aurait notamment des conséquences sur les actions de la Royal Navy (« Secondly, and apparently most important in UK eyes, Umbrella agreement would tend to « tie our hands » in future¹⁴⁴. »). Le gouvernement britannique préférait donc conclure un accord entre USAREUR et le *War Office*¹⁴⁵ au niveau gouvernemental seulement, et par la suite de conclure des accords supplémentaires avec les autres services des forces armées britanniques, une fois que les conditions et implications pour ceux-ci seraient clarifiés¹⁴⁶.

Suite aux arguments avancés par M. Gibbon, le bureau de l'ambassade américaine a répondu que les États-Unis avaient justement une préférence pour l'accord de type « Umbrella » pour des raisons de flexibilité (« Burden of Emboff¹⁴⁷'s reply was that it was precisely for reasons of flexibility that US preferred Umbrella type agreement¹⁴⁸ ».). Il fut ensuite rappelé qu'un accord conclu au niveau gouvernemental engendrerait des complications liées aux procédures légales américaines pour atteindre un accord de ce type.

Enfin, les représentants britanniques finirent par accepter les arguments américains et par annoncer que le projet serait reconsidéré par le gouvernement, à condition que l'accord de type « Umbrella » ne couvre que les points principaux et les aspects généraux afin de minimiser la possibilité de se heurter à des conflits entre les différents services impliqués (« He [Sir John Gibbon] hoped, however, that US could agree that Umbrella agreement should cover only essential points and be as general as possible, so as to minimise possibility that eventual service-to-service arrangements would be in conflict with it¹⁴⁹. »). La question de l'extension de l'accord fut également abordée mais rapidement écartée du fait de la classification de l'accord.

¹⁴³ USAREUR : *United States Army Europe*.

¹⁴⁴ U.S. Embassy. (12 August 1960). "U.S. Embassy London Airgram G-150 to Department of State, "NATO Stockpile Agreement," 12 August 1960". The Nuclear Vault (RG 59, CDF, 611.417/8-1260), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 1.

¹⁴⁵ *War Office* : Bureau de la Guerre britannique, chargé de l'armée de terre jusqu'à 1964.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 2.

¹⁴⁷ *Emboff* : *Embassy Office* ou *Embassy Officer*.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 2.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 2.

4. Le rapport sur la défense de 1961.

Dans un rapport sur la défense pour l'année 1961 présenté au Parlement en février 1961, le Ministère de la défense établit que la contribution du Royaume-Uni à la dissuasion occidentale devait être déterminée en fonction des dépenses alloués aux autres secteurs économiques du pays, des dépenses concernées par les autres secteurs de la défense, et surtout pour maintenir la participation dans le cadre de la compétition avec l'Union Soviétique¹⁵⁰. La publication du Livre Blanc sur la Défense de 1961 était inévitable car le Ministère de la Défense était arrivé à la fin du plan quinquennal précédent ; le pays avait donc besoin de dresser ses scénarios pour le futur afin de s'y préparer au mieux¹⁵¹.

Le document établit le but premier de la politique de défense britannique comme étant le suivant : le Royaume-Uni doit se protéger son territoire et celui de ses alliés contre le spectre des agressions ennemies, des menaces militaires, de la guerre nucléaire et pour finir du chantage nucléaire. L'accent fut mis sur le risque de l'escalade de conflits réduits à la guerre nucléaire : « Many of our most important responsibilities are not concerned with the direct deterrence of all out global war, but rather with the checking of small military incidents, which could grow into nuclear war by accident or design¹⁵². ». Pour ce faire, il fut prévu que le Royaume-Uni contribue aux forces de dissuasion nucléaire stratégiques de l'Ouest, et cette contribution permettrait d'une part une grande diversité dans les forces armées occidentales et d'autre part, une augmentation de leur puissance et de leur temps de réaction en cas de conflit¹⁵³.

En pratique, la force nucléaire britannique serait opérée à travers des vecteurs aériens munis de bombes et ce, pour les cinq années à venir comme indiqué ci-dessous :

Our contribution to the strategic nuclear deterrent at present is the V-Bomber force equipped with British free-falling nuclear bomb. The force has the capacity to penetrate to its assigned targets, and its retaliatory capacity and efficiency are being constantly increased by wider dispersal and shorter reaction time. [...] We expect that our main contribution to the Western deterrent over the next five years will be provided by weapons carried in aircraft; and the task of replacing the present type of V-Bombers with improved Mk. II versions is well in hand.

— Rapport sur la Défense de 1961¹⁵⁴.

¹⁵⁰ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 124.

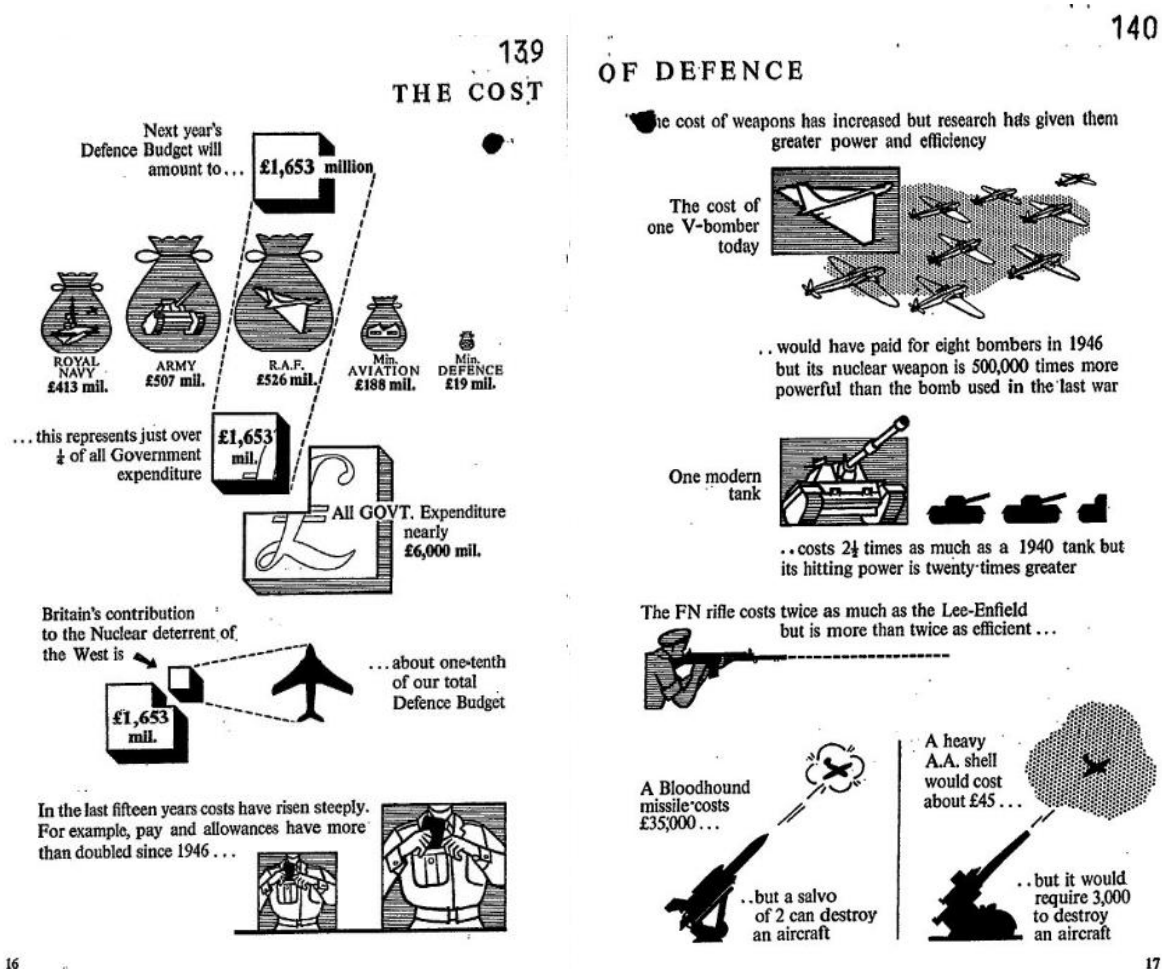
¹⁵¹ *Ibid.*, p. 104.

¹⁵² *Ibid.*, p. 128.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 129.

Qui plus est, le budget de la défense fut défini à hauteur de £1,653 million de livres, avec une contribution britannique à la dissuasion nucléaire occidentale correspondant à un dixième du budget total de la défense. A savoir que le coût des systèmes d'armement avait largement augmenté, mais les efforts en termes de recherche scientifique a permis de les rendre plus puissants et plus efficaces. Par exemple, le coût d'un V-bomber en 1961 aurait permis d'acquérir huit de ces appareils en 1946, or les armes nucléaires dont ils sont désormais équipés étaient cinq-cents mille fois plus puissantes que les bombes de la Seconde Guerre Mondiale¹⁵⁵.



— Rapport sur la Défense de 1961.

Par ailleurs, le rapport évoqua le rôle de l'alliance de l'OTAN en 1961 ainsi que les enjeux auxquels elle devait faire face. Par exemple, il est dit que lors du dernier Conseil ministériel de l'OTAN en décembre 1960, les membres de l'alliance avaient pris en considération le fait que de nombreux problèmes émergeaient dû à l'augmentation des quantités et des variétés d'armes nucléaires à disposition de l'Alliance. Selon le Royaume-Uni, les plans

¹⁵⁵ *Ibid.*, pp. 139-140.

militaires et politiques de l'OTAN devaient être reconsidérés selon les développements nucléaires récents. De plus, cette remise en question devait avoir pour objectif de renforcer la cohésion politique et militaire de l'OTAN¹⁵⁶.

Pour aller plus loin, le gouvernement britannique avait même avancé qu'afin de rendre l'alliance davantage efficace il fallait mettre l'accent sur une large interdépendance :

But interdependence means more than bilateral or multilateral arms deals, important as they are. The interchange of research and development techniques, and the provision of logistic and training facilities all have their part to play in strengthening the free world alliance, and in maintaining a firm deterrent and training facilities to NATO. We have also agreed to provide facilities for a depot ship, and floating dock, in Holy Loch for United States Polaris submarines as part of our contribution to strengthening the Alliance as a whole¹⁵⁷.

La politique de défense britannique pour l'année 1961 était donc fondée sur la volonté d'éviter la guerre en dissuadant l'adversaire de toute agression, et ce, dans l'attente d'un accord sur le désarmement général, sous un contrôle international efficace. Cette dissuasion devait être opérée par le maintien des forces armées, y compris les armes nucléaires stratégiques et tactiques, au niveau nécessaire pour constituer, à l'aide des alliés, un contre-poids suffisant contre le bloc Communiste. Le Ministère de la Défense britannique rappela que les responsabilités entraînées par la possession d'armes nucléaires étaient lourdes, mais nécessaires pour maintenir la paix dans le monde. Le Ministère insista sur le fait que le monde était actuellement en paix, et que cet équilibre serait maintenu si le Royaume-Uni poursuivait ses efforts dans la prévention de la guerre¹⁵⁸.

Cependant, les ambitions nucléaires du Royaume-Uni furent freinées par les problèmes budgétaires du pays durant cette période. En effet, lors du Sommet de Washington en avril 1961, le Royaume-Uni avouait souffrir de problèmes économiques : « The U.K. is almost certainly in a more vulnerable position than the U.S. We have smaller reserves and a larger current deficit in relation to the dimension of our problems¹⁵⁹. ». Ces difficultés eurent des conséquences sur les plans de défense du pays étant donné qu'il ne fut pas possible d'attribuer au secteur nucléaire des dépenses aussi grandes que le faisaient les États-Unis et l'Union

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 129.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 130.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 133.

¹⁵⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3318), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 6-14.

Soviétique. Mais le gouvernement reconnaissait tout de même le besoin de continuer d'opérer une recherche et un développement sophistiqué dans le champ des armes nucléaires : « We obviously cannot afford to spend on this scale, yet we have to ensure that the quality of our defence research and development is at least equal to that of both these industrial giants¹⁶⁰ and that it is efficiently and economically carried out¹⁶¹. ».

Enfin, le MoD pris la décision de ne pas faire mention du système de missiles américain Skybolt dans le Livre Blanc sur la défense de 1961, sur une demande du gouvernement de Washington au Bureau des Affaires Étrangères britannique le 25 janvier 1961¹⁶². Le Ministre de la Défense britannique ne fit donc aucune référence directe ou indirecte à Skybolt dans le document. Effectivement, dans un document préparatoire du Livre Blanc sur la Défense, le Ministère de l'Air avait évoqué Skybolt comme suit : « We plan to introduce SKYBOLT, the air launched ballistic missile being developed in the United States, in the mid-1960s. [...] They will be fitted with British warheads¹⁶³. ».

5. Le « Grand Design » d'Harold Macmillan.

Les nouvelles politiques de défense du Royaume-Uni avaient été imaginées dans le cadre de ce qu'Harold Macmillan appelait son « Grand Design » en avril 1961. Cette vision de la politique étrangère britannique se fondait notamment sur le fait que le bloc Communiste bénéficiait d'une certaine prospérité (« The Communists have been doing too well for the last eight years¹⁶⁴. »).

Selon le Premier ministre britannique, le monde libre était encore plus divisé qu'auparavant, dû à la renaissance de l'Europe après la guerre. Afin d'éviter cette division européenne, il aurait fallu trouver une unité sur le continent, tout en préservant la diversité des nations. La première étape aurait été d'assurer la prospérité des systèmes bancaires du monde libre, notamment pour éviter la propagation du communisme. La seconde étape aurait été le rassemblement politique des deux groupements économiques existants en Europe, c'est-à-dire *the Six et the Seven* : « Get the Six and the Seven settled and move to Atlantic Union¹⁶⁵. ».

¹⁶⁰ Les États-Unis et l'Union Soviétique.

¹⁶¹ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 130.

¹⁶² *Ibid.*, p. 121.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 119.

¹⁶⁴ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 176.

¹⁶⁵ *Ibid.*

Dans ce « Grand Design », la France, représentée par Charles de Gaulle, serait une véritable clé, et le Royaume-Uni serait lui vital pour le bon fonctionnement du système (« The French [...] are the key and Britain is the lynch-pin¹⁶⁶. »). L'Europe envisagée par le président français ne serait pas assez puissante en l'état pour constituer une troisième force sans la participation du Royaume-Uni, il faudrait donc le convaincre que cette vision européenne est erronée et qu'il serait préférable de renforcer la cohésion du continent : « Unity is the only way¹⁶⁷. ». Pour ce faire, Harold Macmillan insista sur le fait qu'il ne fallait pas céder à Charles de Gaulle en lui donnant ne serait-ce que des morceaux de ce qu'il souhaitait, car il fallait réaliser le « Grand Design » dans sa totalité (« It must be the whole Grand Design or nothing¹⁶⁸. »).

6. Le rôle de l'OTAN.

Pour finir, la stratégie britannique de défense des années 1960 fut largement influencée par les activités de l'OTAN, notamment dans le champ nucléaire.

En effet, dans un message crypté envoyé du Bureau des Affaires Étrangères britannique à Washington le 25 janvier 1961, il est fait état d'une proposition américaine d'une force multilatérale MRBM au sein de l'OTAN. Cette proposition aurait été prise en compte par le gouvernement britannique et serait sous étude, y compris une certaine proposition de la part du Royaume-Uni¹⁶⁹.

Puis, on retrouve une mention de ce projet dans un rapport de la réunion des Ministres des Affaires Étrangères des pays occidentaux à Paris du 5 au 7 août 1961.

Plus particulièrement, dans une lettre de M. De Leusse, le représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN, à M. Couve de Murville, le Ministre français des Affaires Étrangères, le premier écrit :

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 119.

Le gouvernement des États-Unis a renoncé à la constitution d'une force atomique O.T.A.N., et à mettre à la disposition de S.A.C.E.U.R. les 450 M.R.B.M. dont ce dernier estimait la dotation indispensable. [...] Pourquoi l'administration Kennedy a-t-elle abandonné ce qu'on appelait le plan Herter de constitution d'une force atomique O.T.A.N. ? Sans doute pour maintenir à l'échelon américain le plus élevé la décision d'ouvrir le feu atomique stratégique et éviter une spiralisation rendue plus probable en mettant les M.R.B.M. sous les ordres directs de S.A.C.E.U.R. L'attitude de la France et de la Grande-Bretagne a joué un rôle déterminant dans la décision américaine, en même temps que la volonté du président Kennedy et de ses conseillers de ne pas confier à l'Allemagne fédérale, même sous une forme indirecte, le maniement d'une arme aussi dangereuse¹⁷⁰.

Nous comprenons donc qu'à l'été 1961, le projet américain n'avait pas abouti, notamment du fait de la forte opposition de la part des gouvernements britanniques et français.

¹⁷⁰ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 338.

Chapitre IV. La crise de Berlin en 1961, un risque de guerre nucléaire ?

Alors que les puissances de l'OTAN procédaient à une remise en cause de leurs stratégies de défense et de leurs objectifs nucléaires, la crise de Berlin vint perturber ce processus, ayant notamment un impact sur les efforts naissants de coopération nucléaire entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Nous nous devons d'étudier le volet nucléaire de la crise de Berlin, d'autant plus que celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une guerre froide qui durera encore trente ans de plus ; « Berlin a été le baromètre de la guerre froide, mais l'antagonisme entre les grandes puissances a largement débordé le cadre de cette crise¹⁷¹. ».

1. Les origines de la crise de Berlin.

Dans la nuit du dimanche 13 août 1961, des barbelés furent installés en guise de frontière entre Berlin Ouest et Berlin Est, avant que les autorités soviétiques et d'Allemagne de l'Est débutent véritablement la construction du mur de Berlin. Les origines de la crise de Berlin de 1961 remontaient toutefois à novembre 1958, lorsque l'Union Soviétique menaçait de conclure un traité de paix séparé avec la République Démocratique d'Allemagne, la RDA¹⁷².

Trois ans plus tard, dans une note du 17 février 1961, l'Union Soviétique appela le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest à faire de Berlin une ville libre. Peu après, deux aide-mémoires furent publiés à Moscou le 11 juin 1961, après avoir été communiqués à John F. Kennedy à Vienne au début du même mois. Le premier document abordait les questions de désarmement alors que le second établissait le besoin d'un traité de paix entre la République Fédérale d'Allemagne, la RFA, et la République Démocratique d'Allemagne, la RDA. Or, si les autres acteurs n'étaient pas en accord avec des deux déclarations, l'URSS signerait un traité de paix avec la RDA. Deux mois plus tard, le mur de Berlin fut érigé¹⁷³.

En parallèle de la crise de Berlin, les essais nucléaires atmosphériques de l'Union Soviétique reprurent à la surprise de tous, avec notamment l'explosion de la Tsar Bomba le 30 octobre, la plus grande explosion d'une arme de cinquante mégatonnes dans l'atmosphère¹⁷⁴, ce qui sera abordé avec plus de détails dans la seconde partie de ce travail.

¹⁷¹ Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>, p. 14.

¹⁷² *Ibid.*, p. 2.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 10.

Après une période de tensions aggravées, des discussions intenses eurent lieu du 21 septembre à la fin du même mois entre le Ministre des Affaires Étrangères de l'Union Soviétique Andreï Gromyko et le Secrétaire d'État¹⁷⁵ américain Dean Rusk¹⁷⁶. Les discussions reprirent finalement entre le président américain John F. Kennedy et Andreï Gromyko le 6 octobre¹⁷⁷. En effet, dans une lettre de M. Couve de Murville à M. Alphand¹⁷⁸ datée du 7 octobre, il est dit que l'URSS réclamait un prix à payer en cas de discussions avant ledit traité. C'est-à-dire que le bloc occidental devait reconnaître et accepter le traité de paix séparé concernant le respect de la souveraineté de la RDA et la reconnaissance des frontières, ainsi que couper tout lien entre Berlin Ouest et la RFA et enfin l'imposition d'une non-dissémination des armes nucléaires dans cette zone¹⁷⁹.

Jusqu'à l'annonce de Nikita Khrouchtchev le 17 octobre à l'occasion du vingt-deuxième Congrès du Parti Communiste soviétique que le traité de paix auparavant souhaité par l'Union Soviétique ne serait plus nécessaire si les puissances occidentales se montraient prêtes à négocier. À cette occasion, les discussions entre les deux blocs purent se dérouler sans urgence, l'ultimatum ayant été suspendu par le dirigeant soviétique le 17 octobre¹⁸⁰. Les tensions ne s'amaindrirent pas pour autant, en témoigne l'épisode de *Checkpoint Charlie* du 27 au 28 octobre au cours duquel des véhicules blindés américains et soviétiques se firent face pendant plus de 16 heures, et ce à un point de passage important entre Berlin Ouest et Berlin Est¹⁸¹.

¹⁷⁵ Aux États-Unis le Secrétaire d'État est chargé des Affaires Étrangères.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 11.

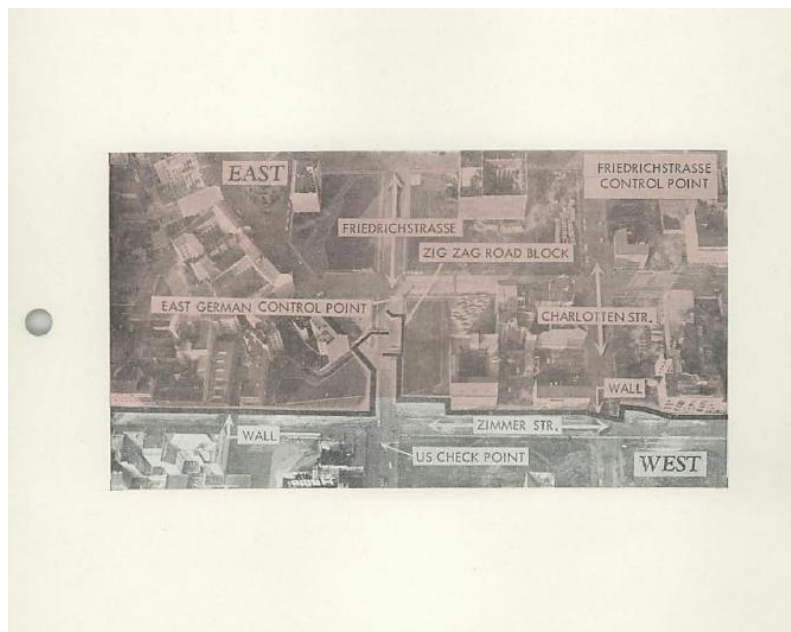
¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 4.

¹⁷⁸ Ambassadeur de France aux États-Unis de 1956 à 1965.

¹⁷⁹ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 538.

¹⁸⁰ Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>, p. 12.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 4.



— Vue du point de passage *Checkpoint Charlie* à Berlin¹⁸².

2. Les négociations entre le bloc occidental et le bloc soviétique.

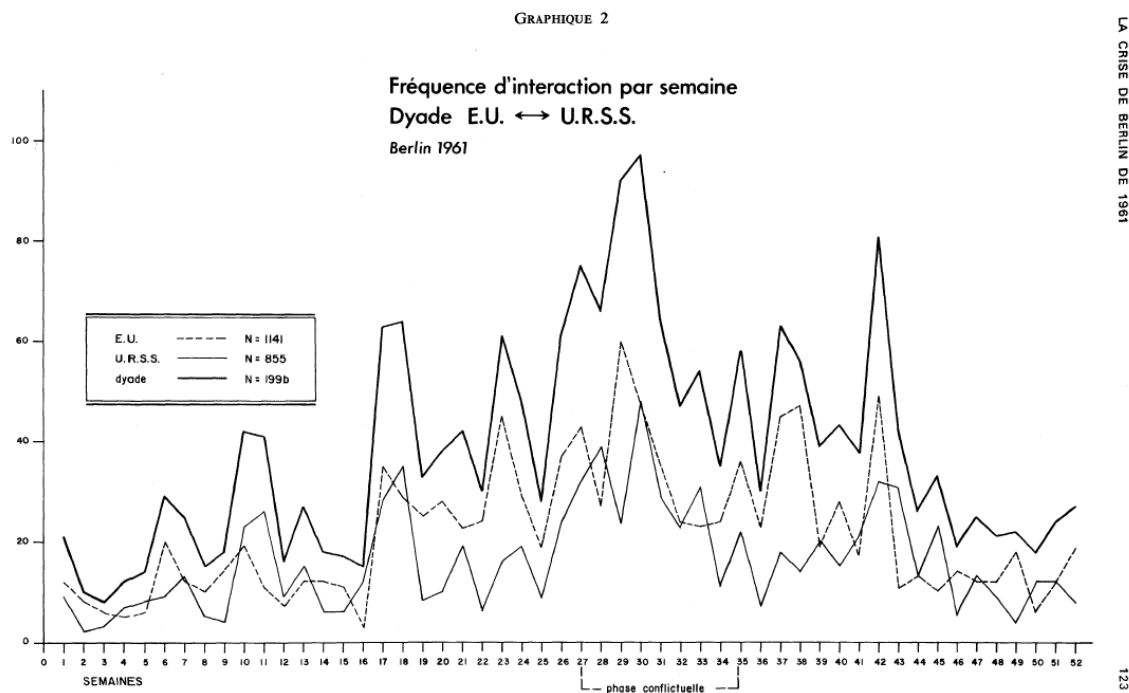
Au cours de la crise de Berlin de 1961, le bloc Communiste et le bloc Occidental furent amenés à échanger davantage, notamment dans l'objectif final de pouvoir ouvrir des négociations sur la question de Berlin. Les échanges ne furent toutefois pas toujours porteurs de progrès sur le dossier berlinois, notamment du fait de malentendus entre les deux puissances ainsi qu'une différence dans les priorités de chaque camp sur la question de Berlin. En effet, si les États-Unis considéraient la question du maintien des droits d'accès à Berlin comme vitale, l'Union Soviétique de son côté portait toute son attention sur la signature d'un traité de paix entre les deux Allemagnes¹⁸³.

L'augmentation des échanges entre les États-Unis et l'Union Soviétique fut d'autant plus visible lors de la phase conflictuelle de la crise, c'est-à-dire entre le 13 août 1961 et le 6 octobre 1961. Effectivement, on observe sur le graphique ci-dessous que les interactions par semaine explosèrent au sein de la double dyade constituée d'une part par les États-Unis et la RFA et d'autre part par l'Union Soviétique et la RDA durant cette période. A noter que la

¹⁸² Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 86.

¹⁸³ Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>, p. 14.

période pré-confliktuelle s'étendait du 13 février 1961 au 13 août 1961, date marquant le début de la construction du mur de Berlin. Durant ce laps de temps, les interactions entre les deux camps augmentèrent graduellement, avec des semaines accentuées par des interactions plus intenses. De plus, la période post-confliktuelle comprend la période entre le 6 octobre 1961 et le 13 février 1962¹⁸⁴.



— Graphique portant sur la fréquence d'interaction par semaine dans la dyade États-Unis- Union Soviétique du 13 février 1961 au 13 février 1962¹⁸⁵.

Avant la construction du mur de Berlin, des échanges avaient déjà eu lieu entre le bloc communiste et le bloc occidental. En effet, le 9 mai l'ambassadeur soviétique avait fait une proposition à Charles de Gaulle concernant un projet d'accord d'intérim pour Berlin. Cet accord d'intérim aurait pour objectif la préparation des conditions pour la transformation de Berlin Ouest en ville libre. L'accord durerait deux ans et envisagerait une réduction progressive des forces des trois puissances occupant Berlin. Il serait également prévu d'interdire les armes

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 34.

¹⁸⁵ *Ibid.*

nucléaires et les sites de missiles à l'Ouest de la ville (« No nuclear weapons or missile installations in West Berlin¹⁸⁶. »).

Par la suite, le 4 juin de la même année, les Soviétiques avaient transmis au bloc occidental le « Mémoire de Vienne », dans lequel ils demandèrent un traité de paix avec l'Allemagne, l'établissement d'une ville libre à l'Est de Berlin, ainsi que des garanties pour le respect de ce statut. Deux alternatives furent également proposées, d'une part qu'il n'y ait qu'un seul et unique traité avec les deux États allemands, et d'autre part un traité de paix constitué de deux traités distincts signés par tous les membres de la coalition de guerre¹⁸⁷.

Quelques jours plus tard, le 10 juin, le Ministre des affaires étrangères soviétique Andreï Gromyko proposa une nouvelle fois un accord d'intérim sur la question de Berlin :

Gromyko offered a proposal for an interim agreement on Berlin. The West could «temporarily» maintain certain occupation rights for one year. During this period the two German states would set up a committee to discuss and work out measures on unification and peace treaty. If the Germans failed to reach agreement after one year, the USSR would sign a treaty with East Germany. The Western Powers were to reduce forces in Berlin to «symbolic contingents», restrict hostile propaganda, liquidate subversive organizations in Berlin, and agree not to station atomic or rocket weapons in West Berlin. If these were agreed upon, then the USSR would preserve communications to Berlin in present form. The interim agreement was to be guaranteed by four powers, and, secondly, by the East German government. The guarantees were to be based on a protocol already submitted (apparently for free city). The arrangement was to be supervised by a four-power body¹⁸⁸.

Par ailleurs, il est impossible de ne pas mentionner le rôle de l'OTAN dans le processus de négociation sur le dossier berlinois. Le 8 septembre, alors que l'Alliance atlantique s'interrogeait sur les moyens qu'elle pouvait employer afin de réagir à la crise de Berlin, le représentant du Royaume-Uni proposa deux possibilités d'action. La première était de mettre une fin aux discussions en cours sur la stratégie otanienne par rapport à la crise de Berlin. La seconde possibilité était de continuer d'examiner la stratégie otanienne, ce qui constituait à son

¹⁸⁶ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 59.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 7.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 55.

tour quatre difficultés : d'une part la définition des directives politiques et du concept stratégiques de l'organisation était considérée comme étant trop imprécise, d'autre part, les différents types de menaces inquiétant l'Alliance seraient indiquées dans ses directives politiques mais devaient être examinées davantage en fonction des scénarios d'actions et des objectifs de l'URSS.

Un autre problème de cette proposition concernait le problème d'équilibre au sein des forces défensives de l'OTAN, les *shield forces*, et plus particulièrement entre les armes conventionnelles et les armes nucléaires. En effet, il y avait un réel besoin d'examiner leur composition, leur organisation, leur structure de commandement, leur emploi afin de préciser leur rôle dans la stratégie de l'OTAN.

Enfin, la distinction nécessaire entre les armes tactiques, celles qui seraient utilisées sur le champ de bataille et les armes stratégiques, utilisées quant à elles pour attaquer le territoire ennemi directement, posait problème. C'est-à-dire que l'usage des armes stratégiques augmenterait la menace d'une escalade nucléaire du conflit : « In UK view, use of the latter raised danger of escalation and they therefore allotted low priority to MRBM's¹⁸⁹. ». En guise de conclusion à cette réunion, le Secrétaire Général de l'OTAN proposa que le Conseil de l'organisation s'occupe du problème de contrôle des armes nucléaire d'ici octobre¹⁹⁰.

La question du désarmement.

Les négociations autour de la crise de Berlin furent influencées par un autre thème urgent à l'époque, la question du désarmement. Lors de la rencontre de Camp David de septembre 1959 entre Dwight D. Eisenhower et Nikita Khrouchtchev, la question avait déjà été abordée. Le communiqué produit le 27 septembre à l'issue des discussions présenta la question d'un désarmement général comme la question actuellement la plus importante dans le monde (« the most important one facing the world today¹⁹¹. »).

Dans une lettre envoyée le 17 juillet 1961 par l'ambassadeur britannique à Moscou M. Roberts, celui-ci décrit l'impact de la question du désarmement sur les discussions de Berlin :

¹⁸⁹ London Branch Standing Group Secretariat (LBSG), Standing Group Liaison Office (SGLO) Paris. (18 September 1961). *Role of NATO Forces*. 03 - Military Committee Standing Group, Standing Group Liaison Office Messages 1961 (LOSTAN 3894), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, pp. 3-4.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 4.

¹⁹¹ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 57.

Other causes of concern were the deadlocked nuclear tests talks and lack of progress on disarmament. This was the background against which the problems of Germany and Berlin must be considered. It was our hope that tension could be reduced in one or all of these areas and the atmosphere so improved in which we had to consider Germany and Berlin later in the year¹⁹².

En effet, il était nécessaire de considérer la crise de Berlin dans son contexte, à savoir la lutte contre l'expansionnisme soviétique. Dans une lettre envoyée du président américain John F. Kennedy au Premier ministre britannique Harold Macmillan le 20 juillet, celui-ci lui écrivit :

It seems to me that while the focus of attention in the struggle against Soviet expansionism is certainly now Berlin, this must be evaluated against the background of the world conflict and considered in this light. [...] We have made serious efforts to stop the arms race and to relax tensions, but Soviet belligerence has made this impossible. In view of the increasing gravity for the world situation, it seems only elementary prudence that the member countries of NATO should make a greatly heightened effort to create a strong NATO military posture¹⁹³.

Les intérêts communs du Royaume-Uni et des États-Unis exigeraient donc de continuer d'alimenter leur présence militaire dans la ville de Berlin. L'enjeu central pour les deux pays était celui de la protection de leurs intérêts vitaux, sans avoir recours à un conflit armé. Il leur fallait également se préparer à se placer dans la meilleure position possible en cas d'entrée en guerre imposée par le camp opposé. De plus, les deux chefs de gouvernement se rappelèrent durant la crise de Berlin de l'urgence d'atteindre une unité au sein de l'OTAN, en renforçant notamment les moyens militaires de l'Alliance ainsi qu'en assurant la participation de tous les membres, pour maintenir une crédibilité efficace face à l'Union Soviétique.

* * *

De même, les interactions entre le bloc soviétique et le bloc occidental durant la crise de Berlin furent entachées du fait de leurs visions différentes sur la situation. Il est vrai que les États-Unis et le Royaume-Uni considéraient l'Union Soviétique comme responsable de cette crise, allant jusqu'à dire régulièrement qu'elle l'avait fabriquée de toutes pièces : « The « crisis » over Berlin is Soviet-manufactured¹⁹⁴. ». Cette fabrication de la crise remontrait à

¹⁹² Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 52.

¹⁹³ *Ibid.*, pp. 36-40.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 187.

novembre 1958, lorsque les soviétiques auraient débuté leur campagne pour achever la présence des Alliés¹⁹⁵ dans la ville de Berlin. Les puissances alliées voyaient donc d'un mauvais œil le traité de paix voulu par l'URSS, considérant que le régime de la RDA serait en réalité déjà sous contrôle soviétique (« In November 1958 the Soviets began a new campaign to force the Allied Powers out of Berlin, a process which ended in the abortive Summit conference in Paris in May of last year. [...] They call upon us to sign what they call a "peace treaty" with the régime they have created in Eastern Germany¹⁹⁶. »).

Par ailleurs, à la fin de l'année 1961, le gouvernement britannique fit part aux États-Unis de leur volonté d'ouvrir sérieusement les négociations avec l'Union Soviétique sur le dossier berlinois. Dès le 2 novembre les deux pays s'étaient accordés sur le besoin de négocier plus tôt que prévu avec l'URSS sur le problème de Berlin¹⁹⁷. Selon eux, l'URSS aurait récemment fait preuve de souplesse dans sa position, ce qui permettrait d'ouvrir une base de négociations. Ce processus pourrait avoir lieu en tandem uniquement, c'est-à-dire avec les États-Unis et le Royaume-Uni, et sans la France, qui occupait pourtant elle aussi une partie de l'Allemagne de l'Ouest. (« The Macmillan government believes that recent signs of « give » in the Soviet position provide an adequate basis for opening negotiations and would be prepared to « go it alone » with the US if De Gaulle refuses to participate¹⁹⁸. »).

Des désaccords avec la France seraient un frein aux négociations selon Harold Macmillan, qui décrit le point de vue du gouvernement comme étant le suivant : « Paris feels that any bargaining points should be reserved for actual negotiations, but given the strength of De Gaulle's feeling, it is unlikely that France would agree to anything more than a West German government statement disavowing the use of force to change its borders and national control of nuclear weapons¹⁹⁹. »).

¹⁹⁵ Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

¹⁹⁶ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 187, lettre de l'ambassadeur britannique à Washington Sir Caccia au *Foreign Office* le 27 juin 1961.

¹⁹⁷ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 378-383.

¹⁹⁸ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 9.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 11.

3. Des sanctions économiques.

Bien avant la crise de Berlin, le bloc occidental avait déjà dû imaginer des alternatives au recours aux forces armées pour faire part de son opposition au bloc communiste. En effet, les pays occidentaux, particulièrement les États-Unis étudièrent les possibilités d'avoir recours à un autre type de *Hard Power* que la force, c'est-à-dire de s'attaquer à l'économie de son adversaire à travers des sanctions ou des embargos.

Dans une étude américaine datée du 31 janvier 1960 « Estimations de l'impact de sanctions économiques occidentales sur le bloc sino-soviétique », les aspects stratégiques des économies du bloc furent analysés en détail. Le but de cette étude était précisément d'estimer l'impact d'un embargo total imposé par les États-Unis ou les Alliés occidentaux, c'est-à-dire l'OTAN et le Japon, contre les pays du bloc sino-soviétique, l'Union Soviétique et ses satellites européens ou l'Allemagne de l'Est seulement.

Des études conjointes eurent d'ailleurs lieu à Bonn depuis presque une année, rassemblant le Royaume-Uni, la France, la RFA et les États-Unis sur la question des contremesures contre le régime d'Allemagne de l'Est. De telles études furent également menées à Washington de manière tripartite, avec le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, afin d'examiner les possibilités de contremesures non militaires contre l'Union Soviétique et ses satellites, hormis la Chine communiste²⁰⁰. Ces efforts d'étude des contremesures non-militaires furent à l'image de la volonté occidentale de ne pas avoir recours aux forces armées, ou pire, à l'arme nucléaire.

Tout d'abord, le bloc sino-soviétique serait une unité qui se suffirait à elle-même, comptant une population de presque un milliard et une production annuelle brute de plus de trois-cent-cinquante milliards de dollars. Dès lors, l'impact d'un embargo unilatéral de la part des États-Unis fut étudié, le pays exerçant déjà un embargo sur le commerce avec la Chine. Les exportations américaines vers l'Allemagne de l'Est et l'URSS concernaient principalement de l'acier, mais ce matériau serait utilisé majoritairement dans le domaine civil, limitant gravement les effets qu'un embargo pourrait avoir sur l'économie du bloc communiste²⁰¹. Or, il fut estimé

²⁰⁰ Department of State. (31 January 1960). *Estimated Impact of Western Economic Sanctions against the Sino-Soviet Bloc*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Task Force File Unit: BQD-E4, (NAID: 6035084, 32034-1-1-1), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 12.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 3.

qu'un embargo de la part de l'OTAN et du Japon sur les pays du bloc sino-soviétique pourrait faire perdre au bloc de l'Est près de 4 milliards de dollars²⁰².

Le résultat de ces études fut le suivant : les effets d'un embargo économique seraient minimales sur le long terme mais assez importants sur le court terme. La véracité de ces estimations fut notamment renforcée dans le cadre du plan septennal de l'Union Soviétique, c'est-à-dire de 1959 à 1965²⁰³.

De plus, les sanctions économiques imaginées par le bloc occidental n'auraient pas eu de réel impact sur le programme militaire soviétique de l'époque²⁰⁴. Les groupes de travail rassemblant la France, le Royaume-Uni et les États-Unis évaluèrent également les impacts que pourraient avoir des contremesures économiques dans le cadre de la crise de Berlin. Il fut établi que les principales vulnérabilités du bloc Communiste étaient la Chine et l'Allemagne de l'Est. Seulement, si ces contremesures étaient utilisées comme l'arme principale dans le contexte des tensions soulevées par la situation à Berlin, l'URSS les considèreraient comme évasives et comme les preuves d'un manque de volonté de l'Ouest pour défendre ses intérêts par la force. Il était donc essentiel d'imaginer ces mesures économiques comme étant inséparables d'un ensemble de mesures militaires, diplomatiques et psychologiques²⁰⁵.

Enfin, l'étude pris en compte la possibilité de mettre en place certaines sanctions économiques qui pourraient être appliquées au bloc communiste si l'accès à Berlin venait à être bloqué²⁰⁶.

4. La présence militaire en Allemagne.

En termes de la présence militaire dans les deux Allemagnes en 1961, les puissances occidentales s'inquiétaient des capacités soviétiques y étant installées. En effet, il y avait 12 sites opérationnels et capables de lancer des missiles sol-air dans le but de protéger Berlin et d'autres installations soviétiques importantes. De plus, la conduite d'opérations terrestres pouvait être renforcée à l'aide de missiles balistiques de moyenne portée située à proximité de la frontière ouest de l'Union Soviétique, c'est-à-dire à Tauragė, à l'Ouest de l'actuelle Lituanie,

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*, p. 2.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 6.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 9.

²⁰⁶ *Ibid.*

et à Mukachevo, à l'Est de l'Ukraine, près de la frontière avec la Hongrie. Ces sites de missiles étaient donc capables d'atteindre Berlin sans problème en cas de conflit ouvert²⁰⁷.

La CIA estima à la fin de l'année 1961 qu'il n'y avait pas moins de 24 sites de missiles en Allemagne de l'Est, dont 6 sites qui seraient utilisés exclusivement pour lancer des missiles sol-air (voir carte ci-dessous).

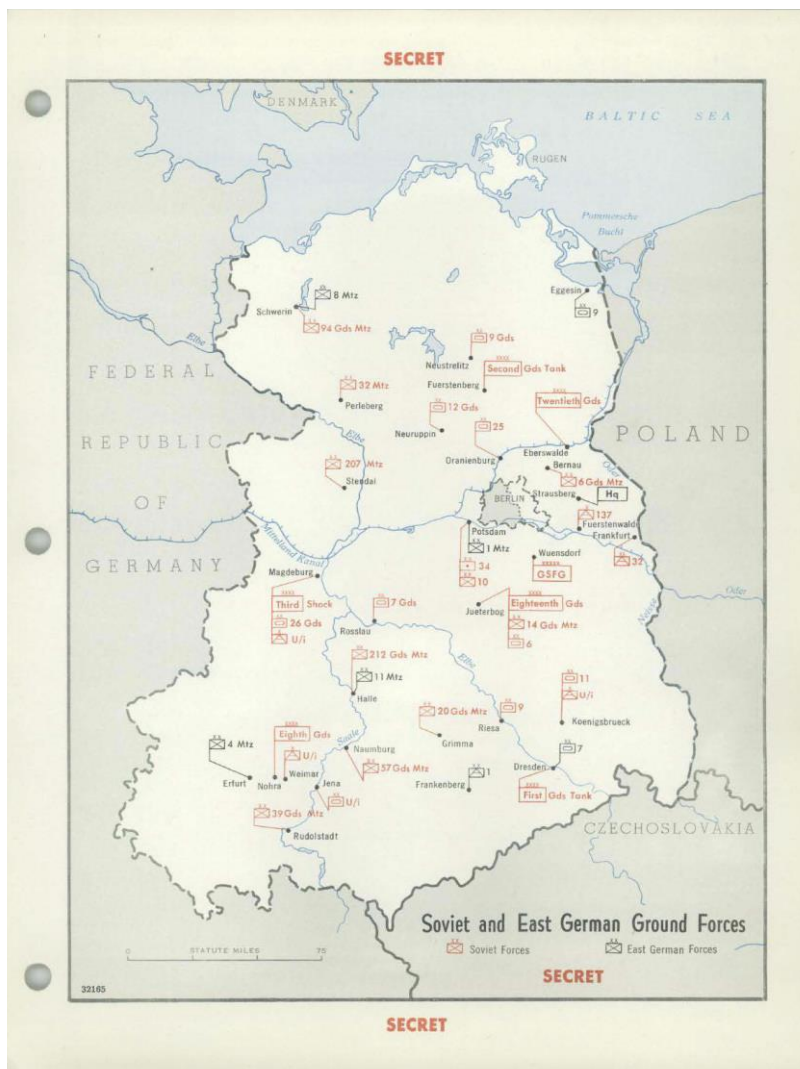


— Carte des sites de missiles en Allemagne de l'Est en 1961²⁰⁸.

²⁰⁷ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 50.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 77.

D'autre part, les troupes terrestres de l'armée soviétique (représentées en rouge sur la carte) et du gouvernement Est-allemand (représentées en gris) étaient extrêmement étalées suivant la géographie du pays, leur permettant une défense efficace en cas d'attaque ennemie.



— Carte des forces terrestres soviétiques et de RDA en Allemagne de l'Est²⁰⁹.

En comparaison, il y avait 7 sites accueillant les missiles américains Nike dans le Nord de l'Allemagne de l'Ouest, c'est-à-dire des missiles sol-air dotés de têtes nucléaires²¹⁰. Si les services de renseignements américains estimèrent que l'URSS possédait moins de 50 missiles ICBM²¹¹, la question de Berlin continua pour autant d'être la source de tensions entre les deux blocs²¹². Ces estimations de la CIA contestèrent les débats autour de l'écart de missiles, c'est-

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 76.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 47.

²¹¹ ICBM : *Intercontinental Ballistic Missile*.

²¹² Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>, p. 12.

à-dire l'inquiétude des puissances occidentales à propos d'une supposée supériorité soviétique dans le champ des missiles balistiques intercontinentaux²¹³.

Or, ce n'était pas suffisant pour permettre au bloc de l'Ouest d'être apaisé, car des exercices récents de l'armée britannique du Rhin, la BAOR²¹⁴, révélèrent que celle-ci avait d'énormes difficultés vis-à-vis de ses effectifs et de son équipement conventionnel face aux forces soviétiques et aux forces d'Allemagne de l'Est. En conséquence, ces forces souffraient d'un manque de préparation colossal en cas de guerre non-atomique²¹⁵.

* * *

Le 16 juillet 1961, l'ambassadeur britannique à Washington M. Harold Caccia envoya une lettre au *Foreign Office* de son pays, déclarant : « The military posture of the West must be made more credible in Europe than it was at present²¹⁶. ».

Deux jours plus tard, dans un compte-rendu du Sommet de Bonn le 18 juillet 1961, les autorités françaises déclarèrent : « L'Europe se doit de jouer un rôle plus actif dans l'Alliance atlantique²¹⁷. ».

Ces déclarations témoignèrent des difficultés de l'époque entre les Alliés, notamment lorsqu'il s'agissait d'ouvrir des discussions en temps de crise à propos de planifications militaires. Pourtant le groupe *Live Oak* avait été créé dans l'objectif de rassembler les États-Unis, le Royaume-Uni et la France afin de planifier de manière tripartite les possibles réaction à un déni d'accès à Berlin par les soviétiques²¹⁸.

²¹³ Missile gap, CIA, <https://www.cia.gov/readingroom/collection/what-was-missile-gap#:~:text=The%20Missile%20Gap%20was%20in,that%20of%20the%20United%20States>.

²¹⁴ BAOR : *British Army of the Rhine*.

²¹⁵ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, pp. 47-48.

²¹⁶ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 57.

²¹⁷ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 193.

²¹⁸ NATO, *Berlin, Code Name-Live Oak*, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/declassified_136184.htm.

Pour autant, le 11 juillet 1961, le Président américain Kennedy ne semblait pas prendre en compte l'importance des autorités françaises et ouest-allemandes dans les discussions, préférant de loin son allié anglo-saxon habituel :

The advice we are getting [...] is that the President is not yet ready to discuss Berlin political problems with his allies. [...] In preparation for the Geneva Foreign Ministers talks, there should be another confidential Anglo/U.S. exchange of views at the official level in, say, the last week of July, followed perhaps by similar exchanges with the French and Germans²¹⁹.

Ces complications eurent également des origines du côté français car lors du Sommet de Bonn, le général de Gaulle n'avait pas fait part de proposition concrètes sur la défense de son pays dans le cadre de la crise de Berlin et avait seulement transmis une idée assez générale de projets qu'il souhaitait soumettre plus tard. Ce manque de clarté avait été vu d'un mauvais œil car : « Nous sommes à la veille d'une crise très grave, et il ne convient pas de « changer les chevaux au milieu du gué »²²⁰. ».

La volonté de faire de l'Europe un acteur plus actif dans le champ de la défense avait été rappelé, notamment à travers un rapprochement au sein de l'organisation. Cela s'exprimerait par la définition d'une politique commune car : « Il n'y a pas de politique sans défense, sinon l'on est contraint de suivre la politique des autres²²¹. ».

D'autres mesures militaires pour Berlin furent proposées par les États-Unis au Royaume-Uni, à la France et à la RFA. Le 24 juillet 1961, le MoD britannique proposa à son gouvernement des étapes préparatoires face à la crise de Berlin. Premièrement il aurait fallu établir un rapport sur l'état maximal de préparation possible avec les ressources militaires existantes pour la fin du mois d'août. Deuxièmement, il aurait fallu travailler sur un document déterminant les étapes nécessaires pour procéder à un renforcement de la BAOR. Troisièmement, il aurait fallu prendre en considération les mesures possibles avec les Alliés à travers *Live Oak* ou l'OTAN, après des réunions prévues dans la même semaine avec Robert

²¹⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 84-85.

²²⁰ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 193.

²²¹ *Ibid.*

McNamara, le Secrétaire d'État américain à la défense, et Pierre Messmer, le Ministre français des armées²²².

A ces propositions du MoD le Premier ministre Harold Macmillan répondit simplement: « The cost of everything should be given²²³. ».

A l'aube de la crise de Berlin, le besoin d'une force militaire otanienne fut grandement ressenti par les puissances occidentales²²⁴, alors qu'il fut estimé que les forces de renforcement de l'OTAN étaient à soixante-dix pour cent de leur capacité opérationnelle à l'époque²²⁵.

* * *

Le 30 novembre 1961 le Ministère de la Défense britannique avait préparé un mémorandum faisant état de la préparation militaire à Berlin. Trois types de plans militaires avaient été imaginés. Le premier, nommé « Free Style », consistait en une enquête visant à identifier une décision soviétique ou du gouvernement de la RDA de bloquer l'accès au sol de Berlin aux Alliés. Le second plan prévoyait des opérations pour forcer l'accès à Berlin le long de l'*autobahn*²²⁶. Enfin, le troisième plan d'action imaginait des opérations aériennes, telles que *Jack Pine*, visant à maintenir à l'accès aérien à la ville²²⁷.

Par la suite, les autorités américaines avaient accordé leur accord au Royaume-Uni pour que la première réponse à un déni d'accès terrestre à Berlin soit le plan « Free style », c'est-à-dire l'investigation²²⁸.

²²² Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 23.

²²³ *Ibid.*, p. 22.

²²⁴ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 202.

²²⁵ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, pp. 47-48.

²²⁶ Voir carte ci-dessous.

²²⁷ Macmillan's Cabinet. (30 November 1961). *Cabinet Conclusion 8. Space Research: Blue Streak*. (CAB 128 35 cc 61 66), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5.

²²⁸ *Ibid.*, pp. 5-6.



— Carte des voies de communication entre la RFA et Berlin²²⁹.

* * *

Les tensions vis-à-vis de Berlin eurent pour conséquence directe l'augmentation drastique du budget de défense des États-Unis. Le renforcement majeur des forces armées américaines à Berlin avait pourtant débuté bien avant l'été lorsque le président Kennedy avait demandé au Congrès le 28 mai 1961 un demi-milliard de dollars en plus pour le budget de la défense²³⁰.

Ensuite, le 20 juillet, John F. Kennedy fit une autre demande au Congrès américain, cette fois de 3,2 milliards de dollars supplémentaires pour la défense :

²²⁹ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 81.

²³⁰ Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>, p. 5.

It seems to me that while the focus of attention in the struggle against Soviet expansionism is certainly now Berlin, this must be evaluated against the background of the world conflict and considered in this light. We have made serious efforts to stop the arms race and to relax tensions, but Soviet belligerence has made this impossible. [...] To this end, I will ask the Congress on Wednesday for a supplementary defense budget of 3.2 billion dollars, making a total of approximately 6 billion dollars over the budget submitted by President Eisenhower in January.

— Lettre de John F. Kennedy à Harold Macmillan le 20 juillet 1961²³¹.

En plus de l'augmentation du budget de leur défense, les États-Unis décidèrent d'adapter leur programme militaire de l'époque en fonction de la crise de Berlin. En pratique, cela se traduisait par une amélioration de la préparation de la capacité nucléaire longue-portée ainsi qu'un statut d'alerte accéléré pour le SAC²³² (*Strategic Air Command*).

Cependant, ces décisions visant au renforcement des forces militaires à Berlin ne furent pas prises inconsciemment. En réalité, Harold Macmillan fit savoir à John F. Kennedy qu'il fallait procéder avec prudence lors des annonces publiques vis-à-vis de leurs préparations militaires. Le premier Ministre britannique craignait que le bloc occidental soit accusé de vouloir se rapprocher du conflit armé alors que Khrouchtchev de son côté ne voulait en apparence que conclure un traité de paix avec la RDA, ce qui n'était pas considéré comme un acte d'entrée en guerre²³³.

5. Les scénarios d'une guerre nucléaire à Berlin.

Si la crise de Berlin de 1961 représenta une des situations les plus critiques de la guerre froide et renforça le besoin d'une force militaire otanienne²³⁴ c'est avant tout du fait de la crainte des acteurs de l'époque que le conflit glisse vers la guerre nucléaire.

Dans son discours du 26 juillet 1961, diffusé au monde entier, John F. Kennedy fit part de ses inquiétudes vis-à-vis de Berlin et de la situation mondiale de manière générale :

²³¹ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3780), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 41-45.

²³² Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 101-150)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 106), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 19.

²³³ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 30.

²³⁴ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 202.

The threat is world-wide. Our effort must be equally wide and strong, and not be obsessed by any single manufactured crisis. [...] The NATO shield was long ago extended to cover West Berlin - and we have given our word that an attack upon that city will be regarded as an attack upon us all. [...] The United States is there; the United Kingdom and France are there; the pledge of NATO is there and the people of Berlin are there. [...] But we must also be ready to resist with force, if force is used upon us. [...] The new preparations that we shall make to defend the peace are part of the long-term build-up in our strength which has been underway since January. [...] We intend to have a wider choice than humiliation or all-out nuclear action. [...] We have another sober responsibility. To recognise the possibilities of nuclear war in the missile age, without our citizens knowing what they should do and where they should go if bombs begin to fall, would be a failure of responsibility. [...] But I must emphasise again that the choice is not merely between resistance and retreat, between atomic holocaust and surrender. Our peacetime military posture is traditionally defensive, but our diplomatic posture need not be. [...] Three times in my life-time our country and Europe have been involved in major wars. In each case serious misjudgments were made on both sides of the intentions of others which brought about great devastation. Now in the thermo-nuclear age, any misjudgement on either side about the intentions of the other could rain more devastation in several hours than has been wrought in all the war of human history²³⁵.

Une transcription intégrale du discours fut transmise au gouvernement britannique, qui approuva les arguments de Kennedy. Les britanniques profitèrent de l'occasion pour rappeler qu'ils possédaient une force de dissuasion nucléaire avec un statut de préparation élevé, et qu'il n'était donc pas question que le gouvernement américain agisse seul ni que le bloc occidental agisse dans l'urgence ou la panique (« There is no question of the U.S. Government « going at it alone » and railroading other governments into similar measures. [...] There is no question of crisis or panic measures²³⁶. »). Le gouvernement Macmillan ajouta que des mesures faisaient l'objet de réflexion au sein du Cabinet que celles-ci ne seraient pas nécessairement identiques à celles adoptées outre-Atlantique mais qu'elles auraient le même objectif final²³⁷.

En outre, le gouvernement britannique privilégiait un règlement du conflit par les voies de négociations, mais insistait sur le besoin de ne pas faire face à une défaite diplomatique. Dès lors, la tactique, dans ce cas les méthodes de négociations, furent dûment étudiées par le

²³⁵ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 15-21, Annexe 2.

²³⁶ *Ibid.*, pp. 13-14.

²³⁷ *Ibid.*

gouvernement. Il fut notamment question de réfléchir sur la portée des accords avec les États-Unis, c'est-à-dire jusqu'à quel point le gouvernement britannique devait approuver les mesures américaines.

De plus, les avantages du renforcement des forces conventionnelles furent débattus au Royaume-Uni. En réalité, cela pouvait être considéré par la diminution de la crédibilité de l'OTAN quant à l'usage de sa force de dissuasion stratégique. En effet, les dirigeants soviétiques ne croyaient plus possible que leurs adversaires fassent usage de leurs forces nucléaires stratégiques uniquement pour garantir la paix à Berlin, menant l'OTAN à reconsidérer le besoin d'augmenter en substance sa puissance conventionnelle.

D'une part, l'argument psychologique pour le renforcement des mesures conventionnelles était assez facile à défendre à l'époque. D'autre part, les arguments militaires pour ce renforcement étaient a priori insuffisants car les soviétiques avaient d'ores et déjà la capacité de vaincre l'Ouest de manière conventionnelle. En conséquence, l'OTAN aurait une nouvelle fois fait face à la décision d'initier ou non la guerre nucléaire²³⁸.

Les craintes d'une guerre nucléaires durant la crise de Berlin étaient omniprésentes chez les dirigeants des puissances occidentales. En réalité, si une guerre conventionnelle était déclenchée et que l'un des camps venait à se trouver dans une position désavantageuse, il aurait inévitablement recours aux armes nucléaires tactique, ce à quoi l'autre camp réagirait avec des armes encore plus puissantes, et il serait impossible d'éviter la guerre nucléaire²³⁹. Ainsi, lors d'une réunion des Ministres occidentaux des affaires étrangères à Paris du 5 au 7 août 1961, les États-Unis s'engagèrent à initier un processus de concertation avec leurs alliés en cas d'utilisation de l'arme nucléaire²⁴⁰.

Même si la RFA s'était engagée à ne pas fabriquer d'armes atomiques et ne cherchait pas à acquérir une force nucléaire ou de faire transférer des armes nucléaires sur son territoire²⁴¹, la seule possession de telles armes par trois des puissances occupant l'Allemagne en 1961 rendait les perspectives d'un tel conflit plutôt crédibles. Comme l'écrivit le Premier ministre Macmillan le 20 juin 1961 à son *Foreign Office* : « If nuclear war takes place over Berlin, we shall all be dead, or nearly all²⁴². ».

²³⁸ *Ibid.*, pp. 7-9.

²³⁹ *Ibid.*, p. 151.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 13.

²⁴¹ *Ibid.*, pp. 173-176.

²⁴² *Ibid.*, p. 218.

La peur d'avoir recours à la guerre nucléaire influença de manière évidente les rapports des deux blocs à cette période. A la fin du mois de juillet, le *Foreign Office* britannique était déterminé que Nikita Khrouchtchev allait conclure un traité indépendant avec l'Allemagne de l'Est le 17 octobre lors du congrès du parti communiste soviétique. Si de telles négociations avaient lieu, l'Ouest devrait reconnaître la DDR²⁴³ comme étant le gouvernement d'Allemagne de l'Est, ainsi que les frontières et l'interdiction de disposer des armes nucléaires à Berlin ou à proximité de la frontière entre la RFA et la RDA.

Les deux blocs utilisèrent énormément l'argument nucléaire dans leurs négociations afin de donner du poids à leurs arguments. Or, ni l'Union Soviétique ni l'OTAN ne voulait réellement risquer l'initier une guerre nucléaire sur le sujet de Berlin : « Neither the Western Allies nor the Soviet Union would lightly risk nuclear war on the Berlin issue. There was thus an element of bluff in the position of both sides²⁴⁴. ».

En outre, la construction du mur de Berlin rappela l'importance de la planification à long-terme d'une stratégie concernant la crise de Berlin, ce qui poussa même les États-Unis à déclarer à ses Alliés de l'OTAN que sa force de frappe nucléaire serait maintenue et utilisée si besoin²⁴⁵. Ce à quoi le représentant allemand à l'OTAN répondit que le temps disponible pour prendre la décision d'utiliser l'arme nucléaire serait extrêmement limité et qu'il valait mieux renforcer les forces conventionnelles de l'organisation en Europe (« He stressed the very short time that would be available for making the decision to use nuclear weapons and pointed out that this situation could not improve until NATO had a fully motorised operational reserve on the continent of Europe²⁴⁶. »). La retenue des autorités d'Allemagne de l'Ouest s'illustre d'autant plus que Konrad Adenauer préférait éviter à tout prix qu'une guerre nucléaire éclate à Berlin (« Berlin, although very important, is secondary, and Adenauer is believed to be extremely reluctant to risk nuclear war over the city²⁴⁷. »).

²⁴³ DDR : *Deutsche Demokratische Republik*.

²⁴⁴ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 278-282.

²⁴⁵ London Branch Standing Group Secretariat (LBSG), Standing Group Liaison Office (SGLO) Paris. (18 September 1961). *Role of NATO Forces*. 03 - Military Committee Standing Group, Standing Group Liaison Office Messages 1961 (LOSTAN 3894), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, p. 1.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 12.

* * *

En conclusion, lors de la crise de Berlin les rapports entre les dirigeants des différentes puissances furent empreints des lourdes tensions générées par la crise et même au sein du bloc occidental, il fut difficile de s'accorder sur les modalités de la proposition de négociations avec l'URSS. Toutefois, nous remarquons que pendant toute la durée de la crise, les chefs de gouvernement des deux camps firent preuve d'une volonté de passer par la voie diplomatique à chaque fois. Dans les interactions entre les dirigeants américains, britanniques et français, les armes nucléaires sont rarement mentionnées de manière claire, pourtant possédées par les deux premiers pays, le troisième débutant son programme. En effet, nous retrouvons une multitude de formules faisant référence à l'urgence d'éviter la catastrophe, signifiant en réalité une volonté de ne s'éloigner au maximum des perspectives de guerre nucléaire, car cette problématique constituait une menace réelle, bien qu'étant une nouveauté sur la scène internationale. Dans une lettre de M. Dejean l'ambassadeur français à Moscou datée du 16 septembre 1961, celui-ci commente un article de Walter Lippmann à propos de la diplomatie nucléaire. Il conclut sa lecture de l'article ainsi : « Il est certain qu'aujourd'hui, une guerre serait un suicide²⁴⁸. ».

²⁴⁸ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 455.

Deuxième partie : Une nouvelle phase de la course à l'armement.

Chapitre V. La reprise des essais nucléaires par l'Union Soviétique (octobre 1961).

Parallèlement à la crise de Berlin se produisirent d'autres événements aggravant les tensions déjà existantes de la période. Ce fut particulièrement le cas lorsque l'Union Soviétique décida de reprendre ses essais nucléaires le 1^{er} septembre 1961²⁴⁹. Alors que les tensions de la guerre froide étaient au plus haut avec la situation à Berlin, l'Union Soviétique brisa le moratoire, c'est-à-dire la suspension temporaire des essais nucléaires dans le monde, qui avait été établi en 1958 par la communauté internationale²⁵⁰.

1. Les origines de la reprise des essais nucléaires.

En effet, l'initiation d'une nouvelle série d'essais nucléaires atmosphériques par l'URSS posait problème du fait du moratoire imposé par les négociations de Genève le 31 octobre 1958, qui avait été à priori accepté par l'URSS, le Royaume-Uni et les États-Unis²⁵¹. Cette reprise des essais remis en question l'efficacité de textes de lois à propos des restrictions dans le domaine du nucléaire militaire, d'autant plus que selon le bloc occidental l'Union Soviétique justifia ses actions en avançant qu'un moratoire ne constituait pas une obligation légale. En réalité, il demeurait tout de même difficile d'imposer des législations sur le sujet à une époque marquée par une course à l'armement nucléaire accrue. Comme l'écrivit le premier ministre britannique de l'époque Clement Atlee dans un mémorandum d'août 1945, aucun accord international n'était capable d'empêcher de limiter la liberté des puissances nucléaires de produire des armes atomiques (« No international agreement is likely to be successful which attempts to restrict the freedom of any of the major powers to produce atomic weapons²⁵². »).

²⁴⁹ Voir annexe 3.

²⁵⁰ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 336.

²⁵¹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 161.

²⁵² BURNS Richard D. et COYLE III Philip E., *The Challenges of Nuclear Non-Proliferation*, Lanham (Rowman and Littlefield), « Weapons of Mass Destruction », 2015, p. 25.

Toutefois en 1958, l'URSS avait fait un premier pas très concret pour progresser vers une interdiction des essais nucléaires. Le gouvernement avait déclaré le 31 mars 1958 qu'il ne conduirait plus d'essais nucléaires, à condition que les autres pays fassent de même. Dès lors, d'avril à mai 1958, les États-Unis et l'URSS discutèrent d'un accord dans le but de créer une commission d'experts chargée d'étudier les méthodes de vérification du respect de l'interdiction des essais. Cette commission travailla sur le sujet à Genève du 1^{er} juillet au 21 août 1958 et conclut que les méthodes déjà existantes de détection d'explosions nucléaires seraient utilisées afin de vérifier le respect de l'interdiction des essais nucléaires atmosphériques de plus d'une kilotonne ainsi que les explosions souterraines de plus de cinq kilotonnes²⁵³.

Avant le début des discussions, le président américain Dwight D. Eisenhower réitéra les conditions du moratoire. L'une de ces conditions était que l'URSS devait cesser ses essais juste après le cycle de discussions, prévu pour le 31 octobre. En conséquence, les soviétiques répondirent qu'ils refuseraient de s'engager à un abandon des essais nucléaires, accusant les États-Unis de rechercher des avantages unilatéraux en liant le moratoire à la fin de leurs essais²⁵⁴. Par la suite, il y eut deux essais de la part de l'URSS, un le 1^{er} et un second le 3 novembre 1958, puis plus aucun essai jusqu'à 1961²⁵⁵.

²⁵³ Bukharin, O., Kadyshev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, p. 468.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 469.

²⁵⁵ Voir tableau ci-dessous.

Table 8.1 (continued)						
Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
20.10.58	06:20	Novaya Zemlya	Weapons development		440	A
			Thermonuclear device. ^f			
21.10.58		Novaya Zemlya	Weapons development		2	A
22.10.58	06:21	Novaya Zemlya	Weapons development		2,800	A
			Thermonuclear device. ^f			
24.10.58	06:03	Novaya Zemlya	Weapons development		1,000	A
			Thermonuclear device. ^f			
25.10.58	06:20	Novaya Zemlya	Weapons development		190	A
			Thermonuclear device. ^f			
25.10.58		Novaya Zemlya	Fundamental research		<0.1	A
01.11.58	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		10	A
03.11.58	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		10	A
01.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		16	A
04.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		9	A

 Nuclear Tests
493

—Extrait d'un tableau des explosions nucléaires de l'URSS de 1958 à 1961²⁵⁶.

Eisenhower annonça la fin du moratoire dans une déclaration du 29 décembre 1959, ce à quoi Nikita Khrouchtchev répondit que l'URSS ne mènerait pas d'essais nucléaires tant que les puissances occidentales en feraient de même²⁵⁷.

2. Les raisons de la reprise des essais.

Cette reprise des essais nucléaires soviétiques pouvait s'expliquer par plusieurs facteurs, selon le point de vue du bloc occidental, ou au contraire, selon le bloc communiste. Premièrement, par définition, la course à l'armement nucléaire stipule que chaque pays possédant l'arme nucléaire tentera d'améliorer les capacités de sa force nucléaire indéfiniment afin qu'elle dispose toujours des dernières modernités et afin qu'elle soit à jour technologiquement, pour rester crédible aux yeux de l'adversaire. Pour permettre ce perfectionnement constant, il fallait bien évidemment mener des essais nucléaires.

²⁵⁶ Bukharin, O., Kadyshchev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, pp. 490-499, voir Annexe 3.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 470-471.

Deuxièmement, le 30 août, l'Union annonça la reprise de ses essais nucléaires « sous la pression de la situation internationale créée par les pays impérialistes²⁵⁸ ». Le 3 septembre 1961, les États-Unis et le Royaume-Uni condamnèrent la reprise des essais soviétiques dans un communiqué conjoint²⁵⁹. L'URSS se justifia en avançant que le processus des négociations de Genève était une preuve de la volonté occidentale pour rendre légaux seulement les types d'essais qui les intéressaient afin de construire un organisme de contrôle international qu'ils contrôlèrent selon leurs intérêts propres²⁶⁰. Les arguments soviétiques mentionnèrent également le fait que la France poursuivait son programme nucléaire en étant encouragée par les États-Unis et le Royaume-Uni, cela alors que l'URSS avait exprimé son mécontentement. De ce fait, les dirigeants soviétiques menacèrent de reprendre leurs essais nucléaires si la France ne mettait pas un terme à ses propres essais²⁶¹.

Troisièmement, le Royaume-Uni tint responsable l'échec du Sommet de Paris. Le Sommet, qui avait été anticipé comme étant prometteur pour conclure une interdiction des essais nucléaires, fut finalement obstrué par l'incident de l'avion espion américain U-2 qui avait été abattu par l'URSS au-dessus de son territoire le 1^{er} mai 1960, soit deux semaines avant la rencontre tant attendue²⁶². D'autant plus qu'au cours de cette rencontre Nikita Khrouchtchev fut informé de la découverte anglo-américaine des emplacements géographiques des sites de fusées nucléaires soviétiques. Cette découverte et l'incident avaient a priori eut un impact sur l'attitude des négociateurs soviétiques à Genève. De plus, les succès apparents des sous-marins et des missiles Polaris américains auraient pu encourager l'URSS à recommencer ses essais nucléaires²⁶³.

Quatrièmement, lors d'un entretien entre le général de Gaulle et le général Gavin, l'ambassadeur américain en France, le président français revint sur un récent échange qu'il avait eu avec Kennedy. Charles de Gaulle lui avait partagé son sentiment que la cause principale de la reprise des essais par l'Union Soviétique était la politique d'intimidation de l'Occident à

²⁵⁸ MEAE Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 427.

²⁵⁹ *Ibid.*, p.473.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² Bukharin, O., Kadyshev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, p. 471.

²⁶³ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 28.

travers des menaces concernant leur nouvelle bombe atomique. Selon lui, la reprise des essais soviétiques était prévisible et même inévitable²⁶⁴. De plus, le 20 novembre 1961, l'ambassadeur français à Moscou, M. Dejean fit part à M. Couve de Murville de ses impressions concernant le XXII^{ème} Congrès du Parti Communiste, à savoir qu'il y avait actuellement au sein du gouvernement soviétique une politique de renforcement de la puissance militaire de l'URSS. En effet, l'ambassadeur remarqua une abondance d'articles ou de déclarations de chefs militaires dont le propos insistait sur la suprématie de la force soviétique. Ce fut d'autant plus visible dans le domaine des missiles intercontinentaux, ces appareils étant décrits comme surpassant tous les autres de par leur puissance allant jusqu'à vingt millions de CV, leur portée de plus de douze mille kilomètres, leur invulnérabilité due à leur vitesse et l'altitude très élevée de leur trajectoire et la précision causée par un système d'autoguidage sophistiqué²⁶⁵.

3. Les caractéristiques des essais soviétiques.

Pour revenir aux essais en eux-mêmes, après avoir brisé le moratoire qu'elle s'était imposée, l'URSS conduisit donc une série d'essais thermonucléaires avec une puissance beaucoup plus élevée. Les séries d'essais de 1961 et 1962 lui permirent d'améliorer dramatiquement les armes thermonucléaires²⁶⁶. La série d'essais soviétiques de 1961 fut remarquable par son intensité, ayant procédé à cinquante-neuf explosions nucléaires en seulement deux mois²⁶⁷. Elle comprenait des explosions d'un grand nombre d'armes nucléaires, notamment dans l'atmosphère, donc une explosion de plus de cinquante mégatonnes²⁶⁸. Ces essais permirent à l'URSS de grandes avancées dans les technologies relatives au déclencheur de mégatonnes de leurs appareils thermonucléaires²⁶⁹.

Le premier essai soviétique après la suspension du moratoire eut lieu au site de Semipalatinsk le 1^{er} septembre 1961. Le site de Semipalatinsk se trouvait au Kazakhstan, entre les trois *oblasts*²⁷⁰ de Semipalatinsk, Pavlodar et Karaganda. Il s'agissait d'une explosion de

²⁶⁴ MEAE Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 409.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 657.

²⁶⁶ Bukharin, O., Kadyshchev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, p. 467.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 473.

²⁶⁸ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 66.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 161.

²⁷⁰ *Oblast* : une région russe.

faible puissance, seulement seize kilotonnes, comme la plupart des essais conduits sur ce site. La majorité des essais furent conduits à des fins de développement des armes nucléaires, c'est-à-dire vingt-trois sur les vingt-neuf conduits à Semipalatinsk, et les autres faisaient partie du programme de sûreté des armes ou du programme de recherche fondamentale²⁷¹. La série d'essais de 1961 permit également une série d'explosions à très haute altitude et dans l'atmosphère, afin d'étudier la manière dont les armes nucléaires pouvaient avoir un effet sur le prototype du système antibalistique soviétique déployé au site de Sary-Shagan, le « System A »²⁷².

Puis, l'arme développée nommée « Arzamas-16 », la *Tsar Bomba*, fut testée le 30 octobre 1961, avec une puissance nominale de cent mégatonnes, mais la version testée réduisit de moitié la puissance, donc l'énergie de l'explosion ne fut que de cinquante mégatonnes. Ce fut l'explosion nucléaire la plus puissante de l'Union Soviétique ou de tout autre programme²⁷³.

4. Les conséquences des essais.

L'importance militaire des essais n'était donc pas négligeable, l'URSS n'avait pas devancé l'Ouest technologiquement, mais l'avance que l'Ouest détenait auparavant avait maintenant disparu (« The Soviet Union has not drawn ahead of the West in nuclear knowledge but the lead which the West previously possessed has disappeared²⁷⁴. »). Les scientifiques russes avaient progressé dans le domaine des armes de cent mégatonnes et leurs effets, mais le bloc occidental demeurait plus informé sur les spécificités des armes légères avec une puissance d'explosion d'une mégatonne. Donc, si les deux camps s'abstenaient maintenant de conduire davantage d'essais, l'équilibre de la dissuasion pourrait être maintenu. Or, les essais soviétiques avaient à priori pour objectif final le développement de systèmes anti-missiles, donc s'ils conduisaient une nouvelle série d'essais alors que le bloc occidental s'abstenait, l'URSS pourrait avoir un avantage considérable dans le domaine anti-missile²⁷⁵.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 473.

²⁷² *Ibid.*, p. 473.

²⁷³ Bukharin, O., Kadyshchev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, p. 467, voir Annexe 3 pour la liste complète des essais de 1961.

²⁷⁴ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

²⁷⁵ *Ibid.*

D'autres considéraient au contraire que les récents essais nucléaires de l'URSS si importants qu'ils étaient parvenus à bouleverser l'équilibre de la terreur dans le monde :

It seemed clear that the Russians had made a substantial move towards changing the balance of nuclear power. It was not equally clear that the tests which the Americans had in mind were those best designed to close the gap; it might well be that they were simply those which could be mounted most quickly²⁷⁶.

Dans une lettre datée du 20 décembre 1961, M. Lebel, le chargé d'affaires pour la France à Washington, annonça à M. Couve de Murville que la Commission américaine de l'énergie atomique ainsi que le Pentagone avaient observé des avancées nucléaires soviétiques suite à leurs essais. Les résultats des essais furent plutôt positifs, surtout concernant les améliorations vis-à-vis du poids des armes, ce qui était important pour les actions défensives et offensives, ainsi que pour mettre en place des systèmes de leurres. Ils auraient donc progressé sur la puissance et le poids des têtes nucléaires et sur les effets de la radiation, ce qui leur permettrait de mettre au point une technologie antimissiles. Les États-Unis demeuraient premiers dans le domaine nucléaire mais une nouvelle inquiétude surgit à ce moment : la possibilité de pénétration des armes atomiques ; c'est-à-dire le processus selon lequel une tête serait détruite avant même qu'elle n'atteigne sa cible²⁷⁷.

Le premier Ministre britannique Harold Macmillan, inquiet de cette nouvelle phase de la course à l'armement, souhaitait renforcer les efforts de désarmement avant la prochaine rencontre prévue à Paris (« Felt I could not reconcile myself to embarking on this new phase of re-arms race without making further attempt to break thro' on disarmament²⁷⁸. »).

²⁷⁶Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 6.

²⁷⁷ MEAE Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français.* Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 823.

²⁷⁸ Macmillan's Cabinet. (3 January 1962). *Notebook: 1. Prospects for 1962; 2. Bermuda Meeting; 3. Nuclear Tests.* (CAB 195 20 132360), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

Chapitre VI. L'inquiétude de l'essor des technologies de défense antibalistiques.

La série d'essais nucléaires de l'Union Soviétique généra énormément d'inquiétude du côté occidental. Effectivement, les puissances otaniennes craignaient que ces essais permettent aux scientifiques soviétiques de mettre au point des technologies de défense antibalistiques, renversant ainsi l'équilibre des pouvoirs²⁷⁹.

En réalité, ces inquiétudes se fondaient notamment sur l'annonce par le Ministre de la Défense, le Maréchal Malinovsky, lors du XXII^{ème} Congrès du Parti Communiste que l'URSS avait trouvé une solution pour détruire les missiles en vol²⁸⁰.

Dès le 18 novembre, les gouvernements britannique et américain firent part de leur volonté de réunir leurs efforts pour évaluer l'ampleur des récents essais soviétiques, la première impression étant déjà que l'URSS aurait rattrapé l'Ouest en termes de la science des armements et leur taux de développement serait aussi supérieur (« They appear to have caught up with the West in weapon science and their rate of development appears to be faster than ours²⁸¹. »). Puis, le 22 novembre 1961, M. Norman Brook avait informé Harold Macmillan que les scientifiques américains et britanniques pensaient que les essais soviétiques avaient mené à des avancées techniques importantes²⁸².

Au moment de cette crise, le général et diplomate américain Maxwell Taylor écrivit que les soviétiques espéraient par leurs efforts dans le champ antimissiles bouleverser la situation stratégique actuelle dans laquelle les États-Unis détenaient l'équilibre de la supériorité nucléaires. En effet, à l'époque, les forces américaines étaient considérées comme supérieures au bloc soviétique de par leurs bombardiers sophistiqués. L'URSS espérait donc rendre vulnérable la force offensive américaine en la neutralisant grâce à une force antimissile russe que ce soit sur terre comme sur mer, l'équilibre de la terreur serait donc renversé en faveur de

²⁷⁹ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 331.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 337.

²⁸¹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 94.

²⁸² *Ibid.*, p. 86.

l'Union Soviétique²⁸³. Or, le président américain John F. Kennedy avait déclaré ne voir que peu d'intérêt pour le développement de technologies antibalistiques dû à leur coût élevé et à la forte probabilité du déploiement de contremesures par les soviétiques²⁸⁴.

Par ailleurs, dans un rapport britannique établi qu'au début des années 1960, il fut étudié que le nombre de missiles balistiques à portée intermédiaire (ICBM), dont la portée variait entre 650 et 2 000 milles marins²⁸⁵, augmentait de manière constante à l'Ouest de l'URSS. Cette augmentation influença fortement les planifications de défense des pays occidentaux et préoccupa les services d'analyses, du renseignement. Ces préoccupations s'expliquèrent notamment du fait de la réduction du temps d'alerte d'une attaque nucléaire soviétique sur une base du Royaume-Uni, signifiant que les forces de l'URSS pourraient donc attaquer la V-bomber force au sol, et ce, avant même qu'elle ne puisse être lancée en représailles. En conséquence, le nombre de têtes nucléaires qui pourraient être ciblées sur le Royaume-Uni subit une augmentation drastique²⁸⁶. Néanmoins, le rapport conclut que l'URSS ne serait pas capable de développer des équipements avancés d'alerte et de poursuite de cibles capables d'intercepter des cibles au milieu de leur trajectoire, et ce en dehors de l'atmosphère terrestre, avant les années 1970²⁸⁷.

Dans un rapport français du 12 décembre 1961, nous retrouvons cette même inquiétude :

A ceci s'ajoute que les Soviets améliorent l'état de leur armement. Dans un an ou dix-huit mois, la situation se sera modifiée à leur avantage. Jusqu'à présent, les Russes insistent sur leur possession d'I.C.B.M. En fait, ceux dont ils peuvent disposer sont loin d'avoir l'effet dévastateur qu'ils prétendent. Les Russes se vantent de posséder le missile antimissile. [...] En tout cas, c'est un fait qu'ils progressent²⁸⁸.

²⁸³ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 353.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 357.

²⁸⁵ Entre 1203.8 et 3704 kilomètres.

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 360.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 361.

²⁸⁸ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 788.

Dans ce même document, le secrétaire des Affaires Étrangères britannique M. Alec Douglas-Home déclara que si une base de négociations n'était pas rapidement établie avec les dirigeants de l'Union Soviétique, il y aurait une guerre atomique²⁸⁹.

Quant aux possibilités de réellement développer une défense antibalistique, selon les scientifiques américains et britanniques, cette technologie supposait d'énormes difficultés. En effet, pour qu'il soit efficace, un tel système devait être capable de détruire les missiles d'attaque à hauteur de quatre-vingt-dix pour cent. De plus, une défense qui ferait face à des missiles d'attaque équipés de leurres rendrait les systèmes ABM²⁹⁰ encore plus complexes à produire. De même, des explosions puissantes et à haute altitude pourraient entraîner certaines complications telles que l'interruption des systèmes radio et radar. En réalité, les probabilités de mettre en place une défense ABM efficace seraient donc très minces. Or, il n'était pas possible pour les Ministères de la Défense occidentaux d'ignorer l'existence de tels systèmes²⁹¹.

Lors d'une réunion entre le secrétaire du cabinet M. Norman Brook et M. William Penney, un mathématicien spécialiste du nucléaire, le second fit part de son point de vue sur les derniers essais nucléaires soviétiques. Selon lui, cela leur aurait permis de devancer les États-Unis dans plusieurs domaines, notamment grâce aux explosions de bombes terriblement puissantes. Cependant, les scientifiques soviétiques seraient toujours en seconde position dans le domaine des bombes de taille réduite. Les essais auraient été extrêmement sophistiqués, par exemple en faisant exploser plusieurs missiles dans l'air en même temps, dont un portant une tête nucléaire, et cela dans le but de développer une défense ABM. Donc, ne pas faire d'essais mettrait les États-Unis et le Royaume-Uni dans une position d'infériorité nucléaire²⁹².

En vue de la rencontre des Bermudes, le Ministre de la Défense Solly Zuckerman expliqua le 15 décembre 1961 que l'argument technique pour reprendre les essais atmosphériques était assez facile à articuler. En effet, chaque arme pouvait être améliorée, et pour ce faire, des essais nucléaires atmosphériques étaient préférables à des essais souterrains (« The argument is simple - any weapon can be made better than it already is, and tests in the atmosphere are easier and cheaper than those underground²⁹³. »). Dans la mesure où les progrès

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ ABM : *Anti-Ballistic Missile*.

²⁹¹ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 2-3, 1^{er} Janvier 1962.

²⁹² Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 53.

²⁹³ *Ibid.*, pp. 61-64.

soviétiques leur auraient apporté de nouvelles connaissances pour améliorer dans les années à suivre la performance, la puissance, le poids des armes, ainsi que des économies de matériel fissile et de propreté des armes thermonucléaires, certains membres des gouvernements britannique et américain jugeaient nécessaire la reprise de leurs propres essais. En revanche, si les États-Unis reprenaient les essais nucléaires, ils pourraient améliorer leur connaissance sur la technologie anti-missile, les contre-mesures ainsi que les contre-contre-mesures.

Enfin, en dépit du fait que le budget de la défense prévu par l'URSS allait dépasser les douze milliards de dollars, en comprenant les armes atomiques et le domaine spatial, une reprise des essais atmosphériques entraînerait une accélération de la course à l'armement, qui s'était déjà aggravée l'année précédente :

Their defence budget for this coming fiscal year, including space and atomic weapons, is almost certainly to be over 12 billion dollars. [...] A resumption of atmospheric tests would mean a serious acceleration of the arms race, which has already intensified during this past year²⁹⁴.

²⁹⁴ *Ibid.*, pp. 61-64.

Chapitre VII. Christmas Island et les essais nucléaires atmosphériques.

The Western allies would conclude that the current test-ban negotiations were at an end and thus that the Christmas Island detonations « scheduled for the latter part of this month will have to go forward. » They did.²⁹⁵

Le retour des essais nucléaires de l'Union Soviétique ainsi que la possibilité que le pays mette en œuvre une technologie antibalistique furent une grande source d'inquiétude pour les États-Unis et le Royaume-Uni, qui finirent par admettre la possibilité de mener une nouvelle série d'essais nucléaires à leur tour. Il fut imaginé que ces hypothétiques essais atmosphériques aient lieu sur le territoire de l'île de Christmas, dans le Pacifique.

1. Le choix de l'île Christmas pour des essais nucléaires.

Le choix de l'île Christmas pour y réaliser des essais nucléaires n'était pas anodin. Il s'agissait là d'une possession britannique située dans l'océan Pacifique et assez isolée²⁹⁶, disposant d'un territoire assez grand pour accueillir les instruments nécessaires aux essais. Également appelée Kiritimati, cette île faisait partie de la République de Kiribati et avait déjà accueilli des essais nucléaires britanniques à la fin des années 1950, lors de l'Opération *Grapples*, qui avait permis au Royaume-Uni de tester sa première bombe à hydrogène le 8 novembre 1957.

De plus, des installations existaient déjà sur l'île qui pouvaient être adaptées pour une période de deux ou trois mois, facilitant l'organisation d'éventuels essais nucléaires. L'île était également assez grande pour accueillir les centaines de personnes nécessaires à ces exercices.

Avant de choisir Christmas Island pour leurs essais nucléaires, le gouvernement américain étudia d'autres possibilités, comme de conduire ces essais atmosphériques dans l'État du Nevada, mais les exercices auraient lieu à côté de zones peuplées. L'île Johnson fut également étudiée mais la taille réduite du territoire avait posé problème. L'autre possibilité

²⁹⁵ SANDFORD, Christopher. *Union Jack: John F. Kennedy's Special Relationship with Great Britain*. Lebanon, NH: University Press of New England (ForeEdge), 2017, p. 252.

²⁹⁶ A ne pas confondre avec le territoire extérieur australien de Christmas Island, situé dans l'Océan Indien.

avait été l'île Eniwetok, mais il s'agissait là d'un territoire sous tutelle des Nations Unies (« UN trust territory²⁹⁷ »).

Dans une lettre du président américain John F. Kennedy au Premier ministre britannique Harold Macmillan datée du 11 novembre 1961, celui-ci lui écrit : « We are reluctant to use Eniwetok, which is in a UN trust territory, even though we have no doubt of our legal right to do so. The only satisfactory alternative now apparent is Christmas Island²⁹⁸. » .

Même si *in fine*, l'intégralité des essais nucléaires américains ne fut pas menée à Christmas Island, les essais à très haute altitude ayant été réalisés ailleurs, ce fut bien cette île du Pacifique qui parut comme la meilleure alternative pour ces essais²⁹⁹.

1.1. Les objectifs des essais.

Ces essais nucléaires ont été imaginés comme des essais à haute altitude, visant à mesurer les effets sur des missiles portant des têtes nucléaires et les effets sur les communications radio et sur les systèmes de radar. De plus, les scientifiques américains souhaitaient tester les têtes nucléaires déjà existantes ainsi que des conceptions sophistiquées afin de réduire leurs poids. En effet, une amélioration de la légèreté des têtes nucléaires permettrait aux missiles d'être équipés de leurres et d'appareils électroniques supplémentaires.

Bien sûr, tous les essais qui furent proposés avaient directement ou indirectement un rapport avec la possibilité de développer des systèmes d'armements antibalistiques. Toutefois, s'il n'était pas considéré que le danger était immédiat, les scientifiques estimèrent qu'il le serait d'ici 1964³⁰⁰.

Selon Harold Macmillan, cette nouvelle série d'essais nucléaires devrait être directement liée au problème de conservation de l'équilibre de la dissuasion nucléaire, en protégeant les armes nucléaires contre des contre-mesures ainsi qu'en développant des missiles antibalistiques («The tests which he [Harold Macmillan] had in mind, when making his statement, were tests directly related to preserving the balance of the deterrent, e.g. by

²⁹⁷ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3, 1er Janvier 1962.

²⁹⁸ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 129.

²⁹⁹ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3, 1er Janvier 1962.

³⁰⁰ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3, 1er Janvier 1962.

protecting nuclear weapons against counter-measures or by developing anti-missile missiles³⁰¹.»).

1.2. *Le dilemme de la reprise des essais atmosphériques.*

La décision de reprendre ou non les essais nucléaires dans l'atmosphère divisa les chefs de gouvernement des États-Unis et le Royaume-Uni, de même qu'elle fit débat au sein de leurs propres gouvernements. Bien que les États-Unis eussent déjà débuté un programme d'essais nucléaires souterrains dans l'État du Nevada seulement deux semaines après la reprise des essais par les Soviétiques, John F. Kennedy fit part de sa réticence face à des essais atmosphériques, sauf en cas de preuves claires d'avancées militaires de l'URSS³⁰².

1.2.1. *Les arguments en faveur de la reprise des essais.*

D'une part, réaliser ces essais nucléaires semblait justifié par afin d'expérimenter avec des ogives antibalistiques, des essais atmosphériques étaient nécessaires, ainsi que pour réduire le poids des missiles américains³⁰³.

Une étude menée par le futur président de l'autorité à l'énergie atomique du Royaume-Uni³⁰⁴, M. William Penney, avançait que le renouvellement des essais pouvait être justifié militairement car si les scientifiques soviétiques parvenaient à une réussite dans le champ des ABM, cela pourrait affecter de manière dramatique l'équilibre des pouvoirs entre les deux blocs opposés³⁰⁵. Cette même étude suggéra donc qu'il y avait de fortes raisons militaires pour que les États-Unis et le Royaume-Uni reprennent leurs essais nucléaires³⁰⁶.

Le 15 novembre 1961, l'ambassadeur britannique aux États-Unis M. David Ormsby-Gore écrivit à son premier ministre : « If we can agree to the American request, we shall, of

³⁰¹ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 408, 16 novembre 1961.

³⁰² JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, pp. 336-337.

³⁰³ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 340.

³⁰⁴ UKAEA : United Kingdom Atomic Energy Authority.

³⁰⁵ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 343.

³⁰⁶ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4, 3 janvier 1962.

course, be in a much stronger position to influence the way they carry out their programme³⁰⁷. ».

En effet, pour le Royaume-Uni, accepter que les États-Unis recommencent des essais nucléaires aurait des avantages certains, comme celui d'obtenir une position d'influence dans les modalités de leur programme nucléaire.

1.2.2. Les arguments contre la reprise des essais.

D'autre part, de nombreux arguments soutenaient plutôt que les États-Unis devaient résister à la tentation de mener cette série d'essais nucléaires, de peur que l'argument militaire pour cette reprise ne soit pas assez fort. Effectivement, Harold Macmillan lui-même croyait qu'il serait mieux que les États-Unis et le Royaume-Uni se limitent aux essais nucléaires strictement nécessaires d'un point de vue militaire, afin de préserver l'équilibre de la dissuasion nucléaire³⁰⁸.

De plus, en préparation du Sommet des Bermudes, le conseiller principal du MoD britannique Solly Zuckerman avait informé le premier Ministre de ses doutes concernant la reprise des essais nucléaires. En effet, même si les Russes réussissaient à avancer en matière de défense ABM, il serait toujours de saturer leurs systèmes antibalistiques avec des masses de petites armes ou par des moyens de leurre, ne justifiant ainsi pas une nouvelle série d'essais nucléaires anglo-américains³⁰⁹.

Par ailleurs, le Cabinet britannique n'était pas en faveur de l'utilisation de Christmas Island pour ces essais, car accepter la demande américaine conduirait à de nombreuses critiques de la part d'autorités britannique, de l'opinion publique. Le Royaume-Uni serait également sous une forte pression internationale s'il acceptait de donner une réponse positive aux États-Unis³¹⁰. Il fallait donc que le gouvernement britannique soit certain que les essais correspondraient à des besoins militaires précis et qu'il ait la certitude que les États-Unis fourniraient l'intégralité

³⁰⁷ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 114.

³⁰⁸ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 371, 26 octobre 1961.

³⁰⁹ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, pp. 342-343.

³¹⁰ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 151-222)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 107), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 7.

des informations sur les essais ainsi que leurs résultats avant de considérer une réponse positive³¹¹.

En outre, selon une étude de M. William Penney, si aucun essai nucléaire additionnel n'était mené dans les deux camps, les États-Unis garderaient leur avantage nucléaire par rapport à l'Union Soviétique. Or, l'importance de la bombe soviétique Tsar Bomba, qui avait en principe une capacité de cent mégatonnes et qui pourrait détruire sa cible depuis une hauteur d'environ quarante kilomètres³¹², n'était pas négligeable selon le scientifique britannique. Cette nouvelle arme toute puissante pourrait avoir des effets sur les communications des radios et des radars et augmenterait donc les difficultés pour les Alliés de se défendre, notamment par une frappe de représailles, car la portée et la durée de ces effets n'était pas encore connue³¹³.

Enfin, les autorités britannique et américaine craignaient qu'une nouvelle série d'essais nucléaires de leur part ouvrirait une nouvelle phase de la course à l'armement³¹⁴, l'Union Soviétique ayant bel et bien bouleversé l'équilibre nucléaire par ses essais (« It was clear that the Russians had made a substantial move towards changing the balance of nuclear power³¹⁵. »).

2. Le point de vue des États-Unis.

2.1. *La réticence initiale de John F. Kennedy.*

Contrairement à ce qu'il fut dit du choix du président américain de reprendre les essais nucléaires au début des années 1960, celui-ci se montra très réticent au début de la crise. A savoir que c'était plutôt son propre gouvernement qui le poussait à adopter une nouvelle série d'essais nucléaires, et ce dès l'été de 1961 :

Au début de l'été 1961, le président Kennedy a continué à résister aux appels du ministère de la Défense et du JCS³¹⁶ selon lesquels les essais nucléaires par les États-Unis devraient reprendre, tandis que la nouvelle Agence de contrôle des armements et de désarmement tentait de formuler une proposition qui pourrait aider pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations à Genève au sein du Comité des dix-huit nations sur le désarmement, où les efforts

³¹¹ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 396-401, 14 novembre 1961.

³¹² Dans l'étude : 25 miles, soit 40.2336 kilomètres.

³¹³ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 9.

³¹⁴ *Ibid.*, p. 5.

³¹⁵ *Ibid.*, p. 6.

³¹⁶ JCS : *Joint Chiefs of Staff*.

visant à parvenir à un accord visant à interdire tous les essais étaient toujours en cours³¹⁷.

En effet, l'attitude de John F. Kennedy démontra clairement que de la fin de l'année 1961 au début de l'année 1962, il n'avait pas encore décidé si les essais atmosphériques auraient lieu ou non. Le président américain déclara plutôt qu'il prendrait sa décision au cours du printemps de l'année 1962, s'il n'y avait pas eu d'amélioration des tensions internationales³¹⁸.

Finalement, le Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis³¹⁹ conseilla le président de conduire des essais nucléaires et John F. Kennedy prévint une annonce le 1^{er} mars 1962, pour un début des essais le 15 avril, si la situation internationale restait la même. Ces problématiques calendaires furent notamment la source de tensions avec les membres du Cabinet britannique, ceux-ci préférant une annonce avant l'ouverture de la conférence relative au désarmement³²⁰.

2.2. La demande du président américain aux britanniques.

John F. Kennedy fit finalement la demande formelle, quoique secrète, au Royaume-Uni quant à l'utilisation de Christmas Island pour sa nouvelle série d'essais nucléaires.

Pour commencer, les américains firent part aux britanniques de leur volonté d'envoyer d'abord une équipe de reconnaissance anglo-américaine sur l'île, avant de mener des travaux de constructions qui dureraient environ quatre mois. Par la suite, une vingtaine ou une trentaine d'essais nucléaires étaient prévus sur le territoire de l'île Christmas, le tout durant trois ou quatre mois³²¹.

Au cours du Sommet des Bermudes, l'administration américaine expliqua aux autorités britanniques présentes leurs raisons de conduire ou non des essais nucléaires atmosphériques à Christmas Island. L'administration Kennedy suggéra une nouvelle fois qu'il y avait des arguments militaires forts pour la reprise des essais, au vu de la série d'essais soviétiques. John F. Kennedy se dit prêt à renoncer à ces essais s'il y avait une grande amélioration dans les

³¹⁷ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, pp. 335-336.

³¹⁸ Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests*. (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3, 1er Janvier 1962.

³¹⁹ National Security Council.

³²⁰ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 29.

³²¹ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 151-222)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 107), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1, 10 novembre 1961.

relations entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest d'ici au printemps 1962. Celui-ci ajouta qu'il était essentiel de conduire des préparations préliminaires sur l'île dans le cas où les essais seraient réalisés³²².

2.3. Le dialogue anglo-américain.

Durant la seconde moitié de l'année 1961, un réel dialogue s'opéra entre le Royaume-Uni et les États-Unis autour de la question de Christmas Island.

Lors d'une conversation téléphonique entre Harold Macmillan (P.M.) et John F. Kennedy (P.K.) le 27 octobre 1961 à cinq heures, ceux-ci abordèrent le sujet :

P.M. : I agree with that. Now there is one other point, one or two other points, about the bomb tests. I quite see your unwillingness to commit yourself and be tied up, but I take it that in principle you agree we would- nobody wants to do tests unless they are really necessary to maintain our military superiority and for military purposes. Is that right ?

P.K. : I am only opposed, Prime Minister, to prolonged testing for political purposes, whether it's at home or abroad; and also I do not think we ought to test unless there is clear evidence that it is essential for our military security. Our present thought is that it would take us four or five months approximately, though it's hard to be precise, to prepare any worthwhile test. Therefore, we will not be testing this year, though we will make preparations for testing, and I will merely say, as I said from the beginning, that the United States will not test for political reasons or terroristic reasons, but will only test if, after an analysis of the Russian tests, it has come to the conclusion that it is essential for our own security to test. [...]

P.M. : The only thing is, you think it would be better to make them separately and not jointly. I had thought, as we were the two Western nuclear powers, there might be something for a joint statement. [...]

P.K.: We will not test in the atmosphere unless the present Soviet tests make it essential, and if that day ever comes, we will make every effort to confine our tests to the essentials.

³²² Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4, 3 janvier 1961.

Dans cette même conversation, en réponse à la question de si le Royaume-Uni souhaitait être associé aux essais américains, Harold Macmillan répondit : « I take full responsibility. We must be absolute partners with you. If it's right, it's right ; and if it's wrong, it's wrong³²³. ».

Durant cette même période, il fut décidé par les chefs de gouvernements britannique et américain de prévoir une rencontre en décembre, à Bermuda, au cours de laquelle ils pourraient échanger davantage sur la question de l'île Christmas. Le 21 novembre 1961, John F. Kennedy écrivit à Harold Macmillan qu'il partageait la gravité de reprendre les essais, mais que les États-Unis seraient peut-être obligés de le faire afin de conserver une position nucléaire forte. De ce fait, la rencontre des Bermudes lui paraissait idéale pour discuter avec son homologue britannique de ce sujet (« If the idea of a meeting in Bermuda works out, that would be good time to deal with the matter³²⁴. »). John F. Kennedy et Harold Macmillan mentionnèrent d'ailleurs à plusieurs reprises dans leurs échanges la possibilité d'inviter le président français Charles de Gaulle à cette rencontre³²⁵. Cependant, ces échanges furent une preuve additionnelle que la coopération anglo-américaine se renforçait grandement dans les périodes de crises et de menace sur le bloc occidental.

Une autre problématique divisant le Royaume-Uni et les États-Unis était celle des conditions d'utilisation de l'île Christmas. En effet, lors d'une réunion le 17 novembre 1961 au cours de laquelle furent présents le secrétaire du Cabinet Norman Brook, le Ministre de la Défense Robert Scott, le Ministre de l'aviation H. Hardman, le Ministre de l'Air Maurice Dean, le président de l'UKAEA William Penney et le secrétaire des Affaires Étrangères Philip de Zulueta, le Premier Ministre demanda d'établir ces conditions de manière précise. Son argument était le suivant :

Experience of previous arrangements for providing defence facilities for the Americans on British territory, for example at Holy Loch and Ascension Island, had shown that it was expedient to define beforehand precisely what the conditions of use and the rights and responsibilities of both parties should be³²⁶.

³²³ Macmillan's Cabinet. (1st January 1961-31st December 1962). *Exchanges between Harold Macmillan, Prime Minister, and John F Kennedy, President of the USA*. (CAB 301 297), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 78-88.

³²⁴ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 80.

³²⁵ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 342.

³²⁶ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 97-98.

3. Les conditions imposées par le Royaume-Uni.

Lorsque le gouvernement américain fit la demande au gouvernement britannique de leurs installations basées à Christmas Island pour réaliser des essais nucléaires, le Royaume-Uni y imposa trois conditions.

3.1. *Des arguments militaires forts pour la reprise des essais nucléaires.*

Premièrement, le gouvernement britannique imposa le besoin d'élaborer des arguments purement militaires ainsi que des preuves puissantes justifiant la reprise des essais nucléaires anglo-britannique. Si cette condition n'était pas satisfaite, il ne serait pas possible d'approuver totalement la reprise des essais de la même manière qu'il serait impossible de défendre efficacement ce projet face à la *House of Commons* britannique³²⁷.

Dans une lettre du premier ministre au président le 12 novembre, le premier lui annonce que le gouvernement britannique a débattu de la demande américaine concernant Christmas Island. Harold Macmillan s'engagea à aider les États-Unis du fait de sa déclaration publique du 31 octobre dans laquelle il avait déjà annoncé que son pays serait prêt à participer à de nouveaux essais nucléaires atmosphériques si le besoin s'en faisait ressentir. De son côté, le président américain avait déclaré le 1^{er} novembre :

No nuclear test in the atmosphere will be undertaken as the Soviet Union has done, for so-called psychological or political reasons. But should such tests be deemed necessary to maintain our responsibilities for Free World security, [...] they will be undertaken only to the degree that the orderly and essential scientific development of new weapons³²⁸.

Dans cette même lettre, Harold Macmillan insista fortement sur le fait que la reprise des essais par le bloc occidental serait accueillie négativement dans le monde. Plus particulièrement, il y aurait de fortes probabilités que les alliés anglo-saxons soient considérés comme étant en train de suivre l'exemple du bloc communiste. Pour remédier à ce problème, Harold Macmillan demande à son homologue américain d'une part d'annoncer publiquement la reprise des essais pour respecter l'obligation morale du Royaume-Uni quant à ce sujet, et d'autre part d'avancer des arguments militaires forts pour cette reprise. Seulement, il ne demeure que peu convaincu de l'argument militaire encourageant la reprise des essais :

³²⁷ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 42.

³²⁸ *Ibid.*, p. 119.

We have not, however, been told what military purpose these tests would serve, i.e., in what way they are « necessary to maintain our responsibilities for Free World security ». [...] The sort of thing I had in mind, when I made my statement, was something much more directly related to preserving the balance of the deterrent, such as tests which protect the validity of our weapons [...] or tests which might produce a break-through on the anti-missile missile front³²⁹.

Effectivement, Norman Brook informa le premier ministre le 13 novembre qu'il devait lui-même être convaincu des arguments militaires de la reprise des essais, notamment pour justifier ceux-ci au public. Il ajouta qu'il fallait décider si les essais auraient véritablement lieu avant de commencer les préparations sur l'île, et non l'inverse. Selon lui, une fois que les travaux de préparations pour les essais commenceraient à Christmas Island, le projet des essais nucléaires ne sera plus un secret³³⁰.

3.2.Des perspectives de désarmement.

Deuxièmement, lorsque les États-Unis avaient demandé la disponibilité des installations britanniques à Christmas Island, Harold Macmillan avait montré des réserves quant à l'usage de cette île. Il déclara notamment qu'un accord britannique aurait plus de chances d'être donné si les Américains s'accordaient pour faire un effort pour recommencer les négociations dans le but d'une interdiction totale des essais, et ce, avant la reprise des essais atmosphériques.³³¹ Si selon William Penney, les américains allaient réaliser ces essais, avec ou sans Christmas Island, même en n'ayant pas d'alternative à l'île, le premier ministre attachait tout de même à l'usage du territoire une proposition de mener de nouvelles initiatives diplomatiques vers le désarmement. En réponse, John F. Kennedy semblait réticent à l'idée d'arrêter les essais, mais il fit preuve d'une certaine volonté d'explorer la possibilité de négociations de désarmement avec l'URSS, tout en voulant éviter qu'il y ait un lien entre sa décision finale sur ses essais nucléaires, et notamment l'usage de Christmas Island, et avec les prochains pourparlers de Genève.³³²

³²⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 102-105.

³³⁰ *Ibid.*, p. 119.

³³¹ Jones, p. 345.

³³² Jones, p. 347.

La loyauté à la *Special Relationship* était aussi en jeu à ce moment-là, étant donné qu'Harold Macmillan pensait avoir établi une bonne relation avec le nouveau Président, ne voulait pas mettre en péril cette entente à cause d'un refus³³³.

Pour autant, Harold Macmillan et ses ministres demeurent d'accords sur le fait que la demande américaine ne pouvait être refusée, tout en créant une nouvelle initiative britannique pour le désarmement, et même pour l'interdiction totale des essais nucléaires³³⁴.

Le premier ministre prenait notamment en compte l'opinion publique, inquiète des conséquences des essais sur la santé et sur l'environnement, ainsi que sa propre opinion selon laquelle la reprise des essais américains exacerberait les tensions de la Guerre Froide. Le gouvernement Macmillan avait déjà tenté à Genève de convaincre les Américains de se désister de cette série d'essais nucléaires afin d'interdire complètement les tests nucléaires, ou afin de mettre en place un nouveau délai d'interdiction³³⁵.

De plus, ces essais pourraient être à l'origine d'une nouvelle phase d'accélération de la course à l'armement nucléaire, alors même qu'il n'y avait aucune certitude de la réussite de la conception de systèmes de défense anti-missiles :

The Prime Minister said that he had expressed to the President his strong view that testing should not be resumed until a further attempt had been made to halt the nuclear arms race. [...] He feared that if these tests were held they would open a new phase in the nuclear arms race³³⁶.

La condition imposée par le Royaume-Uni n'était pourtant pas sans risques. Effectivement, si aucun accord n'était trouvé, les États-Unis conduiraient leur série d'essais ailleurs, la conclusion d'un accord de désarmement serait alors peu probable (« If we decline Xmas, U.S. will go on testing alone : we shall be separated from them: and have little chance of launching unilateral initiative on disarmament³³⁷. », Harold Macmillan).

De ce fait, il est indéniable que le gouvernement britannique sut se saisir de la demande américaine comme d'une opportunité d'avancer ses propres intérêts, c'est-à-dire mettre en

³³³ Jones, p. 345.

³³⁴ Jones, p. 341.

³³⁵ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 340.

³³⁶ Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4, 3 janvier 1961.

³³⁷ Macmillan's Cabinet. (3 January 1962). *Notebook: 1. Prospects for 1962; 2. Bermuda Meeting; 3. Nuclear Tests.* (CAB 195 20 132360), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p.4.

marche la machine du désarmement, quoique partiel. Cette demande mis le Royaume-Uni dans une position avantageuse vis-à-vis des États-Unis, permettant au pays de réellement négocier des conditions qui lui étaient chères, plutôt de d'accepter d'emblée d'octroyer Christmas Island, comme il est souvent pensé.

Our close collaboration with the United States in nuclear defence, our important contribution to the strategic deterrent and our control of Christmas Island gave us a unique opportunity, though a fleeting one, for taking the initiative in suggesting that a fresh attempt should be made to secure an effective international agreement on disarmament ³³⁸.

3.3. *Des essais nucléaires atmosphériques conjoints.*

Troisièmement, dans le cadre des négociations entre les autorités britanniques et américaines, il fut imaginé que les prochains essais atmosphériques, notamment ceux conduits à Christmas Island, puissent être anglo-américains³³⁹.

Effectivement, le gouvernement britannique fit bon usage de son avantage dans cette situation précise afin de pouvoir profiter davantage de cette collaboration et assistance nucléaire américaine (« Furthermore if we help the Americans in this way we should strengthen our claim to continue to enjoy the widespread collaboration and assistance which we now receive from them in the defence and nuclear fields³⁴⁰. »). Dès novembre 1961, Harold Macmillan demanda à John F. Kennedy d'effectuer un essai nucléaire britannique dans la série des essais prévue aux États-Unis. Il fit part de la préférence de son MoD pour un essai souterrain plutôt qu'atmosphérique, les premiers ayant pour avantages une basse visibilité, un impact environnemental réduit, mais ne reproduiraient cependant pas l'environnement dans lequel des ABM seraient utilisés en situation. Le premier essai souterrain britannique nommé « Pampas » eu finalement lieu le 1er Mars 1962 au centre du Nevada, prouvant que les liens anglo-américains fondés sur le *Mutual Defense Agreement* de 1958 étaient toujours étroits.³⁴¹

³³⁸ Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5, 30 novembre 1961.

³³⁹ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français.* Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 824.

³⁴⁰ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence.* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 132.

³⁴¹ Jones, p. 341.

Lors d'une réunion le 15 novembre 1961 rassemblant le premier ministre Harold Macmillan, le secrétaire aux affaires étrangères Alec Douglas-Home, le MoD Harold Watkinson, le secrétaire du Cabinet Norman Brook, Solly Zuckerman du Ministère de la Défense, et Roger Makins de l'AEA, deux approches furent imaginées quant aux implications d'un programme conjoint d'essais nucléaires atmosphériques. La première approche était de dresser à l'avance les contours ainsi qu'une liste d'objectifs anglo-américains relatant de la justification des essais nucléaires. La deuxième approche serait celle d'encourager les États-Unis à travailler sur un projet pratique pour la série d'essais et de décider avec eux par la suite des justifications des essais nucléaires. Or, la première solution posait la difficulté suivante : il serait très difficile de trouver un accord avec les membres du gouvernement américain sur la définition abstraite des buts des essais et un accord pourrait ensuite être interprété de manière différente par les acteurs, risquant de profonds malentendus³⁴².

Enfin, le gouvernement d'Harold Macmillan insista particulièrement sur le fait que les essais qui seraient conduits sur leur territoire de Christmas Island devraient se produire en toute transparence vis-à-vis du Royaume-Uni. Le gouvernement britannique exigea que toutes les informations relatant des essais leur soient transmises, que ce soit avant les essais, ou après, au moment des résultats :

For your information, we are particularly concerned that if we do agree to these tests, we should get the maximum information from the Americans, not only beforehand about what the tests are for, but also afterwards about the results. We are also not prepared again to be put in the position which we have had about POLARIS, where we are still arguing with the Americans about the exact same terms of an arrangement agreed in principle two years ago.

— Lettre du *Foreign Office* britannique au gouvernement de Washington le 16 novembre 1961³⁴³.

4. Les résultats des discussions.

A propos de l'annonce de la reprise des essais nucléaires américains et ce, à Christmas Island, le gouvernement britannique fut assez formel au début. En effet, il ne souhaitait pas annoncer qu'ils avaient octroyé l'île aux États-Unis tant que la décision n'avait pas encore été prise sur le fait de conduire les essais nucléaires ou non. Selon les britanniques, il serait assez

³⁴² Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 108.

³⁴³ *Ibid.*, p. 106.

gênant que le Royaume-Uni admette que la décision finale de la reprise des essais nucléaires atmosphérique revienne en réalité aux États-Unis³⁴⁴.

Cependant, dès le 13 décembre, les États-Unis s'engagèrent à partager au Royaume-Uni toutes les informations relatives aux essais nucléaires prévus à Christmas Island selon l'accord de défense mutuelle signé en 1958 :

The Government of the United States will, in accordance with the terms and conditions of the Agreement for Cooperation on the Uses of Atomic Energy for Mutual Defence Purposes signed at Washington, D.C., July 3, 1958, as amended, furnish or otherwise make available to the Government of the United Kingdom detailed information concerning the tests making use of Christmas Island³⁴⁵.

Le 1^{er} janvier 1962, les États-Unis et le Royaume-Uni s'étaient enfin mis d'accord sur les modalités des annonces concernant l'île Christmas, attendant la réponse de la France quant à sa possible participation dans une initiative de désarmement³⁴⁶. Peu après, le gouvernement français déclara ne pas vouloir rejoindre cette initiative³⁴⁷.

Plus tard, le premier ministre britannique accorda officiellement à John F. Kennedy l'utilisation de l'île tout en prévoyant d'annoncer au cours de la troisième semaine du mois de janvier, après les résultats d'une étude conduite à propos de Berlin, que les États-Unis et le Royaume-Uni préparaient des essais nucléaires³⁴⁸. La déclaration prévue par les deux pays expliquerait que la situation technique exige ces essais nucléaires et insisterait sur la volonté de différer la décision finale de conduire les essais, en fonction de l'évolution de la situation à Berlin. Quant à l'enquête sur Berlin (« the Berlin probe »), en cas de résultats encourageants, le Royaume-Uni prévoyait une rencontre des Ministres des Affaires étrangères occidentaux à Berlin, un report des essais nucléaires et donc une amélioration des relations entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest. En revanche, si l'enquête ne portait pas ses fruits, il faudrait prévoir un Sommet à Stockholm, à Vienne ou à Genève, auquel la France pourrait être invitée, ceci afin de décider des conditions pour l'abolition permanente des essais nucléaires dans le monde. Le

³⁴⁴ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 13-14.

³⁴⁵ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 68.

³⁴⁶ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 19.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 22.

³⁴⁸ Macmillan's Cabinet. (1st January 1961-31st December 1962). *Exchanges between Harold Macmillan, Prime Minister, and John F Kennedy, President of the USA*. (CAB 301 297), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

gouvernement britannique imaginait deux possibilités : d'une part une abolition des essais nucléaires atmosphériques sans inspection de la part d'un organisme international, d'autre part une abolition de tous les essais nucléaires confondus, avec un degré minimum d'inspection³⁴⁹.

Par conséquent, on retrouve dans les comptes-rendus de la rencontre des Bermudes du 21 au 22 décembre 1961, des signes que la décision d'effectuer les essais nucléaires n'était pas encore prise, dans l'attente qu'une solution soit trouvée pour Berlin et de progrès dans le champ du désarmement :

They agreed that, on their assessment of the results of the recent Russian series of nuclear tests, it would be justifiable for the United States authorities to make certain further tests in the atmosphere with a view to preserving the existing equilibrium in nuclear strength between the West and the Soviet Union. [...] President Kennedy and Mr. Macmillan therefore considered that, before this fresh stage in the nuclear arms race is begun, a renewed effort should be made to make some practical progress towards international agreement on disarmament which would make further tests unnecessary³⁵⁰.

Pour finir, la série d'essais nucléaires atmosphériques des États-Unis et du Royaume-Uni eut bien lieu dans le Pacifique comme prévu, débutant en avril 1962 et surnommée Opération « Dominic »³⁵¹. Vingt-quatre essais nucléaires eurent lieu dans la zone de l'île Christmas, tous ayant été parachutés et ayant pour objectif l'amélioration des systèmes d'armes.

³⁴⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 31.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 46.

³⁵¹ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017, p. 351.

Tableau des essais du programme Opération « Dominic » menés à Christmas Island en 1962³⁵² :

Nom de l'essai	Date	Puissance
ADOBE	25.04.62	190 kt ³⁵³
AZTEC	27.04.62	410 kt
ARKANSAS	02.05.62	1.09 Mt ³⁵⁴
QUESTA	04.05.62	670 kt
YUKON	08.05.62	100 kt
MESILLA	09.05.62	100 kt
MUSKEGON	11.05.62	50 kt
ENCINO	12.05.62	500 kt
SWANEE	14.05.62	97 kt
CHETCO	19.05.62	73 kt
TANANA	27.05.62	2.6 kt
ALMA	08.06.62	782 kt
TRUCKEE	09.06.62	210 kt
YESO	10.06.62	3 Mt
HARLEM	12.06.62	1.2 Mt
RINCONADA	15.06.62	800 kt
DULCE	17.06.62	52 kt
PETIT	19.06.62	2.2 kt

³⁵² Operation Dominic 1962, *The Internet Archive*,

<https://archive.org/details/OperationDOMINICNuclearTests1962>

³⁵³ Kt : Kilotonnes.

³⁵⁴ Mt : Mégatonnes.

OTOWI	22.06.62	81.5 kt
BIGHORN	27.06.62	7.65 Mt
BLUESTONE	30.06.62	1.27 Mt
SUNSET	10.07.62	1 Mt
PAMLICO	11.07.62	3.88 Mt



— Opération « Dominic », essai ARKANSAS, 2 mai 1962, 1,09 mégatonnes³⁵⁵.

³⁵⁵ Operation Dominic, Arkansas, *The Atomic Archive*,
<https://www.atomicarchive.com/media/photographs/testing/us/dominic.html>

Chapitre VIII. La recrudescence du dialogue entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest sur le désarmement, la prolifération et l'interdiction des essais nucléaires.

1. Le cadre théorique du désarmement.

L'apparition d'armes nucléaires sur la scène internationale bouleversa les concepts stratégiques de paix et de guerre de l'époque. En effet, les conflits armés pouvaient maintenant intégrer ces armes de destruction massive, armes qui seraient également stockées par les puissances nucléaires en temps de paix, afin d'opérer une dissuasion efficace sur ses potentiels adversaires. La bombe atomique devint donc un moyen extrêmement convaincant de dissuasion contre des éventuelles perspectives de guerre atomique, notamment par sa capacité d'utilisation en représailles. Comme Bernard Brodie le conceptualisa en 1946, tant que les bombes atomiques existeraient, les puissances nucléaires les garderaient à disposition, dans un état continu de préparation, pour une frappe de représailles rapide et d'une grande ampleur en cas d'attaque atomique³⁵⁶.

Or, si la meilleure manière d'éviter la guerre nucléaire était de se débarrasser de la guerre elle-même, la meilleure solution à ce moment pour se débarrasser de la lutte armée était justement la capacité à pouvoir recourir à la guerre atomique à tout moment. C'était là tout le paradoxe de l'équilibre de la terreur et plus précisément de la destruction mutuelle assurée.

Pourtant, certains considéraient que la seule présence de ces armes nucléaires dans certains états ne pouvait pas à eux seuls accomplir les ambitions de paix du bloc occidental³⁵⁷. En effet, du fait de l'atmosphère de peur et de méfiance accompagnant la compétition atomique, les pays des blocs communiste et occidental ne pouvaient pas travailler efficacement sur des accords et des plans de paix et de désarmement³⁵⁸. Cependant, chaque amélioration de la capacité de destruction des armes atomiques renforçait chaque fois un peu plus le besoin de renforcer les organisations et procédures de médiation pacifique des conflits entre les pays du monde³⁵⁹.

³⁵⁶ BRODIE Bernard, *The Absolute Weapon – Atomic Power and World Order*, Yale Institute of International Studies, 1946, p. 24.

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 139.

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 147.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 148.

Au début des années 1960, de nombreuses voix se firent entendre en faveur du désarmement, particulièrement du désarmement nucléaire. Le fait que l'existence d'armes nucléaires soit un facteur de paix dans le monde fut de plus en plus remis en question :

Le désarmement et la paix se nourriraient l'un de l'autre ; l'engagement d'un processus de désarmement nucléaire aurait donc des conséquences positives sur les relations internationales³⁶⁰.

2. La non-prolifération à des États Tiers.

Un des enjeux liés aux volonté de désarmement à l'époque concernait la non-prolifération d'armes nucléaires à des États Tiers ; c'est-à-dire que les États-Unis craignaient que les États non dotés de la bombe atomique reçoivent des technologies leur permettant de créer cette arme, ou la capacité nucléaire elle-même par le transfert de ces armes sur leurs territoires. Ces craintes concernaient notamment l'Allemagne. Effectivement, le gouvernement Kennedy comme le gouvernement Eisenhower prenait largement en compte dans ses décisions sur divers sujets le fait que la RFA ou la RDA puissent développer une capacité nucléaire quelconque.

Cela posait problème, notamment lorsque les États-Unis avaient souhaité conclure un accord avec l'Union Soviétique sur la non-distribution de têtes nucléaires à des États Tiers, les alliés de l'OTAN se considérant comme étant dans une position de vulnérabilité. Lors de ces discussions, le chancelier allemand Konrad Adenauer avait demandé à l'OTAN l'assurance que les têtes nucléaires réparties en Europe puissent être utilisées par les alliés eux-mêmes en cas de conflit armé. Ce à quoi les États-Unis avaient préféré l'usage à double clef ³⁶¹.

Après avoir rencontré les autorités françaises et allemandes à plusieurs reprises, les représentants du gouvernement américains conclurent des accords atomiques avec la France³⁶², tout en déclarant qu'ils s'opposaient à la possibilité de forces nucléaires nationales sur le

³⁶⁰ TERTRAIS Bruno, *La menace nucléaire*, Paris (Armand Colin), «25 questions décisives », 2011, p. 152.

³⁶¹ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, p. 677.

³⁶² *Ibid.*, p. 14.

continent européen (« On atomic weapons we have made clear our strong view that separate national capabilities on the continent are bad³⁶³. »).

Si le chancelier Adenauer se positionna comme favorable à des négociations concernant le désarmement nucléaire, la France elle s'y opposa, étant donné qu'elle était actuellement en train de développer sa propre force nucléaire.

De plus, les États-Unis et le Royaume-Uni redoutaient que la France, après avoir acquis leur force nucléaire nationale, partagent une partie de leur nouvelle technologie nucléaire aux scientifiques allemands. Lorsque les deux pays anglo-saxons firent part de leur sentiment aux dirigeants français tels que Charles de Gaulle, ils ne voulurent pas promettre que ce partage de technologie n'aurait jamais lieu³⁶⁴.

3. L'évolution des propositions de désarmement.

La question du désarmement semblait occuper une grande place dans les inquiétudes britanniques, et ce dès 1959. En effet, le 17 septembre 1959 le Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume-Uni Selwyn Lloyd prononça un discours teinté d'inquiétudes concernant le désarmement à l'occasion de la quatorzième session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies.

There are some who say that you can have no disarmament without political settlements, but others who say that you will not get political settlements while the present race in armaments continues. The truth is if we can get political settlement it will make agreement on disarmament easier [...] Progress in either field will cause a correspondingly favourable reaction in the other field³⁶⁵.

Selon lui, il faudrait donc atteindre des accords politiques afin d'avancer dans le champ du désarmement nucléaire, et vice versa.

³⁶³ Macmillan's Cabinet. (1st January 1961-31st December 1962). *Exchanges between Harold Macmillan, Prime Minister, and John F Kennedy, President of the USA*. (CAB 301 297), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 56-57.

³⁶⁴ *Ibid.*, p. 45.

³⁶⁵ Prime Minister's Private Office. (1959-1964). *Prime Minister's Visit to Cape Town 3rd February 1960*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4937), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 28.

Selwyn Lloyd fit d'ailleurs référence aux discussions du Sommet de Paris en 1957, qui aboutirent la proposition, qui était la sienne. Il proposa qu'une réunion d'experts et de scientifiques ai lieu pour échanger sur la possibilité d'un contrôle d'une interdiction des essais nucléaires. L'Union Soviétique accepta cette proposition l'année suivante et une conférence de désarmement fut ouverte à Genève entre les gouvernements soviétiques, américains et britannique à la fin d'octobre 1958 dans le cadre de l'ONU³⁶⁶.

Un an plus tard, les Ministres des Affaires Étrangères de la France, l'URSS, les États-Unis et le Royaume-Uni, c'est-à-dire M. Couve de Murville, M. Gromyko, M. Herter et M. Lloyd, réitérèrent leurs discussions à Genève pour traiter d'autres problèmes européens. Ils échangèrent notamment sur les modalités des prochaines négociations sur le désarmement. Le 7 septembre 1959, un communiqué fut publié de manière conjointe entre les quatre gouvernements. La résolution reconnut que la responsabilité pour des mesures de désarmement revenait à l'Organisation des Nations Unies, par le biais d'un nouvel organisme de désarmement³⁶⁷.

Plus particulièrement, la résolution établit que le principe fondamental du désarmement devrait reposer sur un équilibre constant entre le désarmement dans le domaine nucléaire comme dans le domaine conventionnel³⁶⁸. L'objectif des Nations Unies serait donc de progresser vers l'abolition de tous types d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive ainsi que la réduction des autres systèmes d'armement et de forces armées à un niveau permettant d'empêcher la possibilité d'une guerre à grande échelle³⁶⁹.

Pour ce faire, les quatre pays imaginèrent un plan en quatre étapes.

Premièrement, il faudrait traiter du problème des armes nucléaires et mener une conférence technique sur la praticabilité d'un contrôle de l'interruption de l'utilisation de matériel fissile pour produire ces armes. De plus, les dirigeants des pays nucléaires et de la France devraient s'accorder sur les limites hautes de leurs forces nucléaires en établissant un corps international chargé de récolter des informations sur les niveaux de leurs forces armées. Enfin, il faudrait déléguer une certaine quantité d'armement à une organisation de contrôle

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 28.

³⁶⁷ *Ibid.*, pp. 28-29.

³⁶⁸ *Ibid.*, p. 29.

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 29.

international qui se verra attribuer des responsabilités croissantes dans le cadre de l'ONU et étudier les problèmes de l'utilisation d'armes nucléaires dans l'espace³⁷⁰.

Deuxièmement, l'étape intermédiaire de ce plan viserait à réduire les armements conventionnels dans le monde ainsi que le pouvoir militaire de manière générale. Il fut également prévu de couper la production de matériel fissible à utilisation militaire, de réduire les réserves en armes nucléaires en transférant le matériel fissible à un usage civil. Finalement, il faudrait établir un système international d'inspection contre les attaques par surprise ainsi que réduire l'usage de l'espace pour des activités pacifiques et détailler les responsabilités de l'organisme international de contrôle³⁷¹.

Troisièmement, les quatre États prévirent une interdiction complète de manufacturer des armes de destruction massive de natures nucléaire, chimique ou biologique. De plus, il serait interdit d'utiliser des armes de destruction massive et de faire usage de l'espace pour des objectifs militaires. Les réserves nucléaires restantes seraient éliminées et un contrôle international sur les budgets militaires serait établi. Finalement, les armements conventionnels et les effectifs militaires seraient réduits³⁷².

Le gouvernement britannique était entièrement convaincu de ces plans de désarmement et des conséquences positives de ces initiatives. Effectivement, dans son discours de Selwyn Lloyd du 17 septembre 1959, celui-ci réitéra l'importance du désarmement pour parvenir à un ordre international stable et pacifique :

We earnestly desire peace and stability in the world. We know that peace is the common interest of all of us. Global war, whether nuclear or conventional, would be a disaster, infinitely worse in its consequences than World Wars I and II. Under modern conditions no one can be a victor in global war. Such a war would constitute a common defeat³⁷³.

Or, les négociations de Genève sur l'arrêt des essais nucléaires ne progressèrent guère à cette période, étant donné que l'attitude soviétique s'était renforcée, et ce, aux alentours du 13 avril 1961 selon le secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume-Uni. L'Union Soviétique émit d'ailleurs une proposition à ce moment, celle d'établir un conseil administratif tripartite

³⁷⁰ *Ibid.*, p. 29.

³⁷¹ *Ibid.*, p. 30.

³⁷² *Ibid.*, p. 30.

³⁷³ *Ibid.*, p. 31.

rassemblant un représentant du bloc communiste, un du bloc occidental, et un des pays se considérant comme neutres. Cette proposition avait été refusée par le Royaume-Uni et les États-Unis³⁷⁴.

Un mois plus tard, l'ambassadeur britannique aux États-Unis Harold Caccia, écrit le 12 mai 1961 à son Ministère des Affaires Étrangères que la position soviétique était désormais modérée et que la rencontre prévue à Vienne à propos du désarmement aurait bel et bien lieu, à part en cas de contretemps causé par la conférence de Genève sur le sujet du Laos, ce qui était donc plutôt encourageant (« He [McGeorge Bundy³⁷⁵] said that there had been a further exchange of messages with Khrushchev and that Khrushchev's reply had been couched in moderate terms. The position was that unless anything unforeseen took place in the Geneva Conference on Laos the meeting in Vienna would now take place³⁷⁶. »).

Cependant, à la mi-juin de la même année, le Ministère des Affaires Étrangères britannique considéra que les dirigeants de l'Union Soviétique n'avaient plus une attitude apte à opérer des négociations avec le bloc occidental. En effet, l'insistance de l'URSS quant à sa proposition d'une administration tripartite aurait mené la conférence sur les essais nucléaires dans une impasse, rajoutant qu'ils considéraient la condition d'inspection internationale des essais nucléaires comme de l'espionnage, sauf en cas de désarmement mondial³⁷⁷. C'est ainsi que le 16 juin 1961, le secrétaire privé aux affaires étrangères du Premier ministre suggéra à Harold Macmillan de témoigner de sa déception vis-à-vis de l'échec des négociations sur le désarmement à Mikhail Soldatov, le garde du corps de Nikita Khrouchtchev (« This [...] might give you an opportunity for saying privately some firm things to Mr. Soldatov about Berlin, and to express your regret at the turn which disarmament negotiations including the nuclear tests conference, have taken³⁷⁸. »).

³⁷⁴ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 120-124.

³⁷⁵ McGeorge Bundy : Conseiller à la Sécurité Nationale auprès du président américain 1961-1966.

³⁷⁶ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 22.

³⁷⁷ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 213.

³⁷⁸ Prime Minister's Private Office. (1959-1963). *1959-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4218), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 20.

4. L'impact de la crise de Berlin sur la conférence de désarmement nucléaire.

L'une des raisons pour laquelle la conférence sur le désarmement ne pouvait faire que peu de progrès durant cette période était bien évidemment le déroulement de la crise de Berlin simultanément aux discussions. Les événements liés à la crise de Berlin et aux négociations sur le désarmement s'influençaient mutuellement. En réalité, le besoin de considérer les problématiques de désarmement dans le contexte de la crise de Berlin rendait la tâche des négociateurs davantage complexe. L'ambassadeur britannique en URSS Frank Roberts écrivit d'ailleurs au *Foreign Office* le 17 juillet 1961 :

Other causes of concern were the deadlocked nuclear tests talks and lack of progress on disarmament. This was the background against which the problems of Germany and Berlin must be considered. It was our hope that tension could be reduced in one or all of these areas and the atmosphere so improved in which we had to consider Germany and Berlin later in the year³⁷⁹.

D'une certaine manière, l'urgence de la crise de Berlin eut des conséquences sur les négociations sur le désarmement, qui apparurent comme seulement secondaires. Le bloc occidental exigeait de continuer ainsi que de renforcer impérativement sa présence militaire à Berlin afin de protéger les intérêts communs de ces pays. Plutôt que le désarmement, le danger était désormais de protéger les intérêts vitaux des pays occidentaux sans avoir recours à un conflit armé, et éventuellement de faire en sorte que les pays du Traité de l'Atlantique Nord se trouvent dans la meilleure position possible en cas d'entrée en guerre forcée. Comme l'écrivit John F. Kennedy dans sa lettre adressée à Harold Macmillan le 20 juillet 1961, l'OTAN devait renforcer ses moyens militaires, particulièrement à Berlin, et faire preuve d'unité. Pour ce faire, la participation des autres pays membres de l'OTAN était nécessaire pour maintenir une crédibilité efficace face à l'URSS.

It seems to me that while the focus of attention in the struggle against Soviet expansionism is certainly now Berlin, this must be evaluated against the background of the world conflict and considered in this light. [...] We have made serious efforts to stop the arms race and to relax tensions, but Soviet belligerence has made this impossible. In view of the increasing gravity for the world situation, it seems only elementary prudence that the member countries of NATO should make a greatly heightened effort to create a strong NATO military posture.

³⁷⁹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 52.

—Lettre de John F. Kennedy à Harold Macmillan le 20 juillet 1961³⁸⁰.

Dans le cadre de leur relation étroite, le premier ministre britannique Harold Macmillan voulut faire part de ses inquiétudes directement au président américain John F. Kennedy. Il est vrai que lors d'épisodes de tensions aggravées les deux chefs de gouvernement anglo-saxons multipliaient leurs échanges, téléphoniques ou télégraphiques, se permettant d'exprimer leur perception de la situation internationale ainsi que leurs préoccupations. En effet, Harold Macmillan évoqua l'absence de progrès des négociations de désarmement, allant jusqu'à dire que sans négociations sur le sujet dans les six mois à venir, un conflit serait susceptible d'éclater entre l'Union Soviétique et les membres du Traité de l'Atlantique Nord. Le Premier ministre propose de repousser les négociations sur le désarmement à l'automne 1961, du fait du début de la crise de Berlin :

I have been thinking about nuclear tests and the Conference. I must say this situation worries me very much. I know we are getting nowhere in the negociations but if we break them off we shall either have to decide to resume tests and so incur all the responsibility and odium or else let the Russians get away with an un-controlled moratorium for an indefinite period. [...] In fact you and I both know that we shall either have a war or a negociation with the Russians in the course of the next six months. [...] My conclusion is anyway that the best course for the moment might be just to keep the tests negociations ticking somehow until the autumn.

— Brouillon d'une lettre d'Harold Macmillan à John F. Kennedy le 4 juillet 1961.³⁸¹

Peu après l'initiation de la crise de Berlin, la reprise des essais nucléaires atmosphériques par l'Union Soviétique compliqua une nouvelle fois le déroulement de la conférence de désarmement nucléaire. Au cours du mois de septembre 1961, les gouvernements occidentaux découvrirent qu'un programme d'essais nucléaires soviétiques était en cours, ce qui fut interprété d'une part comme une tentative par l'URSS pour améliorer son statut militaire et d'autre part comme une volonté d'intimider les gouvernements neutres dans l'espoir qu'ils puissent exercer une pression sur les États occidentaux afin qu'ils acceptent un accord sur Berlin qui favoriserait les intérêts soviétiques. De ce fait, le Ministère des Affaires Étrangères du

³⁸⁰ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 36-40.

³⁸¹ Prime Minister's Private Office. (1959-1963). *1959-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4218), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 18.

Royaume-Uni percevait comme peu probable que l'URSS accepte la proposition anglo-américaine sur l'arrêt des essais nucléaires atmosphériques³⁸².

Ensuite, l'arrivée de désaccords avec le gouvernement français ne fit que freiner davantage les négociations sur le désarmement avec l'URSS. Effectivement la France s'opposa à toute initiative de désarmement nucléaire, ce qui fut problématique pour les États-Unis et le Royaume-Uni car le pays, bien que ne possédant pas encore officiellement de capacité nucléaire efficace, faisait toujours partie des grands acteurs occidentaux sur la scène internationale. En effet, la France, qui ne souhaitait toutefois pas un isolement international, se montra ferme sur son positionnement par rapport au désarmement (« Whatever the United States and the United Kingdom might do France, although not proposing to fight a war with the Russians on her own, would not be a party to such an arrangement³⁸³. »).

De plus, le gouvernement de Charles de Gaulle entrava à de nombreuses reprises les négociations avec l'URSS sur la question du statut de Berlin, souhaitant à tout prix des garanties que l'Allemagne demeure fortement liée au bloc occidental (« France was concerned [...] to ensure that Germany was tied to the West³⁸⁴. »). Pourtant, le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni fit savoir au gouvernement américain à Washington qu'en définitive, ces difficultés de compréhension avec la France n'empêcheraient pas les négociations avec l'URSS d'avoir lieu, étant donné que le Royaume-Uni et les États-Unis avaient déjà initié les discussions sur le désarmement sans la France (« He added that this procedure should not be too inconvenient for the Americans and ourselves since we were already negotiating with the Russians about nuclear tests and disarmament without French participation³⁸⁵. »). Plusieurs formules avaient d'ailleurs été étudiées pour les négociations avec l'URSS, c'est-à-dire qu'il faudrait aborder les questions de l'Allemagne de l'Est, la problématique des frontières, les liens entre Berlin et la RFA, et enfin le sujet des armes nucléaires³⁸⁶.

A propos de ces plans anglo-saxons, le président français Charles de Gaulle avait déclaré qu'un accord sur les armes nucléaires en Allemagne avantagerait l'URSS ainsi que la France ne s'engagerait pas à ne pas partager de technologie nucléaire avec l'Allemagne dans le futur :

³⁸² Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 306B.

³⁸³ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 France*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3338), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 67.

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ *Ibid.*

The idea of an agreement about nuclear weapons for Germany was a gratuitous present to the Russians. It was United States policy not to supply nuclear arms to other countries. But although France had no present intention of sharing nuclear knowledge with the Germans the French could not say that this would always be the case³⁸⁷.

De ce fait, les États-Unis et le Royaume-Uni remirent en question les perspectives de coopération tripartite avec la France, qui avait été envisagée dans l'objectif d'élargir l'alliance anglo-américaine. Cet échec était également dû d'abord au fait que les États-Unis ne souhaitaient pas apporter une aide aux scientifiques français en matière de technologie nucléaire, ce qui aurait eu pour conséquence d'alimenter une certaine frustration du gouvernement français.

There is the question of "tripartitism". The attempt to widen the Anglo-American alliance into one including France as well has failed, at least for the time being, partly because the Americans were not prepared to give the French any satisfaction regarding nuclear weapons. [...] Not doubt he [Charles De Gaulle] would still like a tripartite meeting (perhaps in Bermuda) such as he proposed last year. [...] But whether it does or not, you still wish to have an Anglo-American meeting with President Kennedy.

— Communication de Philip de Zulueta à Harold Macmillan³⁸⁸

5. Les initiatives de la part de l'OTAN.

Puis, une réunion eu lieu à Paris du 7 au 10 décembre à Paris entre les officiers supérieurs du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France et de la RFA afin d'analyser un rapport du groupe de travail des quatre pays la possibilité d'une négociation avec l'URSS sur l'Allemagne et plus particulièrement sur Berlin. La faisabilité d'une négociation fut ainsi analysée, débouchant sur deux approches différentes³⁸⁹.

En premier lieu, il serait intéressant d'ouvrir les négociations avec l'URSS dans un futur proche pour parvenir à une amélioration, quoique limitée, du climat des négociations résultant de pourparlers, dans la mesure où les Soviétiques avaient levé l'échéance pour la signature d'un

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 France*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3338), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 96.

³⁸⁹ Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 2.

traité séparé avec la RDA et avaient accepté un accord à quatre partis. De plus, il y aurait un risque, si les conversations n'étaient pas proposées, que la situation internationale se détériore. Des négociations répondraient également à la nécessité d'examiner les intentions de l'URSS qui n'auraient pas été percées par les initiatives diplomatiques précédentes. De tels échanges permettraient aussi au bloc occidental de renforcer l'opinion publique en sa faveur, démontrant une volonté d'avoir recours à toutes les voies diplomatiques possibles (« The necessity of strengthening public opinion, faced with a crisis where everything should be done to resolve the problem peacefully before having recourse to other means³⁹⁰. »). Enfin, l'ouverture de négociations avec l'Union Soviétique serait une opportunité pour renforcer l'unité au sein de l'alliance atlantique, alors que celle-ci avait tendance à s'affaiblir (« The necessity of maintaining within the Atlantic Alliance a cohesion which is tending to weaken³⁹¹. »).

En second lieu, certaines voix occidentales se prononçaient plutôt en défaveur de l'ouverture de telles négociations pour les raisons suivantes. Étant donné que les dirigeants de l'Union Soviétique avaient l'air de vouloir éviter qu'une crise majeure éclate entre les deux camps, si les négociations se soldaient par un échec, l'état de la situation pourrait s'empirer et la cohésion de l'alliance atlantique pourrait être sérieusement en péril.

En revanche, le fait de mettre en place un processus de négociations d'une nature assez large, c'est-à-dire en incluant des thèmes aussi larges que l'Allemagne, la sécurité de Berlin et de l'Europe, permettrait sûrement d'aborder les problématiques de désarmement, ce qui relancerait le débat de manière positive³⁹². Pour ce faire, il fut imaginé que la procédure de négociations débiterait par la question de l'accès à Berlin, et aborderait ensuite les problématiques plus générales, avant de traiter une nouvelle fois de l'accès à la ville³⁹³.

Le groupe de travail avait d'ailleurs produit une étude sur le statut du contrôle des armements en lien avec Berlin. Le résultat de ce travail quadripartite fut rassemblé dans quatre documents dans lesquels plusieurs propositions sur l'interdiction de la diffusion des armes nucléaires furent détaillées³⁹⁴.

Or, durant la seconde moitié de l'année 1961, les forces de l'OTAN semblaient manquer de cohésion. En effet, à la suite d'un rapport du SACEUR le 15 septembre qui portait sur le

³⁹⁰ *Ibid.*, p. 4.

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ *Ibid.*, p. 5.

³⁹⁴ *Ibid.*, p. 9.

renforcement des forces otaniennes, il fut considéré que la réponse des membres de l'alliance avait été encourageante, mais largement incomplète. En réalité, le général Norstad considérait que le soutien variait trop d'un pays à l'autre et qu'une grande partie de ces pays n'avait pas réellement saisi l'urgence de la situation créée par le déroulement simultané de la crise de Berlin et des négociations sur le désarmement nucléaire. Selon lui, l'OTAN avait besoin d'avoir à sa disposition une quantité bien plus importante de forces armées, pour ses besoins à court et à long termes³⁹⁵.

Par ailleurs, le gouvernement soviétique, par l'intermédiaire de son Ministre des Affaires Étrangères M. Gromyko, établit ses objectifs pour les prochaines négociations avec le bloc occidental comme suit : le respect de la souveraineté de la GDR³⁹⁶ ; la définition des frontières allemandes et d'un nouveau statut pour Berlin-Ouest, par exemple une zone démilitarisée ; la démilitarisation ; un pacte de non-agression entre le pacte de Varsovie et l'OTAN ; et enfin des mesures pour limiter la prolifération d'armes nucléaires vers l'Allemagne³⁹⁷.

Les alliés de l'OTAN considérèrent que les tactiques employées par l'Union Soviétique reposaient largement sur l'intimidation³⁹⁸. L'URSS aurait d'ailleurs mené des mesures militaires seulement en réponse à l'annonce par le président Kennedy de renforcement des forces américaines en Allemagne le 25 juillet. En d'autres termes, le gouvernement mené par Nikita Khrouchtchev viserait une augmentation de la force militaire soviétique basée sur le renforcement des troupes en Allemagne et la récente série d'essais nucléaires. Toutes ces mesures lui permettraient d'accroître l'influence que l'URSS pourrait avoir lors de négociations en transmettant une image de force et de détermination. L'Union Soviétique souhaitait donc pouvoir négocier avec le bloc occidental en position de force³⁹⁹.

S'il était certain que l'URSS ne voulait pas déclencher de conflit armé sur le sujet de Berlin du fait de la probabilité qu'en découle une guerre nucléaire (« The Soviet Government probably does not want a military conflict over Berlin since it appears convinced that it would lead to nuclear war⁴⁰⁰. »), de nombreuses questions sur les intentions soviétiques furent soulevées par le travail du groupe tripartite de l'OTAN.

³⁹⁵ *Ibid.*

³⁹⁶ GDR : *German Democratic Republic*.

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 11.

³⁹⁸ *Ibid.*, p. 12.

³⁹⁹ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, pp. 13-14.

L'étude du groupe tripartite fut particulièrement divisée sur la question du non-transfert des armes nucléaires.

Premièrement, les États-Unis et le Royaume-Uni émirent une proposition conjointe. Les Alliés devraient résister à toutes les tentatives soviétiques d'interférer avec les plans, programmes et politiques de l'OTAN relatant du stationnement, du déploiement, de l'équipement, de la garde et du contrôle des armes nucléaires. En cas de proposition de la part de l'URSS vis-à-vis de ce domaine, les quatre États, c'est-à-dire les deux pays anglo-saxons, la France et l'Allemagne de l'Ouest, devraient faire en sorte d'inclure des directives plus larges, en insistant sur le fait qu'ils n'abandonneraient pas le contrôle des ogives nucléaires à des États Tiers. A cela, le Royaume-Uni y ajouta une proposition autonome : le gouvernement fédéral d'Allemagne devrait produire une déclaration réaffirmant sa renonciation à la production d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, et certains gouvernements d'Europe de l'Est devraient en faire de même. Or, les États-Unis et le Royaume-Uni se questionnaient sur la nécessité de dissocier ces propositions du contexte de la crise de Berlin en les intégrant dans les initiatives diplomatiques liées au désarmement.

Des divergences dans le plan quadripartite furent notées, notamment du fait que le gouvernement français avait pris la décision de déléguer moins de discrétion et d'autorité à ses représentants en comparaison aux gouvernements britanniques et américains. De plus, le gouvernement d'Harold Macmillan avançait sa préférence pour une application des contre-mesures non militaires seulement à la RDA, alors que les gouvernements de John F. Kennedy, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer voulaient les appliquer contre l'entière du bloc communiste⁴⁰¹.

Les Alliés de l'OTAN anticipèrent que les représentants Soviétiques essaieraient sûrement d'introduire certaines questions de sécurité et de contrôle des armements dans les négociations de Berlin. Ils considéraient également que la crise de Berlin avait été manufacturée par l'URSS (« Khrushchev is continuing and widening the artificial crisis which he created over Berlin⁴⁰². ») et que les essais nucléaires soviétiques s'inscrivaient dans une stratégie de chantage nucléaire, afin d'améliorer les avantages qu'ils pourraient tirer des négociations de Berlin :

He [Khrouchtchev] aimed to terrorize the world by exploding a monster bomb⁴⁰³ in the hope that neutralist opinion would press the Western Powers to accept the Berlin settlement at any

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 24.

⁴⁰² *Ibid.*, p. 26.

⁴⁰³ Référence à l'explosion nucléaire de la *Tsar Bomba* du 30 octobre 1961.

price. He is now continuing his nuclear black-mail. Having deceived the West by breaking the moratorium he has gone back on his earlier agreement about control machinery and is now demanding that the Western Powers should accept a test ban without international controls⁴⁰⁴.

6. L'immobilisme de la conférence sur le désarmement.

Dans une préparation d'une lettre du premier ministre britannique Harold Macmillan à John F. Kennedy le 2 janvier 1962, le premier lui écrivit que l'essentiel des efforts menés pour l'abolition des essais nucléaires avait échoué⁴⁰⁵.

Plus tard, Nikita Khrouchtchev répondit à une proposition anglo-saxonne à propos d'un accord sur le désarmement en proposant que les chefs des gouvernements devraient assister à une conférence sur le désarmement réunissant dix-huit États⁴⁰⁶. Les Soviétiques ajoutèrent que ces gouvernements pourraient être représentés par leurs Ministres des Affaires Étrangères⁴⁰⁷.

Or, le Premier ministre britannique considéra déjà à ce moment qu'il n'y avait que peu d'espoir pour un progrès concret de la conférence de désarmement tenue à Genève⁴⁰⁸. En effet, selon lui, si une réunion des chefs de gouvernements était prévue, il faudrait la conduire avec beaucoup de réalisme, et donc ne pas avoir de grandes ambitions quant à des avancées sur des sujets comme le nucléaire et le désarmement. Harold Macmillan pensait même qu'une telle occasion devrait plutôt être utilisée pour échanger de la situation à Berlin⁴⁰⁹. De plus, le Royaume-Uni était limité aux consensus avec ses alliés, car une initiative diplomatique prise de manière indépendante pourrait être perçue comme une division dans l'alliance atlantique et donc un isolement volontaire du gouvernement britannique sur la scène internationale⁴¹⁰.

Une des raisons pour lesquelles la conférence de désarmement n'avancait guère était notamment le refus de l'URSS des inspections internationales sur site⁴¹¹. Quelques mois plus

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 30.

⁴⁰⁵ Macmillan's Cabinet. (1st January 1961-31st December 1962). *Exchanges between Harold Macmillan, Prime Minister, and John F Kennedy, President of the USA.* (CAB 301 297), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 22-29.

⁴⁰⁶ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 25.

⁴⁰⁷ *Ibid.*, p. 33.

⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 44.

⁴⁰⁹ *Ibid.*, p. 47.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p. 50.

⁴¹¹ *Ibid.*, p. 50.

tard, en mai 1962, les Soviétiques ne paraissent toujours pas prêts à s'engager dans des négociations sérieuses à propos du désarmement⁴¹². Effectivement, le 29 mai, le secrétaire britannique aux Affaires Étrangères annonça qu'aucun progrès n'avait été fait lors des discussions tenues à Genève et que la conférence serait probablement ajournée au mois de juin⁴¹³.

Le 27 juillet 1962, le gouvernement de John F. Kennedy fit part au Royaume-Uni de sa volonté de faire de nouvelles propositions sur l'accord international sur l'arrêt des essais nucléaires à Genève. Quand bien même l'Union Soviétique refuserait encore une fois la clause sur les inspections sur sites et que la proposition américaine serait donc très probablement rejetée, le fait que les États-Unis fassent des propositions constitua une véritable avancée⁴¹⁴.

Pourtant, les perspectives de désarmement semblaient encore lointaines à la fin de l'année 1962, les gouvernements britanniques et américains prévoyant une rencontre prochaine aux Bermudes pour échanger de ce sujet :

The air of unreality which always lies heavy on disarmament negotiations is still very thick. [...] There seems no chance of a full-scale disarmament agreement in the present state of international confidence nor have we had any success with the limited measures proposed. [...] Nuclear tests are perhaps more hopeful than they have been for two years. President Kennedy has announced the end of this high altitude tests and the Russians are probably at the end of theirs. [...] Meeting with President Kennedy. [...] Bermuda towards the end of December might be a good idea.

— Lettre de Philip de Zulueta à Harold Macmillan le 6 novembre 1962⁴¹⁵.

En effet, Nikita Khrouchtchev se prononçait toujours en faveur d'un désarmement complet, en le liant à l'arrêt des essais nucléaires, mais sans inspections⁴¹⁶.

⁴¹² *Ibid.*, p. 63.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 67.

⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 70.

⁴¹⁵ Prime Minister's Private Office. (1959-1963). *1959-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4218), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 12-13.

⁴¹⁶ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 56.

Chapitre IX. La rencontre des Bermudes entre John F. Kennedy et Harold Macmillan en décembre 1961.

1. La fin de l'année 1961 et les préparations du Sommet des Bermudes.

1.1. La France, l'OTAN et les entretiens de Birchgrove (24-26 novembre 1961).

Dans la mesure où la seconde moitié de l'année 1961 fut teintée de crises successives entre le bloc de l'Union Soviétique et le bloc du Traité de l'Atlantique Nord, de nombreuses rencontres furent organisées entre les dirigeants du bloc occidental. Ce fut notamment le cas des entretiens de Birchgrove au Royaume-Uni du 24 au 26 novembre 1961, qui permirent au premier ministre britannique Harold Macmillan et au président français Charles de Gaulle d'échanger leurs points de vue sur les tensions qui secouaient l'équilibre international de l'époque.

Ces entretiens au cours desquels les deux chefs de gouvernements étaient accompagnés par l'ambassadeur français au Royaume-Uni M. Chauvel, le secrétaire général de la présidence de la République française M. de Courcel, le secrétaire britannique des Affaires Étrangères M. Douglas-Home et l'ambassadeur britannique en France M. Dixon, devaient traiter principalement des éventuelles négociations prévues avec Nikita Khrouchtchev à propos de Berlin.

Les comptes-rendus des entretiens de Birchgrove témoignent de la variété des sujets qui y furent abordés. Tout d'abord, la France s'inquiétait de la possession d'armes nucléaires par son voisin allemand, prévoyant que l'Allemagne réitère son engagement à propos de celles-ci et souhaitant également que les États-Unis s'engagent de leur côté à ne pas participer à la prolifération nucléaire (« En ce qui concerne les armes nucléaires, il faudrait faire deux déclarations: les Allemands confirmeraient leur renonciation antérieure à certaines armes et les Américains renouvelleraient leur engagement de ne pas transférer le contrôle des têtes nucléaires à des pays tiers⁴¹⁷. »).

⁴¹⁷ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, pp. 691-701.

Selon le gouvernement britannique, le type d'accord souhaité par le Président français Charles de Gaulle devrait se limiter à ce qui avait déjà été décidé auparavant et être opéré dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies :

Lord Home pense qu'on devrait étudier les possibilités de conclure un tel accord pour garantir les accès de Berlin sans aller très au-delà des « faits existants ». Il cite à nouveau, parmi ces « faits existants » : certaines compétences de contrôle de la D.D.R., le fait que Berlin ne fait pas en droit partie de la R.F.A., la déclaration antérieure du président Kennedy disant qu'il ne livrerait pas d'armes atomiques aux pays tiers. L'accord conclu sur ces garanties pourrait être enregistré à l'O.N.U., ce qui lui donnerait plus de force.

—Comptes-rendus des entretiens de Birchgrove⁴¹⁸.

De plus, la France rappela à maintes reprises lors de la rencontre qu'elle s'opposait à une dépendance européenne au parapluie nucléaire américain. Selon le gouvernement français, le fait que les États-Unis n'avaient partagé leur technologie atomique qu'avec le Royaume-Uni aurait eu de lourdes conséquences sur la France, contrainte de mener son propre programme nucléaire dont les essais nucléaires avaient débuté en 1960. De ce fait, la France témoigna de grandes ambitions nucléaires, allant jusqu'à dire qu'elle ne pouvait pas promettre qu'elle ne s'associerait jamais à l'Allemagne dans le domaine nucléaire.

Le général de Gaulle note qu'en fait, les Américains se sont engagés à ne fournir d'armes atomiques à aucun autre pays. Il rappelle que c'est un fait qui coûte cher à la France et, par-là, à notre alliance. Il tient à préciser, à cette occasion, que la France ne peut pas, en ce qui la concerne, s'associer à une garantie de cet ordre et reconnaître dans une situation comme celle où nous nous trouvons qu'elle-même renonce, en tout cas, à une défense atomique franco-allemande. Aucun projet de ce genre n'existe actuellement, mais il n'est pas possible pour la France d'admettre que la défense de l'Elbe et du Rhin dépende pour toujours des seules armes atomiques des États-Unis devant une menace aussi grave que celle de l'U.R.S.S.⁴¹⁹.

Les discussions de Birchgrove furent une chance pour Harold Macmillan et Charles de Gaulle pour partager leurs perceptions, quoique souvent différentes, sur l'état du monde en 1961. Le premier Ministre tenta d'insister sur la gravité de la situation dans laquelle les États se trouvaient à la fin d'année 1961. Effectivement, le sentiment d'urgence semblait l'emporter au sein du gouvernement britannique, pressentant la fragilité de la situation et imaginant un glissement effréné des tensions vers le conflit armé en Europe. Au cours de la discussion du 24

⁴¹⁸ *Ibid.*, pp. 691-701.

⁴¹⁹ *Ibid.*, pp. 691-701.

novembre 1961 de 16 h. 45 à 18 h. 15, qui fut classée comme « très secrète⁴²⁰ », les deux chefs de gouvernements remarquèrent :

M. Macmillan remarque que, dans l'opinion américaine, certains sont favorables à une guerre préventive, en particulier depuis les dernières expériences nucléaires soviétiques, car ils espèrent faire la guerre tant que les États-Unis disposent encore d'une avance sur les Soviets.

Le général de Gaulle ne croit pas qu'au fond, les Russes veulent la guerre.

M. Macmillan rappelle que la première guerre mondiale a eu lieu sans que personne l'ait au fond voulue⁴²¹.

De plus, les dirigeants des gouvernements britanniques et français ne semblaient pas d'accord sur le rôle que devait avoir la France dans les négociations avec l'Union Soviétique. Les britanniques envisageaient de mener certaines des discussions avec l'URSS en tandem avec leurs alliés américains, laissant ainsi la France et l'Allemagne de côté. L'argument avancé était principalement celui de la possession d'une capacité nucléaire par les États-Unis et le Royaume-Uni, au contraire de la France et de l'Allemagne.

Le général de Gaulle rappelle que ce procédé ne serait pas sans précédents. Les gouvernements britannique et américain négocient actuellement avec les Soviets à Genève, sans la France, au sujet de l'arrêt des expériences atomiques. Au demeurant, certains sujets susceptibles d'être abordés n'intéressent pas le gouvernement français. Si l'on discute de dénucléarisation de l'Allemagne, la France, qui ne possède pas d'ogives, n'a pas à s'en mêler⁴²².

Le fait de posséder ou non une force nucléaire était l'une des causes principales des désaccords entre la France et l'alliance anglo-américaine. De plus, au cours d'une conversation en date du 29 novembre 1961, le Ministre français des Armées M. Messmer fit savoir à son homologue américain M. McNamara que le risque que l'OTAN ne cesse d'exister un jour encourageait grandement la France à construire une force atomique indépendante. Selon lui, cette force nucléaire française deviendrait officielle dans moins d'un an :

Nous avons atteint maintenant le stade où, dans six mois, notre bombe atomique sera opérationnelle. En 1963, les Mirage seront opérationnels aussi. En 1966, nous aurons de

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 697.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 701.

⁴²² *Ibid.*, p. 707.

meilleurs moyens de lancement et, en plus, la bombe à hydrogène. [...] Il n'en demeure pas moins qu'il est nécessaire pour la France de disposer d'armes atomiques françaises⁴²³.

Pour aller plus loin, au début des années 1960, la peur que les États-Unis décident de ne pas faire usage de leurs armes nucléaires en Europe grandissait en Europe au fil des crises diplomatiques successives.

With the build-up of Russian capability and the growth of confidence in their own strength, the European Powers were not so much afraid that the Americans would use the nuclear deterrent irresponsibly, as that they would not use it because they would be unwilling to place their own country in jeopardy. It was for this reason important to develop the idea of bringing some part of the Western deterrent under joint control ; there was otherwise a danger that the European members of the Alliance would retreat into a purely defensive strategy⁴²⁴.

Les entretiens de Birchgrove entre Harold Macmillan et Charles de Gaulle s'inscrivaient donc dans une volonté de renforcer la coopération avec la France, et plus particulièrement de régler certains différends internes à l'OTAN afin de pouvoir répondre aux crises internationales d'un front uni. Le manque d'harmonie entre les positions françaises et anglo-saxonnes inquiéta énormément le premier ministre Harold Macmillan et le président John F. Kennedy, qui craignaient tous deux que ces désaccords aient un impact sur l'éventuelle prise de décision au sein du bloc occidental en cas de crise impérieuse contre l'URSS.

La France s'était d'ailleurs positionnée à l'encontre de l'initiation de négociations avec le gouvernement soviétique lors d'une réunion à la mi-décembre avec des représentants du Royaume-Uni, des États-Unis et d'Allemagne de l'Ouest. Les récents échanges au sein de l'OTAN ainsi que la réticence française devaient être des sujets de débat importants entre Harold Macmillan et John F. Kennedy lors de leur toute prochaine rencontre aux Bermudes.

Par ailleurs, un mois avant les entretiens de Birchgrove, le président américain John F. Kennedy fit part à son ambassadeur en France James M. Gavin de ses impressions sur les différents entretiens entre chefs de gouvernement prévus à la fin de l'année 1961. Dans une audience en date du 31 octobre, John F. Kennedy proposa une rencontre entre les quatre chefs d'État occidentaux, qui s'inscrirait dans le contexte des entretiens de Birchgrove ainsi que de la visite du chancelier de l'Allemagne fédérale Konrad Adenauer. En effet, il semblerait que ces

⁴²³ *Ibid.*, p. 724.

⁴²⁴ Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 485-486.

rencontres individuelles favoriseraient la tenue d'une conférence entre les quatre pays, qui pourrait se tenir aux Bermudes selon Kennedy au début du mois de décembre. Or, le président américain espérait une conférence qui serait réellement utile et qui permettrait aux chefs d'État de définir une politique commune à propos de Berlin et des autres sources de tensions : « Il n'a pas d'idée arrêtée quant au lieu de cette conférence, l'essentiel est qu'elle ait lieu et qu'elle soit positive. A tout bien considérer, il suggérerait les Bermudes. Une telle réunion à ce moment-là serait propice à un échange de vues sur la situation de Berlin et sur l'ensemble de la position occidentale. Toutefois, si une telle réunion ne pouvait pas aboutir à une ligne d'action commune et si ce fait était prévisible par avance (comme ce fut le cas pour la conférence avortée de Londres), il vaudrait mieux qu'elle n'eût pas lieu⁴²⁵. ».

1.2. La planification du Sommet des Bermudes.

Le Sommet des Bermudes était à l'origine prévu comme une rencontre quadripartite entre les quatre chefs de gouvernements occidentaux de l'époque, c'est-à-dire les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et la RFA.

Le but de la rencontre des Bermudes était principalement de trouver une solution à la crise de Berlin. A l'origine, Charles de Gaulle, Konrad Adenauer, John F. Kennedy et Harold Macmillan devaient se rencontrer au cours du mois de novembre, mais il fut décidé le 27 octobre que la réunion aurait plutôt lieu en décembre⁴²⁶.

Dans une lettre d'Harold Macmillan adressée à Konrad Adenauer le 4 décembre, le premier ministre britannique lui propose d'ailleurs de se joindre à la rencontre des Bermudes les 21 et 22 décembre (« Since my meeting with President de Gaulle, President Kennedy has suggested that it might be useful if he and I continued the present series of Western bi-lateral consultations by meeting in Bermuda on December 21 and 22⁴²⁷. »).

Toutefois, dans une conversation téléphonique entre Charles de Gaulle et Harold Macmillan le 12 décembre à huit heures du soir, le Sommet des Bermudes ne semblait pas encore avoir été planifié de manière claire, étant donné que le président américain expliqua

⁴²⁵ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, pp. 612.

⁴²⁶ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁴²⁷ *Ibid.*, p. 152.

qu'il réfléchissait encore à la logistique du Sommet des Bermudes, et qu'il était sceptique sur le tripartisme de cette rencontre. Selon Kennedy, une rencontre tripartite aurait davantage de sens si elle avait lieu après Noël ⁴²⁸.

2. Les résolutions du Sommet des Bermudes concernant les crises de 1961.

À l'issue du Sommet des Bermudes, les gouvernements américains et britanniques publièrent un communiqué conjoint, revenant sur les conclusions de leurs discussions variées.

Premièrement, à propos de la situation à Berlin, les deux chefs de gouvernement s'étaient accordés sur le renouvellement des contacts diplomatiques avec l'URSS. De plus, ils établirent que le contact initial serait la responsabilité de l'ambassadeur américain à Moscou, et que l'ambassadeur britannique en Russie se tiendrait disponible pour lui porter assistance si besoin. L'objectif final de cette reprise de la diplomatie serait de découvrir si une base assez solide existait pour procéder à l'ouverture de négociations.

Deuxièmement, pour ce qui est de la course à l'armement nucléaire, John F. Kennedy et Harold Macmillan avaient pris note de la série d'essais atmosphériques de l'URSS, et s'étaient accordés sur le fait qu'il fallait planifier le futur de manière très prudente. De plus, il fallait selon eux suspendre la décision finale de leurs essais nucléaires atmosphériques conjoints, afin de maintenir l'efficacité de la dissuasion.

Troisièmement, le désarmement restait pour eux une problématique pressante, et il était urgent de prendre des mesures pour un désarmement mondial. En effet, le désarmement semblait le seul moyen de mettre fin à la course à l'armement nucléaire :

Serious progress toward disarmament is the only way of breaking out of the dangerous contest so sharply renewed by the Soviet Union. The President and the Prime Minister believe that the plans for disarmament put forward by the United States in the current session of the United Nations General Assembly offer a basis for such progress, along with the treaty for ending nuclear tests which the two nations have so carefully prepared and so earnestly urged upon the Soviet Government⁴²⁹.

⁴²⁸ *Ibid.*, p. 130.

⁴²⁹ *Ibid.*, p. 24.

2.1. La crise de la reprise des essais nucléaires soviétiques.

Qui plus est, lors du Sommet des Bermudes, le premier ministre britannique Harold Macmillan exprima sa grande inquiétude à propos de la reprise des essais nucléaires atmosphériques par l'Union soviétique dans la seconde moitié de l'année 1961. Selon lui, cette crise était très grave et annonçait le retour d'une course à l'armement nucléaire, car le bloc occidental serait forcé de conduire de tels essais eux-mêmes (« We shall later be forced to do the same; and so this contest will continue more or less indefinitely; each side trying to get the lead⁴³⁰. »).

De plus, le danger de la possession l'arme atomique était largement pris en compte durant ces discussions. D'une part, les armes nucléaires seraient responsables de l'absence de conflit armé en Europe car le bloc occidental et le bloc communiste étaient efficacement dissuadés de s'attaquer l'un l'autre (« All these arguments of detail must not be allowed to obscure the basic fact that the balance of power and continued peace in the world is maintained by the deterrent power of the U.S.S.R. on the one side and that of the United States and the United Kingdom on the other⁴³¹. »).

D'autre part, cette détention d'armes atomiques était un danger elle-même car il y aurait un risque que ces bombes tombent dans les mains de dirigeants irraisonnables qui en feraient utilisation :

And if all this capacity for destruction is spread about the world in the hands of all kinds of different characters—dictators, reactionaries, revolutionaries, madmen—then sooner or later, and certainly I think by the end of this century, either by error or folly or insanity, the great crime will be committed.

—Lettre d'Harold Macmillan à John F. Kennedy le 29 décembre 1961⁴³².

2.2. Le développement des technologies antibalistiques.

Puis, dans le même cadre que les conversations relatant des essais nucléaires de l'URSS, les deux dirigeants anglo-saxons eurent l'occasion de discuter de leurs craintes concernant l'essor des technologies de défense antibalistique.

⁴³⁰ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 15.

⁴³¹ *Ibid.*, p. 18.

⁴³² *Ibid.*, p. 16.

La récente série d'essais nucléaires soviétiques leur avait permis de réduire le poids des missiles sans que les explosions soient moins puissantes, ce qui était central à l'étude des technologies ABM, et il y aurait en URSS une ville regroupant près de quatre-vingt-mille scientifiques travaillant sur ces technologies :

We believe that the Russians, in their latest tests, have made significant progress in reducing weight without reducing the explosive power of the missile. This is vital for anti-missile work; [...] The fact that we are told that they have built a town of 80,000 inhabitants wholly devoted to anti-missile work shows how seriously they are taking it⁴³³.

Pourtant, si les britanniques et les américains étaient inquiets du développement d'armement antibalistique par les soviétiques, ils demeuraient incertains de si ces technologies étaient réellement possibles à réaliser, et de quel acteur y parviendrait en premier.

2.3. Les débats à propos de Christmas Island et de la reprise des essais nucléaires américains.

Le Sommet des Bermudes constitua également une occasion pour Harold Macmillan et John F. Kennedy d'échanger en personne sur la question du prêt de Christmas Island pour une reprise des essais nucléaires américains. En effet, les deux dirigeants avaient déjà échangé à ce sujet à de nombreuses reprises pendant la fin de l'année 1961, en parallèle de la crise de Berlin.

Par ailleurs, le 15 décembre 1961, en préparation du Sommet des Bermudes, Solly Zuckerman, le conseiller scientifique principal du Ministre de la Défense écrivit au premier ministre que l'argument technique pour la justification de la reprise des essais atmosphériques était assez facile à articuler. D'autant plus que l'argument technique importait davantage que les arguments politico-militaires⁴³⁴.

Le 22 décembre à 10 heures et 30 minutes du matin, Harold Macmillan et John F. Kennedy et leurs conseillers respectifs traitèrent du sujet des essais nucléaires en détails. Harold Macmillan avança l'argument selon lequel les deux ou trois prochains mois seraient les dernières occasions pour mettre un terme à la course à l'armement nucléaire car les essais atmosphériques pourraient débiter peu après. C'est pourquoi il proposa à John F. Kennedy de

⁴³³ *Ibid.*, p. 12.

⁴³⁴ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 112.

repousser la date de début des essais à un an, pour améliorer la situation dans laquelle le bloc occidental se trouvait (« In order to put the West in a better moral position⁴³⁵. »).

En revanche, le président américain exprima son opposition face à cette proposition, et David Ormsby-Gore, l'ambassadeur britannique aux États-Unis, proposa de repousser cette date de six mois. L'argument de John F. Kennedy reposait sur le fait qu'il fallait accepter le risque que le gouvernement soviétique préparerait secrètement d'autres essais, même en cas d'accord politique sur la suspension des essais. Les échanges entre le président américain et le premier ministre britannique témoignèrent de manière évidente de l'atmosphère de défiance qui régnait à l'égard de l'Union Soviétique⁴³⁶.

Pour autant, Harold Macmillan déclara que le Royaume-Uni serait partenaire des États-Unis, même si leurs essais nucléaires étaient conduits ailleurs qu'à Christmas Island et même en cas de renoncement dû à une amélioration de la situation internationale :

Mr. Macmillan said that wherever American nuclear tests were carried out the United Kingdom would be involved. [...] President Kennedy said that, while he would not say this in public, he felt that a significant change in the international climate might make it possible to dispense with further tests⁴³⁷.

Finalement, Harold Macmillan donna son accord à John F. Kennedy pour l'utilisation de Christmas Island. Il insista sur le fait que le programme devrait rentrer dans la définition d'essais nucléaires absolument nécessaires (« justifiable tests ») et que le Royaume-Uni devrait être consulté en toute transparence en cas de décision de débiter les essais nucléaires. De plus, il fut demandé que la période définie pour les essais nucléaires dépende des réactions des dirigeants soviétiques aux propositions des États-Unis et du Royaume-Uni.

Trois aspects de la série d'essais nucléaires américains inquiétaient Harold Macmillan. En premier lieu, si les essais avaient lieu, et que leur taille était modeste et leur effet sur la pollution de l'atmosphère limité, les soviétiques continueraient les leurs. Ensuite, le bloc occidental renchérirait et la course à l'armement nucléaire continuerait indéfiniment.

En second lieu, Harold Macmillan se questionnait sur la véracité de la justification technique du développement de la défense antibalistique. Selon lui, la géographie du Royaume-Uni n'était pas propice à une défense antibalistique. Au contraire, les vastes territoires de

⁴³⁵ *Ibid.*, 31.

⁴³⁶ *Ibid.*, p. 31.

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 32.

l'Union Soviétique et des États-Unis faisaient du développement de technologies ABM une priorité pour eux.

En troisième lieu, si le programme nucléaire des grandes puissances continuait, il n'y aurait que peu d'espoir pour résoudre ce que John F. Kennedy appelait le problème du onzième pays (dans une lettre d'Harold Macmillan à John F. Kennedy : « what you call the 11th country problem⁴³⁸. »). En d'autres termes, la prolongation des programmes nucléaires actuels mènerait d'autres pays à développer leur propre programme, par exemple la Chine communiste, la France, ou encore l'Allemagne, mettant ainsi en marche un mécanisme de prolifération nucléaire⁴³⁹.

Après cette rencontre, le premier ministre britannique traita de ce sujet avec son cabinet à Londres, concluant que le Royaume-Uni avait une obligation morale de soutenir la reprise des essais nucléaires américains. (« Finally, we accepted that, if we were now to offer you facilities at Christmas Island, we could not retain a veto on the actual decision to test from there⁴⁴⁰. »). Cependant, le Cabinet s'exprima à l'encontre de la reprise de la compétition nucléaire, qui ne serait pas une solution durable, ni pour le camp du Pacte de Varsovie, ni pour le Traité de l'Atlantique Nord. Les membres du cabinet britannique insistèrent sur le besoin d'y mettre un terme.

Peu après, le premier ministre britannique fut obligé de convaincre son Parlement avant de donner son accord aux États-Unis pour l'utilisation des installations à Christmas Island. Selon lui, cet accord serait facile à obtenir étant donné qu'il était lui-même convaincu du besoin de coopérer avec les scientifiques américains :

If we both think this is the right course we shall support you, whether you do it in Christmas Island or elsewhere. For we are partners in this, We started it together; we have developed it together; and I, for my part, am anxious that we should keep in absolute agreement at every stage⁴⁴¹.

De plus, le président américain John F. Kennedy avait accepté la requête britannique de participer à des essais nucléaires souterrains dans l'État du Nevada (« It is expected that a

⁴³⁸ *Ibid.*, p. 32.

⁴³⁹ *Ibid.*, pp. 41-49.

⁴⁴⁰ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4.

⁴⁴¹ *Ibid.*, p. 14.

communication will shortly be forthcoming from President Kennedy giving assent in principle to U.K. underground tests in the U.S.⁴⁴². »).

2.4. Le désarmement et l'interdiction des essais nucléaires.

A l'issue du Sommet des Bermudes, une des propositions les plus prometteuses et largement portée par la volonté d'Harold Macmillan⁴⁴³ était l'organisation d'une réunion entre des représentants du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union Soviétique pour travailler sur une position commune sur le désarmement, sur les inspections internationales et sur l'interdiction des essais nucléaires. Cette réunion devrait avoir lieu avant le 15 mars 1962⁴⁴⁴.

Or, deux problèmes venaient entraver l'organisation d'une conférence de désarmement. En effet, l'atmosphère de défiance envers l'Union Soviétique compliquait le jugement des dirigeants américains et britanniques, d'autant plus qu'il était considéré que les soviétiques avaient procédé aux préparations de leurs essais nucléaires en parallèle de la fin de la dernière conférence de Genève (« President Kennedy said that the difficulty was that it was now clear that the Russians had used the last period of the Geneva Conference to prepare for their latest series of nuclear tests⁴⁴⁵. »). De plus, les problématiques de l'interdiction des essais nucléaires étaient intrinsèquement liées à celui du désarmement, et comme une conversation menait inévitablement à l'autre, il n'était pas possible d'imaginer de traiter les deux questions séparément.

Encore une fois, John F. Kennedy insista sur le fait qu'il ne souhaitait pas une reprise des essais nucléaires, mais que cette reprise serait inévitable s'il n'y avait pas de changement majeur dans la situation politique actuelle, comme par exemple un accord sur l'Allemagne ou sur Berlin.

Harold Macmillan proposa alors de trouver un accord avec le gouvernement soviétique en présentant les questions de Berlin et du désarmement comme étant différentes mais toutes deux liées à l'enjeu de la préservation de la paix. Selon, John F. Kennedy, il fallait donc prendre des décisions rapidement sur trois axes. D'abord, il fallait décider si le bloc occidental devait se préparer ou non pour une série d'essais nucléaires, en fonction des changements dans la

⁴⁴² *Ibid.*, p. 148.

⁴⁴³ *Ibid.*, p. 21.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, pp. 25-26.

⁴⁴⁵ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 29.

situation internationale. Puis, une décision était attendue dans le champ des initiatives sur le désarmement. Enfin, les dirigeants britanniques devraient décider de leur volonté de rejoindre les États-Unis dans la préparation de leurs essais et de l'éventuel prêt de Christmas Island⁴⁴⁶.

Pourtant, le 20 décembre, soit deux jours avant le Sommet des Bermudes, le secrétaire du cabinet Norman Brook avait informé Harold Macmillan qu'il faudrait prendre en compte le fait que les États-Unis et l'Union Soviétique s'étaient enfin mis d'accord sur la composition d'une nouvelle conférence sur le désarmement. C'est-à-dire qu'ils s'étaient accordés sur une conférence où auraient été présents dix-huit chefs de gouvernements, ou alors les trois chefs d'État des puissances nucléaires. Seulement, la crise de Berlin avait été considérée comme plus urgente⁴⁴⁷.

En conclusion, lors du Sommet des Bermudes, John F. Kennedy et Harold Macmillan analysèrent la situation actuelle du monde, et déclarèrent que même en tenant compte des récents essais nucléaires soviétiques, la capacité nucléaire de l'Occident constituait toujours une dissuasion très efficace. Or, il faudrait que le bloc occidental continue ses efforts pour gagner un avantage dans le développement de technologies de défense antibalistiques ou dans la production d'armes atomiques d'une puissance supérieure. La déclaration conjointe anglo-américaine attestait également de la volonté de repousser l'initiation des essais nucléaires américains pour une durée limitée, en attendant une amélioration de la situation mondiale. Enfin, si la crise de Berlin venait à se résoudre et s'il y avait une rencontre du Comité de Désarmement des dix-huit nations, les essais nucléaires n'auraient pas lieu et la course à l'armement serait interrompue⁴⁴⁸.

3. Des perspectives prometteuses pour l'année 1962.

3.1. Les discussions sur Berlin et le renouvellement des relations diplomatiques avec l'URSS.

Lors de la première réunion de 1962 avec son cabinet le 3 janvier, Harold Macmillan fit un bilan de sa rencontre récente avec John F. Kennedy. Le Sommet des Bermudes avait été la quatrième rencontre en personne entre les deux hommes, et Harold Macmillan déclara qu'il avait été impressionné par le président. Les deux hommes avaient réussi à se mettre d'accord sur une variété de sujets, partageant les mêmes inquiétudes. Le Sommet des Bermudes avait

⁴⁴⁶ *Ibid.*, p. 29.

⁴⁴⁷ *Ibid.*, pp. 93-94.

⁴⁴⁸ *Ibid.*, p. 33.

confirmé l'impression du gouvernement britannique qu'une coopération positive et une grande base de compréhension avait été établie avec la nouvelle administration américaine. Par exemple, John F. Kennedy était déterminé à commencer les négociations avec l'Union Soviétique sur le sujet de Berlin, ce qui correspondait totalement aux volontés du gouvernement britannique, et les deux alliés avaient ainsi pu se mettre d'accord sur la manière d'ouvrir ces négociations⁴⁴⁹.

Le président américain envisageait que son ambassadeur à Moscou ait une entrevue avec le ministre des affaires étrangères soviétique M. Gromyko entre le 25 décembre 1961 et le 1^{er} janvier 1962, afin de découvrir si une base existait pour une ouverture des négociations sur la question de Berlin.

Or selon M. Douglas-Home, les États-Unis devaient faire de grandes concessions afin de maintenir des relations diplomatiques positives avec l'URSS. Certaines de concessions concernaient : la reconnaissance de la *Deutsche Demokratische Republik*, la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, c'est-à-dire la frontière germano-polonaise, réviser les droits d'occupation à Berlin en les convertissant notamment en une tutelle et enfin revoir les liens entre Berlin-Ouest et la République Fédérale d'Allemagne. M. Douglas-Home résuma sa vision en une phrase : « We should try to find a modus vivendi which would preserve our rights without a war⁴⁵⁰. ».

La question de la modalité des négociations sur Berlin fut d'ailleurs d'une grande importance lors du Sommet des Bermudes :

He [Dean Rusk⁴⁵¹] was anxious not to give the French and the Germans a chance of complaining that the whole thing was being conducted by the Anglo-Saxons nor did the United States want to carry alone an undefined responsibility⁴⁵².

Après le Sommet des Bermudes, le premier ministre Harold Macmillan fit savoir au président français Charles de Gaulle sa motivation à renouveler les contacts diplomatiques avec le gouvernement soviétique. Le 4 janvier 1962, Charles de Gaulle lui répondit par la positive :

⁴⁴⁹ Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁴⁵⁰ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961.* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 10-14.

⁴⁵¹ Dean Rusk : US Secretary of State.

⁴⁵² *Ibid.*, pp. 10-14.

« En revanche, vous savez que je n'ai aucune objection à ce que vous-mêmes ou les Américains procédiez auprès des Russes à des contacts par la voie diplomatique⁴⁵³. »

3.2.L'équilibre nucléaire.

Un autre thème important des discussions ayant eu lieu aux Bermudes est celui de l'équilibre nucléaire. Au cours de la réunion du 21 décembre à cinq heures quinze minutes, il fut conclu que l'Union Soviétique et les États-Unis étaient plus ou moins sur un pied d'égalité en termes d'équilibre nucléaire.

Plus particulièrement, les États-Unis posséderaient un avantage technique dans le domaine des missiles de taille réduite, c'est-à-dire des missiles entre quatre-vingt-dix et deux-cent-soixante-douze kilogrammes⁴⁵⁴. En revanche, les scientifiques soviétiques détiendraient la supériorité dans le champ de la puissance des bombes atomiques, et particulièrement des bombes de vingt-cinq à cent mégatonnes. En effet, les récents essais nucléaires soviétiques ont été jugés comme étant sophistiqués, avec notamment des explosions nucléaires à très haute altitude et des explosions simultanées de plusieurs missiles dans l'air. De ce fait, il était difficile d'imaginer pour quelles raisons les États-Unis et l'Union Soviétique s'empêcheraient de développer des systèmes de défense antibalistiques.

De plus, il était évident à l'époque que si les États-Unis et le Royaume-Uni ne faisaient pas d'autres essais nucléaires, l'Union Soviétique elle reconduirait une série d'essais dans deux ou trois années, et pour conséquence les bombes atomiques américaines et britanniques risqueraient de subir un retard technique d'au moins quelques années.

L'essai nucléaire soviétique qui suscita le plus de débats aux Bermudes était la Tsar Bomba d'une puissance de cent mégatonnes. Les alliés anglo-saxons émirent trois hypothèses sur l'objectif de cet essai nucléaire. La première justifiait l'explosion de la Tsar Bomba pour des raisons techniques, du fait du développement de fusées correspondantes par les scientifiques soviétiques. Mais la seconde hypothèse, celle qui était prédominante, reposait sur le fait que cette explosion avait pour objectif l'intimidation nucléaire du bloc occidental (« Khrushchev probably wanted to threaten the world⁴⁵⁵. »).

⁴⁵³ *Ibid.*, p. 85.

⁴⁵⁴ Dans le texte : 200-600 lb.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 27.

La dernière hypothèse s'articulait autour de l'éventuel avantage militaire des explosions nucléaires à une distance de quarante kilomètres⁴⁵⁶ au-dessus de la planète, ce qui brûlerait une zone terrestre de près de quarante kilomètres de circonférence. Par exemple, les missiles américains Polaris et Minuteman étaient eux conçus pour exploser neuf kilomètres⁴⁵⁷ au-dessus de la terre. Or, une bombe atomique de cent mégatonnes rendrait le problème de la défense antibalistique encore plus difficile à résoudre. Effectivement, Harold Macmillan lui-même expliqua que la difficulté principale avec la défense antibalistique était qu'elle devait être efficace à quatre-vingt-dix pour pouvoir fonctionner et qu'il fallait également prendre en compte la question des leurres des missiles. Le développement de ce type d'arme entraînerait nécessairement une dépense de centaines de millions de dollars alors que le résultat serait très incertain.

Qui plus est, le premier ministre britannique réitéra que le bloc occidental devait combiner sa tentative de règlement de la crise de Berlin avec le règlement de la course à l'armement nucléaire. Selon lui, la dissuasion était la raison pour laquelle les deux camps souhaitaient prendre de telles mesures : « Each side was making this effort because it was frightened of the other⁴⁵⁸. ».

Le Sommet des Bermudes permit aux représentants du gouvernement américain de faire part aux britanniques de leur volonté d'effectuer des essais nucléaires variés et liés au développement d'armement antibalistique, ce qui était fortement encouragé par la crainte de la parité nucléaire entre les deux blocs :

Perhaps it would be right to make such preparations [for atmospheric tests], but also to make simultaneously a new effort to bring the nuclear arms race to an end before actually conducting tests. Such an effort might lead to a return to the atmosphere of détente which had existed before the failure of the 1960 Summit meeting⁴⁵⁹.

Pour aller plus loin, il fut suggéré par John F. Kennedy que les questions de puissances nucléaires disparaîtraient d'ici à deux ou trois ans à cause justement de la situation de parité nucléaire :

⁴⁵⁶ Dans le texte : 25 miles.

⁴⁵⁷ Dans le texte : 6 miles.

⁴⁵⁸ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 27.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 27.

President Kennedy suggested that in two or three years' time the age of nuclear power would have passed because the possibilities of devastation would be so equal that neither side would be prepared to use nuclear weapons⁴⁶⁰.

3.3. *L'amélioration de la coopération anglo-américaine et de la « Special Relationship ».*

En outre, il est vrai que la rencontre entre Harold Macmillan et John F. Kennedy fut une véritable preuve de l'existence d'une relation de coopération étroite entre leurs deux pays, ce qui était souvent nommé la « Special Relationship ». Le Sommet des Bermudes témoigna d'autant plus d'une volonté de renforcer cette coopération historique, notamment à travers des politiques d'interdépendance.

C'est d'ailleurs lors d'une rencontre secrète du 9 novembre 1961 entre le ministre de la défense M. Harold Watkinson et le Dr. Harold Brown, le directeur de la recherche et de l'ingénierie du Département de la Défense des États-Unis que les projets anglo-américains d'interdépendance furent évoqués. En effet, les gouvernements britanniques et américains souhaitaient accroître l'interdépendance de leurs deux pays dans le secteur de la défense, et plus particulièrement dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Selon les rapports de cette rencontre qui furent d'ailleurs classés « UK/US eyes only », cette interdépendance otanienne commencerait par la conclusion d'accords bilatéraux entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Une des raisons pour lesquelles les États-Unis avaient imaginé ce projet était le manque de participation de certains membres de l'OTAN, notamment vis-à-vis du budget américain alloué à la défense de l'OTAN :

DR BROWN added that only last week Mr. McNamara had approved an overall programme for greater interdependence between the NATO Allies, beginning with bilateral arrangements with the United Kingdom, proceeding then to bilateral arrangements with other NATO Allies, and finally picking out the projects suitable for multilateral handling. It has been calculated that the United States were spending 30-40% more of their G.N.P. on defence than the other NATO countries⁴⁶¹.

Le Premier ministre britannique Harold Macmillan fut particulièrement satisfait de la bonne entente manifeste avec les membres de la nouvelle administration américaine. Harold Macmillan parla même d'un contraste certain avec l'administration américaine précédente

⁴⁶⁰ *Ibid.*, p. 27.

⁴⁶¹ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 143.

c'est-à-dire celle d'Eisenhower, Kennedy, en tant que président d'une des puissances nucléaires, semblait se sentir responsable de maintenir l'équilibre du monde⁴⁶².

Selon lui, la rencontre des Bermudes avait permis de confirmer les volontés de coopération anglo-américaine (« This meeting showed that we have succeeded in establishing with the new Administration a good basis of understanding and cooperation⁴⁶³. »).

Qui plus est, les membres du gouvernement britanniques s'étaient particulièrement félicités de leur rôle dans le changement de position de l'administration américaine à propos de la question de Berlin : « On Berlin the Americans have moved a long way from the position which they first took up six months ago. It was encouraging to find that we and they are so close together in our thinking on this problem⁴⁶⁴. ».

Le 24 décembre, Harold Macmillan écrit à John F. Kennedy pour le remercier de sa venue aux Bermudes et plus particulièrement pour l'amitié entre leurs deux pays : « Perhaps Bermuda, with its long British tradition, and its American Naval Base, is a good symbol of our partnership. ». Il insista d'autant plus sur le fait que cette rencontre avait lieu à un moment majeur et qu'elle aurait certainement des conséquences positives sur leur coopération au cours de l'année à venir : « The first half of 1962 cannot fail to be important, perhaps decisive⁴⁶⁵. ».

En effet, la multiplicité des crises à la fin de l'année 1961 suggérait que les deux dirigeants anglo-saxons devaient renforcer leur coopération durant 1962 pour faire face à ces tensions avec l'Union Soviétique : « Their talks will form the basis of continued United States-United Kingdom co-operation during the coming months on a great variety of questions⁴⁶⁶. ».

En amont du Sommet, plus précisément le 19 décembre, le Ministre des Affaires Étrangères Philip de Zulueta avait suggéré au Premier ministre Harold Macmillan d'aborder la question de la « Special Relationship » avec les représentants du gouvernement américain. Au premier abord, c'était un article écrit par McGeorge Bundy, le conseiller en sécurité nationale des États-Unis, qui avait suscité cette inquiétude. A priori, l'article aurait fait polémique car les propos de M. Bundy sous-entendaient que les États-Unis envisageaient de donner un rôle limité

⁴⁶² Macmillan's Cabinet. (3 January 1962). *Notebook: 1. Prospects for 1962; 2. Bermuda Meeting; 3. Nuclear Tests*. (CAB 195 20 132360), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1.

⁴⁶³ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 58, communication de M. Norman Brook à M. Harold Macmillan.

⁴⁶⁴ *Ibid.*, p. 58.

⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 79.

⁴⁶⁶ *Ibid.*, p. 90.

au Royaume-Uni en Europe, contrairement à un rôle mondial comme le voudraient les britanniques :

I am also sure that at some point you must make some remarks about Anglo-American relations, taking up the rather sinister suggestion behind Mr. Bundy's article that the Americans would like us to act as their watchdog in Europe but to give up any world role (except perhaps in places like the Persian Gulf, Malaysia and parts of Africa which the U.S. cannot at present conveniently police).

—Lettre de Philip de Zulueta à Harold Macmillan le 19 décembre 1961⁴⁶⁷.

Le premier ministre et le président avaient d'autant plus besoin d'échanger de la coopération entre leurs deux pays du fait de la réticence américaine croissante vis-à-vis de la force dissuasion nucléaire indépendante du Royaume-Uni :

Sir David-Ormsby-Gore suggests that the Americans are getting increasingly restive at our continuing to possess an independent deterrent. [...] the decision to abandon Blue Streak certainly increased our sense of dependence on the United States and made them I believe take us less seriously. [...] Our own policy on this is very uncertain at the moment and any discussion of this will have to be tentative but might nevertheless be useful. [...] I suggest that you should be fairly firm with the President about our wish to preserve our independent contribution to the Western deterrent.

—Lettre de Philip de Zulueta à Harold Macmillan le 19 décembre 1961⁴⁶⁸.

3.4.L'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun européen.

Au moment du Sommet des Bermudes, le Royaume-Uni avait entamé un processus de négociations pour entrer dans le marché commun européen. Ces négociations passaient principalement par des échanges avec le gouvernement de Charles de Gaulle. Lors du Sommet des Bermudes, le président John F. Kennedy avait donc questionné Harold Macmillan sur les perspectives des négociations d'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun et sur une éventuelle échéance. Ce projet était d'un intérêt particulier pour les États-Unis étant donné que leur nouveau programme économique devait être annoncé au cours de l'été 1962. Si les négociations entre le Royaume-Uni et ce qu'on appelait « the Six » venaient à échouer, il y aurait un impact certain sur le gouvernement américain.

⁴⁶⁷ *Ibid.*, p. 96.

⁴⁶⁸ *Ibid.*, pp. 101-104.

A ceci Harold Macmillan répondit qu'il ne s'attendait pas à obtenir de résultat clair des négociations avant juin 1962. Celui-ci ajouta que si les négociations d'entrée dans le marché commun s'achevaient par une réussite, il faudrait au moins une année complète avant qu'un accord puisse entrer en vigueur.

L'administration américaine fit alors savoir qu'elle se tiendrait en dehors des discussions à propos du marché commun européen, ce qu'elle ne respecta pourtant pas totalement par la suite : « Mr.Rusk said that the United States Government would try to keep reasonably silent while the Common Market negotiations were going on and would do their best at to complicate these⁴⁶⁹. ».

Ce qui semblait poser problème à ce stade des négociations était l'attachement du Royaume-Uni à ses territoires du Commonwealth. En effet, le fait que le gouvernement britannique veuille inclure dans le marché commun européen des territoires extra-européen avec lesquels il bénéficiait de tarifs privilégiés freinait les négociations du côté du gouvernement français :

The French may be genuine in wanting this to happen because of De Gaulle's philosophical difficulty in fitting the idea of the Commonwealth into this idea of Europe ; equally they may merely be using the Commonwealth as an excuse to keep us out of the Empire of Charlemagne⁴⁷⁰.

4. La planification des stratégies de défense pour 1962 au lendemain du Sommet des Bermudes.

4.1. Le papier blanc sur la défense pour 1962 du Royaume-Uni.

En outre, le Sommet des Bermudes à la fin de l'année 1961 fut une occasion pour les gouvernements britanniques et américains de mettre à jour leurs stratégies de défense pour qu'elles répondent aux tensions ayant émergé à la fin de l'année 1961.

Ce fut particulièrement le cas pour le Royaume-Uni, qui publia en février 1962 son papier blanc sur la défense pour 1962. Ce document s'inscrivait d'ailleurs dans un nouveau plan de défense quinquennal étant donné que les derniers plans stratégiques du Ministère de la Défense remontaient à 1957. Le nouveau papier blanc sur la défense établissait comme objectifs

⁴⁶⁹ *Ibid.*, pp. 101-104.

⁴⁷⁰ *Ibid.*

principaux de la défense britannique la contribution à la défense du monde libre et la prévention de la guerre.

A travers ce document, le MoD britannique fit une étude élaborée la guerre à l'âge nucléaire. En effet, si en 1957 le bloc occidental détenait une supériorité claire dans le lancement d'armes nucléaires stratégiques, en 1962, chaque camp pouvait infliger à l'autre un niveau de dévastation jamais connu dans l'histoire de l'humanité, ce qui était appelé la destruction mutuelle assurée. De ce fait, il n'était plus possible qu'un conflit armé ait lieu sans risque de guerre nucléaire, le Royaume-Uni et ses alliés devaient donc être capables de se déployer pour maintenir l'équilibre nucléaire.

D'une part, le document revint sur les crises au cours desquelles la dissuasion nucléaire avait été sévèrement mise à l'épreuve de la fin de l'année 1962, en conclusion, celle-ci avait été véritablement efficace : « Our policy of deterring war had been severely tested in the past twelve months [...] So far it has succeeded⁴⁷¹. »

D'autre part, le MoD rappelle la nécessité de maintenir un équilibre entre les forces conventionnelles et les forces nucléaires, ainsi que son objectif d'atteindre un désarmement total dans le monde.

Quant aux engagements militaires du Royaume-Uni dans le monde, ils représentaient un double défi pour le pays du fait de ses territoires du Commonwealth qui étaient répartis largement dans le monde (« Here we have a particular problem. We have to take account of the tasks we have to perform in other parts of the world⁴⁷². ») ainsi que la nécessité de jouer un rôle actif dans l'OTAN.

Plus particulièrement, la force nucléaire stratégique britannique était à l'époque opérée par des vecteurs aériens à travers la Royal Air Force. Dans son papier blanc sur la défense, le Royaume-Uni réitéra qu'il continuerait de contribuer à la puissance nucléaire stratégique de l'OTAN à l'aide de sa force V-bomber, c'est-à-dire par ses appareils « Vulcans » et ses « Victors »⁴⁷³.

Cependant, la nouvelle stratégie de défense britannique fut mal reçue par les américains, ce qui surpris le MoD britannique. Le président américain John F. Kennedy était par exemple

⁴⁷¹Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Memoranda 1962 (Papers 1-50)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 108), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 5-26.

⁴⁷²*Ibid.*, pp. 5-26.

⁴⁷³*Ibid.*, pp. 5-26.

insatisfait de la maigre réponse européenne au renforcement des forces armées à Berlin⁴⁷⁴. En effet, le 23 février 1962, le gouvernement américain fit savoir au cabinet de Macmillan que leur nouvelle stratégie de défense ne se distinguait pas assez de celle établie en 1957 et ne correspondait donc pas assez aux enjeux de l'époque.

Il y avait également un grand malentendu sur la question de la dissuasion nucléaire du Royaume-Uni. Les membres du gouvernement américain avaient interprété le passage la concernant comme une volonté du Royaume-Uni d'obtenir une force nucléaire stratégique complètement indépendante. Le MoD britannique répondit à ces accusations qu'au contraire, les forces britanniques étaient envisagées comme une contribution à la dissuasion nucléaire du bloc occidental :

His⁴⁷⁵ concern is not that the White Paper constitutes a new defence policy, but that it is a continuation of the previous policy without sufficient consideration of the present state of the world, and in particular the serious Soviet threats over West Berlin. [...] It is fundamentally this business-as-usual approach to our defence problems that the President, McNamara and Rusk find disturbing at the present time. [...] On the question of our retaining an independent nuclear deterrent throughout the 1960s, I told the President that this phrase was not an accurate summary of what would appear in the White Paper. What we did say there was that the V-bomber force, with first Blue Steel and then with Skybolt equipment, would continue to be effective throughout the 1960s and could therefore continue to make a contribution to the West's nuclear deterrent over this period⁴⁷⁶.

4.2. L'OTAN et son projet d'intégration nucléaire.

Peu après le Sommet des Bermudes, le 31 janvier 1962, une étude du département d'État américain fut réalisée à propos de la perception des pays d'Europe occidentale vis-à-vis des capacités en armements nucléaires. Le but de cette étude américaine était d'évaluer l'intérêt des européens pour des capacités d'armement nucléaire nationales ou multinationales afin d'estimer s'ils accepteraient qu'une augmentation du rôle nucléaire de l'OTAN ait lieu⁴⁷⁷.

En réalité, les dirigeants des pays d'Europe occidentale croyaient désormais que l'Union Soviétique possédait suffisamment de missiles nucléaires et d'une portée assez importante pour causer une destruction massive de leur continent ainsi que des dégâts aux États-Unis. Ainsi, la

⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 38.

⁴⁷⁵ John F. Kennedy.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 40.

⁴⁷⁷ Department of State. (31 January 1962). "Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability". (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 2.

crédibilité de la dissuasion nucléaire de l'OTAN générait énormément d'inquiétude en Europe, de par la crainte de représailles massives de la part des États-Unis. De plus, les dirigeants des pays européens craignaient que le gouvernement soviétique ne soit pas assez dissuadé d'attaquer l'Europe s'ils croyaient que les missiles MRBM stationnés en Europe n'étaient pas capables d'atteindre des cibles en URSS de par leur nature stratégique.

De ce fait, l'attribution au SACEUR de missiles MRBM capables d'atteindre le territoire soviétique augmenterait considérablement la crédibilité de la dissuasion nucléaire otanienne, et particulièrement si l'URSS ne croyait pas à des représailles massives des États-Unis. De plus, certains dirigeants européens semblaient être convaincus que l'intégration de missiles MRBM dans une force otanienne multilatérale contribuerait grandement à la crédibilité de l'alliance. Cette éventuelle force multilatérale permettrait également de renforcer la cohésion au sein de l'OTAN de manière considérable. Or, la question du contrôle de ces missiles vis-à-vis de la crédibilité de la dissuasion posait problème. Effectivement, l'étude américaine étudia la possibilité pour les États-Unis d'à la fois posséder les missiles ainsi que le pouvoir de décision.

Cette étude américaine tirait son origine de nombreuses propositions similaires exposées au sein de l'OTAN depuis 1957. Pour commencer, lors d'une réunion des chefs de gouvernements de l'OTAN en 1957, un accord fut trouvé sur le principe que des missiles IRBM doteraient le SACEUR une fois leur développement achevé. L'OTAN fut d'ailleurs dotée à ce moment-là de missiles Jupiter. Avec l'apparition de nouveaux systèmes d'armement nucléaires comme les MRBM, d'une portée entre mille-six-cent-dix et deux-mille-quatre-cent-quinze kilomètres⁴⁷⁸, il était évident que le SACEUR les réclamerait dans le cadre d'un programme de modernisation de l'OTAN, pour un usage à partir de 1963⁴⁷⁹. Plus exactement, le Conseil de l'Atlantique Nord décida de stationner quinze fusées Jupiter en Turquie, trente en Italie et soixante fusées Thor au Royaume-Uni. L'emploi de ces missiles nucléaires devait être sous double-clef, c'est-à-dire que la décision reviendrait à la fois aux États-Unis et au pays d'accueil, sauf pour le Royaume-Uni qui avait lui la garde des installations de lancement des vecteurs de par les accords de défense mutuelle de 1958⁴⁸⁰.

Plus tard, d'autres propositions avaient vu le jour au sein de l'OTAN sur le même sujet. Au printemps 1960, le secrétaire de la défense des États-Unis Thomas Gates émit des

⁴⁷⁸ Dans le texte : 1 000 – 1 500 miles.

⁴⁷⁹ Department of State. (31 January 1962). "Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability". (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 5.

⁴⁸⁰ TRUCHET Didier, *Le Projet de force de frappe multilatérale*, Presses universitaires de France, 1972, p. 15.

propositions au sein du Conseil de l'Atlantique Nord qui devraient répondre aux besoins du SACEUR. La proposition retenue par les États-Unis était celle de vendre des missiles MRBM individuellement aux membres de l'OTAN, pour un usage sous le contrôle du SACEUR, et des têtes nucléaires qui seraient détenues et contrôlées par les États-Unis⁴⁸¹. Le SACEUR avait en effet demandé d'obtenir des armes nucléaires stratégiques et tactiques sous son contrôle.

Dans un discours en novembre 1960, le général Norstad, le SACEUR, avait distingué trois demandes. Premièrement, il exigeait que le Commandement européen de l'OTAN obtienne des missiles MRBM terrestres et maritimes d'ici 1963, qui seraient fournis à partir d'accords existants, contrôlés par le SACEUR, et la détention et la décision finale serait sous la responsabilité des États-Unis. Deuxièmement, l'Alliance devrait participer dans la décision d'utiliser les forces nucléaires stratégiques américaines. Troisièmement, il faudrait considérer le fait de donner ou non une voix d'égale importance aux membres de l'OTAN vis-à-vis du contrôle des armes atomiques qui étaient essentielles pour la défense immédiate de l'Europe, c'est-à-dire les armes nucléaires tactiques et les missiles MRBM demandés par le SACEUR.

Les propositions de Gates présentèrent l'OTAN comme une sorte de quatrième puissance nucléaire. De ce fait, près de 300 fusées sur rampes furent offertes aux alliés otaniens en avril 1960, celles-ci auraient été placées sous le contrôle politique du Conseil de l'Atlantique Nord et du SACEUR. Or, le projet avait été plus tard éclipsé dû au scepticisme de la part du Royaume-Uni et de la France, car le président français Charles de Gaulle refusa leur installation sur son territoire⁴⁸².

Par la suite, à l'occasion d'une réunion ministérielle de l'OTAN en décembre 1960, le secrétaire d'État américain Christian Herter suggéra que la demande du général Norstad concernant les missiles MRBM fasse partie d'une force multilatérale otanienne. Les États-Unis devraient s'accorder pour vendre des MRBM et des têtes nucléaires, qui resteraient néanmoins sous leur contrôle⁴⁸³. M. Herter proposa également d'engager cinq sous-marins équipés de seize missiles Polaris chacun aux forces de l'OTAN. Afin de régler les problématiques liées au partage du contrôle, la possession de ces sous-marins fonctionnerait sur une base multilatérale.

⁴⁸¹ Department of State. (31 January 1962). "Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability". (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 5.

⁴⁸² TRUCHET Didier, *Le Projet de force de frappe multilatérale*, Presses universitaires de France, 1972, p. 15.

⁴⁸³ Department of State. (31 January 1962). "Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability". (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 7.

Tous ces projets furent à l'origine d'énormément de confusion au sein de l'OTAN. L'expression utilisée pour engager des sous-marins à l'OTAN, c'est-à-dire « commit », restait assez ambiguë. De plus, les notions relatives au partage du contrôle de la force multilatérale restaient à préciser⁴⁸⁴.

Plus tard, en avril 1961, le représentant américain au Conseil de l'Atlantique Nord répéta leur offre concernant les sous-marins Polaris. Cette fois, à propos de la question du contrôle, les tats-Unis firent la distinction entre le contrôle militaire et la décision finale d'utiliser l'arme atomique. John F. Kennedy réitéra d'ailleurs l'offre lors d'une visite à Ottawa, au Canada, sans apporter plus de détails mais en insistant sur la volonté américaine d'une force otanienne réellement multilatérale⁴⁸⁵.

Durant les mois suivant de 1961, il n'y eut que peu de discussions à l'OTAN à propos de l'offre des Polaris, et encore moins à propos de la force MRBM de l'OTAN, notamment à cause de l'émergence de nouvelles crises politico-militaires entre le Pacte de Varsovie et le Traité de l'Atlantique Nord. La crise de Berlin entrava considérablement ces discussions : « In September 1961, however, the NAC was informed that the US had decided to give priority to Berlin planning and would be unable to submit comprehensive proposals on the long-range planning⁴⁸⁶. ».

Ensuite, au début du mois de décembre, le comité militaire de l'OTAN entreprit une étude des aspects militaires de l'intégration de MRBM dans l'OTAN. Lors de la réunion ministérielle de l'OTAN du même mois, les américains Dean Rusk et Robert McNamara présentèrent formellement les estimations qu'avaient fait les États-Unis à propos de la situation stratégique, indiquant notamment les mesures que le pays était prêt à entreprendre ou non⁴⁸⁷. Ces avancées s'inscrivaient dans le contexte des doubles discussions au sein du NAC sur l'intensification des moyens conventionnels et sur la planification pour Berlin. En conséquence, de nombreux membres de l'OTAN émirent des réserves par rapport aux propositions nucléaires américaines, dû à un grand manque de compréhension des termes et concepts utilisés dans ces déclarations.

⁴⁸⁴ Department of State. (31 January 1962). “*Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability*”. (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States, p. 7.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁸⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p. 11

Or, un accord fut trouvé avec tous les membres de l'OTAN sur les exigences de la force MRBM attribuée au SACEUR (accord MC-76), à l'exception du Royaume-Uni. Le pays s'opposa également à un accord de l'OTAN sur le partage et l'utilisation des armes nucléaires⁴⁸⁸. De ce fait, les exigences avaient été validées par tous les pays sauf le Royaume-Uni, considérant qu'il n'y avait pas de réel besoin militaire en Europe pour une possession de MRBM car les cibles du bloc soviétiques étaient d'ores et déjà protégées par les forces stratégiques américaines. Les britanniques ajoutèrent que cette question devrait plutôt être soulevée dans une révision générale de la stratégie et des armements de l'OTAN.⁴⁸⁹

La difficulté de trouver un accord sur le projet d'une force otanienne multilatérale à base de MRBM pouvait notamment être expliquée par l'incertitude des membres de l'OTAN, et le manque d'informations sur les futurs coûts, le contrôle, le déploiement ainsi que l'utilisation de cette force. Il est important de noter que seule l'Allemagne de l'Ouest avait insisté pour que les MRBM soient assignés au SACEUR, et sur la création d'une force multilatérale avec un haut degré de partage.

De plus, tous les gouvernements avaient montré un intérêt pour participer dans des dispositions de contrôle et d'utilisation des armes nucléaires sauf le Royaume-Uni et la France, à cause d'une confusion sur le type d'armement dont il s'agissait⁴⁹⁰.

D'autre part, la France s'était montrée intéressée par un fonctionnement tripartite avec le Royaume-Uni et les États-Unis, ce qui leur permettrait de contrôler et de décider de l'utilisation de toutes les armes nucléaires, y compris de celles composant la force stratégique américaine. Le gouvernement britannique pour sa part possédait sa propre force nucléaire et semblait assez satisfait des dispositions de contrôle existants. Toutefois, les Britanniques aimeraient avoir une voix plus importante dans la décision d'utiliser les forces stratégiques américaines, mais semblaient inquiets d'une participation générale dans une telle décision. Effectivement, ceux-ci craignaient que certains acteurs, considérés comme irresponsables, d'avoir un doigt sur la gâchette nucléaire. Le gouvernement de Macmillan faisait ici référence à l'Allemagne. L'administration britannique ajouta que la décision d'utiliser l'arme atomique devait revenir à une autorité politique responsable, tel que le président américain ou le cabinet britannique. En revanche, les membres du gouvernement britannique avaient déclaré être

⁴⁸⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁴⁸⁹ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁹⁰ *Ibid.*, p. 14.

ouverts à une participation élargie dans le développement des lignes directrices pour l'utilisation de l'arme nucléaire⁴⁹¹.

Quant au projet de force MRBM de l'OTAN, seules l'Allemagne et la Belgique s'étaient montrées enthousiastes vis-à-vis du projet⁴⁹² :

The UK has not opposed the idea openly but is apparently against it. The British have already indicated that they see no need for stationing strategic nuclear weapons (which they consider MRBM's to be) in Europe and that they have doubts about sharing control and use of any nuclear weapons. In addition, the British are concerned that a NATO MRBM force might be provocative to the USSR, and disturbed at the share it would give Germany in the control of nuclear weapons. France considers a NATO MRBM force largely irrelevant to France's concerns⁴⁹³.

Les britanniques ajoutèrent qu'une force MRBM de l'OTAN compliquerait grandement les questions de désarmement et de contrôle des armements⁴⁹⁴.

De plus, ce projet inquiéta certains acteurs en Europe, craignant qu'une telle force pousserait les États-Unis à se retirer du territoire européen complètement (« It should be noted that there seem to be latent fears that such a force might eventually lead to U.S. withdrawal from Europe⁴⁹⁵. »).

Enfin, ce qui posait le plus problème au gouvernement américain était le fait que certains pays comme le Royaume-Uni ou la France pourraient acquérir une force nucléaire nationale :

The U.K. has a national nuclear weapons capability and France is striving to achieve one. The U.K. began its program in 1946 and, in spite of the considerable financial burden, the British Government has indicated clearly that it has no present intention of abandoning it. Official circles in the UK do not openly relate the maintenance of the British nuclear force to doubts about the credibility of the U.S. deterrent, but it seems that this is a factor; in the UK, however, this notion is usually expressed positively, that is, by saying that the credibility of the allied deterrent is reinforced by reason of the UK's contribution. Political considerations are also important, however, in the British motivation. The British maintain that their possession of an independent capability gives the UK a special place in the councils of the world and, in particular, of the US. Nevertheless, the UK has strong views about the spread of nuclear

⁴⁹¹ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁹² *Ibid.*, p. 16.

⁴⁹³ *Ibid.*, p. 17.

⁴⁹⁴ *Ibid.*, p. 18.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 18.

capabilities and is particularly alarmed at any suggestion or move which might aid Germany to achieve such a capability or bring Germany closer to possession or control of nuclear weapons⁴⁹⁶.

Selon l'étude du département d'État des États-Unis, la difficulté principale d'une éventuelle augmentation du rôle nucléaire de l'OTAN concernerait les problématiques de sécurité européenne. En effet, le maintien de la crédibilité de la dissuasion nucléaire occidentale dépendait uniquement des forces américaines stratégiques, et non sur des capacités nucléaires européenne. Il fallait donc procéder à une politique d'apaisement afin de rassurer les alliés otaniens sur les intentions américaines sur le théâtre européen⁴⁹⁷.

Il était envisagé qu'un accroissement du rôle nucléaire de l'OTAN devrait entraîner un rééquilibrage entre les armements conventionnels et nucléaires au sein de l'Alliance. Les questions relatives aux armements soulevaient d'ailleurs des polémiques, par exemple une grande diversité dans les opinions à propos des MRBM fut observée. A l'image du Royaume-Uni, qui considérait que les MRBM étaient des armes stratégiques, et que ces armes n'avaient donc pas leur place dans le Commandement Allié Européen de l'OTAN (ACE⁴⁹⁸)⁴⁹⁹.

Pour finir, le développement par le Royaume-Uni et la France de capacités nucléaires nationales mena les États-Unis à émettre des hypothèses sur le futur de l'Alliance. Si les deux pays étaient à ce moment-là les seuls à vouloir entretenir et développer une capacité nucléaire nationale, d'autres de ces forces indépendantes pourraient émerger dans les années à venir, indiquant une nécessité d'anticiper le futur à travers des politiques otaniennes⁵⁰⁰.

4.3. La rencontre entre Harold Macmillan et Konrad Adenauer à Bonn le 9 janvier 1962.

Quelques semaines après le Sommet des Bermudes, le 9 janvier 1962, le premier ministre britannique se rendit à Bonn, en RFA, pour rencontre le chancelier Konrad Adenauer pour échanger de leurs problématiques communes comme la crise de Berlin, les négociations sur le marché commun, et l'organisation politique de l'Europe⁵⁰¹. Les comptes-rendus de cette

⁴⁹⁶ *Ibid.*, p. 19.

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 23.

⁴⁹⁸ ACE : *Allied Comand Europe*.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 25.

⁵⁰⁰ *Ibid.*, p. 29.

⁵⁰¹ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *1961-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3776), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 35.

rencontre furent notamment transmis à John F. Kennedy par le gouvernement britannique, et non au gouvernement français⁵⁰².

Dans une lettre datée du 23 janvier 1961, le chancelier allemand Konrad Adenauer écrit à Harold Macmillan pour résumer sa récente visite :

Certain misunderstandings, however, seem to me still to exist with regard to this question. I consider it so important that the West should agree on maritime counter-measures because our inferiority to the Soviet bloc in conventional weapons would force us to have immediate recourse to the big nuclear weapons, whereas the maritime measures, in which the West is superior, are suitable for bringing the East to reason without the devastating consequences of a nuclear war⁵⁰³.

Nous comprenons donc que les deux chefs de gouvernements avaient traité de la crise de Berlin, de la supériorité conventionnelle de l'URSS ainsi que des perspectives de guerre nucléaire. Le chancelier allemand semblait vouloir convaincre ses alliés anglo-américains d'adopter des mesures contre l'URSS telles que des sanctions maritimes, plutôt que de planifier une utilisation de l'arme atomique.

Effectivement, lors d'une réunion à 10 heures le 9 janvier 1962, il fut énoncé par les gouvernements britanniques et ouest-allemands que même sans ses satellites, l'Union Soviétique dépassait de loin l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur le plan conventionnel. De ce fait, la mutation d'un conflit conventionnel en Europe à la guerre nucléaire était très probable (« The truth of the matter was that any war in Europe would develop into nuclear war⁵⁰⁴. »).

De plus, lors de cette rencontre, le secrétaire d'État britannique et le ministre des affaires étrangères de la RFA conversèrent de la reprise des essais nucléaires de l'Alliance. La conclusion que fit le représentant du gouvernement d'Harold Macmillan fut la suivante : le Sommet des Bermudes avait permis de démontrer que la reprise des essais nucléaires serait légitime d'un point de vue militaire. Ainsi, les États-Unis et le Royaume-Uni devaient se décider sur la question suivante : la reprise des essais nucléaires était-elle judicieuse politiquement⁵⁰⁵ ?

⁵⁰² Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *1961-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3776), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 31.

⁵⁰³ *Ibid.*, p. 24.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, pp. 8-13.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, pp. 14-17.

Finalement, Harold Macmillan pris le temps d'échanger avec Konrad Adenauer de la problématique des systèmes de défense anti-missiles et du désarmement :

Side by side with this potential development of incredibly sophisticated systems [anti-missile field], less complicated nuclear weapons would undoubtedly spread in the next few years to many other countries. So it seemed essential to make a new effort on disarmament, particularly in the nuclear field, so as to stop the new context in the development of anti-missile measures as well as preventing the further spread of nuclear weapons⁵⁰⁶.

Le premier ministre ajouta même que selon lui, l'ouverture de négociations sur le désarmement en parallèle de la crise de Berlin pourrait influencer positivement le règlement des tensions en Allemagne (« He [Harold Macmillan] felt that the Berlin situation might be helped by a parallel disarmament negotiation⁵⁰⁷. »).

Conclusion.

En conclusion, le Sommet des Bermudes qui avait réuni le président américain John F. Kennedy et le Premier ministre britannique Harold Macmillan les 21 et 22 décembre permit aux deux dirigeants de faire le point sur les crises internationales de la seconde moitié de l'année 1961. Le gouvernement d'Harold Macmillan finit par accepter d'octroyer les installations à Christmas Island à des fins d'essais nucléaires atmosphériques par les États-Unis, à condition de prévoir de nouvelles étapes dans le processus de désarmement⁵⁰⁸.

La majorité des discussions entre les deux gouvernements lors de ce Sommet concernèrent la crise de Berlin, la reprise des essais nucléaires, ainsi que la situation mondiale de manière générale. Les États-Unis et le Royaume-Uni se considéraient comme responsables de maintenir un équilibre avec l'Union Soviétique, et ce, en passant toujours par les voies diplomatiques, plutôt que d'avoir recours à l'intimidation nucléaire ou à la force. Il était toutefois possible de considérer comme une contradiction le dénouement du Sommet des Bermudes. C'est-à-dire que John F. Kennedy et Harold Macmillan déclarèrent leur forte volonté

⁵⁰⁶ Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *1961-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3776), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 8-13.

⁵⁰⁷ *Ibid.*, pp. 8-13.

⁵⁰⁸ MEAE, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d'édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France, pp. 831-832.

de vouloir mettre un terme à la course à l'armement, et pourtant, ceux-ci se mirent d'accord sur la préparation d'une nouvelle série d'essais nucléaires atmosphériques dans le Pacifique.



—Arrivée de John F. Kennedy à la base aérienne de Kindley aux Bermudes à 12 heures 55 minutes⁵⁰⁹.

⁵⁰⁹ JFK Library, KN-C19778, https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkwhp-1961-12-21-b/?image_identifieur=JFKWHP-KN-C19778, Au premier plan de gauche à droite : Harold Macmillan, John F. Kennedy, Major General Julian Gascoigne (gouverneur des Bermudes). Au second plan de gauche à droite : Alec Douglas-Home, David Ormsby-Gore.

Troisième partie : Les obstacles dans la définition d'une force nucléaire stratégique britannique : une impasse dans la *Special Relationship* ?

La première moitié de l'année 1962 fut marquée par une véritable tentative de la part du bloc occidental d'établir des perspectives pour le futur. Dans un mémorandum du 16 mai 1962 destiné au *Standing Group* de l'OTAN, de nombreuses hypothèses furent formulées afin d'évaluer les menaces relatives à l'organisation sur le long terme. Par exemple, l'étude établit que pour les huit années à venir, l'URSS continuerait d'essayer de dominer le monde et ses objectifs seraient toujours les suivants : affaiblir la politique du monde libre, neutraliser les forces militaires otaniennes, et détruire l'alliance Atlantique. L'URSS continuerait également de vouloir s'étendre vers les pays neutres, en les convertissant au communisme, afin d'obtenir de nouvelles installations militaires⁵¹⁰. Ainsi, il fut anticipé que les tensions entre le monde communiste et le monde libre subsisteraient.

Or, les estimations de ce rapport ne prétendaient pas à la précision étant donné que pour établir des plans à long-terme, les autorités militaires avaient besoin des informations politiques, économiques et démographiques futures qui exerceraient une certaine influence sur les tensions entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest. En réalité, l'objectif principal de ce rapport était de répondre aux inquiétudes des autorités militaires de l'OTAN car à ce moment-là tous les événements impactant l'équilibre des forces avaient des répercussions importantes sur l'implémentation de la stratégie de l'OTAN.

A propos de l'Europe Occidentale, sa sécurité dépendait de la défense opérée par l'OTAN, et plus précisément de la création d'une force militaire capable de dissuader une entrée en guerre et de réagir en cas d'attaque. Il fallait également prendre en compte le potentiel industriel de l'Europe qui permettrait également de se défendre contre le communisme, car selon la doctrine capitaliste de l'époque, le fait que l'économie d'un pays soit équilibrée réduisait les chances qu'il devienne communiste⁵¹¹. De plus, en cas de guerre totale, il était prévu que la

⁵¹⁰ NATO Standing Group Liaison Office and Office of the Standing Group Representative. (16 May 1962). *Basic Assumptions for an Assessment of the Long-Term Threat to NATO*. 03-Military Committee, Standing Group, Standing Group Liaison Office Paris Memoranda 1962 (LOM 084 62), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, p. 3.

⁵¹¹ *Ibid.*, p. 4.

défense de l'Europe Occidentale repose sur l'assemblage d'une contre-offensive nucléaire stratégique parallèlement à des opérations de maintien des territoires, et ce, jusqu'à ce que la volonté de l'ennemi de continuer la guerre générale disparaisse.

En revanche, l'OTAN estima que l'Europe occidentale resterait relativement stable au cours des huit prochaines années du fait de l'extrême concentration des forces otaniennes dans la zone. Une instabilité dans cette région ne pourrait être provoquée que par un abandon total des engagements politiques et militaires des pays de l'Alliance, ce qui était considéré comme peu probable⁵¹². De ce fait, la présence de troupes soviétiques dans les pays satellites serait probablement maintenue, et les volontés de ces pays de se détacher de Moscou seraient sûrement réprimées efficacement par l'URSS, il restait difficile pour l'OTAN d'estimer le degré de loyauté des ces pays à l'URSS.

Enfin, la dernière conclusion de ce rapport fut la suivante : la question de Berlin continuerait d'être au centre d'un problème délicat et constituant l'un des facteurs principaux d'un possible conflit Est-Ouest⁵¹³.

⁵¹² *Ibid.*, p. 5.

⁵¹³ *Ibid.*, p. 6.

Chapitre X. La crise des missiles de Cuba (16 octobre 1962-29 octobre 1962).

Depuis la révolution communiste conduite par Fidel Castro en 1959, les relations entre le régime cubain et soviétique étaient de plus en plus étroites, ce qui conduisit le gouvernement américain à voir cette île comme une menace très proche de ses côtes, et à mener l'opération de l'invasion de la baie des cochons le 19 avril 1961, qui se solda par un échec. Cette humiliation militaire conduisit le gouvernement américain à mener des sanctions contre le régime de Castro, notamment par le biais de la mise en place d'un embargo contre Cuba et donc par une intensification de la rupture des relations diplomatiques entre les deux gouvernements, qui avait déjà été initié en 1960 par l'administration de Dwight D. Eisenhower⁵¹⁴.

C'est dans ce contexte que s'inscrivait la crise des missiles de Cuba du 14 octobre au 29 octobre 1962, au cours de laquelle les tensions entre le bloc soviétique et le gouvernement américains s'aggravèrent, mettant l'administration Kennedy en grande difficulté, aux côtés du gouvernement britannique.

1. Le premier semestre de l'année 1962

Dès le 21 mars 1962, les États-Unis s'étaient inquiétés de la situation cubaine, par la production par toutes les agences de renseignements américaines d'un document secret intitulé « National Intelligence Estimate : the Situation and Prospects in Cuba »⁵¹⁵. Cette étude avait été commandée par le gouvernement américain dans le but d'analyser la situation à Cuba, et particulièrement pour mesurer l'évolution entre le régime de Fidel Castro, le bloc soviétique, et l'Amérique Latine. Il fut estimé que les capacités militaires présentes à Cuba étaient surtout de nature défensive. Les services de renseignements américains estimèrent improbable que le Pacte de Varsovie fournisse à Cuba des systèmes d'armements stratégiques ou des capacités navales ou aériennes capables d'entreprendre des grandes opérations militaires indépendantes à l'étranger.⁵¹⁶

⁵¹⁴ DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba : histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963, p. 21.

⁵¹⁵ Office of President John F. Kennedy. (March 21, 1962- November 30, 1962). *Cuba: Security, 1962*. Collection JFK-3: Papers of John F. Kennedy: Presidential Papers: President's Office Files Series: Country Files (NAID: 23907320, JFKPOF-115-004), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 40.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 44.

De plus, l'étude avait établi que le problème principal de la politique étrangère de Cuba était de gagner des supports extérieurs et une protection contre ce qui était considéré comme une hostilité américaine. Effectivement, si le renversement du régime était sérieusement menacé par des forces extérieures ou intérieures, l'URSS n'interviendrait certainement pas directement avec ses propres forces. Cependant, interprétant même une menace interne comme une intervention américaine, l'URSS chercherait à dissuader les États-Unis par une action politique vigoureuse, y compris des menaces de représailles à la périphérie du Bloc ainsi que des références ambiguës à la puissance nucléaire soviétique⁵¹⁷. Les services de renseignements américains ajoutèrent que les relations internationales du régime installé à Cuba était récemment caractérisé par des échanges de plus en plus fréquents avec le bloc sino-soviétique, ce qui semblait inquiéter le gouvernement de John F. Kennedy⁵¹⁸.

Plus tard, le gouvernement américain fit remarquer qu'un renforcement des moyens militaires de Cuba était en cours, alimenté de manière évidente par l'URSS. Le 3 juillet 1962, la CIA⁵¹⁹ rapporta au gouvernement qu'au cours des trois années et demi précédentes, le régime de Fidel Castro avait été engagé dans un immense renforcement militaire. C'est-à-dire que le régime communiste avait réceptionné une grande quantité d'équipement provenant du bloc soviétique grâce à l'arrivée de navires russes chargés de matériel militaire depuis la mi-juillet 1962, au rythme d'environ un navire par jour⁵²⁰. Ces livraisons avaient donc permis une grande augmentation des capacités des forces armées cubaines, qui surpassaient maintenant celles des autres pays d'Amérique Latine⁵²¹. Or, l'aide opérée par l'Union Soviétique à Cuba semblait avoir ses limites, contrairement aux pays satellites de l'URSS, le Kremlin ne s'était pas engagé explicitement à défendre Cuba militairement en cas d'affrontement avec les pays membres du Traité de l'Atlantique Nord (« Cuba's main difference from the Soviet satellites lies in the absence of an explicit Soviet commitment to defend Cuba militarily⁵²². »). De plus, la CIA estima que l'URSS n'avait pas fourni d'équipement avancé à Cuba tels que des missiles guidés ou des armes nucléaires (« The Soviet Union is not believed to have sent to Cuba any guided

⁵¹⁷ *Ibid.*, pp. 46-47.

⁵¹⁸ *Ibid.*, p. 66.

⁵¹⁹ CIA : *Central Intelligence Agency*.

⁵²⁰ DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba : histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963, p. 14.

⁵²¹ Office of President John F. Kennedy. (March 21, 1962- November 30, 1962). *Cuba: Security, 1962*. Collection JFK-3: Papers of John F. Kennedy: Presidential Papers: President's Office Files Series: Country Files (NAID: 23907320, JFKPOF-115-004), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 86.

⁵²² *Ibid.*, p. 76.

missiles or nuclear weapons; it is possible that some surface-to-air missiles are to be delivered to Cuba, but none are believed to have arrived thus far⁵²³.»).

De plus, à la suite d'une discussion téléphonique le 6 avril 1962 avec le président américain, l'ambassadeur M. Ormsby-Gore rapporta à son premier ministre à Londres :

I called on the President at the White House [...] today, Thursday, April 6. [...] I said that I thought there were more missiles in America than they would in Cuba. [...] I felt strongly that unless the free world could now unite itself in a new effort we should gradually be forced apart⁵²⁴.

Cependant dès début août, les services de renseignement américains avaient anticipé et prévenu leur gouvernement que l'URSS pourrait procéder à l'installation de missiles offensifs à Cuba⁵²⁵, ce qui avait mené le Pentagone à conduire une opération de reconnaissance le 29 août à l'aide d'un avion de type U-2. Cette opération avait produit des photographies révélant aux États-Unis que des fusées anti-aériennes sol-air d'une portée de 45 km avaient été installées à Cuba⁵²⁶. De plus, le 3 septembre, davantage de matériel militaire soviétique fut livré au régime de Fidel Castro⁵²⁷.

Ces livraisons avaient remis en question la notion de sécurité des États-Unis, nécessitant ainsi une réévaluation précise des seuils que le pays serait prêt à tolérer avant de réagir militairement. A priori, la limite qui avait été dessinée par le gouvernement américain était l'installation à Cuba de missiles nucléaires (« In general, that line should be drawn at the installation in Cuba or in Cuban waters of nuclear weapons or delivery vehicles, sea or land based⁵²⁸. »). Le président américain John F. Kennedy avait d'ailleurs déclaré lors de son investiture le 20 avril 1961 que le gouvernement américain n'hésiterait pas à agir pour protéger la sécurité nationale « I want it clearly understood that this Government will not hesitate in meeting its primary obligations which are to the security of our Nation⁵²⁹ !»). Dès lors, le

⁵²³ *Ibid.*, p. 85.

⁵²⁴ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 171-173.

⁵²⁵ DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba : histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963, p. 20.

⁵²⁶ *Ibid.*, p. 22.

⁵²⁷ Office of President John F. Kennedy. (March 21, 1962- November 30, 1962). *Cuba: Security, 1962*. Collection JFK-3: Papers of John F. Kennedy: Presidential Papers: President's Office Files Series: Country Files (NAID: 23907320, JFKPOF-115-004), US National Archives, Washington D.C., United States, p. 110.

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 115.

⁵²⁹ *Ibid.*, p. 115.

gouvernement américain déclara le 3 septembre 1962 qu'il devrait prendre des mesures militaires contre Cuba en cas d'installation sur l'île de capacités nucléaires soviétiques (« We may be required to apply U.S. force against Cuba in the following circumstances at least : the established presence of a Soviet nuclear capability⁵³⁰. »).

Bien que l'atmosphère de défiance vis-à-vis de l'URSS s'intensifiait au sein du gouvernement américain, à ce moment-là, les conseillers de John F. Kennedy croyaient impossible que l'URSS transfère un potentiel nucléaire à Cuba du fait de l'instabilité du régime de Fidel Castro et de par le fait qu'il ne fasse pas partie du Pacte de Varsovie⁵³¹. Par la suite, le 11 septembre, Nikita Khrouchtchev insista sur le fait que les armes déployées à Cuba avaient un caractère purement défensif, et menaça les États-Unis du déclenchement d'une guerre nucléaire en cas d'attaque de leur part sur les transports soviétiques ou sur Cuba⁵³².

Alors que la crise des missiles allait débiter, de grandes divergences d'opinion existaient toujours au sein du gouvernement américain sur le fait que le danger que pouvaient représenter pour les États-Unis les systèmes d'armements disposés à Cuba⁵³³.

2. Le début de la crise des missiles en octobre.

Le 14 octobre 1962, les forces armées américaines opérèrent un vol reconnaissance à l'aide d'un appareil U-2 afin de photographier la partie occidentale de l'île de Cuba⁵³⁴. En conséquence, le gouvernement américain fit la découverte d'installations de rampes de lancement de missiles, de missiles tels que des MRBM ou des IRBM, de personnel militaire soviétique et cubain en grand nombre et d'autres équipements militaires⁵³⁵. De plus, le même jour, McGeorge Bundy déclara qu'il y avait entre cinq et six mille techniciens spécialistes soviétiques à Cuba, chiffre qui en réalité était beaucoup plus élevé chiffre⁵³⁶. Ces découvertes eurent un effet cataclysmique au sein de l'administration Kennedy, confirmant les craintes que des missiles soviétiques soient installés à portée du territoire américain.

⁵³⁰ *Ibid.*, p. 115.

⁵³¹ DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba : histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963, p. 26.

⁵³² *Ibid.*, p. 24.

⁵³³ *Ibid.*, p. 32.

⁵³⁴ *Ibid.*, p. 40.

⁵³⁵ Voir photographies aériennes de Cuba dans l'annexe 4.

⁵³⁶ DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba : histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963, p. 37.

En effet, la présence de ces installations représentait véritablement un grand danger pour les États-Unis :

Lorsque les bases russes de Cuba seraient achevées, ce qui était l'affaire de quelques jours ou de quelques semaines, elles neutraliseraient une grande partie de la capacité de représailles nucléaires des États-Unis, c'est-à-dire que de l'obstacle le plus efficace au plan communiste pour la domination du monde : en effet, quarante-deux bases de bombardiers et d'I.C.B.M. [...] du Strategic Air Command, soit plus de cinquante pour cent des bases d'où devaient s'envoler les forces américaines de riposte, ainsi que toutes les grandes villes des États-Unis, sauf Seattle, se trouveraient dans le champ d'une attaque nucléaire sans avertissement⁵³⁷.

Le 17 octobre, l'ambassadeur américain aux Nations Unies Stevenson écrivit à John F. Kennedy :

Because an attack would very likely result in Soviet reprisals somewhere - - Turkey, Berlin, etc. -- it is most important that we have as much of the world with us as possible. To start or risk starting a nuclear war is bound to be divisive at best and the judgments of history seldom coincide with the tempers of the moment. [...] I know your dilemma is to strike before the Cuban sites are operational or to risk waiting until a proper groundwork of justification can be prepared. The national security must come first. But the means adopted have such incalculable consequences that I feel you should have made it clear that the existence of nuclear missile bases anywhere is negotiable before we start anything⁵³⁸.

L'urgence de la situation encouragea les opinions au sein du gouvernement américain sur le fait qu'il fallait conduire rapidement une attaque sur les installations cubaines qui venaient d'être découvertes avant que celles-ci ne soient opérationnelles. De ce fait, l'ambassadeur Stevenson tenta de dissuader le président d'entreprendre des mesures militaires précipitées, au profit de négociations et d'entretiens diplomatiques avec les représentants de l'Union Soviétique ou de Cuba.

3. La rencontre entre John F. Kennedy et M. Gromyko le 18 octobre 1962.

En préparation d'une rencontre entre le président John F. Kennedy et le Ministre des Affaires Étrangères Gromyko le 18 octobre, le secrétaire d'État américain produisit un mémorandum afin d'anticiper les axes de la négociation. Il fut imaginé que M. Gromyko

⁵³⁷ *Ibid.*, pp. 48-49.

⁵³⁸ Office of President John F. Kennedy. (March 21, 1962- November 30, 1962). *Cuba: Security, 1962*. Collection JFK-3: Papers of John F. Kennedy: Presidential Papers: President's Office Files Series: Country Files (NAID: 23907320, JFKPOF-115-004), US National Archives, Washington D.C., United States, pp. 4-5.

pourrait aborder des sujets additionnels tels que essais nucléaires, la dissémination des armes nucléaires et le désarmement. Des documents annexes très détaillés furent d'ailleurs attachés au mémorandum pour que le Président puisse répondre à ces sujets s'ils étaient abordés, témoignant d'une grande préparation du gouvernement américain en vue de la rencontre avec le représentant soviétique⁵³⁹.

Pour image, le gouvernement prépara une étude des questions d'essais nucléaires, de non-prolifération et de désarmement, thèmes qui devaient être abordés seulement si les Soviétiques engageaient le sujet (« Nuclear Testing, Non-Dissemination, and Disarmament (to be raised at Soviet Initiative⁵⁴⁰) »).

Premièrement, à propos des essais nucléaires, la position soviétique fut anticipée comme la suivante : M. Gromyko pourrait demander pourquoi les États-Unis n'étaient pas volontaires pour trouver un accord sur l'arrêt des essais nucléaires puisqu'il pourrait être obtenu en combinant simplement le « partial ban » et un nouvel accord pour arrêter les essais souterrains. En réalité, un accord pour l'arrêt des tests souterrains donnerait un avantage aux États-Unis car ils disposaient d'ores et déjà d'une plus grande expérience en la matière. Il fut recommandé de ne pas accepter pas que les États-Unis aient un avantage sur l'URSS par la continuation des essais souterrains puisque l'URSS avait la capacité technique de conduire ces tests également. Ainsi, le gouvernement américain se tenait prêt à mettre à de tels essais si l'URSS acceptait un nombre limité d'inspections, ce qui risquait d'être complexe étant donné que le gouvernement de Khrouchtchev continuait de rejeter cette possibilité. Donc l'administration Kennedy considérait qu'il n'y avait aucune raison pour l'URSS de refuser de conclure un traité partiel sur l'arrêt des essais nucléaires, ce qui serait implémenté jusqu'à ce qu'un autre ne le remplace plus tard.

Deuxièmement, les problématiques liées à la non-prolifération des armes atomiques risquaient de faire partie intégrante des discussions du 18 octobre. En effet, M. Gromyko pourrait faire remarquer que deux rencontres avaient eu lieu entre M. Rusk et l'ambassadeur Dobrynin, les 8 et 23 août derniers, au sujet d'un possible accord pour restreindre le transfert d'armes nucléaires à d'autres pays. Sur ce sujet, les Soviétiques n'avaient pas l'air fermés à la conclusion d'accords et de mise en place de compromis. En conséquence, le gouvernement américain devait montrer leur intérêt pour un accord selon lequel les détenteurs d'armes

⁵³⁹ *Ibid.*, p. 143.

⁵⁴⁰ *Ibid.*, p. 149.

nucléaires ne les transmettraient pas, ni directement ni indirectement, au contrôle national d'autres gouvernements et ces autres pouvoirs n'entreprendraient pas de manufacturer ou de recevoir ces armes. De plus, les États-Unis étaient toujours très intéressés par la proposition émise par l'Union Soviétique le 23 Août. Cependant, le gouvernement de John F. Kennedy rappellerait le 18 octobre qu'une interdiction des accords multilatéraux vis-à-vis du contrôle des armes atomique serait impossible (« As Mr. Gromyko is already well aware, the U.S. would not enter into any agreement which would rule out international nuclear weapons arrangements of a truly multilateral nature⁵⁴¹. »).

Troisièmement, vis-à-vis des questions relatives au désarmement, M. Gromyko pourrait demander l'avis du gouvernement américain sur leur récente modification de leur préparation du traité de désarmement dans lequel les États-Unis et l'URSS conserveraient, en attendant la fin de la seconde étape du processus de désarmement, un nombre limité de certains vecteurs nucléaires. En conséquence, les États-Unis devraient répondre qu'il leur était impossible de juger la portée de cette modification sans plus de détails, ce qui serait possible lors du renouvellement des discussions prévu le 12 novembre à Genève.

Bien qu'à l'origine la rencontre du 18 novembre avait à voir avec la crise récente à Cuba, le président John F. Kennedy et le ministre soviétique des affaires étrangères Gromyko abordèrent largement la question des essais nucléaires et du désarmement. Bien que les deux interlocuteurs eurent l'occasion d'exposer leurs arguments sur les deux sujets, des incompréhensions et désaccords demeurèrent, alimentés par les tensions de la crise de Cuba :

Mr. Gromyko said he was sure the President was familiar with the Soviet Government's and r . Khrushchev's views on the question of the cessation of nuclear tests. He said he wished now to call the President's attention to one specific aspect of this problem. Underground tests, in addition to the objections that any nuclear tests aroused, were very costly. Apparently, the US Government did not attach any significance to this fact and was willing to have US tax payers pay for them. However, frankly speaking, this path was tantamount to continuing the nuclear arms race and was leading to ever greater expenditures of the funds of the population. The Soviet Union knew what this meant, because it had tested underground. The question was why should the Soviet Union formulate its policy with respect to nuclear tests on the basis of what was convenient to the United States, which did not wish to abandon underground testing. US representatives in Geneva had tried to justify the US position by alleging that the Soviet Union had violated some moratorium. However, it was well known that a moratorium did not constitute

⁵⁴¹ *Ibid.*, p. 149.

an agreement containing obligations which states must fulfill. Furthermore, what was most important, there had not been any moratorium in existence and consequently no violation could have taken place. Indeed when the Soviet Union had ended its tests in accordance with its unilateral decision, President Eisenhower had stated that the United States' was free to resume tests and to choose the moment for doing so. How then could one speak of a violation of moratorium ? Mr. Gromyko continued that the Soviet Union regretted that no agreement had been reached on the test ban. The views of Mr. Khrushchev on this question, which were known to the President, were designed to facilitate agreement. The USSR understood the situation as indicating that the US wanted to continue testing. The US was seeking ways and means of continuing the build-up of nuclear weapons. The Soviet Union was against such a build-up; it was firmly in favor of reaching agreement and terminating all tests. However, since the US did not wish to come to an agreement and did not wish to end all tests, the Soviet Union would have to draw the necessary conclusions with respect to its security. No state or government in the world was more earnest seeking agreement on the prohibition of all tests than was the Soviet Union, since the Soviet Union was fully aware of the fact that a test ban would constitute a big step in improving international relations and in improving the prospects for disarmament. If the United States also desired to achieve agreement on a test ban, then it was difficult to understand why it was placing obstacles in the path toward such an agreement.

— Mémorandum d'une conversation entre M. Kennedy et M. Gromyko le 18 octobre 1962⁵⁴².

D'autre part, il est important de mentionner qu'au cours de la crise de Cuba, le gouvernement d'Harold Macmillan fut l'interlocuteur privilégié des États-Unis. En effet, l'abondance de prises de contact directes entre Harold Macmillan et John F. Kennedy durant le mois d'octobre témoigna du fait que le dirigeant britannique occupait le rôle de conseiller direct du président américain.

L'ambassadeur américain au Royaume-Uni David K.E. Bruce fit d'ailleurs parvenir dès le 22 octobre un message au Ministère des Affaires Étrangères à propos de la situation à Cuba. Son message était le suivant :

He [Kennedy] then said that the situation with regard to Cuba had completely changed during the course of the last week. A major photo reconnaissance effort by U.2 aircraft had now shown that Cuba was obtaining two types of medium range offensive missiles. [...] he thought that there were perhaps thirty to forty missiles already on the island and they now knew that more

⁵⁴² *Ibid.*, pp. 14-19.

were on their way by ship. They had to assume that these missiles would be armed with nuclear warheads⁵⁴³.

Le même jour, et après avoir reçu les preuves américaines du renforcement militaire sur l'île cubaine, Harold Macmillan écrivit à John F. Kennedy, lui suggérant de ne pas fonder ses politiques sur l'expérience du passé mais plutôt sur le fait que la guerre nucléaire soit un type de conflit inédit et encore jamais expérimenté : « However, we must rest not so much on precedent as on the unprecedented condition of the modern world in a nuclear age⁵⁴⁴. ».

De plus, l'ambassadeur britannique aux États-Unis rapporta au premier ministre le 23 octobre que John F. Kennedy considérait que le désarmement était essentiel afin de conduire des négociations fructueuses avec l'Union Soviétique, notamment à propos de la crise de Cuba :

I had some indication of the scope of his thinking when he said with great seriousness that the existence of nuclear arms made a secure and rational work impossible. We must somehow find a means to get rid of nuclear weapons⁵⁴⁵.

L'influence britannique sur les États-Unis au cours de la crise de Cuba fut d'autant plus claire lorsque le Chargé d'affaires pour l'URSS M. Loginov demanda à Alec Douglas-Home le 25 octobre d'utiliser son influence sur l'administration Kennedy afin d'apaiser la situation. Ce à quoi M. Douglas-Home répondit par la positive, réaffirmant le fait que le gouvernement du Royaume-Uni était impliqué de très près dans les développements de la situation à Cuba⁵⁴⁶.

D'autres acteurs occidentaux prirent d'ailleurs part aux échanges avec Nikita Khrouchtchev lors de la crise de Cuba. Ce fut notamment le cas du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies U Thant, qui demanda à Fidel Castro le 26 octobre de suspendre la construction des installations militaires à Cuba pour permettre aux négociations entre l'URSS et les États-Unis d'avoir lieu dans une atmosphère d'apaisement :

Your Excellency can make a significant contribution to the peace of the world at this present critical juncture by directing that the construction and development of major military facilities and installations in Cuba and especially installations designed to launch medium range and

⁵⁴³ Macmillan's Cabinet. (21st October 1962-6th November 1962). *Cuban Missile Crisis: contacts between John F Kennedy, President of the USA, and Harold Macmillan, UK Prime Minister.* (FO 598 29), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 33-34.

⁵⁴⁴ *Ibid.*, p. 31.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, pp. 25-29.

⁵⁴⁶ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba.* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 65.

intermediate range ballistic missiles, be suspended during the period of negotiations which are now under way⁵⁴⁷.

Le même jour, Khrouchtchev fit savoir au président américain son insistance sur le fait que l'Union Soviétique ne cherchait pas à provoquer une entrée en guerre. Dans cette même communication, il expliqua qu'une arme pouvait à la fois être considérée comme étant offensive et défensive selon le positionnement des acteurs, en faisant bien sûr référence aux armes soviétiques récemment installées à Cuba :

You are a military man and, I hope, will understand me. Let us take for example a simple cannon. What sort of means is this : offensive or defensive ? A cannon is a defensive means if it is set up to defend boundaries or a fortified area. But if one concentrates artillery, and adds to it the necessary number of troops. Then the same cannons do become an offensive means, because they prepare and clear the way for infantry to attack. The same happens with missile - nuclear weapons as well, with any type of this weapon⁵⁴⁸.

Khrouchtchev ajouta qu'il souhaitait pacifier les tensions entre son pays et les États-Unis (« Let us normalize relations. ») et que si l'URSS aidait le régime cubain militairement et économiquement, c'était avant tout pour des raisons humanitaires (« Why have we proceeded to assist Cuba with military and economic aid ? The answer is : We have proceeded to do so only for reasons of humanitarianism⁵⁴⁹. »).

4. Les échanges du 27 octobre 1962.

Lors du 27 octobre 1962, la fin de la crise approchante, les échanges entre les gouvernements américains, britanniques et soviétiques furent particulièrement nombreux.

Pour commencer, ce fut ce jour-là que Nikita Khrouchtchev fit la demande formelle au gouvernement américain de retirer leurs missiles Thor installés en Turquie, et donc à proximité des frontières avec l'URSS, pour qu'en échange, les armements soviétiques à Cuba seraient rendus inopérables :

3.10 PM ADD: KHRUSCHEV MESSAGE TO KENNEDY MOSCOW, SATURDAY : Mr Krushchev said he had learned with satisfaction of President Kennedy's reply to U Thant's appeal (for a moratorium in the Cuba crisis). This reasonable step on his part showed that he

⁵⁴⁷ *Ibid.*, p. 152.

⁵⁴⁸ *Ibid.*, pp. 103-109.

was concerned for the fate of peace. The message said that the Americans “have placed nuclear weapons in Turkey literally beside us”.

3.12 PM KHRUSCHEV’S OFFER MOSCOW, SATURDAY : Mr Khrushchev today offered to withdraw what were described as offensive weapons from Cuba if the Americans would withdraw their missiles from Turkey.

— Télégrammes du 27 octobre 1962⁵⁵⁰.

Qui plus est, le Ministère des Affaires étrangères à Londres fit savoir à la mission britannique permanente aux Nations Unies à New York que U Thant pourrait aborder la proposition américaine de transformer l’Amérique Latine en une zone nucléaire démilitarisée.

De plus, le Ministère suggéra que le Royaume-Uni pourrait accepter de procéder à une immobilisation temporaire et à court terme des missiles américains Thor disposés sur le territoire britannique. Effectivement, la présence de ces missiles inquiétait l’URSS, et le Ministère britannique émit l’hypothèse que cette éventuelle immobilisation pourrait peut-être améliorer le climat des négociations qui auraient lieu entre d’un côté le bloc occidental, et de l’autre côté, le tandem opéré par l’URSS et Cuba, représentés par M. Khrouchtchev et M. Castro⁵⁵¹.

M. Loginov, le chargé d’affaires soviétique, justifiait d’ailleurs régulièrement auprès du Ministère des Affaires Étrangères britannique les actions de son gouvernement en expliquant que le gouvernement américain menaçait grandement l’URSS, de par son installation de missiles dirigés vers le territoire soviétique en Turquie et au Japon. Les membres du *Foreign Office* répondirent que l’OTAN et le Pacte de Varsovie avaient tous deux disposé de l’arme atomique et en conséquence ils s’étaient largement habitués à cette situation. Il n’y avait donc pas eu de réel changement dans l’équilibre des forces avant que l’URSS n’installe des missiles nucléaires offensifs dans une partie totalement différente du monde où ils n’avaient jamais été auparavant, c’est-à-dire Cuba. En guise de réponse, M. Loginov avait dit qu’il y avait des armes au Royaume-Uni qui étaient actuellement dirigées contre l’URSS. Les britanniques ne le démentirent pas cette information, tout en rappelant au représentant soviétique que des armes nucléaires du Kremlin étaient dirigées contre le Royaume-Uni.

En effet, selon des experts britanniques, le non-fonctionnement des missiles pourrait être obtenue simplement en retirant les missiles de leurs rampes et en les déplaçant séparément

⁵⁵⁰ *Ibid.*, p. 192.

⁵⁵¹ *Ibid.*, pp. 194-195.

pour les placer en sécurité. De ce fait, une seule inspection des rampes de lancement suffirait pour s'assurer que les missiles soient inutilisables. Cette procédure ne violerait non plus pas le secret militaire, et ce serait aux soviétiques de retirer eux-mêmes leurs missiles des positions de lancement selon leurs arrangements à Cuba. Cette procédure était jugée comme prometteuse car il n'y aurait pas de désavantage militaire ni pour l'URSS, ni pour Cuba, car la période nécessaire pour positionner les missiles en état de préparation au tir, c'est-à-dire, quatre à huit heures, ne serait pas sensiblement allongée si la préparation commençait avec les missiles hors des rampes⁵⁵².

Ce qui constituait un véritable danger était donc l'introduction d'armes nucléaires par l'URSS dans une zone complètement nouvelle.⁵⁵³

Le 27 octobre, le Ministère des Affaires Étrangères britannique fit donc savoir au gouvernement à Washington que la résolution du conflit cubain reposait sur l'inopérabilité des missiles nucléaires sur l'île de Fidel Castro, ainsi qu'en Turquie et au Royaume-Uni (« We felt sure that the key to the immediate future was the removal of the offensive nuclear weapons or that they should be made inoperative, and that a scheme for either must be made in conjunction with the United Nations⁵⁵⁴. »).

De plus, dans une préparation d'un message adressé à John F. Kennedy, le premier Ministre britannique proposa une levée de la quarantaine américaine sur Cuba qui avait été signée par le président américain et suggéra au gouvernement de ne surtout pas prendre de mesure militaire contre Cuba. En échange, l'URSS pourrait arrêter les constructions des sites de missiles à Cuba, ne pas y importer de missiles balistiques et rendre inopérables ceux déjà installés sur l'île. En cas d'acceptation de ces propositions, l'offre britannique d'immobiliser ses missiles Thor fut répétée durant la période des négociations, ces armements formant une force considérable pour le Royaume-Uni⁵⁵⁵.

Puis, dans un message directement adressé à John F. Kennedy, Nikita Khrouchtchev reconnu pour la première fois depuis le début de la crise que l'URSS avait fourni des missiles à Cuba :

⁵⁵² *Ibid.*, p. 192.

⁵⁵³ *Ibid.*, pp. 187-188.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, p. 186.

⁵⁵⁵ *Ibid.*, p. 181-182.

You have been worried concerning the fact that we have helped Cuba with weapons, with the aim to strengthen its defensive capacity - yes, precisely its «defensive capacity», because no matter what weapons it possesses, Cuba cannot equal you. [...] Do you consider then, that you have the right to demand security for your own country and the removal of those weapons⁵⁵⁶ which you call offensive and do not acknowledge the same right for us ? [...] I ascribe great importance to this agreement in so far as it could serve as a good beginning and would in particular make it easier to reach agreement on the banning of the tests of nuclear weapons. [...] The question of the tests could be solved in parallel without connecting one with the other, because they are different issues⁵⁵⁷.

Pour finir, le président américain John F. Kennedy informait directement Harold Macmillan de chaque évolution de la situation le 27 octobre. Il lui fit d'ailleurs savoir que selon lui il y avait eu deux propositions distinctes de la part des soviétiques. Le 26 octobre, Khrouchtchev avait demandé aux États-Unis de s'engager à ne pas envahir Cuba en échange d'une promesse par l'URSS qu'elle ne transporterait pas d'armement vers l'île. Seulement, le 27 octobre, l'URSS rendit publique à Moscou une proposition selon laquelle les missiles seraient retirés à la fois à Cuba et en Turquie.

There has been as you know, two separate proposals from Khrushchev. The first received last night suggested a declaration by us that we would not invade Cuba and Soviet declaration that their ships would not carry any armaments. The second message, made public this morning in Moscow, proposed reciprocal removal of missiles from Cuba and Turkey together with similar declarations by the U.S. and the Soviet Union regarding the inviolability of the respective territories of Cuba and Turkey⁵⁵⁸.

La première proposition soviétique avait été bien accueillie par le gouvernement Kennedy car elle aurait pu former une base de négociations, mais la deuxième bouleversa la manière dont l'administration américaine percevait la situation :

He said that when they received Khrushchev's first letter last night they thought there was a basis for discussion, but the second letter, [...] had altered the situation entirely by the introduction of Turkey⁵⁵⁹.

⁵⁵⁶ Référence aux missiles américains Thor installés en Turquie.

⁵⁵⁷ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 175-176.

⁵⁵⁸ *Ibid.*, p. 162.

⁵⁵⁹ *Ibid.*, p. 154.

Enfin, le matin du 27 octobre, un vol de reconnaissance américain au-dessus de Cuba fut abattu par les forces militaires présentes à Cuba, aggravant d'autant plus les tensions entre le bloc occidental et le bloc communiste (« Cuban General Staff has announced that unidentified aircraft was shot down by artillery morning of October 27⁵⁶⁰. »)

5. La résolution de la crise de Cuba (28 octobre-6 novembre 1962).

Le 28 octobre, McGeorge Bundy et Philip de Zulueta remarquèrent lors d'une conversation que la situation militaire avait empiré de manière évidente depuis la destruction de l'avion américain effectuant un vol de reconnaissance à Cuba la veille⁵⁶¹. A propos de cet incident, Khrouchtchev se défendit en disant qu'un appareil américain avait été confondu avec un bombardier transportant des missiles nucléaires : « For an intruding US aircraft can easily be taken for a bomber with nuclear weapons, and that can push us towards fatal step. All the more so, because both the US Government and the Pentagon have long been saying that you have bombers with atomic bombs constantly on flight duty⁵⁶². ».

Le matin du 28 octobre, le dirigeant de l'Union Soviétique avait déclaré que les missiles soviétiques installés à Cuba seraient bel et bien démantelés et retirés de l'île⁵⁶³.

Le même jour, les communications entre les gouvernements britanniques et américains à propos de Cuba furent également abondantes. Par exemple, les représentants britanniques à la mission permanente du Royaume-Uni aux Nations Unies firent parvenir un message au Ministère des Affaires Étrangères à Londres. Selon ce message, les négociations actuelles à propos de la crise de Cuba pourraient déboucher sur la question des bases militaires à l'étranger et du désarmement. De plus, il semblerait que les Soviétiques soient davantage ouverts aux négociations, témoignant même d'une volonté d'apaisement des tensions internationales :

Stevenson made it clear that once the Cuban question was out of the way the United States did not exclude the possibility of discussing foreign bases as one of the aspects of the whole disarmament problem. He said that from the tone of Khrushchev's messages he had a feeling

⁵⁶⁰ *Ibid.*, p. 158.

⁵⁶¹ *Ibid.*, p. 100.

⁵⁶² *Ibid.*, p. 131.

⁵⁶³ *The Cuban Missile Crisis*, Office of the Historian, <https://history.state.gov/milestones/1961-1968/cuban-missile-crisis>.

that we might be on the verge of a more general détente and that Khrushchev might be thinking about summit talks on the general situation⁵⁶⁴.

L'inquiétude à propos de Cuba restait tout de même importante car une fois que les installations capables d'accueillir des armes atomiques sur l'île serait opérationnelles, la force de frappe nucléaire de l'Union Soviétique augmenterait d'un cinquième à un tiers⁵⁶⁵.

D'autre part, la relation étroite entre les États-Unis et le Royaume-Uni leur permis de coopérer afin de mieux appréhender la crise de Cuba. L'exemple le plus frappant de cette « Special Relationship » qui existait entre les deux pays anglo-saxons était notamment le fait que le premier ministre britannique et le président américain étaient constamment en consultation directe l'un avec l'autre, notamment grâce à l'existence d'une ligne téléphonique directe entre *Admiralty House* et la Maison Blanche. Harold Macmillan décida même de rester à *Admiralty House* tout au long du week-end au cas où de nouveaux développements auraient lieu vis-à-vis de la crise de Cuba mais surtout pour anticiper une consultation par le président américain :

It was the existence of this direct link between London and Washington, which decided Macmillan to remain at Admiralty House over the week-end in case any fresh developments in the situation should seem to require his intervention, or assistance⁵⁶⁶.

Pour image, le 28 octobre, Philip de Zulueta demanda à McGeorge Bundy dans un télégramme de fournir davantage d'informations au premier ministre britannique à propos des missiles stationnés en Turquie. Selon lui, ces détails tels que la position et la nature des missiles, permettraient aux diplomates britanniques d'avoir une vision générale quant à cette problématique en cas de négociations avec les représentants soviétiques :

If the question of missiles in Turkey should be revived one form or another [...] it would be very helpful for the Prime Minister to know what the position in Turkey actually is. Could you let me know what missiles there are actually operational and whether these are manned by Turks or by the United States. Of course we realise that the warheads will be the key under the cupboard. Are these missiles regarded as part of the NATO forces or are they, like the Thors in the U.K., part of a separate anglo-american arrangement ⁵⁶⁷ ?

⁵⁶⁴ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 155-157

⁵⁶⁵ *Ibid.*, pp. 155-157

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 124.

⁵⁶⁷ *Ibid.*, p. 141.

De plus, le gouvernement britannique pensait fermement qu'une fois la résolution de la crise de Berlin atteinte, il serait possible de conclure des accords à propos de l'interdiction des armes atomiques et du désarmement :

Once the problem posed by the offensive missile bases in Cuba has been dealt with under effective United Nations control and the situation in the area normalised, the way would be open for us all to work towards a more general arrangement regarding armaments. For instance, we should be able to reach an early conclusion of an agreement about the banning of tests of nuclear weapons on which much progress has already been made, as well as to give firm directives to settle the main elements in the first stage of disarmament.

— Lettre d'Harold Macmillan à Nikita Khrouchtchev le 28 octobre 1962⁵⁶⁸.

A ceci le dirigeant soviétique répondit qu'il fallait absolument faire usage de la diplomatie pour éviter de recourir à la guerre nucléaire :

We must not allow the situation to deteriorate and must eliminate hotbeds of tension and see no other conflicts occur which might lead to world nuclear war. We are ready to continue to exchange views on relations between NATO and the Warsaw blocs, disarmament and other issues of peace and war⁵⁶⁹.

De l'autre côté, les dirigeants des États-Unis considéraient la situation à Cuba comme si dramatique que s'il n'y avait pas davantage de progrès diplomatiques dans les jours à venir, ils envisageraient de prendre des mesures directes contre Cuba. Le 28 octobre au cours d'une conversation téléphonique avec Philip de Zulueta, McGeorge Bundy demanda d'ailleurs à ce que le Royaume-Uni prenne un rôle plus actif dans la gestion de la crise de Cuba, notamment à travers le Conseil de l'Atlantique Nord. Durant cette même discussion, le ministre britannique exprima sa surprise vis-à-vis de la volonté américaine de vouloir étendre le conflit aux autres alliés de l'OTAN, plutôt que de le restreindre aux acteurs déjà impliqués et à ceux géographiquement proches de Cuba :

Up to now it has always seemed to me that you have had the object of reducing or containing the geographical area of the dispute. By making a proposition to NATO tomorrow you are having now a rather opposite purpose, that is to say you feel that the Russians having themselves, I suppose, by bringing Turkey extended or tried to extend the matter to the NATO area, you now feel that there should be some collective NATO attitude to the problem.

⁵⁶⁸ *Ibid.*, p. 139.

⁵⁶⁹ *Ibid.*, p. 137.

— Philip de Zulueta à McGeorge Bundy le 28 octobre 1962⁵⁷⁰.

6. Le lien entre la crise de Cuba et la crise de Berlin.

Lors des réflexions des gouvernements britannique et américains à propos de la crise de Cuba, l'idée de la rapprocher avec le sujet des tensions à Berlin émergea. Toutefois, cette proposition ne fit pas l'unanimité au sein du gouvernement britannique. Ce fut notamment le cas de Philip de Zulueta qui s'opposa à la proposition de l'ambassadeur britannique et le fit savoir à son premier ministre directement. Effectivement, selon le ministre des affaires étrangères, les questions relatives à Cuba et à Berlin ne seraient pas de même valeur pour le Royaume-Uni, c'est-à-dire que les tensions à Berlin génèrent un plus grand danger pour le pays que la crise de Cuba, cette dernière étant plus éloignée géographiquement. Le fait de faire un lien entre ces deux crises distinctes pourrait encourager M. Khrouchtchev à les mélanger. M. de Zulueta ajouta tout de même qu'il pourrait y avoir des avantages au rapprochement de ces deux crises, notamment pour essayer de neutraliser et de démilitariser à la fois Cuba et Berlin dans le cadre d'un accord à long terme. Seulement, la sécurité et la protection de Berlin-Ouest continueraient d'être assurées par le pouvoir occidental et particulièrement par les forces américaines, et non par ce qu'il appela « l'otage cubain⁵⁷¹ ».

Le premier ministre Harold Macmillan approuva des remarques de son ministre le lendemain, soit le 29 octobre. Il doutait grandement de la suggestion de son ambassadeur de lier l'inviolabilité de Cuba avec l'inviolabilité de Berlin Ouest. En effet, les deux endroits ne seraient pas d'égale valeur. De plus, le premier ministre craignait que le fait de faire un lien explicite entre les deux crises pourrait même inciter Nikita Khrouchtchev à penser qu'il pourrait prendre le contrôle total Berlin, au risque non pas d'une guerre nucléaire, mais seulement de la perte de Cuba⁵⁷².

Les inquiétudes relatives à la crise de Cuba se transfèrent alors dans le champ du désarmement et des essais nucléaires. C'est dans ce contexte que M. Ormsby-Gore écrivit au Ministère des Affaires Étrangères britannique le 30 octobre : « One thing that Khrushchev has made abundantly clear is that there can be no progress on disarmament or nuclear tests while the Berlin problem remains unresolved⁵⁷³. » Il ajouta qu'au moment où il écrivait, l'équilibre

⁵⁷⁰ *Ibid.*, pp. 94-99.

⁵⁷¹ *Ibid.*, pp. 89-90.

⁵⁷² *Ibid.*, pp. 73-74.

⁵⁷³ *Ibid.*, pp. 48-49.

nucléaire favorisait toujours les États-Unis, mais que cette situation pouvait être bouleversée rapidement. Il fit d'ailleurs référence à une étude du comité des services de renseignements britannique, le JIC⁵⁷⁴, qui anticipait que le nombre de missiles ICBM de l'URSS pourrait doubler entre la fin de l'année 1962 et le milieu de l'été de 1963, posant une menace dramatique aux alliés anglo-saxons, de par la portée de ces missiles intercontinentaux. Selon cette étude, M. Khrouchtchev avait voulu bouleverser la parité nucléaire en sa faveur en disposant des missiles à portée intermédiaire à Cuba⁵⁷⁵.

D'autre part, selon l'ambassadeur britannique en Allemagne de l'Ouest M. Steel, les agissements du gouvernement du Kremlin à Cuba auraient eu pour conséquence que l'unique défense possible pour l'île de Fidel Castro comme pour Berlin serait le déclenchement d'une guerre nucléaire :

But what Khrushchev seems to have overlooked is that by staking so much in Cuba he has in fact advanced a pawn into the Western power orbit which does not correspond very much to our position in Berlin. Both items are at the conventional mercy of the other side, and can only be defended by launching a nuclear exchange.

— Lettre de Christopher Steel au Ministère des Affaires Étrangères du Royaume-Uni, le 30 octobre 1962⁵⁷⁶.

Conclusion

Pour finir, la crise des missiles de Cuba encouragea le président américain à vouloir étendre les efforts de son pays dans le champ du désarmement. Comme il le fit savoir à Harold Macmillan le 31 octobre, les deux alliés ne devaient pas se contenter de rendre les missiles à Cuba inopérants, il faudrait en fait utiliser l'occasion de cette crise comme d'un tremplin pour retirer tous types d'armements atomiques des territoires de puissances étant non-nucléaires. John F. Kennedy souhaitait d'ailleurs que l'Afrique, l'Amérique du Sud et les Caraïbes soient déclarées comme des zones dénucléarisées⁵⁷⁷.

Suite à la résolution immédiate de la crise des missiles de Cuba par l'annonce du retrait des missiles par l'URSS, les États-Unis firent part de leur gratitude envers les membres du gouvernement britannique pour leur soutien au cours de la crise. L'ambassadeur britannique

⁵⁷⁴ JIC : *Joint Intelligence Committee*.

⁵⁷⁵ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 48-49.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, pp. 44-46.

⁵⁷⁷ *Ibid.*, p. 12.

aux États-Unis fit savoir au Premier ministre Harold Macmillan le 6 novembre que John F. Kennedy considérait que la relation de coopération entre les États-Unis et le Royaume-Uni était exceptionnelle et mutuellement bénéfique aux deux pays :

The President has, I know, already told you how much he appreciated your support and advice during that critical week. In this he was being deeply sincere and has repeatedly said the same thing to his closest friends, adding that he had no similar close contacts with any other ally.

— Lettre de M. Ormsby-Gore à M. Macmillan le 6 octobre 1962⁵⁷⁸.

Enfin, dès le 31 octobre le Premier ministre britannique proposa à John F. Kennedy d'organiser un Sommet bilatéral en décembre 1962 basé sur le modèle du succès de la rencontre des Bermudes en décembre 1961, peu après le processus d'élections en Allemagne.⁵⁷⁹

La quarantaine navale américaine autour de l'île de Cuba s'était poursuivie jusqu'au 20 novembre, date à laquelle les missiles soviétiques avaient été complètement retirés⁵⁸⁰. Les missiles américains Thor furent à leur tour retirés du territoire turc, selon la demande du Kremlin, et ce en avril 1963⁵⁸¹.

⁵⁷⁸ Macmillan's Cabinet. (21st October 1962-6th November 1962). *Cuban Missile Crisis: contacts between John F Kennedy, President of the USA, and Harold Macmillan, UK Prime Minister*. (FO 598 29), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁵⁷⁹ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 23.

⁵⁸⁰ *The Cuban Missile Crisis*, Office of the Historian, <https://history.state.gov/milestones/1961-1968/cuban-missile-crisis>

⁵⁸¹ *Ibid.*

Chapitre XI. L'abandon du programme de missiles Skybolt et ses alternatives : un tournant dans la relation anglo-américaine.

En 1962, le Ministère de la défense britannique comptait sur le gouvernement des États-Unis, ainsi que sur ses scientifiques et ses industries, pour lui fournir des missiles capables de transporter ses têtes nucléaires, selon un accord précédent. Effectivement, depuis l'abandon du programme national de missiles Blue Streak, le Royaume-Uni dépendait des Américains pour obtenir des missiles, surtout à travers le programme de missiles Skybolt, qui était actuellement en phase de développement. Il était tout de même prévu que le Royaume-Uni produise lui-même ses têtes nucléaires, mais pour des raisons budgétaires, le pays ne pouvait pas mener à la fois un programme de têtes nucléaires et de missiles à l'échelle nationale.

Au début de l'année 1962, le gouvernement britannique avait bon espoir que le développement de Skybolt soit un succès, notamment car l'Armée de l'Air américaine, la USAF⁵⁸², avait exprimé sa volonté de prolonger la vie du SAC⁵⁸³. Selon les britanniques, il était fort probable que Skybolt soit un succès car l'objectif du Pentagone était d'étendre la durée d'utilisation de leurs bombardiers existants, et les États-Unis ne produiraient donc pas ce missile s'il n'était pas également destiné à un usage national⁵⁸⁴.

1. La stratégie de défense du Royaume-Uni pour 1962.

Afin de mieux comprendre l'importance que représentait le succès de Skybolt pour le gouvernement britannique et la portée de sa dépendance aux États-Unis, il est important d'étudier ses politiques de défense publiées au début de l'année 1962.

Dans le document publié le 31 janvier 1962 par le Ministère de la défense britannique, nous comprenons qu'il fut complexe de définir des stratégies de défense alors que le futur succès de Skybolt n'était pas encore garanti :

⁵⁸² USAF : *United States Air Force*.

⁵⁸³ SAC : *Strategic Air Command*.

⁵⁸⁴ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook : 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K.*. (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1.

We have assumed that we shall continue throughout the Sixties to maintain our contribution to the strategic nuclear deterrent of the West at the level of expenditure now planned, pending review in 1962 when the future of SKYBOLT should be more precisely known⁵⁸⁵.

De plus, la publication du papier blanc sur la défense de 1962 fut la source de confusion pour les américains comme pour les membres du gouvernement britannique. Effectivement, dès le 25 janvier il fut suggéré de modifier les expressions employées dans le document afin de réduire l'engagement nucléaire du Royaume-Uni, notamment pour permettre au gouvernement de rebondir en cas d'échec de Skybolt :

We propose that the words "Britain's contribution" in the first line should read "a British contribution", since the wording as it stands suggests that the Government is committing itself to the present level of British nuclear effort and might therefore take away the Government's room for manoeuvre in an extremely expensive field⁵⁸⁶.

Cependant, alors même que le Royaume-Uni n'était pas sûr d'obtenir des missiles fonctionnels avant la fin de l'année, le document sur la défense insista sur la prédominance du bloc occidental dans le domaine nucléaire face à l'Union Soviétique :

Paragraph 8 : The last sentence could be taken to imply that the Western powers are as capable of aggression as the Russians. The point is rather that, if peace is to be maintained, the West must either retain its present lead in nuclear striking power or, at least, not drop behind.

—Commentaires du Ministère des Affaires Étrangères sur le papier blanc sur la défense, 22 avril 1962⁵⁸⁷.

De plus, le Ministère des Affaires Étrangères rappela le besoin de mentionner dans la stratégie de défense pour 1962 le lien insécable entre armement et désarmement. Les membres du ministère proposèrent au MoD de reformuler certains extraits de leur document relatifs au désarmement comme suit :

They [the government] consider that the highest priority should be given to a Treaty banning further nuclear weapons tests, again subject to effective verification and control. [...] Nuclear

⁵⁸⁵ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Memoranda 1962 (Papers 1-50)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 108), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 29-37.

⁵⁸⁶ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 93.

⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 85.

and conventional disarmament must go hand in hand and the balance of power must remain undisturbed throughout the process⁵⁸⁸.

Qui plus est, le Ministère insista sur le fait qu'il ne fallait pas parler de la France comme d'une puissance militaire nucléaire, car elle ne possédait pas encore d'arsenal nucléaire établi⁵⁸⁹.

D'autres difficultés vinrent remettre en question le contenu du papier blanc sur la défense de 1962, comme les questions budgétaires. Le député secrétaire du Cabinet britannique Michael Cary fit d'ailleurs savoir qu'à la suite d'échanges du Cabinet le 2 février, il valait mieux que le document ne fasse aucune référence à la décision du gouvernement de continuer ou non la dissuasion britannique à travers les années 1970⁵⁹⁰. De ce fait, le secrétaire privé du premier ministre proposa de publier le document plus tard, le 6 février⁵⁹¹.

Seulement, selon M. Ormsby-Gore, l'implémentation de cette approche budgétaire aux problématiques relatives à la défense pourrait résulter en une détérioration des futures relations avec les États-Unis. En effet, le gouvernement américain attendait de la nouvelle stratégie de défense du Royaume-Uni un renforcement des forces armées engagées aux côtés de l'OTAN à Berlin, mais les difficultés économiques découlant du problème de la balance des paiements ne rendirent pas cela possible⁵⁹². Toutefois, le 9 février le Ministère des affaires étrangères britannique prévoyait de transmettre une explication détaillée au gouvernement de Washington à propos de cette stratégie et avant sa publication, du fait des relations étroites entre les deux pays (« In any case, in view of our special relationship we should like to give the United States authorities an explanation of the background of the White Paper before its publication on February 20⁵⁹³. »).

Le 6 février, le *Foreign Office* informa Washington de la volonté du gouvernement de continuer le maintien à travers les années 1960 d'une dissuasion nucléaire stratégique indépendante⁵⁹⁴, ce qui ne correspondait guère aux attentes de John F. Kennedy. Pour image, le paragraphe 28 du papier blanc sur la défense fut modifié pour y indiquer : «During the next

⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 86.

⁵⁸⁹ *Ibid.*, p. 86.

⁵⁹⁰ *Ibid.*, pp. 73-74.

⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 76.

⁵⁹² *Ibid.*, p. 69.

⁵⁹³ *Ibid.*, p. 66.

⁵⁹⁴ *Ibid.*, p. 63.

ten years or so, we may expect the Navy to be based on the present balanced Fleet, though with a turnover to nuclear power for submarines⁵⁹⁵.».

2. La réception du papier blanc sur la défense par la Maison Blanche.

Avant de publier leur stratégie de défense pour l'année 1962, les membres du gouvernement envoyèrent à la Maison Blanche un mémorandum détaillé résumant les points principaux de ce document. Les États-Unis virent d'un mauvais œil la nouvelle stratégie de défense britannique, si bien que le 15 février, M. Ormsby-Gore informa le *Foreign Office* que M. Rusk avait demandé à le rencontrer pour aborder le mémorandum envoyé par le Royaume-Uni à propos du « Defense White Paper 1962 ». Selon les américains, la politique décrite dans ce mémorandum portait préjudice à l'OTAN, et plus particulièrement à l'éventuelle création d'une force nucléaire otanienne⁵⁹⁶.

Le lendemain, le président américain lui-même écrivit à Harold Macmillan ses pensées vis-à-vis du mémorandum, avant la publication du papier blanc prévue le 20 février. Effectivement, le président remarqua que même si M. Rusk avait déjà transmis la vision américaine du document à l'ambassadeur, il souhaitait échanger avec M. Macmillan lui-même au vu du poids du sujet. John F. Kennedy était inquiet de l'effet de la nouvelle stratégie britannique sur l'OTAN et sur Berlin, et avait peur qu'elle soit mal interprétée par le Kremlin et par les autres alliés de l'OTAN. Premièrement, il reprochait au MoD d'avoir totalement oublié de mentionner l'augmentation du renforcement militaire à Berlin, alors qu'il fallait justement s'ancrer dans une démonstration de force vis-à-vis de M. Khrouchtchev. De plus, si le Royaume-Uni mettait en place un renforcement de ses forces armées à Berlin, d'autres pays de l'OTAN pourraient suivre son exemple.

Deuxièmement, le mémorandum britannique ne traitait pas spécifiquement des questions de stratégie de l'OTAN et notamment des politiques de renforcement des forces conventionnelles, ce qui pourrait porter préjudice aux résultats des futures discussions stratégiques au sein de l'organisation.

Troisièmement, le reproche principal portait sur la déclaration explicite que le Royaume-Uni maintiendrait sa force stratégique indépendante nucléaire :

⁵⁹⁵ *Ibid.*, p. 61.

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 58.

Finally I must express special concern about the explicit statement that the United Kingdom will « continue to maintain throughout the 1960's its independent strategic nuclear deterrent⁵⁹⁷».

Cette mention posait problème aux américains car une réévaluation de la politique nucléaire de l'OTAN était actuellement en cours dans le but de donner une part de participation aux alliés conventionnels dans les questions nucléaires, afin de les dissuader de vouloir obtenir des capacités nucléaires indépendantes.

Enfin, le futur de l'Allemagne était une grande source d'inquiétude pour John F. Kennedy, qui se permettait d'en faire part à Harold Macmillan de par la grande coopération de leurs deux pays :

I could not raise a matter of this sort in this way with another man - at the head of any other country - and I am sure you know that I do so only because we can both be so confident of our continuing partnership⁵⁹⁸.

En réponse aux critiques du président américain, le gouvernement de Londres fit remarquer que le papier blanc sur la défense faisait référence à une contribution nucléaire du Royaume-Uni à la dissuasion occidentale, et non à une dissuasion nationale (« The White Paper does not refer to an independent British deterrent, but does speak of a British contribution to the Western deterrent⁵⁹⁹.»).

La mauvaise réception du papier blanc sur la défense par Washington donna lieu à une certaine remise en question par le gouvernement britannique de l'entente entre les deux pays. Le 19 février, le MoD écrivit au premier ministre à propos des commentaires de John F. Kennedy :

It would be wrong to gloss over the undoubted divergencies that exist between British and American thinking on defence policy. From over-emphasis on strategic deterrence under the Republican Administrations, the present Administration has in our view swung too much the other way and is now over-emphasising the role of conventional forces. We do not believe that the nuclear dilemma can be avoided by great increases in conventional armies⁶⁰⁰.

De la même manière, M. Ormsby-Gore expliqua le 20 février que ce qui inquiétait véritablement John F. Kennedy dans le Livre Blanc n'était le fait que le document constituait

⁵⁹⁷ *Ibid.*, p. 52.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁵⁹⁹ *Ibid.*, p. 44.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, p. 39.

une nouvelle politique de défense, masi plutôt que c'était une continuation de la politique précédente. Cette stratégie n'aurait pas été élaborée en considérant l'état actuel du monde, en particulier les menaces soviétiques sur l'Ouest de Berlin (« It is fundamentally this business-as-usual approach to our defence problems that the President, McNamara and Rusk find disturbing at the present time⁶⁰¹. »).

A propos des projets américains d'une force nucléaire otanienne, Harold Macmillan transmis son scepticisme à John F. Kennedy le 25 février :

I must tell you that although I have followed the discussion going on in NATO about nuclear policy, I frankly do not myself see at the moment how it will be possible to devise a «NATO» deterrent. All this argument comes back to the question of command and veto over the use of nuclear weapons⁶⁰².

Le scepticisme du premier ministre britannique s'étendait également à l'hypothèse selon laquelle l'existence d'une capacité nucléaire indépendante au Royaume-Uni encouragerait la France et l'Allemagne à construire la leur. Selon lui, la véritable solution serait le désarmement : « The cure - the only cure - of the world's disease is disarmament⁶⁰³. ».

3. Le début des doutes vis-à-vis de Skybolt.

Pour revenir au programme américain de missiles Skybolt, le MoD déclara au Premier ministre britannique le 19 février qu'il serait préférable de repousser la décision à propos du programme nucléaire successeur de Skybolt. La cause principale de ce report serait liée à l'attente des résultats du programme américain :

There were some references to strategic deterrent policy at the Defence Committee on January 15th, and I think we were all agreed on the desirability of postponing for as long as possible a decision about a further generation of strategic nuclear weapons after SKYBOLT. [...] As regards a successor system, I remain of my previous opinion that no decision on this can or should be taken until we can assess the operational possibilities of Skybolt⁶⁰⁴.

⁶⁰¹ *Ibid.*, p. 31.

⁶⁰² Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 121-122.

⁶⁰³ Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 6-7.

⁶⁰⁴ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 121-122.

4. La réévaluation du nombre de villes cibles.

De plus, à ce moment-là, le Ministère de la défense faisait face à une réduction de ses moyens financiers, liée aux problèmes économiques en Grande-Bretagne. Il fut décidé que si des raisons financières poussaient le MoD à devoir choisir entre d'un côté des réductions d'effectifs et d'équipement militaire de première nécessité ou de l'autre côté, une réduction des niveaux actuels de cibles nucléaires, il faudrait choisir la seconde option.

C'est pourquoi le MoD demanda à Harold Macmillan s'il était acceptable politiquement de réduire de quarante villes cibles à seulement dix villes⁶⁰⁵.

Le Ministère confia d'ailleurs au BNDSG la tâche d'étudier les conséquences de la capacité de la force nucléaire stratégique britannique à détruire environ cinquante pour cent d'une sélection de dix villes situées en Union Soviétique à travers les années 1960. L'étude porta également sur l'éventuelle évolution du rôle de la V-bomber force dans les années 1960. Enfin, le BNDSG dut imaginer les avantages politico-militaires du maintien d'une contribution indépendante britannique à la dissuasion nucléaire stratégique de l'Occident à travers les années 1970⁶⁰⁶.

Même si la V-bomber force avait à ce moment-là la capacité de détruire cinquante pour cent de quarante villes russes⁶⁰⁷, la question n'était de déterminer si la destruction de cinquante pour cent de dix villes constituait une dissuasion suffisante contre des attaques de l'URSS sur les intérêts vitaux britanniques. En réalité, il s'agissait pour le BNDSG de déterminer si une telle force serait acceptée par les États-Unis comme une contribution suffisante à la dissuasion occidentale⁶⁰⁸(« In fact, our policy is not to have an independent deterrent in this sense, but to make an independent contribution to the Western deterrent⁶⁰⁹.»)

M. Brook, le secrétaire du Cabinet, ajouta le 26 février qu'à cause des particularités géographiques qui étaient propres au Royaume-Uni, la V-bomber force pourrait mener près de soixante pour cent d'une première vague d'une attaque nucléaire aérienne contre l'Union Soviétique en cas de conflit ouvert. Or, une fois le développement des missiles IRBM atteint, cette position géographique ne serait plus un avantage et les États-Unis seraient suffisamment

⁶⁰⁵ *Ibid.*, pp. 121-122.

⁶⁰⁶ *Ibid.*, p. 119.

⁶⁰⁷ *Ibid.*, p. 113.

⁶⁰⁸ *Ibid.*, p. 114.

⁶⁰⁹ *Ibid.*, p. 117.

puissants seuls nucléairement pour maintenir l'équilibre de dissuasion. Donc, si le Royaume-Uni décidait d'un maintien de sa capacité nucléaire dans années 1970 après que V-bomber force ne soit plus efficace, les coûts à supporter seraient immenses⁶¹⁰. C'est-à-dire que les coûts estimés pour maintenir une force nucléaire stratégique jusqu'en 1980 avec la même capacité qu'en 1962 dépasseraient les mille millions de livres britanniques.

La question du futur de la dissuasion nucléaire britannique dans les années 1970 était considérée comme extrêmement complexe à résoudre, comme l'écrivit M. de Zulueta le 27 février à M. Bligh. Selon M. Brook, la possession d'une force nucléaire britannique ne rendrait pas forcément la dissuasion occidentale plus efficace, cela dépendrait en fait de son organisation :

For example, if we had even three Polaris nuclear submarines or a very limited number of «hardened» underground missile sites, we might contribute quite substantially to the «second strike» capacity of the West. But of course a force of bombers will be useless. [...] Even this may be too expensive but if we do not have our own contribution to the deterrent we shall either be completely dependent on the Americans or have to join in some European scheme (or accept that Europe is more independently protected than we are)⁶¹¹.

Le 7 mars, il fut anticipé que les capacités de la V-Bomber force seraient réduites avec la montée en puissances des mesures anti-aériennes dans le monde. Pour autant, les projets de missiles Skybolt et Blue Steel devaient étendre la vie des V-bombers⁶¹². Ainsi, le premier ministre Harold Macmillan demanda s'il était nécessaire d'informer le gouvernement américain des changements dans les objectifs de la force de dissuasion britannique, ce à quoi le Ministre de la Défense répondit par la négative⁶¹³.

Peu après, le 29 avril 1962, au cours d'une rencontre à l'ambassade britannique à Washington, le premier ministre demanda aux experts de son gouvernement si l'existence de la force de dissuasion britannique continuerait d'avoir du sens étant donné l'augmentation des capacités nucléaires américaines et soviétiques. A ceci, M. McNamara répondit que du fait du renforcement de la puissance nucléaire soviétique, la force de dissuasion occidentale deviendrait certainement efficace sur une gamme plus étroite d'agressions potentielles que

⁶¹⁰ *Ibid.*, p. 115.

⁶¹¹ *Ibid.*, p. 112.

⁶¹² *Ibid.*, p. 109.

⁶¹³ *Ibid.*, p. 104.

jusqu'à présent. Il ajouta que c'était exactement pour cette raison que l'administration Kennedy souhaitait renforcer les forces conventionnelles.

Le premier ministre rappela que si la question de Berlin n'était toujours pas réglée, il y avait toujours un risque d'action militaire soviétique existant. L'initiation d'une guerre atomique aurait effectivement des conséquences désastreuses :

A recent study in the possible casualties in a nuclear exchange showed that something like 75 million people might be killed in the United States, 115 million in Western Europe and 100 million in the Soviet Union⁶¹⁴.

C'était donc dans l'objectif d'augmenter la puissance de la seconde frappe nucléaire que l'administration Kennedy avait augmenté ses dépenses dans le domaine nucléaire :

In order to increase this American second strike capability nuclear reserve power, the Kennedy Administration were spending four billion over two years in increasing the nuclear and especially the second strike capacity⁶¹⁵.

Plus tard dans l'année, le 4 juin, il fut considéré par Philip de Zulueta que les réductions prévues pour la capacité nucléaire britannique n'étaient pas judicieuses politiquement. En effet, ces réductions arrivèrent au même moment que les négociations du Royaume-Uni avec le groupement européen, ce qui voulait dire que le pays allait devoir aborder les thématiques de défense avec le gouvernement français et les autres partenaires européens. De ce fait, il souhaitait repousser ces réductions drastiques d'au moins un semestre, afin de pouvoir attendre les résultats des négociations européennes⁶¹⁶.

5. Les précisions à propos de l'achat de missiles Skybolt.

Au cours de l'été 1962, et plus précisément le 5 juin, des discussions eurent lieu au sein du Ministère de la défense du Royaume-Uni à propos du développement et de la production de têtes nucléaires nationales pour équiper les futurs missiles Skybolt. Ces échanges se tinrent sur la base d'un maintien de la contribution britannique à la dissuasion nucléaire stratégique de l'Ouest, par les V-bombers équipés de Skybolt. Le projet initial était d'acheter cent-soixante-dix missiles Skybolt aux États-Unis, et de fabriquer cent-cinquante-huit têtes nucléaires pour ceux-ci.

⁶¹⁴ *Ibid.*, pp. 92-95.

⁶¹⁵ *Ibid.*, pp. 92-95.

⁶¹⁶ *Ibid.*, p. 91.

Les personnels du Ministère de l'Air⁶¹⁷ avaient accepté avec beaucoup de réticence de réduire ce nombre à cent-vingt-huit Skybolt et cent-douze têtes nucléaires.

Cependant, le MoD avait proposé une réduction supplémentaire, pour des raisons économiques. C'est-à-dire cent Skybolt américains et quatre-vingt-dix têtes nucléaires britanniques.

Le secrétaire principal du Ministère des Finances pensait de son côté que soixante-dix Skybolt et soixante têtes nucléaires suffiraient. Or, le secrétaire d'État au Ministère de l'Air s'y opposa, avançant que tout projet inférieur à cent-vingt-huit Skybolt et cent-dix-huit têtes nucléaires nuirait à la confiance du *Bomber Command* et des alliés américains, et en conséquence, cela porterait préjudice à la crédibilité de la dissuasion.

Des propositions furent également émises par le MoD à propos des stocks de matériau fissile, nécessaire à la production de têtes nucléaires, sans pour autant aboutir car elles affectaient le travail de l'AEA.

En somme, les propositions du MoD permettraient une économie d'environ cent millions de livres sterling. Ces économies restaient une estimation, car de nombreuses incertitudes rentraient en jeu, comme le coût actuel des missiles Skybolt une fois développés par les États-Unis. Il fut conclu que les propositions du MoD devraient être adoptées pour des raisons économiques⁶¹⁸.

⁶¹⁷ « The Air Staff ».

⁶¹⁸ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 87-90.

TOP SECRET
ATOMIC

PRIME MINISTER

The Nuclear Warhead Programme

The two papers by the Minister of Defence and the Secretary of State for Air below are to be taken at Defence Committee on Monday. A full brief will be provided.

Quite shortly, the position is as follows.

Total Cost up to 1972/3

	£ million
Original programme: { 170 missiles 158 warheads }	253.1
Secretary of State for Air: { 128 missiles 112 warheads Red Beard }	205.5
Minister of Defence: { 100 missiles 90 warheads }	177.2
Chief Secretary: { 70 missiles 60 warheads }	162.2

Savings from 1964-67

The cash savings to the forecast Defence Budget in the years in question are set out in the little table below:-

	1964/5 £m.	1965/6 £m.	1966/7 £m.
Chief Secretary	1.8	25.7	17.8
Minister of Defence	1.8	21.8	16.3
S/S for Air	0.4	17.6	2.8

The Secretary of State for Air's figures include Red Beard.

The Basic Difference of Policy

In substance, the Secretary of State for Air wants:

- (a) firm planning approval for a Vulcan front line of 72; and

— Le programme nucléaire britannique pour les années 1970⁶¹⁹.

⁶¹⁹ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 84-85.

Une des causes des désaccords entre les différents Ministères était la suivante :

It might be an over-simplification to say so, but one way of describing this difference of policy is to say that the Secretary for Air wants the capacity to produce an effective continuous airborne alert, whereas the Minister of Defence does not think this practicable⁶²⁰.

6. Les essais initiaux des missiles Skybolt.

Le 6 novembre 1962, le Ministre des Affaires Étrangères Philip de Zulueta informa le Premier ministre Harold Macmillan que les essais de Skybolt allaient débiter le 8 novembre :

I am told that the test of SKYBOLT may take place on Thursday, November 8, and therefore the President may perhaps telephone to you. It is possible that the test will go wrong and that the President will say that the Americans want to abandon SKYBOLT. If he does say this the Ministry of Defence hopes that you will try to persuade him by pointing out that tests often go wrong and emphasising the importance of SKYBOLT for us. If the Americans persist in deciding to abandon SKYBOLT, we shall have to consider very urgently what to do⁶²¹.

Il le prévint que ces premiers essais pourraient se solder par un échec, et que dans ce cas, il devrait utiliser son influence sur le président Kennedy pour le convaincre de conduire une nouvelle série d'essais, car la dissuasion nucléaire britannique était désormais dépendante du succès de Skybolt.

Le 7 novembre, le gouvernement américain fit savoir au Ministère de la défense britannique dans un document classé « UK EYES ONLY » qu'en cas d'échec de l'essai de Skybolt, une consultation aurait lieu entre leurs deux gouvernements (« As a result we gather that no decision to cancel is likely to be made without prior and full consultation with U.K.⁶²² »).

Le lendemain, le 8 novembre, le secrétaire d'État à la Défense Peter Thorneycroft écrivit au secrétaire aux affaires étrangères à propos de rumeurs d'annulation du programme Skybolt. Selon lui, les Américains pourraient annuler ce programme pour des raisons budgétaires et pour cause d'incidents techniques. Lorsque M. Thorneycroft était en visite aux États-Unis en septembre de la même année, il avait largement insisté dans ses discussions avec son homologue américain M. McNamara sur le fait qu'une annulation de ce programme constituerait une catastrophe pour le Royaume-Uni. Effectivement, une éventuelle annulation

⁶²⁰ *Ibid.*, pp. 84-85.

⁶²¹ *Ibid.*, p. 71.

⁶²² *Ibid.*, p. 70.

aurait des répercussions profondes sur les relations anglo-américaines, et ce, dans tous les domaines (« It would certainly provoke a first-class political crisis in this century⁶²³. »).

Un peu plus tard, l'ambassadeur M. Ormsby-Gore rendit compte au *Foreign Office* à Londres de sa conversation avec M. McNamara le 9 novembre à propos du futur de Skybolt. Selon lui, le Ministre de la Défense américain était actuellement en train d'effectuer une véritable révision du budget la défense pour l'année fiscale 1964 et tous les systèmes d'armes étaient donc passés en revue. Ces réévaluations au sein du Ministère de la Défense américain généra une grande inquiétude au Royaume-Uni par rapport à des éventuels changements dans le programme Skybolt.

De plus, le budget prévu pour le développement de Skybolt avait grandement évolué. Les estimations originelles, qui concernaient à la fois les coûts relatifs à la recherche et au développement de Skybolt, équivalaient à deux-cent millions de dollars. Or, ces coûts étaient montés à près de trois-cent-soixante-treize millions de dollars, augmentant donc le coût de production de ces missiles d'entre un virgule soixante-quinze et deux milliards de dollars.

Robert McNamara affirma qu'aucune décision n'avait été prise pour le moment, en reconnaissant complètement que les États-Unis avaient une obligation morale de fournir ces missiles au Royaume-Uni. A ceci, l'ambassadeur britannique aux États-Unis lui rappela les conséquences que pourraient avoir un tel abandon :

I said I was sure he would realize that a decision to abandon the Skybolt programme would be a political dynamite. [...] As a result, we had abandoned Blue Streak as a weapon, we had planned the modifications needed for our bombers and we were developing special nuclear warheads for Skybolt⁶²⁴.

En effet, le Royaume-Uni ne possédait pas de vecteurs nucléaires alternatifs à ses V-bombers, contrairement aux États-Unis. Si les États-Unis décidaient d'abandonner le programme Skybolt, une majeure partie de la politique de défense du Royaume-Uni serait laissée en ruines. Le MoD estima même qu'il n'y aurait aucun moyen pour le Royaume-Uni d'obtenir par ses propres moyens une force de dissuasion indépendante et crédible de 1965 à 1966 et de 1969 à 1970 si les États-Unis refusaient de doter le pays de missiles Skybolt⁶²⁵.

⁶²³ *Ibid.*, p. 69.

⁶²⁴ *Ibid.*, pp. 64-68.

⁶²⁵ *Ibid.*, p. 58.

Au sein du gouvernement britannique, certains pensèrent d'ailleurs que ces rumeurs d'abandon du développement de Skybolt était une manière pour les États-Unis de faire pression sur le Royaume-Uni afin qu'il abandonne ses ambitions d'un programme nucléaire indépendant.

Robert McNamara informa le gouvernement britannique de deux alternatives possibles à l'abandon de Skybolt. Premièrement, le Royaume-Uni pourrait mener ce projet nationalement, avec l'aide de la recherche des scientifiques américains, comme prévu dans l'accord initial. Deuxièmement, les États-Unis pourraient fournir un missile alternatif tel que l'était Hound Dog. Troisièmement, un système de missile différent pourrait être acheté par le gouvernement britannique, à l'image des systèmes Minuteman ou Polaris⁶²⁶.

Si Philip de Zulueta apprit le 15 novembre qu'il valait mieux éviter de parier sur une de ces alternatives, son Premier ministre, lui, s'intéressait de plus en plus aux nouvelles générations de sous-marins et de missiles Polaris⁶²⁷.

Le 8 novembre, les États-Unis avaient en fait proposé l'alternative suivante au Royaume-Uni :

(c) offer to supply the United Kingdom with missiles such as MINUTEMAN or POLARIS, without political strings (this last point was made clear in a telephone conversation with the Minister of Defence on 9th November, 1962)⁶²⁸.

7. L'échec des essais des missiles Skybolt.

A la fin du mois de novembre 1962, quelque temps avant le Sommet de Nassau prévu en décembre, l'ambassadeur Ormsby-Gore fit savoir au Ministère britannique des Affaires Étrangères que les premiers essais de Skybolt avaient totalement échoué : « the trial was a complete failure⁶²⁹ ».

⁶²⁶ *Ibid.*, pp. 64-68.

⁶²⁷ *Ibid.*, p. 54.

⁶²⁸ *Ibid.*

⁶²⁹ *Ibid.*, p. 49.

Subject file P. 1000

PRIME MINISTER'S 47
PERSONAL MINUTE
SERIAL No. *M. 326/62*

Confidential

MINISTER OF DEFENCE

I think Ambassador Gore made a mistake in talking to McNamara about the so-called failure of Skybolt. It seems odd that if this failure was so dramatic, the Secretary of Defence had not heard of it. Could it not be that just one of the tests had gone wrong? After all, nearly all the American rockets have gone wrong at times. Ought they to take this so tragically?

I am sending a copy of this minute to the Foreign Secretary.

HAROLD MACMILLAN

December 5, 1962

—Réponse d'Harold Macmillan au MoD le 5 décembre à propos de l'échec des essais de Skybolt⁶³⁰.

7. Les alternatives à Skybolt.

Alors que les rumeurs d'un abandon du développement du missile Skybolt se faisaient davantage entendre, le gouvernement tentait d'anticiper des alternatives à ce programme afin de ne pas laisser sa force de dissuasion nucléaire démunie. Dès le 7 décembre, certains

⁶³⁰ *Ibid.*, p. 47

membres du gouvernement prônaient qu'il serait plus avantageux financièrement d'obtenir des missiles Polaris des Américains plutôt que de reprendre le programme Skybolt nationalement⁶³¹.

Or, les britanniques étudièrent tout de même la possibilité de continuer le projet sur le territoire du Royaume-Uni. En effet, dans l'accord Skybolt, une clause donnait le droit au Royaume-Uni de continuer le projet en cas d'abandon de celui-ci par les États-Unis :

Should the US Government decide not to proceed with the project at any time before the UK's requirements have been met, and should the UK wish to continue with the project at its expense, the Department of the Air Force will furnish [...] full details over the progress achieved⁶³².

Une des voix dissidentes à cette alternative était le Ministre de la Défense lui-même, M. Thorneycroft, qui jugeait la reprise du projet bien trop coûteuse, et que même si le Royaume-Uni en avait les moyens, le projet aurait accumulé trop de retard, dans un monde où les capacités techniques des missiles étaient en évolution constante et très rapide.

Le Ministre ajouta que le missile à lancement aérien Hound Dog et la fusée lancée depuis le sol Minuteman ne conviendraient pas aux attentes du gouvernement britannique. Puisque Skybolt serait bientôt annulé, la seule alternative efficace aurait été une force composée de sous-marins avec un système d'armement Polaris. Grâce à ce système, la crédibilité de la dissuasion de la V-bomber force, équipée des missiles Blue Steel, disparaîtrait entre 1965 et 1966. Seulement, il y aurait une lacune dans la dissuasion britannique entre 1965 ou 1966 et 1974, le temps que le renouvellement des capacités nucléaires soit opéré. Afin de combler ce manque, le MoD proposa aux États-Unis de leur emprunter de manière temporaire deux ou trois sous-marins Polaris⁶³³.

Cette proposition du gouvernement britannique fut résumée dans le projet de déclaration suivant :

DRAFT STATEMENT ABOUT SKYBOLT

The President and the Prime Minister therefore agreed that the United States would be in principle ready to offer and the United Kingdom to take a number of POLARIS type missiles to be installed in nuclear-powered submarine of British construction, and armed with British nuclear warheads. In the event that an adequate number of British nuclear-powered submarines

⁶³¹ *Ibid.*, pp. 44-45.

⁶³² *Ibid.*, p. 46.

⁶³³ *Ibid.*, p. 38.

could not be constructed soon enough to compensate for the reduced effectiveness of the V Bomber force armed with British built ballistic missiles, the President and the Prime Minister further agreed that the US would in principle consider lending and the UK would consider borrowing up to three US POLARIS type submarines and their missiles, complete except for warheads, for the period of a few years in the late 1960's during which time a gap in the power of the British deterrent might appear⁶³⁴.

Dans ce travail d'anticipation, la participation du chef d'État-Major de la Marine britannique, c'est-à-dire le *First Lord of the Admiralty*, permis de décrire au Cabinet de manière très précise l'éventuelle construction d'une force de sous-marins nucléaires Polaris au Royaume-Uni.

D'une part, le Royaume-Uni pourrait se procurer quatre sous-marins équipés de seize missiles chacun, qui pourraient être opérationnels d'ici 1968 ou 1970. Ceci permettrait au Royaume-Uni d'avoir à sa disposition une force de dissuasion complète d'ici 1969. Ce projet coûterait environ deux-cent-vingt millions de livres britanniques sur une période de sept ans, sans compter les coûts de recherche et de développement des têtes nucléaires britanniques.

D'autre part, la force britannique pourrait être composée de sept sous-marins équipés de chacun huit missiles, dans le but d'être opérationnelle d'ici onze ans, ce qui permettrait une dissuasion nucléaire totale durant l'année 1971. Le coût total estimé serait de deux-cent-quatre-vingt-dix millions de livres.

Les télégrammes envoyés par le *First Lord of the Admiralty* ne firent cependant pas mention d'un arrangement pour l'emprunt de sous-marins américains pour combler le, vide de la dissuasion britannique à la fin de la décennie.

Cependant, le chef d'État-Major de la Marine britannique mis en garde le Premier ministre que les États-Unis pourraient éventuellement revenir sur leur parole avant que le Royaume-Uni n'obtienne sa force nucléaire Polaris :

Coupled with insistence on the need to improve the effectiveness, which would be taken to mean the size, of our conventional forces in Europe, there was at least a possible risk that, before the time came when we were ready to accept POLARIS missiles for our submarines, the United States Administration would make use of alleged shortcomings in our policy towards the North Atlantic Alliance as an excuse for defaulting on their offer⁶³⁵.

⁶³⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁶³⁵ Macmillan's Cabinet. (21 December 1962). *Cabinet Conclusion 1. Bahamas Meeting*. (CAB 128 36 cc 62 76 76), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5.

Toutefois, les spéculations autour du futur de Skybolt continuèrent au sein du gouvernement britannique, si bien que le 10 décembre, le Ministère des Affaires Étrangères firent une demande particulière à l'ambassade du Royaume-Uni à Washington. Étant donné que des nouvelles estimations du budget de la défense des États-Unis seraient publiées en janvier, il serait probablement possible d'en savoir plus sur Skybolt à travers ce document. Le Ministère demanda alors à l'ambassade de l'informer en cas de divulgation de ce document :

We assume that the figures in the US defence budget will reveal whatever is decided about Skybolt. Although these figures may not be officially published until January, they will presumably be circulated widely to officials in Washington before publication, with greatly increased risk of leaks. Please telegraph earliest date at which this is likely to happen.

—Message du *Foreign Office* à l'ambassade à Washington le 10 décembre 1962⁶³⁶.

En réalité, la vente de missiles Skybolt des États-Unis au Royaume-Uni reposait sur un accord en principe entre M. Macmillan et M. Eisenhower en date du 29 mars 1960. Le président américain avait alors accepté de vendre ces missiles, sans leurs têtes nucléaires, en cas de succès de leur développement. Seulement, alors que le futur de Skybolt était en jeu sous une nouvelle administration américaine, on retrouva des signes de malentendus quant à la possession des missiles dans un mémorandum du gouvernement américain :

There would be no conditions as to their use other than those usually attaching to the supply of American weapons. [...] the Prime Minister interpreted this as meaning that the missiles would be completely under our control⁶³⁷.

Le 20 juin 1960, le Ministre de la Défense britannique avait rédigé un mémorandum à propos du développement de Skybolt en accord avec le Secrétaire de la défense américain de l'époque M. Gates, après sa visite récente à Washington. Ce mémorandum stipula que le Royaume-Uni commanderait environ une centaine de missiles Skybolt aux États-Unis :

Mr. Watkinson states that if the missile is successfully developed and is compatible with Mark II V-Bombers Her Majesty's Government intend to place an order with the United States Government for about one hundred missiles and their associated equipment⁶³⁸.

⁶³⁶ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 30.

⁶³⁷ *Ibid.*, p. 24.

⁶³⁸ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Cabinet Memorandum, Skybolt, Note by the Minister of Defence*. (CAB 129 101 c 97), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1-2.

L'échec de l'essai de Skybolt le 29 novembre fut décrit de la manière suivante : « The missile never took up a proper trajectory and after a few seconds of flight began to topple⁶³⁹. ».

Le 11 décembre 1962, le Ministère des Affaires Étrangères compris dans des messages échangés avec M. McNamara que le gouvernement américain arrivait à la conclusion que le programme Skybolt devait être abandonné. Des alternatives furent proposées de nouveau au Royaume-Uni telles que la continuation du programme nationalement ou l'adaptation des missiles Hound Dog aux vecteurs aériens britanniques. Or, cette fois, une nouvelle alternative fut mentionnée par les États-Unis, c'est-à-dire que les forces britanniques pourraient participer dans une force maritime MRBM sous équipage et contrôle multilatéral⁶⁴⁰.

Conclusion

En conclusion, au second semestre de l'année 1962, une multitude de discussions et de réunions eurent lieu au sein du gouvernement britannique sur le futur de la dissuasion nucléaire stratégique indépendante britannique. Les rumeurs d'un abandon de Skybolt mirent en péril toute la nouvelle stratégie de défense du Royaume-Uni ainsi que sa relation avec le gouvernement américain.

Effectivement, composer une force de dissuasion nucléaire de manière nationale posait de nombreux problèmes au gouvernement britannique du fait de la complexité de la tâche. En réalité, une force nucléaire se composait d'abord du vecteur nucléaire, en d'autres termes d'un lanceur aérien, terrestre ou sous-marin. Une telle force était également formée par le tandem entre les missiles, tels que Skybolt, Polaris ou encore Blue Steel, et des têtes nucléaires, qui dans ce cas étaient toujours fabriquées par le Royaume-Uni.

De ce fait, le gouvernement britannique ne pouvait pas assurer tous les coûts de construction d'une force nucléaire indépendante, et avait donc besoin de s'appuyer sur l'aide des États-Unis pour certains composants de son arme atomique, en l'occurrence les missiles. Cette dépendance était donc la raison pour laquelle une annulation par les États-Unis de leur programme de développement des missiles Skybolt aurait donc des conséquences véritablement cataclysmiques pour la défense du Royaume-Uni.

⁶³⁹ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 24, voir Annexe 5.

⁶⁴⁰ *Ibid.*, p. 17.

Chapitre XII. Les négociations pour la provision de bases sous-marines Polaris en Écosse à destination des forces américaines.

1. La connexion entre l'accord sur Skybolt et sur Holy Loch

Les rumeurs quant à l'annulation du projet Skybolt qui avait été décidé sous l'administration Eisenhower remis la question d'un autre accord anglo-américain imaginé au même moment, celui de la demande américaine d'obtenir des installations pour ses sous-marins en Écosse à Holy Loch. Effectivement, les négociations vis-à-vis de Skybolt et celles quant à la provision de bases américaines à Holy Loch avaient eu lieu en tandem, les deux accords étaient donc en apparence intrinsèquement liés⁶⁴¹.

Effectivement, Philip de Zulueta pris soin de rappeler à son Premier Ministre Harold Macmillan l'existence du lien entre Skybolt et Holy Loch :

Finally I suggest that the Minister of Defence should be quite clear in his own mind about the close connection which existed between the SKYBOLT arrangement and the American facilities at Holy Loch⁶⁴².

2. Les origines de la demande américaine.

Nous retrouvons les prémices du projet d'installer des sous-marins nucléaires américains au Royaume-Uni dès 1958, sous l'administration de Dwight D. Eisenhower. Effectivement, dans une communication adressée au Premier ministre britannique Harold Macmillan en date du 17 juin 1958, l'ensemble du gouvernement britannique considéra qu'il serait possible d'approuver la demande des forces américaines d'être stationnées au Royaume-Uni à partir de la fin de l'année 1960. Ces installations devraient être capables d'accueillir : « a submarine depot ship and a squadron of hunter/killer submarines⁶⁴³. ». De plus, le 9 juillet 1958, le Cabinet britannique établit que les composants de la force américaine devraient être basés

⁶⁴¹ JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017.

⁶⁴² Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 36.

⁶⁴³ Prime Minister's Private Office. (1958-1961). *1958-1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3257), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 18.

soit en Irlande du Nord, soit en Écosse (« The ships and aircraft are likely to be based either in Northern Ireland or in Scotland⁶⁴⁴. »).

Enfin, dans une réunion restreinte du Comité de défense britannique le 9 décembre 1960, il fut noté qu'un dialogue devait être ouvert avec les États-Unis afin d'établir les modalités des installations dans les eaux écossaises, étant donné que cette demande avait été approuvée par le Cabinet le 10 Juillet 1958⁶⁴⁵.

3. Le contenu de la demande.

Il est important de revenir sur le contenu de la demande américaine au Royaume-Uni de lui fournir ses bases écossaises. Lors d'une réunion du Cabinet britannique le 20 juin 1960, les membres du gouvernement étudièrent une nouvelle fois un mémorandum du Ministère de la Défense à propos de ces bases à destination de sous-marins. Le Royaume-Uni avait alors donné une assurance aux États-Unis de leur fournir un dock pour leurs sous-marins de type Polaris dans les eaux écossaises. Des discussions avaient récemment eu lieu à Washington avec M. Gates, le secrétaire de la défense des États-Unis, qui avait demandé l'autorisation d'envoyer une cale sèche⁶⁴⁶ dans les eaux écossaises dès le début du mois de juillet, ainsi qu'un ravitailleur de sous-marins avant la fin de l'année. Le projet semblait donc être assez urgent pour les États-Unis.

Les sous-marins concernés étaient ceux de type Polaris, qui étaient considérés comme invulnérables, notamment par leur capacité d'être submersibles jusqu'à deux à trois mois. Le gouvernement britannique nourrissait d'ailleurs un certain espoir d'une participation limitée dans les plans des sous-marins Polaris américains.

Selon le gouvernement américain, de telles installations sous-marines en Écosse augmenterait l'efficacité de sa force à hauteur de trente pour cents.

Dès 1960, le projet apporta certaines complications politiques et de défense pour le Royaume-Uni, qui avait une préférence pour la mise en place d'un projet conjoint, afin de pouvoir le justifier à l'opinion publique. Ceci serait possible si par exemple les États-Unis donnaient au Royaume-Uni la possibilité d'acquérir ou de construire certains des sous-marins Polaris, pour ensuite partager les installations en eaux écossaises. Le gouvernement d'Harold

⁶⁴⁴ *Ibid.*, p. 17.

⁶⁴⁵ *Ibid.*, p. 16.

⁶⁴⁶ Dans le texte : « dry dock ».

Macmillan semblait donc vouloir à tout prix éviter de décrire les futures installations à Holy Loch comme faisant partie d'une base militaire américaine en Europe :

Public opinion is getting restive about U.S. nuclear forces in U.K. [...] But U.K./U.S. must work together. We can't stand alone. [...] Avoid use of word « base⁶⁴⁷».

D'autre part, le projet devait être étudié attentivement afin d'établir son lien avec le projet d'une force MRBM otanienne :

In this connexion it would be necessary to consider carefully the relation of any United Kingdom POLARIS missiles to the Medium Range Ballistic Missile scheme would be deployed in Europe as part of the forces of the North Atlantic Alliance (the NATO M.R.B.M. project⁶⁴⁸).

La question du contrôle des futurs sous-marins Polaris opérant depuis les eaux écossaises souleva également des difficultés. Il fut imaginé qu'un accord soit trouvé si les sous-marins étaient placés sous le commandement de SACLANT⁶⁴⁹. Mais cette idée ne correspondait pourtant pas à la proposition américaine d'une force otanienne MRBM sous le commandement du SACEUR. Seulement, aucune certitude n'avait été faite sur l'acceptation du projet de force otanienne MRBM dans l'OTAN.

D'ailleurs, il n'était pas possible financièrement pour le Royaume-Uni de s'engager à la fois dans le programme Polaris et dans le programme Skybolt.

4. Le choix du lieu.

Quant au lieu choisi pour une éventuelle installation des forces américaines, la première préférence des États-Unis était Gareloch, du fait de sa proximité avec l'aéroport de Prestwick. Or, le gouvernement britannique jugea que l'opinion publique serait critique vis-à-vis de cette localisation car il s'agissait d'une zone fortement peuplée⁶⁵⁰ :

Depot ship: 85° north. Return flight from Prestwick. This makes Gareloch attractive to them. They like it too, because near to facilities & amenities of Glasgow. Awkward for us- v. near to v. large centre of population⁶⁵¹.

⁶⁴⁷ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook: 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K.*. (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁶⁴⁸ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Conclusions of a Meeting of the Cabinet held in the Prime Minister's Room* (CAB 128 34 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4.

⁶⁴⁹ SACLANT : *Supreme Allied Commander Atlantic*.

⁶⁵⁰ *Ibid.*, p. 5.

⁶⁵¹ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook: 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K.*. (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

Une autre possibilité évoquée était le Loch Linnhe, situé près de Fort William⁶⁵².

Plus tard, le gouvernement britannique exigea des États-Unis qu'ils proposent une option au Royaume-Uni d'acheter des sous-marins Polaris, ce à quoi les américains répondirent qu'ils avaient préféré associer le projet à celui du Conseil de l'Atlantique Nord pour le déploiement de forces MRBM en Europe. Cette annonce fut mal accueillie par le gouvernement d'Harold Macmillan : « It would be preferable to omit any reference to the option from the proposed agreement to provide any facilities for the United States submarines in Scotland⁶⁵³. ». Le premier ministre comprit donc que dans le contexte actuel, il serait mieux de ne pas contraindre le gouvernement américain à vendre des sous-marins Polaris au Royaume-Uni, préférant faire confiance à la *Special Relationship* : «As with all nuclear weapons, we could rely on the co-operation of the United States as a matter of good faith between allies⁶⁵⁴. ».

A ce moment-là, la US Navy fit parvenir au Ministère de la Défense britannique sa préférence pour une base de sous-marins près de la zone de Clyde. Une fois de plus cette localisation était située près d'un grand centre de population et serait l'objet de controverses, mais certains membres du gouvernement britannique souhaitaient accepter la proposition tout de même.

Harold Macmillan comptait également inclure dans un accord à propos des bases écossaises une provision selon laquelle en cas d'urgence, le président américain le consulterait, ainsi que les autres alliés, sur l'utilisation des missiles Polaris et sur l'usage des armes nucléaires de manière générale.

En conclusion des débats au sein du Cabinet, il fut décidé qu'il serait préférable que la déclaration publique quant aux bases écossaises n'indique pas le fait qu'une consultation des américains ne soit pas garantie en cas d'urgence. De plus, il fut décidé que le choix de l'estuaire de Clyde pour les bases militaires serait fortement critiqué par la population. Ensuite, la portée de la satisfaction des accords pour la réception des équipages américains et de leurs familles restait à établir. Enfin, les points financiers de l'accord devraient être similaires à ceux des

⁶⁵² Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Conclusions of a Meeting of the Cabinet held in the Prime Minister's Room* (CAB 128 34 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 5.

⁶⁵³ Macmillan's Cabinet. (15 September 1960). *Conclusions: 1. Battle of Britain: Permanent Memorial; 2. Nuclear Weapons - Polaris; 3. Commonwealth Economic Consultative Council; 4. Distribution of Industry - North British Locomotive Company; 5. South-East Asia Treaty Organisation - Laos; 6. Congo Republic; 7. Middle East - Jordan; 8. United Nations - General Assembly; 9. Council of Europe; 10. International Monetary Fund.* (CAB 128 34 50), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

⁶⁵⁴ *Ibid.*, p. 5.

accords sur les bases de l'USAF au Royaume-Uni. Le gouvernement britannique admis tout de même qu'il serait déjà possible de débiter les préparations relatives à ces bases sous-marines :

It should, however, be possible to proceed with unobtrusive arrangements for the laying of moorings when the United States Government had confirmed their agreement to the use of Holy Loch⁶⁵⁵.

Or, le 20 juin 1960, l'administration de Dwight D. Eisenhower fit comprendre au gouvernement britannique qu'il fallait trouver un accord de manière urgente sur les bases sous-marines en Écosse, du fait des prochaines élections présidentielles américaines. Le président américain de l'époque rappela que ses politiques de défense s'inscrivaient dans la théorie de la diversification de la dissuasion nucléaire, c'est-à-dire qu'elle devait être composée de vecteurs terrestres, aériens et maritimes⁶⁵⁶. De plus, une telle base militaire serait vitale pour la crédibilité de la dissuasion américaine et pourrait faire office de deuxième frappe nucléaire.

De son côté, le Ministère britannique des Affaires Étrangères s'accorda le 9 décembre 1960 sur le fait qu'il serait préférable de retarder tout engagement définitif avec les américains. En réalité, le gouvernement britannique comprit qu'il serait mieux d'attendre le résultat des élections présidentielles aux États-Unis et l'installation de la nouvelle administration⁶⁵⁷.

Plus tard, en 1961, le Premier ministre Harold Macmillan écrivit d'ailleurs au président John F. Kennedy à propos du projet de la base Polaris. En fait, celui-ci proposa une coopération des spécialistes américains et britanniques afin de forger un accord plus rapidement :

In order to save time I think it would be as well if your experts and ours got together to agree the terms of the formal agreement which would be necessary in the case of the Polaris base⁶⁵⁸.

En outre, les États-Unis transmirent une liste détaillée des installations demandées en Écosse pour une projection des forces américaines ou otaniennes. Ces installations militaires à Holy Loch consisteraient principalement en une zone d'accueil pour les sous-marins Polaris, un ravitailleur de sous-marins et une cale sèche⁶⁵⁹.

⁶⁵⁵ *Ibid.*, p. 4.

⁶⁵⁶ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook: 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K.*. (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 1.

⁶⁵⁷ Prime Minister's Private Office. (1958-1961). *1958-1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3257), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 14.

⁶⁵⁸ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 43.

⁶⁵⁹ Prime Minister's Private Office. (1958-1961). *1958-1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3257), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 11-12.

Au début de l'année 1961, c'est-à-dire le 30 janvier, le *Foreign Office* britannique informa le gouvernement de Washington que le Comité de défense du Cabinet considérerait le 1^{er} février trois demandes distinctes des États-Unis pour des installations navales en Écosse. Ces trois demandes furent les suivantes :

- (a) a Fleet communications facility at Thurso ;
- (b) permission to station at Rosyth radar picket destroyers which would form part of the DEFLINE ;
- (c) permission, in time of tension or emergency, to station conventional anti-submarine submarines and a depot ship at Rosneath⁶⁶⁰.

En échange de ces installations, les Ministres britanniques envisageaient de demander aux Américains d'obtenir plus de garanties de la part du gouvernement américain quant à leur engagement dans le programme de missiles Skybolt :

In particular, the Minister of Defence has suggested that we should try to obtain a deeper American commitment to SKYBOLT, in the form of some additional undertaking by the new Administration⁶⁶¹.

Une manière pour demander des garanties supplémentaires vis-à-vis du programme Skybolt pourrait être en lien avec le principe d'interdépendance. En effet, dans une volonté de rendre le Royaume-Uni et les États-Unis interdépendants, il serait possible d'exiger des assurances aux américains par rapport à Skybolt en contrepartie des installations maritimes en Écosse⁶⁶².

Enfin, lors du Sommet de Nassau, il était évident que les représentants britanniques et américains aborderaient le sujet d'Holy Loch. Ainsi, le 19 décembre, Harold Macmillan avait déclaré qu'il ne souhaitait pas revenir sur les accords déjà conclus avec les États-Unis : « The POLARIS depot ship could stay in the Holy Loch, the advanced radar station could operate from Fylingdales⁶⁶³. ».

Seulement, le Premier ministre insista sur le fait qu'il serait impossible pour son pays dans le futur d'encourir tous les risques liés avec le stationnement d'armes atomique sur son

⁶⁶⁰ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁶¹ *Ibid.*

⁶⁶² *Ibid.*, p. 4.

⁶⁶³ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 18.

territoire sans exercer aucun pouvoir nucléaire. C'est-à-dire que la question du contrôle des armes nucléaires américaines était une nouvelle fois invoquée dans ce type de discussions⁶⁶⁴.

Les efforts d'Harold Macmillan pour rendre les capacités nucléaires britanniques interdépendantes de celles des États-Unis n'étaient pas forcément vus d'un bon œil par tous les membres de son gouvernement. Effectivement, certains dénoncèrent ces initiatives nucléaires, surtout dans le domaine des armes stratégiques, considérant que des armes nucléaires tactiques auraient une capacité de destruction suffisante :

P.M. Dangerous tendency to rely increasingly on nuclear weapons. Called tactical because short range: but capable of doing as much damage as a strategic weapon⁶⁶⁵.

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p. 18.

⁶⁶⁵ Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook: 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K.*. (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 3.

Chapitre XIII. Le tumultueux processus des Accords de Nassau, décembre 1962.

1. Les évènements précédant le Sommet de Nassau.

1.1. L'effet du discours d'Ann Arbor de Robert McNamara le 9 juin 1962 sur le Royaume-Uni.

Quelques mois avant l'initiation du Sommet de Nassau, le discours prononcé par le Secrétaire de la Défense américain Robert McNamara à Ann Arbor, dans l'État américain du Michigan, le 9 juin avait eu un effet catastrophique au sein du gouvernement britannique. En effet, dans son discours, qui portait principalement sur les thématiques relatives à la stratégie nucléaire occidentale M. McNamara déclara :

In short, then, limited nuclear capabilities, operating independently, are dangerous, expensive, prone to obsolescence, and lacking in credibility as a deterrent. Clearly, the United States nuclear contribution to the Alliance is neither obsolete nor dispensable⁶⁶⁶.

Les membres du gouvernement britannique interprétèrent ce passage du discours comme une attaque directe à la volonté du Royaume-Uni d'obtenir une force de dissuasion nucléaire nationale. Le dirigeant de l'opposition M. Hugh Gaitskell, c'est-à-dire le *Labour Party*, demanda d'ailleurs au Premier ministre le 26 juin 1962 si ce discours faisait référence au Royaume-Uni (« Is it not perfectly clear that Mr. MacNamara made a very powerful attack upon independent use of nuclear weapons independent of the Western Alliance⁶⁶⁷? »). Ce à quoi le Premier ministre Harold Macmillan répondit en réaffirmant la volonté de son pays d'obtenir une capacité de dissuasion nationale (« I thought - the very strong reasons why it was desirable that we should have and continue to have an independent deterrent⁶⁶⁸. »).

Seulement, comme il fut rapporté le 25 juin dans le journal *The Times*, si le gouvernement d'Harold Macmillan pensait que le discours d'Ann Arbor faisait directement référence aux

⁶⁶⁶ Discours de Robert McNamara le 9 Juin 1962 à Ann Arbor (Michigan) <https://www.airandspaceforces.com/PDF/MagazineArchive/Documents/2011/June%202011/0611keeperfull.pdf>

⁶⁶⁷ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3709), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4.

⁶⁶⁸ *Ibid.*

récents désaccords entre les États-Unis et le Royaume-Uni dans le champ des capacités nucléaires nationales, la Maison Blanche défendait la position inverse :

Mr. Robert McNamara, the Secretary of Defence, yesterday said that he did not refer to Britain last week when he claimed that independently operated nuclear forces were dangerous⁶⁶⁹.

1.2. La question de la France.

La France, une des grandes puissances occidentales de l'époque, faisait d'ailleurs l'objet de nombreuses discussions entre les États-Unis et le Royaume-Uni, notamment sur la portée de son implication dans l'OTAN. L'ambassadeur britannique en France fit d'ailleurs savoir au *Foreign Office* le 23 juin 1962 que les thématiques relatives au nucléaire devraient être abordées avec la France seulement une fois que le Royaume-Uni aurait accédé au marché commun européen (« The French and Americans have now evidently found common ground in saying that all these nuclear matters can best be discussed after the question of our entry into Europe is settled⁶⁷⁰. »).

C'est pourquoi, quelques jours avant l'ouverture du Sommet de Nassau, le Premier ministre Harold Macmillan se rendit une fois de plus à Rambouillet, en France, pour y conduire des entretiens avec le président français Charles de Gaulle, du 15 au 16 décembre 1962⁶⁷¹. Dès le 25 novembre, le Ministre britannique aux Affaires Étrangères avait travaillé avec son premier ministre afin de préparer ces entretiens. Les sujets à évoquer avec Charles de Gaulle dépendaient notamment de l'évolution des négociations d'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun européen. Plus particulièrement, en cas de succès des négociations d'entrée dans la Communauté Économique Européenne, le premier ministre pourrait évoquer le sujet de la coopération nucléaire, ainsi que la crise de Skybolt et surtout son remplacement⁶⁷².

De plus, dès le 26 novembre 1962, Philip de Zulueta avait fait part de l'accord du premier ministre quant à une étude des possibilités d'une coopération franco-anglaise dans le domaine nucléaire :

⁶⁶⁹ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁷⁰ *Ibid.*, p. 12.

⁶⁷¹ CVCE eu https://www.cvce.eu/content/publication/2014/9/30/90656072-8af5-49ae-9230-b34bbb032a15/publishable_fr.pdf

⁶⁷² Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 237.

In addition the Prime Minister agrees that it would be helpful if Sir Burke Trend would discuss with Sir Harold Caccia and Sir Robert Scott the possibilities of Anglo-French nuclear co-operation⁶⁷³.

De ce fait, le gouvernement britannique étudia d'ailleurs de très près les perspectives du programme nucléaire français dans un document nommé « What to do about France ». Harold Macmillan avait donc compris que rien ne pourrait être fait pour arrêter le développement du programme nucléaire français, à part d'attendre l'arrivée d'un autre dirigeant au pouvoir de la République française qui n'aurait pas la même détermination que M. de Gaulle quant à l'enjeu atomique. Cependant, l'existence d'un programme nucléaire français réduirait tout espoir que la France coopère dans un futur programme nucléaire de l'OTAN. Pareillement, les dirigeants soviétiques pourraient être amenés à considérer que les essais nucléaires français constitueraient un point de rupture dans la convention de Genève, créant de ce fait une sérieuse division dans l'Organisation du Traité de l'OTAN.

Les États-Unis imaginèrent même la possibilité de partager une certaine connaissance nucléaire, ou même des têtes nucléaires à la France, ou que le Royaume-Uni le fasse en cas d'accord de la France. Cela pourrait avoir des conséquences positives au sein de l'OTAN, comme un changement dans l'attitude des français ou l'acceptation d'une forme d'autorité opérationnelle conjointe sur la capacité nucléaire française.

Cependant, les alliés anglo-saxons voyaient certains inconvénients à l'existence d'une force nucléaire française, comme l'apparition de difficultés avec les gouvernements chinois et soviétiques ainsi qu'avec les autorités allemandes, et par la suite, une réaction négative de la part de la communauté internationale.

De la même façon, le Royaume-Uni imagina même former une force de dissuasion nucléaire européenne, qui serait sous contrôle franco-anglais. Seulement, il fut conclu que cette alternative ne réglerait pas pour autant le problème lié au nucléaire français car l'existence de cette force ne les empêcherait pas de continuer leurs essais atomique⁶⁷⁴.

D'autant plus, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient conscients que la France de Charles de Gaulle était assez critique de l'OTAN : « He sees in N.A.T.O. manifestations of « Anglo-Saxon domination » which he cannot accept⁶⁷⁵. ».

⁶⁷³ *Ibid.*, p. 236.

⁶⁷⁴ Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 117.

⁶⁷⁵ *Ibid.*, pp. 179-180.

Enfin, l'existence d'une force nucléaire française mettait en péril les probabilités d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires, car même si un accord venait à être conclu, la France ne voudrait pas y adhérer avant d'avoir obtenu ses armes atomiques⁶⁷⁶.

2. L'officialisation de l'abandon du programme Skybolt.

Le Sommet de Nassau fut également l'occasion pour le Royaume-Uni et les États-Unis d'échanger du programme Skybolt, et notamment de son annulation officielle par l'administration de John F. Kennedy. Dès le 21 novembre 1962, Philip de Zulueta informa l'ambassadeur M. Ormsby-Gore de l'abandon de Skybolt :

The PM has told me to write to you to warn you that from what McNamara has so far said to the Minister of Defence here it seems pretty clear that the Americans are not going on with Skybolt⁶⁷⁷.

Or, le 8 décembre, la nouvelle de l'abandon de Skybolt ne semblait pas avoir été annoncée de manière claire aux britanniques, car M. Ormsby-Gore fit savoir à M. Douglas-Home que M. McNamara leur enverrait davantage d'informations à ce sujet au cours de la semaine suivante. L'avis de l'ambassadeur était que le programme Skybolt serait tout de même abandonné (« My impression is that he has found it impossible to recommend the continuation of this program to the President on economic and military grounds⁶⁷⁸. »)

Selon l'ambassadeur, les États-Unis craignaient que le gouvernement britannique comprenne cette annulation comme une manière d'entraver l'indépendance atomique du Royaume-Uni, car les américains s'y opposaient désormais (« Above all they are determined not to be accused of using the technical failure of Skybolt in order to bring pressure upon us to abandon our nuclear independence⁶⁷⁹. »).

En somme, lors de la rencontre entre le président américain et le premier ministre britannique le 21 décembre 1962 à Nassau aux Bahamas, le mémorandum établissant leur accord à propos de l'annulation de Skybolt fut rédigé comme suit :

The President explained that it was no longer expected that this very advanced and complex weapon would be completed within the time scale which was projected when the programme

⁶⁷⁶ *Ibid.*, pp. 179-180.

⁶⁷⁷ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 180-182.

⁶⁷⁸ *Ibid.*, pp. 192-197.

⁶⁷⁹ *Ibid.*, pp. 192-197.

was begun. For this reason, and because of the rising costs and doubts about the eventual value of Skybolt as a weapons system, the President informed the Prime Minister that he had decided to cancel plans for the introduction of the Skybolt missile for use by the USAF⁶⁸⁰.

Toutefois, les États-Unis reconnaissaient l'importance du programme Skybolt pour le Royaume-Uni car l'objectif initial de l'accord de 1960 était d'assister le gouvernement britannique pour qu'il puisse maintenir sa contribution indépendante à la dissuasion nucléaire stratégique du bloc Occidental⁶⁸¹. C'est pourquoi le gouvernement de John F. Kennedy proposa les alternatives mentionnées précédemment.

Enfin, s'il était considéré que la crise Skybolt serait le sujet le plus urgent du Sommet des Bahamas, le lien de l'accord Skybolt avec l'accord sur les installations sous-marines à Holy Loch fut tout de même rappelé :

The PM feels that the President could take the line with Congress that the agreement about Skybolt and the agreement about Holy Loch were really part of the same arrangement and that by lending us the three submarines we would simply be carrying out loyally the spirit of his predecessor's undertaking to an ally⁶⁸².

3. Les réunions à Nassau à propos du désarmement et de l'arrêt des essais atomiques.

D'autre part, le Sommet de Nassau fut l'occasion idéale pour les deux dirigeants anglo-saxons d'échanger une nouvelle fois à propos de leurs efforts visant au désarmement et à l'arrêt des essais atomiques dans le monde.

Effectivement, en préparation du Sommet de Nassau, le Ministère des Affaires Étrangères britannique avait échangé maintes fois avec le gouvernement de Washington, notamment en réaction à une suggestion américaine de réduire l'importance du désarmement et de l'arrêt des essais nucléaires. Ce changement soudain dans l'attitude américaine inquiéta fortement Harold Macmillan, qui avait particulièrement accentué les efforts de son pays vers le désarmement au début des années 1960. Le *Foreign Office* britannique écrivit donc le 5 décembre au gouvernement de John F. Kennedy :

⁶⁸⁰ *Ibid.*, pp. 172-173.

⁶⁸¹ *Ibid.*

⁶⁸² *Ibid.*, pp. 180-182.

I was interested in Mr.Rusk's suggestion that the President was inclined to "de-emphasize" disarmament and nuclear tests. I should be grateful for your own assessment on this. Is it a general indication of American policy after Cuba or is it merely that the President would not wish to give these subjects a particular emphasis at the Bahamas meeting⁶⁸³?

Le 7 décembre, l'ambassadeur britannique à Washington discuta de ce sujet avec M. Rusk et M. Foster-Dulles, qui le rassurèrent sur le fait que les États-Unis souhaitaient toujours autant mettre en œuvre un désarmement mondial, mais qu'ils ne jugeaient pas le contexte international actuel comme un moment opportun pour le faire :

Rusk and Foster explained that this phrase did not mean that their interest in making progress on disarmament had in any way diminished. However if was their judgement, based on recent contacts with the Soviet Union in a variety of places including Geneva, that the Russians had no wish to make progress at the present time⁶⁸⁴.

En somme, la volonté de mettre de côté les sujets tels que le désarmement et l'arrêt des essais atomiques résultait de la récente perception par les États-Unis d'une baisse de l'intérêt soviétique pour ces problématiques durant la seconde moitié de l'année 1962, en particulier après la crise des missiles de Cuba⁶⁸⁵.

4. La recherche d'alternatives au programme Skybolt.

Dès lors, le Sommet de Nassau fut marqué par l'annonce officielle de l'annulation de Skybolt. Il fallait donc sérieusement décider d'une alternative efficace à ce programme dont le Royaume-Uni dépendait tant. C'est pourquoi le gouvernement britannique avait anticipé dès le 7 décembre que parmi ces alternatives, le gouvernement américain pourrait redonner vie à son projet de force nucléaire de l'OTAN :

I inquired as to what other nuclear matters the President might wish to bring up. Rusk said that he supposed that the question of alternatives to Skybolt might arise and in addition, depending on how things had gone in the NATO meeting, the problem of a NATO nuclear force might need discussion.

—Lettre de M.Ormsby-Gore au *Foreign Office* le 7 décembre 1962⁶⁸⁶.

⁶⁸³ *Ibid.*, p. 211.

⁶⁸⁴ *Ibid.*, p. 203.

⁶⁸⁵ *Ibid.*, pp. 192-197.

⁶⁸⁶ *Ibid.*, p. 203.

La solution choisie pour remplacer Skybolt fut l'association des missiles et des sous-marins Polaris. Lors du Sommet de Nassau, le Premier ministre britannique s'était préparé à déclarer au président américain que le Royaume-Uni aurait la capacité de construire ses propres sous-marins Polaris ainsi que les têtes nucléaires compatibles, et qu'il n'achèterait seulement aux États-Unis leurs fusées Polaris. Cette construction indépendante prendrait environ sept ans, et les premiers sous-marins Polaris britanniques devraient être opérationnels d'ici 1969. Pour autant, le problème de l'intervalle dans la dissuasion causée par l'arrêt de l'efficacité de la dissuasion opérée par le tandem composé de Blue Steel et de la force de V-bombers devait toujours être réglé⁶⁸⁷.

Dans une préparation d'un communiqué destiné aux États-Unis, le Royaume-Uni s'accorda pour que la vente des sous-marins Polaris américains soit annoncée de la manière suivante :

In these circumstances the U.S. Government have agreed to sell to the U.K. Government Polaris missiles together with the associated systems and equipment [...]. The U.K. Government will construct the submarines in which these weapons will be placed and they will also construct the nuclear warheads for the Polaris missiles. The U.K. Government will regard the primary task of this fleet as being to contribute to the defence of the NATO area⁶⁸⁸.

5. La renaissance du projet américain d'une force nucléaire multilatérale de moyenne portée dans l'OTAN intégrée au commandement suprême des forces alliées en Europe.

5.1. *La réunion de l'OTAN à Athènes du 4 au 6 mai 1962.*

Si le projet de force nucléaire otanienne fut abordé lors du Sommet de Nassau, c'est d'abord parce que lors de la précédente réunion de l'OTAN, qui s'était déroulée à Athènes du 4 au 6 mai 1962, les projets d'une dissuasion indépendante de l'OTAN et de l'établissement de missiles MRBM en Europe avaient été mis de côté temporairement. Un accord avait cependant été trouvé sur la formation d'un comité nucléaire au sein de l'organisation, qui aurait permis aux États-Unis d'informer les autres membres de l'OTAN de l'état de leurs préparations nucléaires et de leurs plans en Europe⁶⁸⁹.

⁶⁸⁷ *Ibid.*, pp. 180-182.

⁶⁸⁸ *Ibid.*, p. 174.

⁶⁸⁹ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 63.

5.2. *Le rapport du 30 Avril 1962 du Standing Group au Comité militaire sur les aspects militaires de l'intégration des MRBM dans l'OTAN.*

Le 30 avril 1962, l'OTAN avait produit un rapport à propos du projet d'une force otanienne, d'abord à cause de besoin militaire de remplacer les missiles aériens et les missiles de croisière du SACEUR par des MRBM, car ils devenaient obsolètes⁶⁹⁰. De plus, l'OTAN anticipait le futur besoin d'organiser ces MRBM dans une force otanienne multilatérale.

Pour rappel, il avait été décidé en 1957 à une réunion du Conseil de l'OTAN des chefs de gouvernement que des missiles IRBM seraient mis à disposition du SACEUR. Cette nécessité avait donc été comblée par l'établissement de quatre escadrons Thor au Royaume-Uni sous commandement national, deux escadrons Jupiter en Italie, et un escadron Jupiter en Turquie, sous contrôle partagé entre le niveau national et le SACEUR.⁶⁹¹

Puis, en octobre 1959, le SACEUR avait déclaré que d'ici 1963, la capacité offensive soviétique inclurait des nouvelles armes de tout genre, augmentant le danger pour les avions et les installations d'ACE. Pour faire face à ce danger, le SACEUR avait proposé d'établir un NBMR⁶⁹² pour les MRBM, c'est-à-dire une exigence initiale de trois cent missiles, puis un futur programme prévoyant le déploiement de quatre-vingt missiles d'ici 1964, cent missiles en 1964 et enfin cent vingt en 1965.

Le 2 Décembre 1960, le *Standing Group* de l'OTAN avait considéré que les caractéristiques militaires du missile Polaris correspondaient à la partie maritime des exigences MRBM pour ACE, malgré un besoin d'étudier davantage les systèmes terrestres, comme des adaptations de Polaris.

En outre, en raison de la nature nucléaire de ces systèmes d'armes, le Comité Militaire avait demandé davantage de direction de la part du Conseil de l'Atlantique Nord sur l'introduction de ces armes. Effectivement, au vu du développement rapide des capacités de défense adverses, il avait été compris qu'une solution à ce problème devait être trouvée assez rapidement⁶⁹³.

⁶⁹⁰ Military Committee Series. (30 April 1962). *Military Aspects of the Integration of MRBM's into NATO*. 03 Military Committee, Military Committee Series 1962 (MC 0099), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, p. 1.

⁶⁹¹ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁹² NBMR : *NATO Basic Military Requirement*.

⁶⁹³ Military Committee Series. (30 April 1962). *Military Aspects of the Integration of MRBM's into NATO*. 03 Military Committee, Military Committee Series 1962 (MC 0099), NATO Archives Online, Brussels, Belgium, p. 3.

D'une part, l'introduction de MRBM au sein d'ACE permettrait de fournir une arme nucléaire moderne, fiable et efficace, pour attaquer des cibles actuellement prévues pour les attaques aériennes ou les missiles de croisières qui deviendraient obsolètes pendant la deuxième moitié de la décennie. De plus, ce changement pourrait rééquilibrer le danger que constituaient les MRBM soviétiques militairement et psychologiquement, qui ciblaient à ce moment-là et dans le futur l'Europe de l'OTAN⁶⁹⁴.

D'autre part, les États membres considéraient que l'introduction de MRBM dans l'OTAN n'avait pas pour but d'étendre les responsabilités du SACEUR en cas d'attaque atomique. En effet, les MRBM serviraient à opérer les mêmes fonctions que celles actuelles des forces nucléaires tactiques d'ACE. L'OTAN aurait donc à sa disposition une capacité d'attaque aérienne et maritime efficace.

Troisièmement, fournir des MRBM à l'OTAN était un moyen pour réduire la vulnérabilité des forces de frappe atomique de l'organisation face à des attaques de missiles soviétiques. En réalité, ne pas moderniser les capacités d'attaques nucléaires otaniennes mettrait en péril le rôle d'ACE dans la stratégie de l'OTAN.

*Le déploiement et la conception de l'opération*⁶⁹⁵.

En outre, en considérant le point de vue militaire, la flexibilité et la dispersion des MRBM dans le cadre du projet de l'OTAN dépendaient d'abord de la capacité de déployer ces types de missiles partout sur le territoire européen otanien, y compris dans les zones maritimes adjacentes, ce qui n'était pas considéré comme une simple tâche. En effet, un large déploiement géographique de ces missiles serait utile pour exploiter au maximum ce système d'armement, même si l'efficacité de ce système MRBM ne dépendait pas d'un stationnement dans un pays en particulier.

De plus, les cibles désignées pour des attaques immédiates en situation de guerre totale seraient principalement des aérodromes, des sites de missiles, des centres de contrôle, et des sites de stockage nucléaire qui constitueraient une menace pour l'OTAN et qui seraient à portée des MRBM. Qui plus est, certaines situations pourraient amener à faire usage de la flexibilité des MRBM pour attaquer des cibles telles que des grandes concentrations de chars et de troupes mécanisées qui seraient bien tenues par l'armée soviétique à l'arrière et qui pourraient se

⁶⁹⁴ *Ibid.*, p. 4.

⁶⁹⁵ *Ibid.*, p. 5.

déplacer rapidement pour exploiter des opportunités tactiques. Toutefois, bien qu'il fût difficile de prédire la nature et l'étendue des conflits durant cette période de la guerre froide, il était clair qu'il fallait posséder des MRBM pour soutenir les opérations militaires, car les services de renseignement révélaient constamment de nouvelles cibles inconnues.

Afin de remplir les missions citées ci-dessus, les missiles pourraient être placés sur terre, c'est-à-dire dans des sites renforcés, mais aussi à bord de véhicules mobiles, de péniches, de vaisseaux côtiers ou maritimes ou encore dans des sous-marins⁶⁹⁶. Le placement choisi devait ensuite donner l'assurance d'une réponse aux besoins militaires de la guerre dans les temps. Ainsi, le système MRBM devait répondre rapidement une fois l'ordre reçu par le Commandant de l'OTAN. Le missile en lui-même devait donc avoir une capacité de lancement rapide et une communication sécurisée, certaine et immédiate. De plus, d'autres qualités étaient attendues pour ce missile, c'est-à-dire qu'il devait être dispersé ou renforcé, il devait faire preuve d'une grande précision et flexibilité dans le ciblage et la puissance nucléaire, et enfin, les MRBM devaient avant tout être invulnérables.

Il était donc prévu que ces missiles complèteraient les autres forces d'attaques nucléaires d'ACE dans l'attaque de cibles pour lesquelles les facteurs de temps, de distance, de défense ennemie ou de vulnérabilité de la base feraient de la force MRBM l'arme la plus efficace et la plus logique.

En revanche, il fut anticipé que l'intégration de ces forces pourrait poser problème dans les bas niveaux de commandement. C'est-à-dire que l'OTAN rencontrerait des difficultés pour continuer la chaîne de commandement aux niveaux nationaux⁶⁹⁷. Pour autant, à travers des accords binationaux, la majorité des États membres de l'organisation avaient déjà dans leurs armées nationales attribuées à l'OTAN des systèmes pouvant correspondre à des vecteurs nucléaires. Ainsi, ces forces nationales fonctionneraient à travers la structure de commandement intégrée de l'OTAN, incluant des chaînes de commandement distinctes et un contrôle des systèmes de livraison et des têtes nucléaires.

Néanmoins, certains États membres avaient exprimé que les MRBM devraient être organisés dans une force de l'OTAN véritablement multilatérale dans les champs du contrôle et de la possession. L'organisation imagina donc trois exemples pour une organisation multilatérale de sa force MRBM. La première possibilité prenait en compte une force consistant

⁶⁹⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁹⁷ *Ibid.*

d'unités nationales déjà existantes et opérant dans le cadre de forces nationales attribuées à l'OTAN. Celles-ci seraient sous le contrôle opérationnel du Commandement de l'OTAN. Les systèmes d'armement, de logistique et les supports infrastructurels seraient fournis par les fonds de l'OTAN. Cette première possibilité serait avantageuse car elle serait conforme à l'organisation existante et n'exigerait qu'un minimum d'aménagement de communications additionnels.

Deuxièmement, la force pourrait être organisée à partir du premier modèle proposé, mais avec une chaîne de commandement et de contrôle séparée et répondant directement au plus haut niveau au Commandant de l'OTAN. Dès lors, cette organisation en « task force » permettrait une plus grande flexibilité à la force MRBM. Cependant, cela demanderait une augmentation du personnel et des communications. Mais, cette possibilité permettrait à cette force d'avoir une identité davantage multilatérale et elle conviendrait au besoin d'une capacité de dissuasion nucléaire appartenant réellement à l'OTAN⁶⁹⁸.

Troisièmement, la force pourrait être similaire à la seconde proposition, à la différence que ses unités seraient composées de différentes sous-unités nationales. De ce fait, tous les frais de soutien seraient financés multilatéralement. Or, une telle organisation poserait de grands problèmes. De plus, la force serait probablement moins efficace militairement. Pourtant, cette solution semblait la seule acceptable pour les pays qui ne pouvaient fournir que des sous-unités.

Le projet d'une force terrestre, aérienne ou mixte.

Dans l'élaboration de ce projet, le Standing Group de l'OTAN fut amené à questionner la nature de la force MRBM. C'est-à-dire soit une force terrestre, soit aérienne, ou alors mixte⁶⁹⁹.

Dans un premier temps, une force terrestre présenterait de nombreux avantages comme le fait de pouvoir opérer des attaques plus précises. Cependant, l'OTAN exigeait de cette force une grande flexibilité et une invulnérabilité, ce qui demanderait un grand degré de mobilité et une capacité de dispersion à des armes individuelles. Une telle dispersion exigerait donc une organisation de soutien complète qui serait encore plus complexe à mettre en œuvre si les unités étaient multinationales. De plus, des complications psychologiques pourraient émerger en conséquence du déploiement mobile par rapport aux populations civiles des zones concernées.

⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 8.

⁶⁹⁹ *Ibid.*, pp. 8-9.

Dans un deuxième temps, une force embarquée permettrait d'être flexible et augmenterait la capacité de survie, même s'il faudrait concentrer de nombreux missiles sur un seul vaisseau et qu'elle serait vulnérable à la détection et à la filature. Des forces embarquées demanderaient un minimum d'installations de soutien car un vaisseau devrait être autonome en mer. Ces forces embarquées pourraient utiliser des installations portuaires existantes pour des opérations de soutien. Le fait que les cibles importantes pourraient être retirées du voisinage de zones très peuplées et d'installations importantes serait un grand avantage permis par une force embarquée.

Dans un troisième temps, la mise en place d'une force sous-marine était celle qui offrait le plus de chances de survie. Cependant, du fait de sa nature, une force sous-marine exigeait un haut degré de compétence et d'efficacité de l'équipage, ce qui empêcherait une participation multinationale dans la gestion du bâtiment et du système de missiles. De plus, il s'agissait du moyen de déploiement le plus cher.

Finalement, une force MRBM mixte, c'est-à-dire composée d'unités terrestres et embarquées permettrait une grande flexibilité et permettrait aux pays de contribuer soit avec des unités terrestres soit embarquées selon leurs préférences nationales⁷⁰⁰.

Les questions de commandement et de contrôle.

De surcroît, il fut établi que tout contrôle multilatéral sur l'usage des MRBM devrait être exercé au niveau politique selon les procédures du Conseil de l'Atlantique Nord, et selon les réglementations en vigueur sur le contrôle d'armes nucléaires. Du point de vue militaire, il était évidemment essentiel que ce contrôle politique soit exercé de manière rapide et efficace. Quel que soit l'organisation des MRBM dans l'OTAN, le commandement et le contrôle militaire pour l'utilisation de ces armes répondrait directement au Commandant de l'OTAN, une fois que l'autorité politique lui aurait été conférée.

D'ailleurs, il fut compris qu'une chaîne distincte de commandement et de contrôle des têtes nucléaires serait une condition *sine qua non* de la création de la force MRBM, et ce, qu'importe les considérations politiques et légales. Du point de vue militaire, la détention des têtes nucléaires serait exercée soit sur une base nationale, soit multilatérale. Chaque corps de détention répondrait au Commandant de l'OTAN. Enfin, le contrôle multilatéral sur le lancement des têtes nucléaires ne serait possible qu'au niveau politique.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p. 10.

Le financement.

Quant aux problématiques financières, il était complexe de les anticiper étant donné que le coût des missiles n'était pas encore disponible. Quoiqu'il en soit, le Standing Group prévu qu'il faudrait dépenser environ 2,5 millions de dollars pour un missile Polaris de type maritime, et environ 7,5 millions de dollars par missile pour un sous-marin nucléaire équipé de seize missiles⁷⁰¹.

En conclusion, le rapport du Standing Group considéra que si une force MRBM était formée, il faudrait choisir la seconde proposition pour son organisation, afin d'établir une force équilibrée entre la recherche de l'efficacité militaire et l'identité multilatérale de la force. De plus, cette force mixte offrirait plus de flexibilité à l'Alliance et autoriserait les États membres à contribuer selon leurs préférences nationales. Il fut rappelé que le contrôle multilatéral de l'usage des MRBM, y compris le contrôle sur le lancement des têtes nucléaires, ne pouvait être exercée qu'au niveau politique.

5.3. Le contenu de l'accord entre Harold Macmillan et John F. Kennedy à Nassau.

Néanmoins, si initialement les britanniques semblaient avoir redouté l'ouverture le Sommet de Nassau du fait des nombreux désaccords avec leurs alliés américains, cette rencontre donna la vie aux fameux Accords de Nassau. Le Premier ministre Harold Macmillan avait fini par réussir à influencer les américains de sorte à ce qu'ils changent leur avis au cours de la rencontre (« It was clear that a great deal had been achieved by the Prime Minister and his colleagues in Nassau persuading the President to move away from the original Nassau positions. »). En particulier, le document que les États-Unis avaient préparé en amont du Sommet de Nassau et qui comptait adapter les forces britanniques aux critères de l'OTAN évolua au cours de la rencontre. Au final, la dernière version de ce document traita seulement de l'importance d'augmenter les capacités des forces conventionnelles du Royaume-Uni.

En préparant une déclaration conjointe à propos des systèmes de défense nucléaire, les deux pays décidèrent que les États-Unis fourniraient des missiles Polaris au Royaume-Uni dans le cadre d'une force multilatérale de l'OTAN⁷⁰².

⁷⁰¹ *Ibid.*, p. 12.

⁷⁰² Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 141-143.

En pratique, les missiles Polaris furent pensés dans le contexte d'une force équipée de sous-marins. Ces sous-marins seraient assignés à la force multilatérale de l'OTAN pour la défense de l'Ouest, mais leur utilisation serait ouverte au gouvernement britannique en cas de situation urgente⁷⁰³. Un tel système de sous-marins nucléaires aurait selon les britanniques les avantages suivants :

The advantages of such a system are that it would not have to be located within the constructed borders of the United Kingdom; it would not need protection by fighter aircraft; its useful life could be a long one and it would give a better second strike capability than any other systems suitable for the United Kingdom⁷⁰⁴.

Les États-Unis étaient donc désormais certains de leur opposition aux capacités nucléaires nationales, ce qu'ils firent savoir dans un brouillon d'un communiqué de leur part :

The U.S. Government did not feel able to agree to the British request for Polaris missiles to replace Skybolt because they felt that to make such an agreement would represent a new departure and would signify a U.S. agreement to the continuance of independent national nuclear forces at a time when the whole trend should be towards multilateral forces within the NATO Alliance⁷⁰⁵.

En effet, à propos de la question des forces assignées à l'OTAN, les deux pays décidèrent lors du Sommet de Nassau que la dissuasion principale dissuasion principale d'une agression de la part de l'Union Soviétique reposait sur les forces nucléaires des États-Unis et du Royaume-Uni. Ils prirent d'ailleurs en compte que les armes atomiques tactiques pouvaient être utilisées pour un arrêt des hostilités, et que dans ce cas, les armes devraient être sous le contrôle du SACEUR :

The theory of the limited use of nuclear weapons to dictate a pause in military operations which might have begun through miscalculation on the enemy's part probably remained valid. For this purpose, the weapons in question ought to be under the control of a tactical nuclear weapons command, directly subordinate to the Supreme Allied Commander, Europe⁷⁰⁶.

De plus, le président américain John F. Kennedy proposa lors de la rencontre de Nassau que les deux gouvernements ouvrent des consultations à propos de l'élaboration d'une force de

⁷⁰³ *Ibid.*, p. 122.

⁷⁰⁴ *Ibid.*, p. 125.

⁷⁰⁵ *Ibid.*, p. 131.

⁷⁰⁶ Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 76.

missiles de l'OTAN dans laquelle ils pourraient participer avec d'autres membres de l'Alliance. Les forces développées par le Royaume-Uni seraient donc assignées aux forces de dissuasion de l'OTAN sur la base d'un accord. Dans ce cadre, les États-Unis et le Royaume-Uni pourraient encourager la création d'une force otanienne multilatérale donc leurs forces militaires feraient partie intégrante. Les américains fourniraient par exemple l'équipement nécessaire pour des missiles lancés depuis des sous-marins, à l'exception des têtes nucléaires, et les deux pays anglo-saxons feraient en sorte de renforcer les forces conventionnelles de l'Alliance (« the non-nuclear sword⁷⁰⁷») ainsi que son bouclier nucléaire (« the nuclear shield⁷⁰⁸»).

Dans, le document rédigé pendant le Sommet de Nassau exigea des forces nucléaires stratégiques du Royaume-Uni qu'elles soient utilisées pour la défense du bloc occidental, sauf en cas de danger aux intérêts nationaux britanniques. Le Royaume-Uni avait particulièrement à cœur d'inscrire cette dernière provision, souhaitant conserver son indépendance dans le domaine nucléaire :

Again, the latest draft included a new provision that our strategic nuclear forces would be used for « the international defence of the Western Alliance in all circumstances except where Her Majesty's Government may decide that the supreme national interests are at stake ». The Prime Minister had particularly directed attention [...] to these words, which had the effect of giving us the sole right of decision on the use of our strategic nuclear forces [...] that these words could be publicly defended as maintaining an independent United Kingdom contribution to the nuclear deterrent.

5.4. La volonté d'indépendance nucléaire du Royaume-Uni.

Or, une ambiguïté demeurait sur l'interprétation de ces mots. C'est-à-dire que le gouvernement britannique se demandait s'il était autorisé à utiliser ses forces nucléaires stratégiques dans des circonstances ne concernant pas la défense de l'Alliance Occidentale, ou si en revanche, le gouvernement pouvait refuser d'utiliser ces forces dans des circonstances particulières comprenant les intérêts de l'alliance. En réalité, le premier ministre Harold Macmillan souhaitait que la définition réfère aux deux situations. Celui-ci ajouta que s'il était

⁷⁰⁷ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 166.

⁷⁰⁸ *Ibid.*

autorisé à rendre cette interprétation publique, c'est-à-dire avec l'accord de John F. Kennedy, le principe d'indépendance de son pays serait sauvegardé⁷⁰⁹.

Dès le 26 juin 1962, le Premier ministre avait affiché sa détermination à conserver l'indépendance des forces nucléaires stratégiques de son pays, notamment car la dissuasion indépendante était le fruit des efforts de plusieurs gouvernements britanniques successifs, d'horizons politiques différents. Il ajouta qu'il y avait souvent eu des projets conjoints avec les États-Unis pour préparer le futur, mais que la défense de l'Europe sera assurée en fonction des circonstances changeantes⁷¹⁰. De plus, lorsque M. Zilliacus lui demanda si la force de dissuasion nucléaire britannique indépendante était intégrée aux forces américaines, M. Macmillan répondit par la négative. Il se justifia en rappelant que les forces nucléaires américaines situées au Royaume-Uni étaient régies par des accords spéciaux, mais qu'elles ne pouvaient être utilisées sans l'accord du gouvernement britannique⁷¹¹.

A ce propos du contrôle des forces de dissuasion nationales, Harold Macmillan avait écrit au Ministère de la Défense le 24 juin 1962 :

As I see it, legally, the President can use the American deterrent without my agreement. I can use the British deterrent without his approval. We have a gentlemen's agreement to consult each other « if there is time to do so⁷¹²».

5.5. Entre indépendance et interdépendance : le différend entre Washington et Londres sur la portée et les implications de la dissuasion à Nassau.

Cependant, ces décisions furent le fruit de longues discussions empreintes des différentes attentes de la part des deux pays. En effet, le 20 décembre, un télégramme fut envoyé au *Foreign Office* depuis Nassau, disant que les négociations n'étaient pas porteuses d'espoir (« I am afraid things are not at present going very well⁷¹³. »). Plus particulièrement, les points de discorde concernaient le fait que les américains étaient réticents à offrir les missiles Polaris dans le but de la création d'une force nucléaire stratégique nationale pour le Royaume-Uni. Les

⁷⁰⁹ Macmillan's Cabinet. (21 December 1962). *Cabinet Conclusion 1. Bahamas Meeting*. (CAB 128 36 cc 62 76 76), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 4.

⁷¹⁰ Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3709), The National Archives United Kingdom, Kew, England, p. 2.

⁷¹¹ *Ibid.*, p. 3.

⁷¹² *Ibid.*, p. 9.

⁷¹³ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 157-158.

dirigeants américains à Nassau insistaient sur le fait que ces missiles, dont le Royaume-Uni avait tant besoin, ne pourraient lui être octroyés que dans le cadre d'une force otanienne :

So far, the Americans have felt unwilling to offer us the Polaris missile on terms that are acceptable to us. They wish us to assign the whole of the British Polaris force to N.A.T.O. or a multilateral nuclear force. Such an arrangement would not give us an independent British contribution to the nuclear deterrent in any real sense of the word independent, since, under the American proposal we would only be able to withdraw the force from N.A.T.O. in a dire national emergency. It would therefore not be available outside the N.A.T.O. area or play a role in strengthening our foreign policy⁷¹⁴.

La cause centrale des désaccords entre les deux pays anglo-saxons portait principalement sur leurs différentes définitions de l'indépendance et de l'interdépendance des forces, ce que le premier ministre Harold Macmillan écrivit le 21 décembre à Nassau :

For my part I explained, rather as I had done to General de Gaulle at Rambouillet, that I regarded our nuclear deterrent forces as being both inter-dependent and independent. They are of course and must be British forces but they will normally be used as part of a joint defence system for the Free World⁷¹⁵.

De plus, définir ce qui était vraiment impliqué par l'indépendance ou par l'interdépendance était l'un des défis majeurs de la conférence de Nassau. A Nassau, les britanniques dirent que l'indépendance et l'interdépendance du Royaume-Uni et des États-Unis devaient être vues comme deux faces d'une même médaille :

The truth was that both independence and interdependence must exist and be cherished until new loyalties superseded the old. He did not at all object to committing forces to NATO; indeed he would be prepared to do this even if Britain could manufacture the whole missile system themselves. At the same time in the last resort Her Majesty's Ministers must be free to decide. There was no dichotomy here; they were looking at two sides of the same coin. The Government of the day would have to have authority to act. But the world was no longer in the days of bows and arrows and had moved into a much sophisticated state. [...] At the same time the preservation of the principles for which he was arguing was of capital importance and this moment was a turning point.

—Propos d'Harold Macmillan à Nassau le 20 décembre à midi⁷¹⁶.

⁷¹⁴ *Ibid.*, pp. 157-158.

⁷¹⁵ *Ibid.*, p. 112.

⁷¹⁶ *Ibid.*, pp. 36-37.

Ces problèmes d'interprétation eurent également des conséquences sur la manière dont les deux pays comprenaient l'affectation⁷¹⁷ de forces nucléaires au sein de l'OTAN. D'un côté, les britanniques souhaitaient conserver une définition assez large, au contraire des américains. Selon le Premier ministre britannique, la relation d'interdépendance souhaitée pour les États-Unis et le Royaume-Uni était une nouveauté, et c'est pourquoi la définition de sa portée était problématique :

Mr. Macmillan went on to say that we were really between two worlds, the world of independence which was now ceasing to exist and the world of interdependence which we had not yet quite reached, though we were moving towards it⁷¹⁸.

Le gouvernement britannique fut particulièrement déçu des échanges avec les États-Unis lors du Sommet de Nassau, et surtout Harold Macmillan, qui considérait que cette décision compromettait la *Special Relationship* toute entière :

The Prime Minister recognised with regret that the U.S. decision inevitably marked the end of a period of close Anglo-American co-operation in which he himself has always believed⁷¹⁹.

Même si l'offre américaine permettait au Royaume-Uni de maintenir l'indépendance de la force nucléaire britannique, les relations étroites entre les deux pays était désormais ternie, d'autant plus qu'une offre similaire avait été faite à la France de Charles de Gaulle⁷²⁰.

Du côté américain, cette conférence avait été considérée comme un succès, alors même que les différences d'opinion avaient été omniprésentes tout au long des discussions :

He [John F. Kennedy] said that it was certainly the hardest working conference he had ever attended and he seemed delighted by the result⁷²¹.

—Lettre de David Ormsby-Gore à Harold Macmillan le 28 décembre 1962⁷²².

Les américains avaient tout de même été contrariés de la publication de l'information du premier succès d'un des essais de Skybolt lors de la conférence des Bahamas, à priori par le

⁷¹⁷ Le terme qui posait problème était « assigned ».

⁷¹⁸ Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 20-21.

⁷¹⁹ *Ibid.*, pp. 129-130.

⁷²⁰ *Ibid.*, p. 95.

⁷²¹ *Ibid.*, pp. 81-87.

⁷²² *Ibid.*

Secrétaire de la défense Robert McNamara, ce qui avait particulièrement tourmenté John F. Kennedy⁷²³.

Les arguments avancés par les américains à propos de leur réticence concernaient d'abord le fait que leur pays possédait une force nucléaire suffisamment puissante pour protéger tout le bloc Occidental, et ils ne comprenaient donc pas pour quelles raisons certains membres de l'OTAN remettaient en question leur volonté de défendre l'Europe Occidentale.

Deuxièmement, les américains rappelèrent à Nassau leur crainte d'encourager les français et les allemands dans leur volonté d'obtenir une force nucléaire, notamment si les missiles Polaris étaient fournis au Royaume-Uni sans engagement (« They are most anxious not to stimulate the French and the Germans to ask for favours similar to what we should get if we were supplied with Polaris without strings⁷²⁴. »). Cette crainte était exacerbée par l'attitude du président français le général de Gaulle, qui croyait que la situation pourrait dégénérer vers un nouveau conflit mondial dans lequel l'Allemagne serait impliquée :

He [de Gaulle] felt that for the Germans to have nuclear weapons would excite the Russians and would enable them to rally support in Eastern Europe with the fear of a German revanchist war⁷²⁵.

Troisièmement, selon le gouvernement américain, les missiles Polaris étaient différents en nature des missiles Skybolt⁷²⁶. Pourtant, les britanniques s'y opposèrent, décrivant les deux missiles de la manière suivante : « The Skybolt missile is simply a method of firing a ballistic missile from an aeroplane ; the Polaris missile is as similar arrangement for discharge from a submarine⁷²⁷. ».

En conclusion, si d'autres sujet furent abordés lors du Sommet de Nassau, comme la crise du Congo, les discussions à propos du champ nucléaire étaient réellement considérées comme primordiales (« We have talked about the Congo-another very difficult subject-and East/West relations. But the nuclear overshadow everything else⁷²⁸. »).

⁷²³ *Ibid.*

⁷²⁴ *Ibid.*, pp. 145-146.

⁷²⁵ *Ibid.*, p. 128.

⁷²⁶ *Ibid.*, pp. 145-146.

⁷²⁷ *Ibid.*, pp. 129-130.

⁷²⁸ *Ibid.*, pp. 157-158.



— John F. Kennedy et Harold Macmillan à Nassau le 21 décembre 1962⁷²⁹.

⁷²⁹ NSA Archive, <https://nsarchive.gwu.edu/sites/default/files/thumbnails/image/kennedy-and-macmillan.jpg>

Conclusion

En conclusion, il est évident que la dissuasion nucléaire forgea les relations inter-étatiques durant la Guerre Froide, et particulièrement au début des années 1960, alors que les stratégies nucléaires et les technologies de ces systèmes d'armement étaient en profonde mutation.

Durant cette période, le bloc occidental et le bloc communiste se trouvèrent dans une situation de parité nucléaire, qui força l'OTAN à remettre en question la crédibilité dissuasion nucléaire, notamment par le renforcement des forces conventionnelles, changement caractéristique de la nouvelle administration américaine portée par John F. Kennedy.

Alors que le champ nucléaire subissait des transformations, le Royaume-Uni se rapprocha de plus en plus des États-Unis dans ce domaine, surtout lorsque son programme national de missiles Blue Streak fut abandonné, marquant le début d'une dépendance envers son allié américain à travers le programme Skybolt.

L'attachement de plus en plus fort des États-Unis et du Royaume-Uni à leurs forces nucléaires stratégiques pour maintenir un ordre du monde stable singularisa leurs politiques de défense entre 1961 et 1963 ainsi que la relation entre leurs deux chefs d'État.

De plus, l'émergence d'une multiplicité de tensions durant une période limitée, comme ce fut le cas de la crise de Berlin de 1961 et la reprise essais nucléaires atmosphériques par l'URSS, permis au premier ministre britannique Harold Macmillan et au président américain John F. Kennedy d'entretenir des relations plus étroites. Cependant, il est clair que les États-Unis faisaient preuve d'un certain paradoxe de par leur volonté d'atteindre un désarmement mondial et un bannissement des essais atomiques d'un côté, et de l'autre leur reprise des essais nucléaires atmosphériques par le lancement d'une nouvelle série à Christmas Island, gracieusement prêtée par le Royaume-Uni.

Nonobstant, les gouvernements américain et britannique se rapprochèrent remarquablement lors des épisodes de crises extérieures, et particulièrement lorsqu'un risque de guerre nucléaire émergeait, à l'image de la crise des missiles de Cuba, au cours de laquelle Harold Macmillan joua un réel rôle de conseiller auprès de John F. Kennedy.

Pourtant, lorsque les États-Unis annoncèrent l'abandon du développement de Skybolt, une longue période de crise de confiance entre les gouvernements britanniques et américains débuta. À ce moment-là, toute la stratégie de défense du Royaume-Uni était en danger,

dépendant de l'approvisionnement en missiles nucléaires américains. Les États-Unis utilisèrent évidemment cette occasion pour avancer leurs propres objectifs en matière de défense, notamment lors du Sommet de Nassau à la fin de l'année 1962.

Annexes

Annexe I : Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England. p.10-11.

Annexe II : Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 15-21.

Annexe III: Bukharin, O., Kadyshchev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, pp. 490-499, «Soviet nuclear explosions».

Annexe IV : MAY Ernest R. et ZELIKOV Philip D., *The Kennedy Tapes: Inside the White House During the Cuban Missile Crisis*, Harvard University Press (Cambridge), 1997, pp. 188-189, photographies prises à Cuba par l'avion de reconnaissance américain U-2 en octobre 1962.

Annexe V: Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 25-26.

Annexe I: Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England. p.10-11.

10

TOP SECRET

7

4 (a)

**RECORD OF A MEETING HELD AT BALI-HAI, THE BAHAMAS, AT
9.50 a.m. ON WEDNESDAY, DECEMBER 19, 1962**

Present:

UNITED KINGDOM

The Right Hon. Harold Macmillan, M.P.
The Right Hon. The Earl of Home
The Right Hon. Peter Thorneycroft,
M.P.
Sir David Ormsby Gore
Mr. Bligh
Mr. de Zulueta

UNITED STATES

President Kennedy
Mr. McNamara
Mr. Ball
Ambassador Bruce
Mr. Thompson
Mr. McGeorge Bundy

*Jalence Orgn.
(CRB's Pt. 5.)
July 1956*

Mr. Macmillan began by welcoming President Kennedy and saying that he would just like to express in public what he had said privately to the President on December 18 about the admiration which the British Government had felt for the President's handling of the Cuban crisis. *President Kennedy* said that for his part he would like to record the appreciation of the United States Government for the Prime Minister's firm stand in their support over the Cuba crisis.

Mr. Macmillan said that he was sorry that the present talks which he had hoped would range over the great world issues had now been overshadowed by the question of the SKYBOLT missile. However, this question had blown up and must be resolved. He would like to set out the position as he saw it. His memory of government perhaps went back further than that of anyone else in the room and he could recall the time during the war when Tube Alloys were being developed. He fully appreciated the feelings which President Kennedy and his Government had about the dangers of doing anything which might be obnoxious to European countries. He also understood the feeling that nothing should be done which would prevent movement towards larger groupings in the world. The British Government had no desire to hinder such developments of whose necessity they were quite convinced. At the same time Mr. Macmillan was sure that the allied countries in Europe, and especially President de Gaulle, were quite aware of the historical background to this question. In the early days all the attention had been focused upon the problem of actually making a bomb. This had originally been largely developed by British scientists and then, when France was occupied, Churchill and Roosevelt had agreed to transfer the work to the United States where the Hiroshima bomb had finally been produced. At that stage Britain and America had in a sense owned an equal share in the equity. After the war this Anglo-American co-operation which had not been covered by any very precise legal agreement was threatened by difficulties such as the spy cases in England which had led to the passing of the McMahon Act. President Eisenhower had felt that this Act had treated Britain too harshly and under his Administration changes had been introduced which, although applicable to all nations, were in fact primarily intended to assist Britain as they had done. Since then there had been close co-operation again between the two countries in which Britain had been able to contribute something, certainly all that she had, and had scrupulously maintained the rules about not passing information to third countries. Towards the end of the 1950s attention had begun to shift from the bomb to the means of delivery. At that time Britain was developing the BLUE STREAK rocket on which she had spent some \$200 million. This was a powerful weapon which could have been developed but of course it had disadvantages for a small island like the United Kingdom. The British Government reached the view that they should abandon it if they could get anything better. At Camp David in 1960 President Eisenhower had discussed SKYBOLT and POLARIS and had given the Prime Minister a model of the POLARIS submarine. Finally, Mr. Macmillan had gratefully accepted President Eisenhower's offer of SKYBOLT. Although

TOP SECRET

1074

c*

TOP SECRET

later enshrined in a formal agreement this arrangement had been based upon a broad honourable understanding. At the same time President Eisenhower had mentioned his desire to station some POLARIS submarines in Scotland so that fewer ships could do more work. The first British suggestion had been Gair Loch but in the end they had agreed to the American preference for Holy Loch. When since then doubts had been cast on the possibility of successfully completing the SKYBOLT project British Ministers had accepted American assurances that the development programme was going ahead and had stoutly maintained that the weapon would work. Now the United Kingdom had been told that the United States Administration were to discontinue the programme.

Mr. Macmillan thought that it was worth considering what the effect would have been on the French, Germans and Italians if the SKYBOLT project had been successfully developed. He did not think that they would have been upset. They were all fully aware of the history and of the co-operative arrangements which had made Britain with America a founder member of the nuclear club. They knew about the special arrangements under the McMahon Act and the tradition, which had been renewed—but not started—at Camp David. There would, therefore, have been no problem. Now that SKYBOLT had failed the question arose of the effect of an American decision to continue to help the United Kingdom in some other way on the possibility of larger groupings in Europe on which so much depended. As regards the Common Market negotiations he could frankly see no objection. The truth of the matter was that the French felt that they had made a very good deal with the Germans about agriculture and the real problem was whether they would be ready to abandon this. There was of course a division between the French concept of the Six building up a somewhat autarchic agricultural structure and reducing imports almost to nothing and the British view that it was the duty of the Europeans, not just to the Commonwealth but to the whole outside world, to accept a reasonable degree of imports, thereby promoting economic stability, preventing political upheavals and fulfilling their moral duty. But the outcome of the Common Market negotiations would not be affected by decisions about nuclear delivery systems.

There had been much talk about a multilateral nuclear force but he was not quite clear what that meant. Was it the same, for example, as what was called a European force? Would it be manufactured in Europe and would it belong to those who had manufactured it? Would it be put into some sort of pool? Personally he could not see any necessary contradiction between the concepts of independence and interdependence. Of course, it was possible to put national forces into alliances and in planning to work inside that framework. But this did not mean that the national forces passed completely under the authority of the commanding General. The United Kingdom had been used to working within this concept from the days of Marlborough onwards. The national forces were independent as regards ultimate political authority and interdependent for the joint campaign. It would, therefore, be possible to put many British forces into some such an interdependent arrangement on this basis. But until there was a supranational political authority which would exercise juridical control there would have to be interdependence with an ultimate national authority. Interdependence and independence were the two sides of a coin. It was quite possible that when the French got to the point of achieving their own deterrent they might see matters in the same way; and the Prime Minister had made, he thought, some progress in explaining this to General de Gaulle at Rambouillet. The General had, of course, been quite clear that Governments could not lose ultimate control of their own forces. For obvious reasons the Prime Minister had not illustrated his argument to General de Gaulle by using the example which sprang most quickly to his mind, namely that of General Gort, who was under the command of General Gamelin, but when it was clear that General Gamelin had lost control of the battle, obeyed the orders of the British Government to save his own troops and any French troops who wished to join him at Dunkirk. The truth was that until a single supranational State was formed there would have to be a combination of independence and interdependence.

Mr. Macmillan did not therefore believe that a switch from the lame horse, SKYBOLT, to what was now the favourite, POLARIS, would upset France and Germany because they accepted the different backgrounds of their national history. If, however, it would help the Prime Minister would consider making some arrangement which might in practice be little more than a gesture but which would

TOP SECRET

Annexe II : Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 15-21.



RELEASE:
IMMEDIATE

...
... 15
... ..

OFFICIAL
TEXT
FROM USIS

UNITED STATES INFORMATION SERVICE, AMERICAN EMBASSY, LONDON

~~Wednesday,~~
~~July 26,~~
~~1961.~~

KENNEDY SPEECH TO NATION

Following is the transcript of President Kennedy's broadcast to the American people last night reporting on Berlin and the world situation.

on 25. 7. 61

Good evening.

Seven weeks ago tonight I returned from Europe to report on my meeting with Premier Khrushchev and the others. His grim warning about the future of the world, his aide memoire on Berlin, the subsequent speeches and threats which he and his agents have launched, and the increase in the Soviet military budget that he has announced have all prompted a series of decisions by this Administration and a series of consultations with the members of NATO.

In Berlin, as you recall, he intends to bring to an end, through the stroke of the pen, first our legal rights to be in Berlin, and secondly, our ability to make good on our commitment to the two million people of that city. That we cannot permit.

We are clear about what must be done -- and we intend to do it. I want to talk frankly with you tonight about the first steps that we shall take. These actions will require sacrifice on the part of many of our citizens. More will be required in the future. They will require from all of us courage and perseverance in the years to come. But if we and our Allies act out of the strength and unity of purpose -- with calm determination and steady nerves -- using restraint in our words as well as our weapons -- I am hopeful that both peace and freedom will be sustained.

The immediate threat to free men is in West Berlin. But that isolated outpost is not an isolated problem. The threat is world-wide. Our effort must be equally wide and strong, and not be obsessed by any single manufactured crisis. We face a challenge in Berlin, but there is also a challenge in South-East Asia, where the borders are less guarded, the enemy harder to find, and the danger of Communism less apparent to those who have so little. We face a challenge in our own hemisphere, and indeed wherever else the freedom of human beings is at stake.

Let me remind you that the fortunes of war and diplomacy left the free people of West Berlin in 1945 110 miles behind the Iron Curtain. This map makes very clear the problems that we face, and as you can see from the chart, West Berlin is 110 miles within the area which the Soviets now dominate, which is immediately controlled by the so-called East German regime.

We are there as a result of our victory over Nazi Germany, and our basic rights deriving from that victory include both our presence in West Berlin and the enjoyment of access across East Germany. These rights have been repeatedly confirmed and recognised in special agreements with the Soviet Union. Berlin is not a part of East Germany, but a separate territory, under the control of the Allied Powers. Thus, our rights there are clear and deep-rooted. But in addition to those rights is our commitment to sustain -- and defend it, if need be -- the opportunity for more than two million people to determine their own future and choose their own way of life.

This text may be used in quotation or in full, with or without attribution to USIS, by press, radio and other media after release time indicated at top. In the case of wireless texts, whilst every effort has been made to maintain accuracy, transmission problems may result in certain inaccuracies and allowance must be made accordingly.

Thus, our presence in West Berlin, and our access thereto, cannot be ended by any act of the Soviet Government. The NATO shield was long ago extended to cover West Berlin -- and we have given our word that an attack upon that city will be regarded as an attack upon us all.

For West Berlin, lying exposed 110 miles inside of East Germany, surrounded by Soviet troops and close to Soviet supply lines, has many roles. It is more than a showcase of liberty, a symbol, an isle of freedom in a Communist sea. It is even more than a link with the free world, a beacon of hope behind the Iron Curtain, an escape hatch for refugees.

West Berlin is all that. But above all it has now become, as never before, the great testing place of Western courage and will, a focal point where our solemn commitments, stretching back over the years since 1945, and Soviet ambition now meet in basic confrontation.

It would be a mistake for others to look upon Berlin, because of its location, as a tempting target. The United States is there; the United Kingdom and France are there; the pledge of NATO is there and the people of Berlin are there. It is as secure in that sense as the rest of us, for we cannot separate its safety from our own.

I hear it stated that West Berlin is militarily untenable. So was Bastogne and so, in fact, was Stalingrad. Any dangerous spot is tenable if men, brave men, will make it so.

We do not want to fight, but we have fought before and others in earlier times have made the same dangerous mistake of assuming that the West was too selfish and too soft and too divided to resist invasions of freedom in other lands.

Those who threaten to unleash the forces of war on a dispute over West Berlin should recall the words of the ancient philosopher: "A man who causes fear cannot be free from fear".

We cannot and will not permit the Communists to drive us out of Berlin, either gradually or by force. For the fulfilment of our pledge to that city is essential to the morale and security of West Germany, to the unity of Western Europe, and to the faith of the entire free world. Soviet strategy has long been aimed, not merely at Berlin, but at dividing and neutralising all of Europe, forcing us back on our own shores. We must meet our often-stated pledge to the free peoples of West Berlin, and maintain our rights and their safety, even in the face of force, in order to maintain the confidence of other free peoples in our word and our resolve. The strength of the Alliance on which our security depends is dependent in turn on our willingness to meet our commitments to them.

So long as the Communists insist that they are preparing to end by themselves, unilaterally, our rights in West Berlin and our commitments to its people, we must be prepared to defend those rights and those commitments. We will at all times be ready to talk, if talk will help. But we must also be ready to resist with force, if force is used upon us. Either alone would fail. Together, they can serve the cause of freedom and peace.

The new preparations that we shall make to defend the peace are part of the long-term build-up in our strength which has been underway since January. They are based on our needs to meet a world-wide threat, on a basis which stretches far beyond the present Berlin crisis. Our primary purpose is neither propaganda nor provocation, but preparation.

A first need is to hasten progress toward the military goals which the North Atlantic Allies have set for themselves. In Europe today nothing less will suffice. We will put even greater resources into fulfilling those goals and we look to our Allies to do the same.

The supplementary defence build-ups that I asked from the Congress in March and May have already started us moving toward these and other defence goals. They included an increase in the size of the Marine Corps, improved readiness of our reserves, expansion of our air and sea lift, and stepped-up procurement of needed weapons, ammunition, and other items. To ensure a continuing invulnerable capacity to deter or destroy any aggressor, they provided for the strengthening of our missile power and for putting 50 per cent of our B-52 and B-47 bombers on a ground alert which would send them on their way with 15 minutes warning.

These measures must be speeded up, and still others must now be taken. We must have sea and airlift capable of moving our forces quickly and in large numbers to any part of the world.

But even more importantly, we need the capability of placing in any critical area at the appropriate time a force which, combined with those of our Allies, is large enough to make clear our determination and ability to defend our rights at all costs -- and to meet all levels of aggressor pressure with whatever levels of force are required. We intend to have a wider choice than humiliation or all-out nuclear action.

While it is unwise at this time either to call up or to send abroad excessive numbers of these troops before they are needed, let me make it clear that I intend to take, as time goes by, whatever steps are necessary to make certain that such forces can be deployed at the appropriate time without lessening our ability to meet other military needs.

Thus, in the days and months ahead, I shall not hesitate to ask the Congress for additional measures, or exercise any of the Executive powers that I possess to meet this threat to peace. Everything essential to the security of freedom must be done; and if that should require more men, taxes, controls or other new powers, I shall not hesitate to ask them. The measures proposed today will be constantly studied, and altered as necessary. But while we will not let panic shape our policy, neither will we permit timidity to direct our programme.

Accordingly, I am now taking the following steps:

- (1) I am tomorrow requesting of the Congress for the current fiscal year an additional \$3,247,000,000 of appropriations for the Armed Forces.
- (2) To fill out our present Army divisions, and to make more men available for prompt deployment, I am requesting an increase in the Army's total authorized strength from 875,000 to approximately 1 million men.
- (3) I am requesting an increase of 29,000 and 63,000 men respectively in the active duty strength of the Navy and Air Force.
- (4) To fulfil these manpower needs, I am ordering that our draft calls be doubled and tripled in the coming months; I am asking the Congress for authority to order to active duty certain ready reserve units and individual reservists, and to extend tours of duty; and, under that authority, I am planning to order to active duty a number of air transport squadrons and air National Guard tactical air squadrons, to give us the air-lift capacity and protection that we need. Other reserves forces will be called up when needed.
- (5) Many ships and planes once headed for retirement are to be retained or reactivated, increasing our tactical airpower and our sea lift, airlift, and anti-submarine warfare capability. In addition, our strategic air power will be increased by delaying the deactivation of B-47 bombers.
- (6) Finally, some \$1.8 billion -- about half of the total sum -- is needed for the procurement of non-nuclear weapons, ammunition and equipment.

-4-

18

The details on all these requests will be presented to the Congress tomorrow. Subsequent steps will be taken to suit subsequent needs. Comparable efforts for the common defence are being discussed with our NATO Allies. For their commitment and interest are as precise as our own.

And let me add that I am well aware of the fact that many American families will bear the burden of these requests. Studies or careers will be interrupted; husbands and sons will be called away; incomes in some cases will be reduced. But these are burdens which must be borne if freedom is to be defended -- Americans have willingly borne them before -- and they will not flinch from the task now.

We have another sober responsibility. To recognise the possibilities of nuclear war in the missile age, without our citizens knowing what they should do and where they should go if bombs begin to fall, would be a failure of responsibility. In May, I pledged a new start on civil defence. Last week, I assigned, on the recommendation of the Civil Defence Director, basic responsibility in this programme to the Secretary of Defence, to make certain it is administered and co-ordinated with our continental defence efforts at the highest civilian level. Tomorrow, I am requesting of the Congress new funds for the following immediate objectives: to identify and mark space in existing structures -- public and private -- that could be used for fall-out shelters in case of attack; to stock those shelters with food, water, first aid kits and other minimum essentials for our survival; to increase their capacity; to improve our air-raid warning and fall-out detection system, including a new household warning system now under development; and to take other measures that will be effective at an early date to save millions of lives if needed.

In addition, new Federal buildings will include space suitable for fall-out shelters, as well as normal use.

In the event of an attack, the lives of those families which are not hit in a nuclear blast and fire can still be saved -- if they can be warned to take shelter and if that shelter is available. We owe that kind of insurance to our families -- and to our country. In contrast to our friends in Europe the need for this kind of protection is new to our shores. But the time to start is now. In the coming months, I hope to let every citizen know what steps he can take without delay to protect his family in case of attack. I know you would not want to do less.

The addition of \$207 million in civil defence appropriations brings our total new defence requests to \$3 billion, 454 million, and a total of \$47 billion, 5 million for the year. This is an increase in the defence budget of \$6 billion since January, and has resulted in official estimates of a budget deficit of over \$5 billion. The Secretary of the Treasury and other economic advisers assure me, however, that our economy has the capacity to bear this new request.

We are recovering strongly from last winter's recession. The increase in this last quarter of our total national output was greater than that for any postwar period of initial recovery. And yet, wholesale prices are actually lower than they were during the recession, and consumer prices are only one-quarter of one per cent higher than they were last October.

In fact, this last quarter was the first in eight years in which our production has increased without an increase in the overall price index. And for the first time since the Fall of 1959, our gold position has improved and the dollar is more respected abroad. These gains, it should be stressed, are being accomplished with budget deficits far smaller than those of the 1958 recession.

This improved business outlook means improved revenues, and I intend to submit to the Congress in January a budget for the next fiscal year which will be strictly in balance. Nevertheless, should an increase in taxes be needed, because of events in the next few months, to achieve that balance, or because of subsequent defence rises, those increased taxes will be requested in January.

Meanwhile, to help make certain that the current deficit is held to a safe level, we must keep down all expenditures not thoroughly justified in budget requests. The luxury of our current Post Office deficit must be ended. Costs in military procurement will be closely scrutinized -- and in this effort I welcome the co-operation of the Congress. The tax loopholes I have specified -- on expense accounts, overseas income, dividends, interest, co-operatives and others -- must be closed.

I recognize that no public revenue measure is welcomed by everyone, but I am certain that every American wants to pay his fair share, and not leave the burden of defending freedom entirely to those who bear arms. For we have mortgaged our very future on this defence -- and we cannot fail to meet our responsibilities.

But I must emphasize again that the choice is not merely between resistance and retreat, between atomic holocaust and surrender. Our peacetime military posture is traditionally defensive, but our diplomatic posture need not be. Our response to the Berlin crisis will not be merely military or negative. It will be more than merely standing firm. For we do not intend to leave it to others to choose and monopolize the forum and the framework of discussion. We do not intend to abandon our duty to mankind to seek a peaceful solution.

As signers of the UN Charter, we shall always be prepared to discuss international problems with any and all nations that are willing to talk, and listen, with reason. If they have proposals -- not demands -- we shall hear them. If they seek genuine understanding -- not concessions of our rights -- we shall meet with them.

We have previously indicated our readiness to remove any actual irritants in West Berlin, but the freedom of that city is not negotiable. We cannot negotiate with those who say, "What's mine is mine; what's yours is negotiable." But we are willing to consider any arrangement or treaty in Germany consistent with the maintenance of peace and freedom, and with the legitimate security interests of all nations.

We recognize the Soviet Union's historical concern about their security in Central and Eastern Europe, after a series of ravaging invasions -- and we believe arrangements can be worked out which will help to meet those concerns, and make it possible for both security and freedom to exist in this troubled area.

For it is not the freedom of West Berlin which is "abnormal" in Germany today, but the situation in that entire divided country. If anyone doubts the legality of our rights in Berlin, we are ready to have it submitted to international adjudication. If anyone doubts the extent to which our presence is desired by the people of West Berlin, compared to East German feelings about their regime, we are ready to have that question submitted to a free vote in Berlin and, if possible, among all the German people. And let us hear at the same time from the 2 1/2 million refugees who have fled the Communist regime in East Germany, voting for Western-type freedom with their feet.

The world is not deceived by the Communist attempt to label Berlin as a hot-bed of war. There is peace in Berlin today. The source of world trouble and tension is Moscow, not Berlin. And if war begins, it will have begun in Moscow, and not Berlin.

For the choice of peace or war is largely theirs, not ours. It is the Soviets who have stirred up this crisis. It is they who are trying to force a change. It is they who have opposed free elections. It is they who have rejected an all-German peace treaty and the rulings of international law. And as Americans know from our history on our own old frontier, gun battles are caused by outlaws, and not by officers of the peace.

In short, while we are ready to defend our interests, we shall also be ready to search for peace, in quiet exploratory talks, in formal or informal meetings. We do not want military considerations to dominate the thinking of either East or West. And Mr. Khrushchev may find that his invitation to other nations to join in a meaningless treaty may lead to their inviting him to join in the community of peaceful men, in abandoning the use of force, and in respecting the sanctity of agreements.

While all these efforts go on, we must not be diverted from our total responsibilities, from other dangers, from other tasks. If new threats in Berlin or elsewhere should cause us to weaken our programme of assistance to the developing nations who are also under heavy pressure from the same source, or to halt our efforts for disarmament, or to disrupt or slow down our economy, or to neglect the education of our children, then those threats will surely be the most successful and least costly manoeuvre in Communist history. For we can afford all these efforts and more, but we cannot afford not to meet this challenge.

And the challenge is not to us alone. It is a challenge to every nation which asserts its sovereignty in the name of liberty. It is a challenge to all who want a world of free choice. It is a special challenge to the Atlantic Community -- the heartland of human freedom.

We in the West must move together in building military strength. We must consult one another more closely than ever before. We must together design our proposals for peace, and labour together as they are pressed at the conference table. And together we must share the burdens and the risks of this effort.

The Atlantic Community, as we know it, has been built in response to challenges: the challenges of European chaos of 1947; of the Berlin blockade in 1948; and the challenge of Communist aggression in Korea in 1950. Now, standing strong and prosperous, after an unprecedented decade of progress, the Atlantic Community will not forget either its history or the principles which give it meaning.

The solemn vow each of us gave to West Berlin in time of peace will not be broken in time of danger. If we do not meet our commitments to Berlin, where will we later stand? If we are not true to our word there, all that we have achieved in collective security, which relies on these words, will mean nothing, and if there is one path above all others to war, it is the path of weakness and disunity.

Today the endangered frontier of freedom runs through divided Berlin. We want it to remain a frontier of peace. This is the hope of every citizen of the Atlantic Community, every citizen of Eastern Europe, and, I am confident, every citizen of the Soviet Union, for I cannot believe that the Russian peoples -- who bravely suffered enormous losses in the Second World War -- would now wish to see the peace upset once more in Germany. The Soviet Government alone can convert Berlin's frontier of peace into a pretext for war.

The steps I have indicated tonight are aimed at avoiding the war. To sum it all up: we seek peace -- but we shall not surrender. That is the central meaning of this crisis -- and the meaning of this Government's policy.

With your help, and the help of all free men, this crisis can be surmounted. Freedom can prevail -- and peace can endure.

I would like to close with a personal word. When I ran for the Presidency of the United States, I knew this country faced serious challenges, but I could not realize nor could any man realize who does not bear the burdens.

Three times in my life-time our country and Europe have been involved in major wars. In each case serious misjudgments were made on both sides of the intentions of others which brought about great devastation. Now in the thermo-nuclear age, any misjudgment on either side about the intentions of the other could rain more devastation in several hours than has been wrought in all the war of human history.

Therefore, as President and as Commander-in-Chief -- and all of us as Americans are moving through serious days -- I shall bear this responsibility under our Constitution for the next three-and-one-half years. But I am sure that we all, regardless of our occupation, will do our very best for our country and for our cause. For all of us want to see our children grow up in a country at peace and in a world where freedom endures.

-7-

21

I know that sometimes we get impatient. We wish for some immediate action that would end our perils. But I must tell you that there is no quick and easy solution. The Communists control over a billion people and they recognise that if we should fall, their success would be imminent. We must look to long days ahead which, if we are courageous and persevering, can bring us what we all desire. In these days and weeks, I ask for your help and your advice. I ask for your suggestion when you think we could do better. All of us, I know, love our country, and we shall all do our best to serve it. In meeting my responsibilities in these coming months, as President, I need your good will and your support and, above all, your prayers.

Thank you and good night.

N.B. The preceding is an unofficial transcript of President Kennedy's statement.

A-17045-AC

B.J.

Annexe III: Bukharin, O., Kadyshev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004, pp. 490-499, «Soviet nuclear explosions».

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
10.10.57	04:55 Torpedo	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons effects	-35	10	UW
	State certification tests of T-5 torpedo. ¹					
28.12.57		Semipalatinsk	Weapons development		12	A
04.01.58		Semipalatinsk	Weapons development		1.3	A
17.01.58		Semipalatinsk	Weapons development		0.5	A
23.02.58		Novaya Zemlya	Weapons development		860	A
	Thermonuclear device. ^f					
27.02.58		Novaya Zemlya	Weapons development		250	A
	Thermonuclear device. ^f					
27.02.58		Novaya Zemlya	Weapons development		1,500	A
	Thermonuclear device. ^f					
13.03.58		Semipalatinsk	Weapons development		1.2	A
13.03.58		Semipalatinsk			<0.001	A
	Event is not in official list of 715 tests. ¹					
14.03.58		Semipalatinsk	Weapons development		35	A

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
14.03.58		Novaya Zemlya	Fundamental research		40	A
15.03.58		Semipalatinsk	Weapons development		14	A
15.03.58		Semipalatinsk			<0.001	A
	Event is not in official list of 715 tests. ¹					
18.03.58		Semipalatinsk	Fundamental research		0.16	A
20.03.58		Semipalatinsk	Weapons development		12	A
21.03.58		Novaya Zemlya	Weapons development		650	A
	Thermonuclear device. ^f					
22.03.58		Semipalatinsk	Weapons development		18	A
30.09.58	05:50	Novaya Zemlya	Weapons development		1,200	A
	Thermonuclear device. ^f					
30.09.58	07:55	Novaya Zemlya	Weapons development		900	A
	Thermonuclear device. ^f					
02.10.58	06:00	Novaya Zemlya	Weapons development		290	A
	Thermonuclear device. ^f					

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
02.10.58	07:01	Novaya Zemlya	Fundamental research		40	A
04.10.58		Novaya Zemlya	Weapons development		9	A
05.10.58	04:00	Novaya Zemlya	Weapons development		15	A
06.10.58		Novaya Zemlya	Weapons development		5.5	A
10.10.58	05:51	Novaya Zemlya	Weapons development		68	A
12.10.58	05:53	Novaya Zemlya	Weapons development		1,450	A
15.10.58	05:51	Novaya Zemlya	Weapons development		1,500	A
18.10.58	07:51	Novaya Zemlya	Weapons development		2,900	A
19.10.58	05:27	Novaya Zemlya	Fundamental research		40	A
19.10.58		Novaya Zemlya	Weapons development		<0.001	A
			Device may have failed to reach nominal yield. ^h			

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
20.10.58	06:20	Novaya Zemlya	Weapons development		440	A
21.10.58		Novaya Zemlya	Weapons development		2	A
22.10.58	06:21	Novaya Zemlya	Weapons development		2,800	A
24.10.58	06:03	Novaya Zemlya	Weapons development		1,000	A
25.10.58	06:20	Novaya Zemlya	Weapons development		190	A
25.10.58		Novaya Zemlya	Fundamental research		<0.1	A
01.11.58	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		10	A
03.11.58	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		10	A
01.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		16	A
04.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		9	A

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
05.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		16	A
06.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		1.1	A
06.09.61	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		11	A
			Test included study of weapons effects on radar. ^l			
09.09.61		Semipalatinsk	Weapons safety	0	0.38	S
10.09.61	07:00 Airdrop	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		2,700	A
10.09.61	09:00 Missile	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons development		12	A
			Test of R-12 missile, launched from Novaya Zemlya. ^m			
10.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.88	A
11.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.3	A
12.09.61	08:08 Missile	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons development		1,150	A
			Test of R-12 missile, launched from Novaya Zemlya. ^m			
13.09.61		Novaya Zemlya	Weapons development		6	A
			Airburst over water.			

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
13.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.001–20	A
14.09.61		Semipalatinsk	Weapons development	0	0.4	S
14.09.61	07:56 Missile	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		1,200	A
			Test of ballistic missile, launched from Kola Peninsula. ⁿ			
16.09.61	07:08 Missile	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		830	A
			Test of ballistic missile, launched from Kola Peninsula. ⁿ			
17.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		20–150	A
18.09.61	06:00	Novaya Zemlya	Weapons development		1,000	A
18.09.61		Semipalatinsk	Weapons safety	1	0.004	S
18.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.75	A
19.09.61		Semipalatinsk	Weapons safety	0	0.03	S
20.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		4.8	A
20.09.61	06:10	Novaya Zemlya	Weapons development		150–1,500	A

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
21.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.8	A
22.09.61	06:00	Novaya Zemlya	Weapons development		260	A
26.09.61		Semipalatinsk	Weapons development		1.2	A
01.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		3	A
02.10.61	08:30	Novaya Zemlya	Weapons development		250	A
04.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		13	A
04.10.61	05:30	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		1,500– 10,000	A
06.10.61	05:00	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		4,000	A
06.10.61	Missile	Kapustin Yar (missile launch)	Weapons effects		40	A
08.10.61	Cruise missile	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons development		15	A
			Test of the KSR-2 air-launched antiship cruise missile. ^o			

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
11.10.61	Tunnel	Semipalatinsk (Degelen) A-1	Fundamental research First Soviet underground explosion.		1	PCE
12.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		15	A
17.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		6.6	A
19.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.001–20	A
20.10.61	Missile	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development	Raduga	1,450	A
			Test of R-13 missile. ^p			
23.10.61	08:30 Torpedo	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons effects	Korall –20	4.8	UW
			Test of nuclear torpedo. ^q			
23.10.61	06:30 Airdrop	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		12,500	A
25.10.61	06:33	Novaya Zemlya	Weapons development		300	A
25.10.61		Semipalatinsk	Fundamental research		0.5	A
27.10.61	06:30 Torpedo	Novaya Zemlya (Chernaya Bay)	Weapons effects	Korall 0	16	WS
			Test of nuclear torpedo. ^q			

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
03.11.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.9	A
04.11.61		Novaya Zemlya	Weapons development		15	A
04.11.61	05:20	Novaya Zemlya	Weapons development		150–1,500	A
04.11.61		Novaya Zemlya	Weapons development		6	A
04.11.61		Semipalatinsk	Weapons development	0	0.2	S
02.02.62	Tunnel	Semipalatinsk (Degelen) A-1	Weapons effects	Argon-1	49.7 0.001–20	78.1 CCE
01.08.62		Semipalatinsk	Weapons development		2.4	A
03.08.62		Semipalatinsk	Weapons development		1.6	A
04.08.62		Semipalatinsk	Weapons development		3.8	A
05.08.62	07:10 Airdrop	Novaya Zemlya	Weapons development		21,100	A
07.08.62		Semipalatinsk	Weapons development	0	9.9	S
10.08.62	07:00	Novaya Zemlya	Weapons development		150–1,500	A

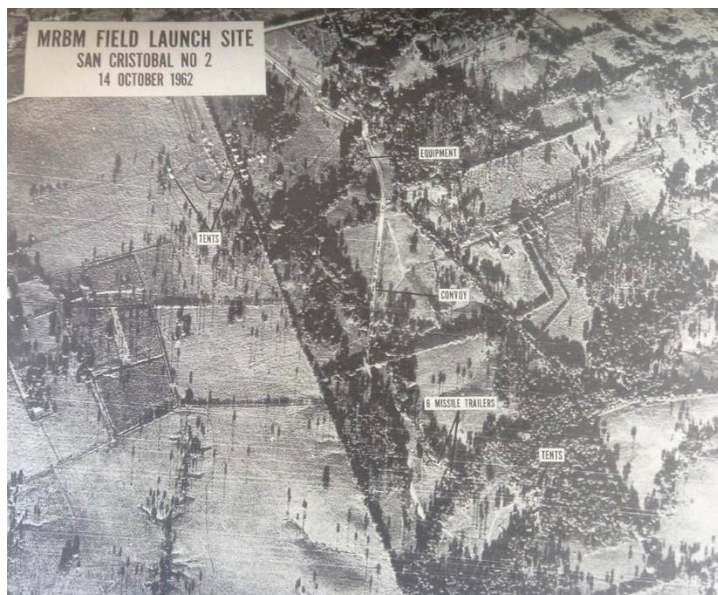
Nuclear Tests
499

Table 8.1 (continued)

Date (DD.MM.YY)	Time Method	Location Designation	Purpose	Program Height (m)	Latitude Yield (kt)	Longitude Effect
27.10.61	Missile	Kapustin Yar (missile launch) K1	Weapons effects	300,000	1.2	SP
			Study of weapons effects on work of System A prototype missile defense system. ¹			
27.10.61	Missile	Kapustin Yar (missile launch) K2	Weapons effects	180,000	1.2	SP
			Study of weapons effects on work of System A prototype missile defense system. ¹			
30.10.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.09	A
30.10.61	06:33 Airdrop	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		50,000	A
			Highest-yield nuclear explosion. Nominal yield of device was 100Mt. Reduced-yield test. ²			
31.10.61	06:30	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		5,000	A
31.10.61	06:38	Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		150–1,500	A
01.11.61		Semipalatinsk	Weapons development		2.7	A
02.11.61		Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		120	A
02.11.61		Novaya Zemlya (Mitushikha Bay)	Weapons development		280	A
02.11.61		Semipalatinsk	Weapons development		0.6	A
03.11.61		Semipalatinsk	Weapons safety	0	<0.001	S

498
Chapter 8

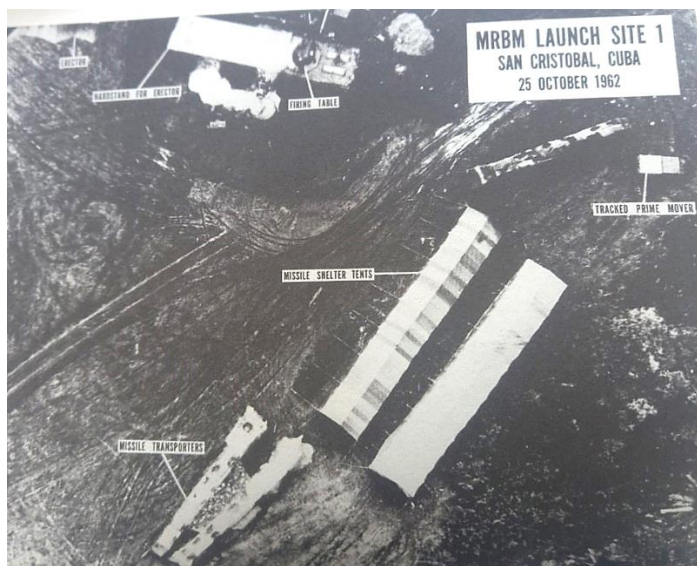
Annexe IV : MAY Ernest R. et ZELIKOV Philip D., *The Kennedy Tapes: Inside the White House During the Cuban Missile Crisis*, Harvard University Press (Cambridge), 1997, pp. 188-189, photographies prises à Cuba par l'avion de reconnaissance américain U-2 en octobre 1962.



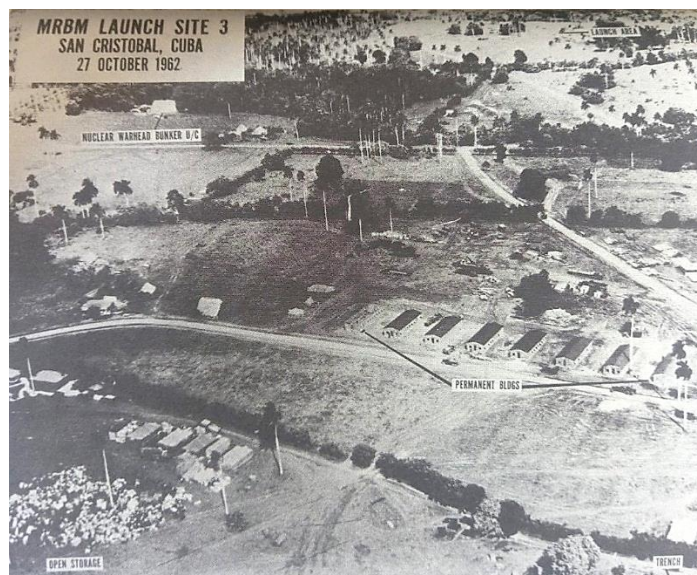
1. L'une des premières photographies U-2 révélant les sites MRBM soviétiques à Cuba.

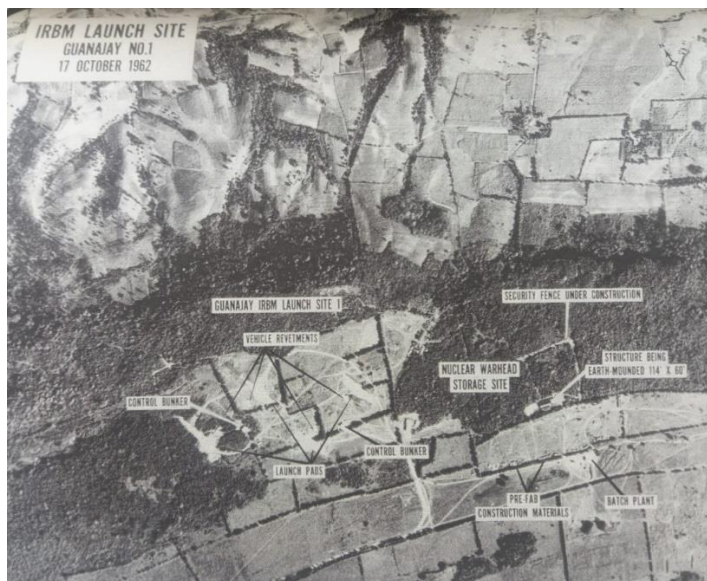


2. Photographies U-2 de caisses de fuselages de bombardiers IL-28.

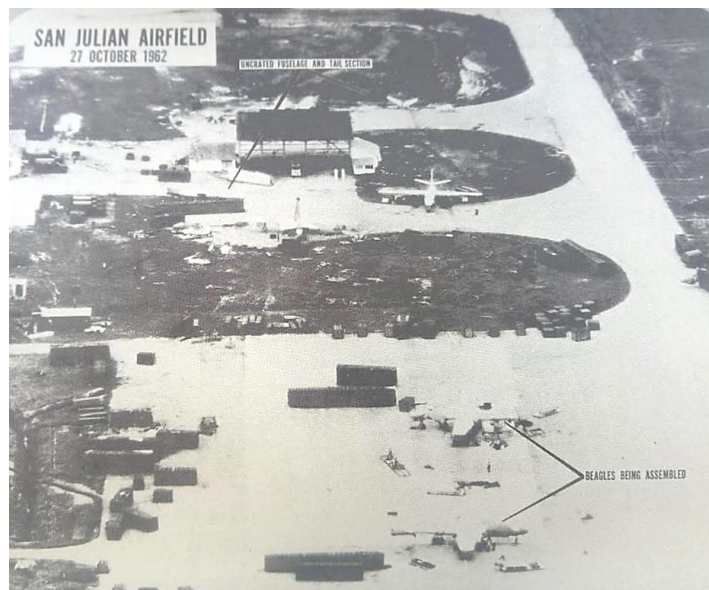


3. Sites opérationnels de lancement de missiles MRBM, photographies prises par un avion à basse reconnaissance.





4. Une des premières images des sites de lancement de missiles IRBM.



5. Assemblage de bombardiers IL-28.

Annexe V: Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England, pp. 25-26.

SKYBOLT DEVELOPMENT PROGRESS

25

The prime contractor for the Skybolt missile system (GAM.87A) is the Douglas Aircraft Company, who originally received the go ahead in February, 1960. It is an air launched ballistic missile weighing approximately 11,500 lbs. and is 40 feet long and 3 feet in diameter. It has a stellar inertial guidance system and is powered in two stages by solid propellant motors giving it a target range of about 950 miles. It may be launched at altitudes of 1,000 to 55,000 feet with speeds up to Mk. 0.9.

2. Whilst there have been various setbacks during the development of this missile, the overall picture is no worse than the average new system during the early stages of development, e.g. the latest version of Polaris has had six successive failures. The launching of programmed missiles from B52 aircraft began on schedule in April, 1962. The missiles used for these "programmed" launches are not completely representative of the operational missile since the missile's own guidance system is inoperative and the control system works from a punched tape. Details of the four programmed missiles launched so far are as follows:-

- (a) The first launched in April, 1962, was not a complete success in that the second stage motor failed to ignite. However, that shortcoming apart, the flight was particularly successful as far as drop stability, aerodynamic control system operation, first stage motor performance, stage separation and the overall structural integrity of the missile were concerned.
- (b) The second programmed launch took place in June, 1962. The launch was a failure in that neither the first or the second stage motor fired correctly. This was subsequently traced to a fault in the igniters and, while the trouble was being investigated, the dates of the next two launchings were delayed.

TOP SECRET

/(c)

TOP SECRET

26

- (c) The third programmed launch took place in early September, 1962. It was only partially successful because a fault in the programmer caused the first and second stages to separate shortly after launching. Nevertheless, the second stage motor ignited and attained full pressure before the missile was destroyed by the Range Safety Officer. As the programmer is not part of the operational missile this launch may be regarded as a successful demonstration of the electronics in the flight control system.
- (d) The fourth programmed launch took place towards the end of September. It appears to have operated correctly until the thrust-reversers in the second stage prematurely ignited. The thrust reversal is normally used as a means of controlling range and in this case the missile landed at a range of only 145 miles.

3. Development of the guidance system has been surprisingly free of trouble for a very complex system. Until November, 1962, most of the flying trials had been carried out in a C.131 transport aircraft. However, on 29th November, 1962, the first guided launch of the Skybolt took place. The missile behaved perfectly during the pre-launch checks, particularly as far as the guidance system was concerned. After launch, so far as could be seen, the first stage functioned perfectly and ignited after four seconds. However, the missile never took up a proper trajectory and after a few seconds of flight began to topple. The reasons are as yet unknown, but it is suspected that there was a fault in the gas generator which is the source of power for the control system. This part of the system has previously functioned satisfactorily. The computer functioned correctly and the second stage was ignited. Nevertheless, the total flight time was only 110 seconds, during which time the missile virtually went straight into the sea.

TOP SECRET

/4.

Table des matières

Liste des abréviations	2
Introduction	4
Première partie : Le début des années 1960 : un renouvellement du rôle de la dissuasion nucléaire.	11
Chapitre I. La nécessité d'actualiser la stratégie de l'OTAN aux nouveaux enjeux nucléaires.	11
1. <i>La parité nucléaire et la crédibilité de la dissuasion occidentale.</i>	12
2. <i>Le projet d'une force de dissuasion stratégique de l'OTAN et d'un renforcement du bouclier (Shield).</i>	18
3. <i>L'augmentation des moyens conventionnels sous l'impulsion de la nouvelle administration américaine.</i>	20
4. <i>La position de la France et la rencontre de Rambouillet entre Harold Macmillan et Charles de Gaulle (28 janvier 1961).</i>	22
Chapitre II. L'abandon par le Royaume-Uni de son programme de missiles Blue Streak : le début d'une dépendance envers les États-Unis.....	27
1. <i>Les origines de l'abandon de Blue Streak.</i>	27
2. <i>L'alternative offerte par le programme Skybolt.</i>	28
3. <i>La conversion de Blue Streak au profit de la recherche spatiale.</i>	29
Chapitre III. La définition de la stratégie britannique de défense des années 1960.	31
1. <i>Le livre Blanc sur la Défense de 1960.</i>	31
2. <i>L'étude sur les politiques futures du Royaume-Uni pour la période 1960-1970.</i> ..	32
3. <i>L'accord sur le stockage atomique de l'OTAN.</i>	34
4. <i>Le rapport sur la défense de 1961.</i>	36
5. <i>Le « Grand Design » d'Harold Macmillan.</i>	39
6. <i>Le rôle de l'OTAN.</i>	40
Chapitre IV. La crise de Berlin en 1961, un risque de guerre nucléaire ?	42

1.	<i>Les origines de la crise de Berlin.....</i>	42
2.	<i>Les négociations entre le bloc occidental et le bloc soviétique.</i>	44
3.	<i>Des sanctions économiques.</i>	50
4.	<i>La présence militaire en Allemagne.</i>	51
5.	<i>Les scénarios d'une guerre nucléaire à Berlin.</i>	58
Deuxième partie : Une nouvelle phase de la course à l'armement.		63
Chapitre V. La reprise des essais nucléaires par l'Union Soviétique (octobre 1961).		63
1.	<i>Les origines de la reprise des essais nucléaires.</i>	63
2.	<i>Les raisons de la reprise des essais</i>	65
3.	<i>Les caractéristiques des essais soviétiques.....</i>	67
4.	<i>Les conséquences des essais.</i>	68
Chapitre VI. L'inquiétude de l'essor des technologies de défense antibalistiques.		70
Chapitre VII. Christmas Island et les essais nucléaires atmosphériques.		74
1.	<i>Le choix de l'île Christmas pour des essais nucléaires.</i>	74
2.	<i>Le point de vue des États-Unis.....</i>	78
3.	<i>Les conditions imposées par le Royaume-Uni.....</i>	82
4.	<i>Les résultats des discussions.....</i>	86
Chapitre VIII. La recrudescence du dialogue entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest sur le désarmement, la prolifération et l'interdiction des essais nucléaires.		91
1.	<i>Le cadre théorique du désarmement.</i>	91
2.	<i>La non-prolifération à des États Tiers.....</i>	92
3.	<i>L'évolution des propositions de désarmement.....</i>	93
4.	<i>L'impact de la crise de Berlin sur la conférence de désarmement nucléaire.</i>	97
5.	<i>Les initiatives de la part de l'OTAN.</i>	100
6.	<i>L'immobilisme de la conférence sur le désarmement.....</i>	104
Chapitre IX. La rencontre des Bermudes entre John F. Kennedy et Harold Macmillan en décembre 1961.....		106
1.	<i>La fin de l'année 1961 et les préparations du Sommet des Bermudes.</i>	106

2.	<i>Les résolutions du sommet des Bermudes concernant les crises de 1961.</i>	111
3.	<i>Des perspectives prometteuses pour l'année 1962.</i>	117
4.	<i>La planification des stratégies de défense pour 1962 au lendemain du sommet des Bermudes.</i>	124
Troisième partie : Les obstacles dans la définition d'une force nucléaire stratégique britannique : une impasse dans la <i>Special Relationship</i> ?		
		136
Chapitre X. La crise des missiles de Cuba (16 octobre 1962-29 octobre 1962).		
		138
1.	<i>Le premier semestre de l'année 1962</i>	138
2.	<i>Le début de la crise des missiles en octobre.</i>	141
3.	<i>La rencontre entre John F. Kennedy et M. Gromyko le 18 octobre 1962.</i>	142
4.	<i>Les échanges du 27 octobre 1962.</i>	147
5.	<i>La résolution de la crise de Cuba (28 octobre-6 novembre 1962).</i>	151
6.	<i>Le lien entre la crise de Cuba et la crise de Berlin.</i>	154
Chapitre XI. L'abandon du programme de missiles Skybolt et ses alternatives : un tournant dans la relation anglo-américaine.		
		157
1.	<i>La stratégie de défense du Royaume-Uni pour 1962.</i>	157
2.	<i>La réception du papier blanc sur la défense par la Maison Blanche.</i>	160
3.	<i>Le début des doutes vis-à-vis de Skybolt.</i>	162
4.	<i>La réévaluation du nombre de villes cibles.</i>	163
5.	<i>Les précisions à propos de l'achat de missiles Skybolt.</i>	165
6.	<i>Les essais initiaux des missiles Skybolt.</i>	168
7.	<i>L'échec des essais des missiles Skybolt.</i>	170
7.	<i>Les alternatives à Skybolt.</i>	171
Chapitre XII. Les négociations pour la provision de bases sous-marines Polaris en Écosse à destination des forces américaines.		
		176
1.	<i>La connexion entre l'accord sur Skybolt et sur Holy Loch.</i>	176
2.	<i>Les origines de la demande américaine.</i>	176
3.	<i>Le contenu de la demande.</i>	177

4. <i>Le choix du lieu</i>	178
Chapitre XIII. Le tumultueux processus des Accords de Nassau, décembre 1962.	183
1. Les évènements précédant le Sommet de Nassau.	183
1.1. <i>L'effet du discours d'Ann Arbor de Robert McNamara le 9 juin 1962 sur le Royaume-Uni</i>	183
1.2. <i>La question de la France</i>	184
2. L'officialisation de l'abandon du programme Skybolt.	186
3. Les réunions à Nassau à propos du désarmement et de l'arrêt des essais atomiques..	187
4. La recherche d'alternatives au programme Skybolt.....	188
5. La renaissance du projet américain d'une force nucléaire multilatérale de moyenne portée dans l'OTAN intégrée au commandement suprême des forces alliées en Europe..	189
5.2. <i>Le rapport du 30 Avril 1962 du Standing Group au Comité militaire sur les aspects militaires de l'intégration des MRBM dans l'OTAN</i>	190
5.3. <i>Le contenu de l'accord entre Harold Macmillan et John F. Kennedy à Nassau</i>	195
5.4. <i>La volonté d'indépendance nucléaire du Royaume-Uni</i>	197
5.5. <i>Entre indépendance et interdépendance : le différend entre Washington et Londres sur la portée et les implications de la dissuasion à Nassau</i>	198
Conclusion.....	203
Annexes.....	205
Table des matières.....	224
Bibliographie.....	228
I-Sources.....	228
<i>Archives Britanniques</i>	228
<i>Archives Américaines</i>	233
<i>Archives Diplomatiques de la Courneuve (France)</i>	235
<i>NATO Archives Online</i>	235
II-Travaux de bibliographie.....	236

Bibliographie

I- Sources

1- Archives Britanniques

o **National Archives UK**

➤ Cabinet Conclusions (CAB 128)

- Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Conclusions of a Meeting of the Cabinet held in the Prime Minister's Room* (CAB 128 34 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (15 September 1960). *Conclusions: 1. Battle of Britain: Permanent Memorial; 2. Nuclear Weapons - Polaris; 3. Commonwealth Economic Consultative Council; 4. Distribution of Industry - North British Locomotive Company; 5. South-East Asia Treaty Organisation - Laos; 6. Congo Republic; 7. Middle East - Jordan; 8. United Nations - General Assembly; 9. Council of Europe; 10. International Monetary Fund.* (CAB 128 34 50), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (13 April 1960). *Cabinet Conclusion 1. Nuclear weapons.* (CAB 128 34 cc 60 26 26), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (21 July 1960). *Cabinet Conclusion 3. Space Research: Blue Streak.* (CAB 128 34 cc 60 44 44), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (30 November 1961). *Cabinet Conclusion 8.Space Research: Blue Streak.* (CAB 128 35 cc 61 66), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (3rd January 1962). *Conclusions: 1. Prospect of 1962; 2. Bermuda Meeting, 1961; 3. Germany - Berlin; 4. Nuclear Tests.* (CAB 128 36 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (3rd May 1962). *Prime Minister's Visit to Canada and the United States, April 1962.* (CAB 128 36 31), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (3 May 1962). *Cabinet Conclusion 1. Prime Minister's Visit to Canada and the United States April 1962.* (CAB 128 36 cc 62 31 31), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (3 January 1962). *Cabinet Conclusion 2. Bermuda Meeting 1961.* (CAB 128 36 cc 62 75 75), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (21 December 1962). *Cabinet Conclusion 1. Bahamas Meeting.* (CAB 128 36 cc 62 76 76), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

➤ Cabinet Memorandas (CAB 129)

- Macmillan's Cabinet. (8 February 1960). *Cabinet Memorandum: Defence White Paper 1960.* (CAB 129 100 c 14), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Cabinet Memorandum, Skybolt, Note by the Minister of Defence.* (CAB 129 101 c 97), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (19 July 1960). *Cabinet Memorandum, Blue Streak: Space Research.* (CAB 129 102 c 129), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (20 July 1960). *Cabinet Memorandum, Blue Streak: Note by the Prime Minister.* (CAB 129 102 c 130), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1st January 1962). *Memorandum: Use of Christmas Island for United States Nuclear Tests.* (CAB 129 108 1), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (20 June 1960). *Notebook: 1. Nuclear Weapons: Sky-Bolt; 2. Polaris: Base in U.K..* (CAB 195 19 1022), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (3 January 1962). *Notebook: 1. Prospects for 1962; 2. Bermuda Meeting; 3. Nuclear Tests.* (CAB 195 20 132360), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1st January 1961-31st December 1962). *Exchanges between Harold Macmillan, Prime Minister, and John F Kennedy, President of the USA.* (CAB 301 297), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

➤ Foreign Office (FO)

- Macmillan's Cabinet. (21st October 1962-6th November 1962). *Cuban Missile Crisis: contacts between John F Kennedy, President of the USA, and Harold Macmillan, UK Prime Minister.* (FO 598 29), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

○ Macmillan Cabinet Papers 1957-1963

➤ Cabinet Conclusions (CAB 128)

-Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Conclusions 1961 (Meetings 1-75).* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 35), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Conclusions 1962 (Meetings 1-76).* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 128 36), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

➤ Cabinet Memorandas (129)

-Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 1-50).* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 104), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 51-100).* Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 105), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 101-150)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 106), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (1961). *Cabinet Memoranda 1961 (Papers 151-222)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 107), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (1962). *Cabinet Memoranda 1962 (Papers 1-50)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 108), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Macmillan's Cabinet. (1963). *Cabinet Memoranda 1963 (Papers 51-100)*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 113), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Macmillan's Cabinet. (1963). *Cabinet Memoranda 1963 (Papers 1-34) Douglas-Home*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 129 115), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

➤ Cabinet Committees (CAB 134)

-Macmillan's Cabinet. (1959-1961). *Future Policy Study Committee Meetings 1959-1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (CAB 134 1929), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

➤ Prime Minister's Private Office (PREM)

- Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3246), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Prime Minister's Private Office. (1958-1961). *1958-1961 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3257), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

-Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3311), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3318), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1960-1961). *1960-1961 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3322), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 France*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3338), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 Germany*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3348), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961). *1961 USA*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3605), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Cuba*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3691), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3709), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3711), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1962). *1962 Defence*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3716), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *1961-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3776), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

- Prime Minister's Private Office. (1960-1962). *1960-1962 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3780), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961-1962). *The Prime Minister's Visit to Bermuda 20th-23rd December 1961*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 3782), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1959-1963). *1959-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4218), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1962-1963). *1962-1963 Foreign Policy*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4229), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1961-1963). *1961-1963 Home Affairs*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4284), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1963). *1963 USA*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4586), The National Archives United Kingdom, Kew, England.
- Prime Minister's Private Office. (1959-1964). *Prime Minister's Visit to Cape Town 3rd February 1960*. Macmillan Cabinet Papers 1957-1963 (PREM 11 4937), The National Archives United Kingdom, Kew, England.

2- Archives Américaines

○ **US National Archives and Records Administration (NARA)**

-Department of State. (31 January 1960). *Estimated Impact of Western Economic Sanctions against the Sino-Soviet Bloc*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Task Force File Unit: BQD-E4, (NAID: 6035084, 32034-1-1-1), US National Archives, Washington D.C., United States.

-Department of State. (7 December 1961). *Central Intelligence Agency [CIA] Berlin Handbook*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to the Berlin Crisis, (NAID: 6036283, 939562-1-1-2), US National Archives, Washington D.C., United States.

-Department of State. (10 December 1961). *Report of the Four Power Working Group on Germany and Berlin*. Record Group 59: General Records of the Department of State Series: Records Relating to Berlin (NAID: 6037198, 939193-1-1-1), US National Archives, Washington D.C., United States.

-Office of President John F. Kennedy. (March 21, 1962- November 30, 1962). *Cuba: Security, 1962*. Collection JFK-3: Papers of John F. Kennedy: Presidential Papers: President's Office Files Series: Country Files (NAID: 23907320, JFKPOF-115-004), US National Archives, Washington D.C., United States.

- **National Security Archives US, The Nuclear Vault, Resources from the National Security Archive's Nuclear Documentation Project.**

-Colonel A.J. Goodpaster. (8 December 1954). *Colonel A. J. Goodpaster, Staff Secretary, memorandum to the Secretary of State, Secretary of Defense, Chairman, Joint Chiefs of Staff, 8 December 1954, Top Secret*. The Nuclear Vault (RG 59, Executive Secretariat Conference Files, 1949-1972, box 65, CF 426 NATO Meeting Paris Dec, 1954 Documents & Exchanges) National Security Archives US, Washington DC, United States.

-Department of Defense. (23 March 1960). *“International Security Affairs, Department of Defense, for NATO Defense Ministers Conference, “Provision of Advanced Weapons to NATO Countries (Other than IRBMs),” 23 March 1960, Secret”*. The Nuclear Vault (DNSA Digital National Security Archive), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-U.S. Embassy. (12 August 1960). *“U.S. Embassy London Airgram G-150 to Department of State, “NATO Stockpile Agreement,” 12 August 1960”*. The Nuclear Vault (RG 59, CDF, 611.417/8-1260), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-U.S. Embassy. (26 September 1960). “*U.S. Embassy France Airgram G-G-430, “Negotiations with U.K. for Umbrella Stockpile Agreement,” 26 September 1960, Secret*”. The Nuclear Vault (RG 59, CDF, 611.417/9-2560), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-Department of Defense. (24 August 1960). “*Memorandum of Conversation, “Nuclear Sharing,’ 24 August 1960, Secret*”. The Nuclear Vault (RG 59, Records of the Policy Planning Staff, box 116, Atomic Energy Armaments 1960), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-U.S. Mission to Regional Organisations Paris. (18 October 1960). “*U.S. Mission to Regional Organizations Paris Airgram G-542 to State Department, “Ten-Year Planning Discussion of Atomic Matters,” 18 October 1960, Top Secret*”. The Nuclear Vault (RG 59, Central Decimal Files, 740.5/10-1860), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-Department of State. (31 January 1962). “*Research Memorandum REU-25: European Attitudes on Independent Nuclear Capability*”. (NND70959), National Security Archives US, Washington DC, United States.

-Secretary of State (21 August 1960). “*Bowie Report: The North Atlantic Nations Tasks for the 1960’s*”. National Security Archives US, Washington DC, United States.

3- Archives Diplomatiques de la Courneuve (France)

-Ministère de l’Europe et des Affaires Étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français. (Date d’édition : 1998). *Documents diplomatiques français. 1962, Tome I, 1er janvier-30 juin / Ministère des affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français*. Bibliothèque Diplomatique Numérique, Archives Diplomatiques, La Courneuve, France.

4- NATO Archives Online

-NATO International Planning of the Standing Group. (31 May 1962). *NATO Exercices 1961. 03 - Military Committee, Standing Group, International Planning Team, Formal*

documents of the International Planning Team of the Standing Group (IPT) (IPT 123/408-DRAFT2), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

-NATO Standing Group Liaison Office and Office of the Standing Group Representative. (2 August 1960). *Tactical Medium Range Surface/Surface Ballistic Missile*. 03 - Military Committee, Standing Group, Standing Group Liaison Office Paris Memoranda 1960 (LOM 065 60), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

-NATO Standing Group Liaison Office and Office of the Standing Group Representative. (16 May 1962). *Basic Assumptions for an Assessment of the Long-Term Threat to NATO*. 03-Military Committee, Standing Group, Standing Group Liaison Office Paris Memoranda 1962 (LOM 084 62), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

- NATO Standing Group Liaison Office and Office of the Standing Group Representative. (18 May 1962). *Basic Assumptions for Long Term Threat Assessment*. 03 - Military Committee Standing Group, Standing Group Liaison Office Paris Memoranda 1962 (LOM 087 62), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

- London Branch Standing Group Secretariat (LBSG), Standing Group Liaison Office (SGLO) Paris. (18 September 1961). *Role of NATO Forces*. 03 - Military Committee Standing Group, Standing Group Liaison Office Messages 1961 (LOSTAN 3894), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

- Military Committee Series. (30 April 1962). *Military Aspects of the Integration of MRBM's into NATO*. 03 - Military Committee, Military Committee Series 1962 (MC 0099), NATO Archives Online, Brussels, Belgium.

II- Travaux de bibliographie

1- Ouvrages

BONIFACE Pascal, *Repenser la dissuasion nucléaire*, La Tour-d'Aigues (Editions de l'Aube), « Collection Monde en cours », 1997.

BURNS Richard D. et COYLE III Philip E., *The Challenges of Nuclear Non-Proliferation*, Lanham (Rowman and Littlefield), « Weapons of Mass Destruction», 2015.

DANIEL James et HUBBEL John G., *Le coup de tonnerre de Cuba :histoire d'une crise internationale*, Editions Robert Laffont (Paris), 1963.

JONES Matthew, *The Official History of the UK Strategic Nuclear Deterrent, Volume I: From the V-Bomber Era to the Arrival of Polaris, 1945-1964*, Oxford (Routledge), 2017.

MAY Ernest R. et ZELIKOV Philip D., *The Kennedy Tapes: Inside the White House During the Cuban Missile Crisis*, Harvard University Press (Cambridge), 1997.

SANDFORD, Christopher. *Union Jack: John F. Kennedy's Special Relationship with Great Britain*. Lebanon, NH: University Press of New England (ForeEdge), 2017.

TERTRAIS Bruno. (2011). *Atlas mondial du nucléaire*. Editions Autrement.

TERTRAIS Bruno, *La menace nucléaire*, Paris (Armand Colin), «25 questions décisives », 2011.

VANDIER Pierre, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Paris (Editions du Rocher), 2018.

2- Articles

Martin A. Smith (2011, novembre). British nuclear weapons and NATO in the Cold War and beyond. *International Affairs, Royal Institute of International Affairs, Vol. 87* (No. 6), pages 1385-1399. <https://www.jstor.org/stable/41306996>

Albert Legault. (1979). La crise de Berlin de 1961. *Etudes Internationales*, vol.10 (n°1), pages 91-126. <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1979-v10-n1-ei2996/700915ar/>

3- Chapitres d'ouvrages

CRAIG Campbell, « Chapter 9: The Nuclear Revolution as a theory », in *International Relations Theory Today, Second edition* (ed. Ken BOOTH, Toni ERSKINE), Cambridge (Polity Press), 2016.

Bukharin, O., Kadyshev, T., Miasnikov, E., Podvig, P., Sutyagin, I., Tarasenko, M., & Zhelezov, B., «Chapter 8: Nuclear Tests», in *Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004.

